

AU NICARAGUA

Plusieurs membres
de l'état-major sandinista
tués dans une embuscade

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde
de l'économie »

Pages 13 à 15

- Le combat nippon-américain
dans les techniques de
pointe
- Les ambitions d'un homme
d'affaires coréen

Beyrouth et les avions de l'espoir

Espoir et désespoir : le premier avion qui a atterri ce lundi, à Beyrouth, a traversé, dans une approche hautement symbolique, les nuages de fumée noire qui montaient des pans incandescents lors des manifestations de parents d'un millier d'otages refusant tout « retour à la normale » tant que leur angoisse sur le sort de ceux-ci n'était pas dissipée.

Depuis trois jours, ces manifestations se poursuivent, attirant l'attention sur l'une des séquelles les plus douloureuses des affrontements. Il semble bien, toutefois, qu'elles aient pas jusqu'à interdire durablement la reprise du trafic aérien dans un aéroport fermé depuis le 6 février. Pour tous les Libanais, traumatisés par l'impression d'être coupés du monde extérieur et pris dans la spirale, la réouverture du port de l'aéroport, entravée ce lundi en fin de matinée par les manifestants qui barrent la seule route d'accès, marquerait une date importante. Même dans des conditions difficiles et précaires, elle apporterait une bonne nouvelle et annoncerait enfin des temps meilleurs.

Sur le fond du problème, un optimisme nécessairement très prudent peut trouver quelques arguments. En effet, de nombreux sans doute inévitables, le « plan de sécurité » a été mis en œuvre, exigeant six jours au lieu des trois initialement prévus. A l'exception près du problème des otages, les conditions semblent-elles être de retour à la normale. La tenue d'élections, qui n'est pas une ligne de démarcation, mais, au lieu d'être le « front », où guerroyaient les milices, elle marque le face-à-face pacifique de deux brigades de l'armée libanaise, celle à prédominance chiite de l'Ouest et celle, chrétienne, de l'Est. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation, que d'avoir à se féliciter que les soldats portant le même uniforme « fraternisent » dans leur propre capitale.

Les chefs de fraction, qui, autre paradoxe, — s'alignent comme ministres au sein d'un « cabinet d'union » — ont aujourd'hui mesuré, au prix de quatre cents nouvelles victimes, les limites de leur pouvoir. Ils acceptent enfin de transiger. De ce fait, la « trêve » a pris un sens sur le terrain, et elle peut être enfin l'occasion du début d'un « règlement interne ».

On ne peut oublier pour autant que toute solution proprement libanaise ne sera construite et stabilisée que par un « règlement régional », encore bien éloigné. C'est à cet égard que travaille actuellement à Amman M. Mitterrand, convaincu de l'utilité de sa « politique des petits pas » à l'approche d'élections libanaises dont chacun attend une évolution favorable sinon un improbable déblocage.

Dans l'attente de ces incertaines échéances, le Liban devrait pouvoir du moins, à la faveur de la pause actuelle, mettre en place le comité de révision de la Constitution prévu à Lamsane. D'ores et déjà, ses membres sont désignés par les diverses parties, qui ne sont plus — du moins on l'espère — belligères. Les affrontements à venir resteront-ils verbaux ? Trop de précédents incitent à en douter. Toutefois, ce qui s'est passé à propos de Farnak, divisée dans les faits mais conservant une unité de façade et acceptant, à ce prix, de ne plus se déchirer, pourrait peut-être se reproduire dans les structures que le pays va tenter de se donner.

Entre un morcellement qui serait sans doute fatal à l'économie et une unité à laquelle nul ne croit plus, il faudra bien trouver un compromis. Sera-t-il imposé à coups de canon ou, enfin, défini autour d'une table ?

(Lire nos informations page 38.)

M. Mitterrand en Jordanie

Une étape dans la politique d'équilibre
menée par la France au Proche-Orient

De notre envoyée spéciale

Amman. — Le président de la République, qui accompagne M. Mitterrand, arrive, ce lundi 9 juillet, à Amman, où devait l'accueillir, à 13 heures, le roi Hussein de Jordanie et la reine Noor. C'est la quatrième rencontre des deux chefs d'Etat, qui se sont déjà entretenus lors de séjours privés du souverain à Paris.

Cette visite intervient alors que le Proche-Orient vit une période d'incertitude liée à la fois aux élections israéliennes du 23 juillet, aux débats internes à l'OLP et à la campagne électorale américaine. Il ne faut sans doute pas attendre, dans un tel contexte, d'initiatives spectaculaires. Mais M. Mitterrand, laisse entendre à l'Élysée, souhaite justement profiter de ce « temps mort » pour faire le point de la situation avec deux interlocuteurs clés : le roi Hussein d'une part, soit à la fois l'indicateur par la solution du conflit israélo-arabe et soucieux des développements possibles de la guerre du Golfe, et d'autre part, le président Mubarak, qui le chef de l'Etat n'a pas rencontré depuis la réconciliation égypto-palestinienne, en décembre 1983, et qu'il verra au Caire à son retour d'Amman.

Des risques assumés

Cette visite marque, en tout cas, l'entrée du président de la République pour une région dans laquelle la diplomatie française a été particulièrement active depuis l'arrivée de la présidence de M. Mitterrand. Cette politique a été définie par le général de Gaulle, qui avait assumé l'élection de M. Mitterrand, considéré avant tout comme un « ami d'Israël ». Aujourd'hui, alors que le chef de l'Etat a visité plus du tiers des pays arabes, après avoir inauguré le cycle de ses voyages à l'étranger par l'Arabie Saoudite — attention accrue à Riyad, — les réticences se sont largement dissipées. Parallèlement, on se félicite à Jérusalem du nouveau climat des relations franco-israéliennes, marqué, là aussi, par une visite qui a mis fin à l'ostracisme dont l'Etat hébreu souffrait de la part des présidents français.

Cette image d'équilibre, particulièrement difficile à maintenir dans une région où la violence prime le dialogue, M. Mitterrand la doit sans doute avant tout au langage ferme mais identique qu'il a tenu à tous ses interlocuteurs, aussi bien arabes qu'israéliens. Quelques principes fondamentaux, auxquels ne manquera sans doute pas, une fois de plus, à Amman, de se référer le chef de l'Etat, en constituent l'ossature : droit de tous les peuples de la région, y compris donc le peuple palestinien, à constituer un Etat ; droit de tous les peuples de la

région, y compris Israël et le futur Etat palestinien, à se développer en paix dans des frontières internationalement reconnues ; nécessité de traiter les problèmes par la négociation, celle-ci incluant l'OLP « qui parle au nom des combattants palestiniens » ; reconnaissance préalable et mutuelle du droit des autres à l'existence.

Pour tenter de faire prévaloir ces principes, M. Mitterrand a, d'autre part, pris des risques qui se sont révélés particulièrement lourds au Liban, où quatre-vingt-huit soldats français sont tombés, un ambassadeur de France a été assassiné, et plusieurs diplomates ont été tués ou blessés. Mais, seule de toutes les nations occidentales, après une « sortie honorable » de son contingent, la France reste présente à Beyrouth, et ses quatre-vingt-cinq observateurs, après avoir aidé à consolider le cessez-le-feu, sont aujourd'hui sollicités pour participer au plan de pacification de la ville.

Le demi-échec du raid de Bealbak, les ambiguïtés des déclarations intempestives de certains responsables et de revirements politiques pour le moins bâtifs, sont aujourd'hui dépassés, et la France garde un crédit moral aussi bien chez les chrétiens que chez les musulmans.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

(Lire la suite page 3.)

La nouvelle tactique de l'opposition

Pour contrer M. Le Pen et déstabiliser le chef de l'Etat
le RPR et l'UDF pratiquent désormais le « psychodrame permanent »

L'opposition durcit le ton contre le gouvernement et la majorité. « La coalition au pouvoir n'a plus la confiance du peuple », a affirmé samedi M. Jacques Chirac devant le comité central du RPR. « Nous n'avons pas de leçon de morale à recevoir de M. Mitterrand », a déclaré dimanche au Club de la presse « Europe 1 » M. François Léotard, pour qui le président de la République doit « consulter les Français » afin de sortir de « l'impasse politique ». Au cours du week-end, le président du RPR et le secrétaire général du Parti républicain ont aussi continué, par leurs propos, la même manœuvre, dans l'opposition, le poids électoral acquis par M. Jean-Marie Le Pen.

MM. Mitterrand et Mauroy « dépassent les bornes de la décence », c'est M. Chirac qui le dit. An reste, ils n'ont plus guère le choix — c'est M. Léotard qui l'affirme — qu'entre le référendum et la dissolution de l'Assemblée nationale ; autrement dit, plutôt que d'expédier les affaires courantes — seule possibilité qui lui concéderait désormais le RPR et l'UDF, — mieux vaudrait, pour le pouvoir, retourner d'un coup, c'est-à-dire dans l'opposition.

Ce dernier, à l'évidence, s'en tiendra aux échéances normales : 1986. D'ici là, il lui faudra vivre dans un psychodrame permanent. Car telle est l'attitude de l'opposition, qui est autant une tactique anti-Mitterrand

qu'une tactique anti-Le Pen, en même temps qu'elle permet de masquer les divisions qui séparent les chefs de file.

La nouveauté ne réside certes pas dans la querelle de la légitimité : ce procès-là est fait à la gauche par une partie de l'opposition depuis le début du septennat de M. Mitterrand. MM. Chirac et Labbé, mais aussi M. Giscard d'Estaing, s'en firent l'écho. Cette querelle-là s'appuyait alors sur un catastrophisme économique qui n'est plus de mise aujourd'hui.

La nouveauté n'est certes pas non plus de constater que l'opposition paraît désormais plus éduquée par les vertus de la IV^e République (à suivre la subtilité du distinguo légal-légitimité, on voterait chaque année pour élire des députés) que par la fidélité à des institutions précieusement conçues pour protéger l'exécutif de l'impopularité ; après tout, l'histoire récente n'est pas exempte de chassés-croisés idéologiques et politiques justifiés par des changements de fonction.

L'originalité du paysage politique français est plutôt dans la durée de la partie qui s'engage en vue des prochaines législatives, et dans la gravité de certaines attitudes.

Tout se passe comme si se mettaient en place les conditions d'un psychodrame jusqu'au bout réservé aux seules périodes électorales. Il s'agit en effet pour l'opposition de faire sauter le verrou protecteur que sont, pour le pouvoir, les institutions.

Ce verrou est à la fois institutionnel et psychologique. L'exécutif peut, et doit pouvoir légalement, faire prévaloir son point de vue, tant il est vrai que le dernier mot doit rester aux députés, qui lui sont majoritairement acquis. D'où la tentative de contournement de l'obstacle via le Sénat. Celle-ci présente en outre l'avantage de mettre en cause directement le président : si le chahut et l'obstruction à l'Assemblée concernent le gouvernement et le premier ministre, un conflit avec le Sénat ne pourrait être pacifiquement dénoué que par MM. Mitterrand et Pöcher.

Mais le but de la manœuvre (lire page 9 l'article d'Anne Chaussebourg) est moins de bloquer les institutions que de libérer l'opinion de son traditionnel réflexe légitimiste.

A trois reprises au moins (1967, 1978, juin 1981), l'électorat a pris garde de ne pas mettre la représentation nationale en contradiction avec le président : en 1967, comme en 1978, la droite a été sauvée par un sursaut, entre les deux tours, dans lequel l'argument d'un possible chaos institutionnel a joué son rôle ; de même, en juin 1981, le score important des socialistes s'explique en partie par la volonté des électeurs de donner au président nouvellement élu les moyens de gouverner. Il y a fort à parier que, en 1986, l'engagement de M. Mitterrand tendra à susciter un réflexe analogue.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

Etre jeune au Maghreb

I. — Une force qui va

par PAUL BALTA

La jeunesse maghrébine est « une force qui va », pour reprendre l'expression de Victor Hugo à propos d'Hernani. Certes, partout dans le monde, une des caractéristiques de la jeunesse est d'être rémanente. Toutefois, celle du Maghreb l'est plus particulièrement par rapport aux jeunes d'Europe et de la plupart des pays du tiers-monde. De Nouakchott, en Tunisie et au Maroc. Ce n'était pas la première fois, et rien ne garantit que cela ne recommencera pas. Personne n'ignore, non plus, que tout séisme politique ou social dans un de ces Etats risque d'ébranler les autres. Or l'Europe est intéressée au premier chef par la stabilité en Méditerranée occidentale.

Commençons par le Maroc, le plus vieux Etat-nation du Maghreb.

sont le fer de lance de la « révolte du pain ».

Mars 1965 : une manifestation d'étudiants est à l'origine de la première émeute de Casablanca, qui fait trembler la nouvelle bourgeoisie. 20 juin 1981 : les lycéens sont l'élément qui allume la deuxième émeute sanglante de Casablanca. Janvier 1984 : cette fois l'agitation lycéenne s'étend à plusieurs villes du royaume et dégénère en « émeute de la vie chère ».

La Tunisie connaît des phénomènes semblables. Juin 1967 : les jeunes sont au premier rang d'une manifestation de soutien à Nasser « contre l'impérialisme américain et le sionisme ». 26 janvier 1978 : ils participent à la grève générale de l'Union générale des travailleurs tunisiens, qui se transforme en « émeutes sanglantes ». Janvier 1980 : entraîné en Libye, le commando qui attaque Gafsa en vue de déstabiliser le régime, est essentiellement formé de jeunes. Janvier 1984 : lycéens et jeunes chômeurs

sont le fer de lance de la « révolte du pain ».

L'Algérie n'est pas épargnée, bien que les « explosions » y soient de moindre ampleur. La jeunesse est mieux « encadrée » qu'ailleurs, notamment par le FLN. Mais, 15 janvier 1971 : Boumediène dissout l'Union nationale des étudiants algériens, à laquelle il reproche d'être trop remuante et de surcroît manipulée par le PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste) qui a pris la suite du Parti communiste interdit. Avril 1980 : émeutes de Tizi-Ouzou ; les étudiants arment le « printemps kabyle », symbole de la revendication culturelle berbère. Avril 1982 : manifestation à Oran, où de jeunes chômeurs se joignent aux lycéens. Novembre 1982 : affrontements entre Frères musulmans et « berbéro-trotskyistes » à la cité universitaire de Ben Aknoun, sur les bords d'Alger.

(Lire la suite page 7.)

DEFICIT DE 5 MILLIONS, INVESTISSEMENTS INSUFFISANTS

Bercy fait ses comptes

Bercy coûte cher. Avant de partir en vacances, les conseillers de Paris, réunis pour une dernière séance lundi 9 juillet, devaient apprendre que le désamortissement du Palais omnisports de Paris-Bercy — tel est son nom officiel — exige un nouvel effort financier. Non seulement le premier exercice se solde par un déficit dépassant 5 millions de francs, mais les travaux complémentaires à exécuter à l'intérieur du palais et aux alentours se montent à 165 millions.

Ces travaux auront lieu pendant l'été puisque, après cinq mois de fonctionnement, Bercy a fermé ses portes le 6 juillet. MM. Jacques Goddet et Robert Thomine, les patrons de l'entreprise, ont à peu près rempli leur contrat : sur cent-cinquante jours, on a compté trente-sept séances de sport, quarante soirées de spectacle et soixante-dix journées de changement de décor et de réparation. La machine tourne donc et les Parisiens ne l'ont pas boucé. Trois ou quatre cent mille

d'entre eux ont déjà pris le chemin de la pyramide engazonnée.

Au hic-et-para des représentations, les concerts de rock arrivent en tête (quinze mille entrées payantes en moyenne) ; suivis des matches de boxe (douze mille) et des courses de moto-crocs. Le grand show lyrique d'Alida a fait presque salle comble avec plus de dix mille spectateurs payants par soirée. Puis viennent le football indoor, très spectaculaire, et les Six jours cyclistes (sept mille entrées par vingt-quatre heures). En revanche le volley-ball et le jumping (deux mille cinq cents entrées par séance) ne passionnent guère et, avec moins de mille spectateurs payants, certaines nuits de basket ont été bien maussades. Quant aux « Nuits de l'année », leurs explosions en carton-pâte et leurs fanfares pourtant averties n'ont réussi à remplir l'immense hall qu'à moitié.

En faisant les comptes, on s'est aperçu que les soirées sportives, même les plus populaires, ne rapportaient guère, car leurs recettes sont grevées de 30 % de taxes (entraînement olympique oblige). Quant aux sports confidentiels, que l'on vou-

draient tant promouvoir, ils ont coûté très cher. Finalement, ce sont les concerts et les opéras qui remportent les succès. Aussi, Robert Thomine résume-t-il déjà d'une super *Neuvième symphonie*, exécutée simultanément par trois grands orchestres de classe internationale. D'autre part, les recettes de ces cinq premiers mois ont été supérieures à ce que l'on espérait.

Malheureusement, les dépenses ont dépassé les prévisions les plus pessimistes. Bercy est une salle à géométrie variable, dont la rentabilité repose sur la rapidité des changements de décor et de configuration. D'où une machinerie ultra-sophistiquée, qui en fait un établissement unique au monde. Encore faut-il que tout cela fonctionne. Et c'est de là que sont venues les mauvaises surprises.

Les gradins recouvrant la piste cyclable, ceux des angles comme ceux du parterre, que des mécaniciens devaient escamoter en une nuit, se sont révélés encombrants et excessivement pesants.

MARC AMBROSE-RENDU.

(Lire la suite page 11.)

« TANNHAUSER » A L'OPÉRA DE PARIS

Les mésaventures d'Heinrich

On s'attendait à un beau tapage pour la première de ce *Tannhäuser*. Presque par tradition. On s'attend toujours à un « beau tapage » dès qu'on touche à Wagner. Une tradition un peu surannée, un peu vieillotte, qu'aime le public du théâtre lyrique, et auquel a souscrit l'Opéra de Paris en accrochant dans la cage du grand escalier de larges banderoles. Elles portent les citations glorieuses ou honteuses qui entourent la première première de *Tannhäuser* à Paris, en 1861, l'occasion du premier tapage, qualifié de scandale.

Dans un premier temps, quand on voit ces banderoles, on se dit : tiens, l'Opéra s'est encore mis en grève, ce sera sans doute une version de concert... Et comme on a appris aussi que le chef qui devait diriger ce *Tannhäuser*, von Dohnanyi, a baissé la baguette huit jours plus tôt, laissant à Uwe Mund le soin et le risque de conduire l'orchestre de l'Opéra de Paris ; comment on apprend que Klaus Koenig, prévu ce samedi pour le rôle du héros, s'est fait porter pâle et laisse à Richard Cassilly le soin d'essuyer les plâtres... Et, sans épiloguer sur l'annulation

de la soirée précédente, comme on apprend enfin qu'Uwe Mund n'aura pu bénéficier de répétitions supplémentaires et qu'il se lance ainsi dans l'arène à peu près sans baccin on se demande si ce pauvre Tannhäuser n'aurait pas décidément mieux fait de rester chez Vénus.

Or, malgré ces handicaps, et quelques autres dont il va bien falloir parler, la machine à assez bien tenu la route pour plaire à une bonne partie du public. Contrairement à ce que révaient certains, le plafond de Chagall ne s'est pas décroché, convulsé à l'aspect de décors de Vasarely. Plaise à Dieu que les prochaines représentations ne rencontrent pas public moins tolérant !

L'opéra de Wagner, rappelons-le puisqu'il n'avait pas été donné à Paris depuis 1963 (1), est un drame romantique inspiré d'une légende du treizième siècle.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 16.)

(1) Direction Chytrons, avec Gorr, Crespin, Belier, Wolansky.

Le Monde

idées

Vers une administration partisane et anarchique

par MAURICE LIGOT (*)

FONDRE la fonction publique dans la politique partisane, tel a été l'axe central des réformes entreprises en la matière par M. Le Pen. Parce qu'il est habitué d'une volonté de substituer aux libertés traditionnelles des structures marxisantes (comme le montrent les textes sur l'enseignement privé et sur la presse), le gouvernement a choisi de créer les conditions d'exercice d'une administration partisane, au détriment de sa qualité et de sa neutralité. On peut même dire, me semble-t-il, qu'un tel changement met en péril notre démocratie, qui ne peut fonctionner qu'avec l'aide d'une administration non engagée.

Dès juin 1981, la chasse aux sorcières a été arborée de main de maître par M. Le Pen. On a même parlé avec raison de purge et d'épuration. Des menaces graves ont été proférées du haut des tribunes des congrès de certains partis politiques. Aux applaudissements des coupeurs de tête, le couperet de la guillotine socialiste est tombé de nombreuses fois. Récemment, c'était la police qui subissait la colère du pouvoir, y compris la police judiciaire. Or tous les hauts fonctionnaires purgés ou sanctionnés l'ont été pour des raisons uniquement politiques. Il faut remonter aux heures noires de notre histoire pour trouver de telles pratiques et de semblables « Robespierres au petit pied ».

Des réformes rigides

Ce fut la première démarche du gouvernement de gauche. Lui succéda ensuite une période de réformes multiples. Ainsi, le Parlement a décidé une titularisation massive des auxiliaires, puis institué une troisième voie d'accès à l'ENA, enfin voté trois textes concernant les droits et obligations des fonctionnaires et la fonction publique territoriale. Si certains points de ces réformes pouvaient paraître être justifiés, il n'en reste pas moins que l'esprit partisan qui les a animés a contribué à dévoyer durablement et profondément la fonction publique.

Tout d'abord, ils favorisent une syndicalisation outrancière. En dehors des syndicats, point de salut pour le fonctionnaire. La diversification du recrutement à l'ENA aurait pu être une initiative intéressante, mais encore eût-il fallu que la troisième voie fût largement ouverte à tous les salariés des entreprises privées, et non pas limitée aux seuls syndiqués. Il est vrai que, dans l'idéologie socialiste, le syndicat (révolutionnaire, bien sûr, devient la « clé de voûte » du système politique et social.

Bien des aspects de ces choix sont révélateurs de cette tendance. Ainsi le pouvoir accordé aux formations syndicales est-il excessif, car elles sont habilitées non seulement à mener les négociations salariales avec les pouvoirs publics, mais aussi à déterminer la gestion de l'action sociale, culturelle et sportive — ce qui semble très éloigné de la finalité d'un syndicat de fonctionnaires, et, plus encore, à participer aux décisions disciplinaires.

Si la prise en compte des intérêts des fonctionnaires est légitime, l'interventionnisme croissant des syndicats au détriment de l'intérêt général, et même de l'intérêt personnel des fonctionnaires deviendra une

machine de guerre qui videra l'administration de son efficacité, de son impartialité et de l'indépendance de ses membres. Non seulement les conséquences en seront si graves qu'une telle administration sera vivement rejetée par la majorité des Français, mais cette politisation croissante aura en outre pour effet la baisse de qualité de notre administration par l'abandon des principes qui en ont fait sa grandeur.

Nous en voulons pour preuve la loi du 13 juillet 1983, qui donne la priorité aux droits des fonctionnaires par rapport à leurs obligations. Ainsi, le droit de grève des fonctionnaires est réaffirmé, mais le texte ne fait aucune référence aux exigences du service public, et notamment à la règle absolue de sa continuité. La liberté d'expression est également confirmée, mais en contrepartie l'obligation de réserve n'est pas mentionnée.

D'autre part, la suspension des fonctions ne pourra plus s'accompagner d'une suspension de traitement, et certaines sanctions disciplinaires ne figureront pas au dossier des intéressés. Ces coups portés à l'autorité hiérarchique lui seront sans aucun doute fatals et auront pour effet de la vider de toute capacité d'action sur les agents placés sous ses ordres. C'est d'ailleurs l'un des objectifs principaux de M. Le Pen : placer peu à peu des fonctionnaires sous la tutelle complète des syndicats, en attendant, touche finale — mais il avance dans cette voie par la réforme de l'ENA, — de contrôler également une hiérarchie décapitée et devenue impuissante.

L'administration, corps immense, deviendra un corps anarchique.

Autre trait caractéristique de ces réformes : la rigidité qui les habite et qui aura un effet centralisateur, contraire à la grande réforme du 2 mars 1982 du gouvernement socialiste. En effet, le texte relatif à la fonction publique territoriale établit une confusion constante entre l'Etat, employeur unique de deux millions et demi de fonctionnaires, et les collectivités territoriales, qui sont en fait trente-six mille employeurs différents. Vouloir faire une assimilation entre les deux types d'employeurs, c'est avoir une vision erronée de la situation. D'autre part, les collectivités locales et leurs élus perdent très largement leur indépendance et abandonnent leur pouvoir de recrutement aux redoutables centres de gestion des personnels territoriaux, eux-mêmes contrôlés par les syndicats. Ces lois paraissent donc être davantage un produit du centralisme bureaucratique et syndical, cher à M. Le Pen, qu'un effet de la décentralisation, dont M. Defferre s'est fait l'ardent défenseur.

Un plan logique et redoutable

D'un point de vue marxiste, le plan mis en place par M. Le Pen est logique et redoutable, car il prépare l'indiscipline de l'administration en cas d'alternance et, dans le cas contraire, sa soumission au pouvoir syndical révolutionnaire. On peut

(*) Ancien ministre, député apparenté UDF, maire de Cholet.

LETTRES AU Monde

Ce que M. Le Pen disait en 1958...

Ignorant tout du programme électoral de M. Le Pen, sauf les quelques slogans qu'on lui prête à tort ou à raison, j'ai eu l'idée de relire au J.O. ses interventions à l'Assemblée nationale. En ce qui concerne la question de l'immigration algérienne, qui m'intéresse le plus, j'ai lu, non sans surprise, les propos suivants que M. Jean-Marie Le Pen a prononcés lors de la deuxième séance du 28 janvier 1958 (J.O., débats p. 309) : « Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux. C'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés. »

J'affirme que dans la religion musulmane rien ne s'oppose au point de vue moral à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire, sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne que de race française (...)

Je conclus : offrons aux musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique. Au lieu de leur dire comme nous le faisons maintenant : « Vous nous coûtez très cher, vous êtes un far-

deau », disons leur : « Nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la Nation (...). Comment un pays qui a déploré longtemps de n'avoir pas assez de jeunes pourrait-il évaluer le fait d'en avoir cinq ou six millions ?... »

Ces nobles propos généreusement antiracistes, M. Le Pen les fait toujours siens en 1984 ? Si oui, il ne faut pas qu'il les cache aux Français, et en particulier à ceux qui sont prévenus contre lui. Peut-être les convaincra-t-il de sa tolérance et de sa générosité ? Si non, s'il renie aujourd'hui dans ses discours et ses écrits ce qu'il a solennellement proclamé hier, quelle confiance ses électeurs peuvent-ils avoir en lui ?

CHARLES-ROBERT AGERON, enseignant-chercheur Histoire contemporaine (Paris)

Le poignçon contre l'école libre

Nous étions quelques centaines de parents, professeurs, membres du personnel et amis de notre établissement à nous être donné rendez-vous sur un parking privé, à proximité d'une gare de la banlieue parisienne, pour la manifestation du 24 juin. Une centaine de voitures avaient trouvé place sur ce parking ouvert avec l'accord de la municipalité. Nous avons manifesté librement, sans violence. Nous n'avons pas rencontré d'opposants sur le chemin qui conduisait de la gare du Nord à la Bastille.

De retour au parking, surprise désagréable : les voitures (une vingtaine environ) qui affichaient un petit papillon « Ecole libre » sur leur place arrière avaient reçu la visite attentionnée de personnes, anonymes bien sûr, qui avaient percé un ou deux pneus avec un poignçon.

GUY LAMBOI, président de l'APEL, école Notre-Dame-de-Bury Margency (Val-d'Oise).

Les fêtes de l'Etat et la rigueur

Jusqu'ici les fêtes et les fastes du pouvoir en place ont toujours joué un rôle compensateur des misères des plus pauvres, comme si toutes ces splendeurs exhibées pouvaient convaincre les petites gens que leurs sacrifices n'étaient pas inutiles puisqu'ils métamorphosaient leurs peines quotidiennes en un appareil somptueux.

Le pouvoir socialiste s'honorait en renonçant à cette « transubstantiation sociopolitique » en ces temps de rigueur pour tous : pourquoi pas un 14 juillet de solidarité, où l'on verrait la part de ce que chaque contribuable verse à l'Etat pour les buffets élyséens, consacrée aux hommes et aux femmes qui en ont tant besoin en ce moment ?

même dire que depuis cette réforme la France est encore plus socialisée.

Dernière touche de ce processus révolutionnaire : en ramenant de soixante-huit à soixante-cinq ans la limite d'âge à laquelle sont soumis les grands corps de l'Etat et les professeurs de l'enseignement supérieur, M. Le Pen nous donne une nouvelle manifestation de sa volonté de noyauter, coûte que coûte, les rouages essentiels de l'Etat. Cette épuration par le haut privera l'administration et l'Université de compétences hautement reconnues : ce seront 1 560 hauts fonctionnaires, au lieu de 606, qui partiront, avec le risque qu'ils soient remplacés par des hommes acquis à l'idéologie social-communiste.

En effet, ce projet ne saurait passer pour une innocente mesure tendant à rajouter les cadres de l'Etat. M. Le Pen a démontré lui-même l'insuffisance de cet argument en annonçant qu'un tour extérieur pourvoierait au tiers des places laissées vacantes, et que de toute façon cette réforme provoquerait une « forte promotion sociale ». Dans la bouche du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, on sait ce que cela veut dire !

En prévoyant également des dérogations, le gouvernement prend soin de préserver les personnalités qu'il a lui-même investies. Certains hauts fonctionnaires, nommés par le pouvoir socialiste, bénéficieront ainsi d'une exception réglementaire.

Voilà comment, étape par étape, la gauche fabrique sur l'appareil de l'Etat une emprise qu'elle veut irrévocable, quels que soient ses échecs futurs.

Encore Jérusalem !

LES paroles que dans le sursaut de son cœur a prononcées naguère Lionel Jospin sur Jérusalem (1), et qui lui ont été vivement reprochées par l'ambassadeur du Maroc, qu'il a lui-même délogé grand honneur, il est vrai que trois religions pourraient prétendre à Jérusalem, et que deux peuples, juif et arabe, se la disputent présentement.

Mais il n'est pas moins vrai que les droits les plus anciens et les plus solides sont ceux du peuple juif. Même si elle a été fondée par d'autres sous le nom de Jébus, elle est devenue la capitale d'un Etat juif jusqu'à sa prise par les Babyloniens, et elle n'a pas tardé à le redevenir jusqu'à sa prise par les Romains. Il est vrai que les Arabo-musulmans l'ont plus tard conquise et que l'islam la considère comme l'une de ses villes saintes, qu'il a nommée Al-Qods, la Sainte ; qu'il a bâti sur l'emplacement même du Temple d'un des plus beaux monuments qui soit au monde et qui orne Jérusalem autant que le Parthénon Athènes ; que la prière islamique fut orientée vers Jérusalem avant de l'être vers la Mecque. Mais ce sont là des titres métahistoriques, dont l'ensemble des nations non musulmanes ne peuvent pas tenir compte politiquement. Jamais sous la domination islamique Jérusalem n'a joué un rôle politique prépondérant parce qu'elle était seulement une ville sainte.

Si l'on excepte le court siècle où elle fut la capitale d'un royaume chrétien, elle ne fut même pas capitale de province dans les empires islamiques qui se sont succédés. C'est donc à

bon droit que l'Etat d'Israël le revendique comme capitale, surtout depuis qu'en 1967 il lui a rendu son unité. Sait-on que jusqu'à la première moitié de ce siècle la population de Jérusalem était en majorité juive ; que le quartier juif de Jérusalem a été détruit après l'occupation de la vieille ville par les Jordaniens ?

Pourquoi donc cette âpre et insistante revendication musulmane, au point que beaucoup de gens en Occident sont persuadés que, si Israël à quelques droits sur une partie de la Palestine, ses droits sur Jérusalem seraient beaucoup plus contestables, alors que c'est presque le contraire qui est vrai ? Parce qu'une très habile et très insidieuse propagande, à laquelle les chrétiens ne s'opposent pas assez, a réussi à faire passer pour historiques des prétentions purement religieuses. L'islam, le troisième en date des religions abrahamiques, se considère comme la plus parfaite parce qu'elle est l'ultime. D'où l'attitude hautaine qu'elle a toujours eue à l'égard des deux autres. L'Israël de sa revendication sur Jérusalem, du roi du Maroc au roi d'Arabie, vient de cette affirmation, dont la possession de Jérusalem serait le sceau.

Les nations laïques que nous sommes n'ont pas à se mêler de semblables querelles. Il leur suffit de se référer à l'histoire profane pour voir que Jérusalem est juive et ne peut être que la capitale d'un Etat juif. En disant ce qu'il a dit, Lionel Jospin s'est conduit en laïque conséquent. Le constat que que je suis est heureux de le lui dire.

JACQUES MADAULE.

(1) Le Monde du 5 juin.

saurait-il quel est mon article ? En tout cas, qu'il sache ceci : quand je parle de République fédérale, je déplore l'insuffisance et l'incompréhension pour les auteurs de ce qui se résume à la paix et de la neutralité. Dans mon analyse de l'Allemagne, j'ai peut-être sous-estimé cet aspect fort déplaisant. Grâce à la lecture de M. Piermont, mon sentiment se trouve spécifiquement réparé. — A.G.

Une stratégie de mystification

M. Pierre Lévêque, universitaire, nous écrit : « Le Manifeste pour la liberté de l'information » publié par le CIEL, dont rend compte le Monde du 29 juin, est un bel exemple de la stratégie de mystification mise en place par la droite française au nom de la « liberté ». Le texte en est si caricatural dans ses excois qu'on s'étonne de le voir suivi des signatures d'intellectuels qui, dans leur propre domaine, sont habitués à faire preuve d'esprit critique. »

M. Lévêque ajoute, après avoir analysé la situation de la presse écrite quotidienne dans son département.

« Une fraction très importante (entre le tiers et la moitié suivant les circonstances) de l'opinion d'origine ne dispose d'aucun journal local exprimant ses aspirations et ses convictions. Et l'on sait que la situation est pire encore dans les régions où se trouve réalisé le monopole de la presse écrite, surtout quand celui-ci est entre les mains de M. Robert Hersant, dont le CIEL prend si noblement la défense au nom de la « liberté »... »

Les signataires du « Manifeste », dont certains furent autrefois de gauche, auraient-ils complètement oublié que bien souvent, dans une société inégalitaire, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit ? »

routh », c'est dénoncer tous les géoliers quels qu'ils soient.

RAYMOND NAMMOUR, Institut d'études politiques (Paris).

Disparus des deux côtés

Etant un de vos fidèles lecteurs depuis bientôt sept ans, je ne peux qu'être indigné par la partialité des informations que vous avez publiées dans votre journal du 3-7-84 concernant le sort des disparus au Liban. Vous connaissez aussi bien que nous la complexité du conflit libanais ainsi que les passions qu'il suscite. Vous vous inquiétez du sort des disparus. Noble cause. Mais pourquoi alors manifester un tel manichéisme dans votre jugement à la fois tant en ce qui concerne les victimes qu'en ce qui concerne les bourreaux ?

La torture au Liban n'est pas le monopole des Forces libanaises. Le témoignage que vous avez publié ne révèle donc qu'une part de la vérité. La liste des sujets de discorde entre les Libanais est beaucoup trop longue pour que vous y ajoutiez le problème des disparus. Les larmes des mères des disparus de Beyrouth-Ouest ne sont pas plus amères que celles des mères des disparus de Beyrouth-Est. Tout le monde torture tout le monde au Liban depuis bientôt dix ans. Pourquoi alors ne faire procès qu'à une seule des parties ? Servir la cause des « Folles de Bey-

(1) Les Verts allemands (N.D.L.R.).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,20 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 9,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourvois-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 859 F 1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changement d'adresse définitif, ou provisionnel (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LU

« LES ESPÉRADOS », de Yannick Blanc

Dérive sanglante

SOUVENEZ-VOUS, c'était il y a quinze ans, quinze siècles, c'était hier. La révolution en marche dans les bergeries d'Ardeche. Vingt moutons à même le sol dans un grenier croulant, des laines blanches à la pleine lune, des bêtes problématiques : le paradis communiste.

Fils d'ouvrier communiste grenoblois, fraiseur-ajusteur lui-même, Pierre Conty, au début des années 70, tenta l'aventure d'un premier, en fondant la communauté de Rochebelle. Hivers, cafard, rejet des autochtones, misère. On commence par faire des livraisons, c'est-à-dire chaparder des jambons et des confitures aux supermarchés avant l'ouverture.

Puis on s'attaque aux banques. Un jour, le « braquage » finit mal. Pour protéger sa fuite, Pierre Conty tue un gendarme et deux commerçants. Il est devenu « le tueur fou de l'Ardeche ».

Le livre de Yannick Blanc raconte cette dérive sanglante. Auteur de quelques reportages à sensation dans le magazine *Actuel* — « J'ai passé quinze jours dans le poud d'un Noir », etc. — Yannick Blanc a une écriture haïchée, directe, efficace. Un petit livre à 120 F l'heure, secoué comme une 2 CV en folie sur les routes de l'Ardeche, avec les gendarmes aux trousses.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

★ Les Espérados, Robert Lafont, 228 pages, 69 francs.

مركز التحصيل

étranger

LA VISITE DE M. MITTERRAND A AMMAN

De nombreuses convergences de vues après une période de méfiance

Amman. — M. Valéry Giscard d'Estaing, premier chef d'Etat français à être venu en Jordanie (mars 1980), était pour les Jordaniens l'homme de la déclaration de Vénise, considérée à Amman comme un tournant dans la position de la Communauté européenne sur la crise du Proche-Orient (1). M. Mitterrand, quant à lui, a indéniablement conquis le cœur des Jordaniens par sa politique à l'égard de l'Irak. A quoi s'ajoute l'impact qu'a eu ici la politique de la France au Liban et sa participation active au « sauvetage » de M. Yasser Arafat, le chef de l'OPLP, lors du siège de Beyrouth en 1982, puis lors de la bataille de Tripoli en 1983.

Les rapports entre le gouvernement socialiste de M. Mitterrand et le royaume hachémite ne s'étaient pourtant pas amorcés sous les meilleurs auspices. Les amitiés israéliennes du président de la République et de son entourage avaient éveillé des craintes à Amman quant à l'orientation de la politique française.

Lors d'une visite privée à Paris, en août 1981, le roi Hussein n'en avait pas moins invité M. Mitterrand à venir en Jordanie.

Par un malheureux concours de circonstances, le 10 décembre de la même année, alors que le souverain hachémite venait de confirmer officiellement son invitation, le chef de l'Etat français, lors d'une intervention télévisée, une petite phrase qui choqua profondément les Jordaniens : « Il ne m'appartient pas, avait dit M. Mitterrand, de définir exactement sur la carte géographique les limites géographiques de la Jordanie. C'est à eux, les Jordaniens, de décider... »

Cet « incident », qui s'ajoutait à d'autres propos de dirigeants français, jugés malencontreux à Amman, jeta un froid dans les relations franco-jordaniennes. Il contribua probablement à retarder la visite présidentielle en Jordanie. Lorsque, à la fin du printemps 1982, les malentendus se furent dissipés, l'invasion du Liban par Israël en contraindra de nouveau le projet. Puis Paris concentra son attention sur la crise libanaise, et ce n'est qu'au début de 1984 que l'on recommença à évoquer sérieusement la possibilité de ce voyage.

Entre-temps, le roi Hussein et le prince héritier Hassan avaient effectué en France des visites privées (respectivement en décembre 1983 et en janvier 1984), au cours desquelles ils s'étaient entretenus avec le président Mitterrand. Aujourd'hui, assure-t-on à Amman, tous les doutes sur la politique proche-orientale française sont levés, et les relations entre les deux pays sont « excellentes ».

Les dirigeants jordaniens se sont même abstenus de relever publiquement la récente déclaration du secrétaire général du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, en faveur d'un transfert à Jérusalem de l'ambassade de France en Israël, sujet pourtant sensible en Jordanie.

« Nous sommes convaincus que la

Correspondance

déclaration de M. Jospin ne reflète pas la position du gouvernement français », nous a déclaré le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Masi, qui fut ambassadeur de Jordanie en France de 1977 à 1983.

Le soutien à Bagdad

« La France est parmi les très rares pays occidentaux qui comprennent les difficultés des pays du tiers-monde, particulièrement au Moyen-Orient. Nous sentons qu'elle est plus proche de nous que beaucoup de pays occidentaux », affirme M. Masi, interrogé sur l'importance que revêt pour Amman la visite de M. Mitterrand. Le fait est que les dirigeants jordaniens sont très sensibles à tout ce qui constitue une reconnaissance de la place et du rôle de leur pays au Proche-Orient.

Si, de tous les pays occidentaux, la France est celui qui s'est le plus engagé vis-à-vis de l'Irak, la Jordanie de son côté est le pays arabe qui a apporté le soutien le plus ferme à Bagdad, dès le début de la guerre du

Golfe. A Amman comme à Paris, on estime que le conflit menace la stabilité de toute la région. En outre, la France a des intérêts économiques très importants en Irak, tandis que Bagdad était, il y a trois ans, l'un des plus gros bailleurs de fonds du royaume.

Cette convergence de vues a donné lieu l'année dernière à une coopération fort appréciée par Amman, lors des délibérations du Conseil de sécurité des Nations unies sur une résolution appelant à la cessation des combats dans le Golfe (résolution votée à l'unanimité le 31 octobre 1983). La France était à l'origine de cette initiative, et la Jordanie assurait alors la présidence du Conseil. A n'en pas douter, la recherche d'un règlement au conflit irano-irakien sera l'un des principaux sujets des entretiens Mitterrand-Hussein.

En ce qui concerne la crise israélo-arabe, « nous attendons de M. Mitterrand qu'il comprenne notre position et qu'il explique aux Européens et aux Américains. En bref, nous attendons de lui qu'il

Le séjour inopiné de M. Arafat

Correspondance

Amman. — Le chef de l'OPLP, M. Yasser Arafat, est arrivé inopinément à Amman dans la nuit de samedi à dimanche, alors qu'on ne l'y attendait pas. Son plus proche collaborateur, M. Khalil al-Wazir (Abou Jihad), avait, en effet, déclaré peu auparavant qu'aucune visite de M. Arafat en Jordanie n'était prévue ces jours-ci.

Pourquoi ce soudain changement de programme ? M. Arafat voulait-il faire acte de présence à la veille de la visite en Jordanie du président Mitterrand, en rendant le roi Hussein, ainsi qu'on le suggère dans les milieux diplomatiques ? Pour sa part, un responsable palestinien à Amman a expliqué qu'il s'agissait d'un coup de court à toute spéculation sur un possible refroidissement des relations jordanien-palestiniennes. Il a insisté sur le fait que M. Arafat n'est pas en Jordanie à l'invitation du gouvernement mais pour participer à une réunion du conseil économique arabe. Ces mêmes milieux s'attachent également à minimiser la portée de la visite, en soulignant que M. Arafat, bien qu'il ait été le premier du genre depuis 1980, « Nos relations avec la Syrie ne pourront pas s'améliorer tant que l'attitude de Damas à l'égard de la guerre du Golfe et de l'Irak n'aura changé », nous a déclaré un membre du gouvernement jordanien.

Co contact ne semble toutefois pas avoir été couronné de succès, si l'on en juge par l'absence immédiate après la visite du chef de l'OPLP par le vice-président syrien M. Abdel Halim Khaddam. Dès samedi, celui-ci avait, en effet, M. Arafat

non soutenue », nous a déclaré le ministre jordanien des affaires étrangères. Le roi Hussein ne se fait sans doute guère d'illusions sur la capacité de l'Europe à infléchir le cours des événements au Proche-Orient. Il prêchera en tout cas en faveur d'une conférence internationale qui réunirait toutes les parties concernées, y compris l'URSS. Le souverain jordanien souhaite que la France appuie cette proposition auprès de ses partenaires européens et des Etats-Unis.

Les deux chefs d'Etat auront bien sûr à l'esprit l'échec des élections israéliennes du 23 juillet. Dans la perspective d'une victoire des travaillistes israéliens, les relations de M. Mitterrand avec ces derniers, jadis sujet d'inquiétude à Amman, sont aujourd'hui considérées comme un atout par les dirigeants jordaniens, qui espèrent qu'un gouvernement dirigé par M. Shimon Peres sera plus « influencable » que l'actuel cabinet.

L'achat d'armements français

M. Mitterrand ne traitera vraisemblablement pas de questions militaires avec ses interlocuteurs jordaniens. D'autant plus que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, vient à Amman en septembre, à l'invitation du général Zaid Ben Shaker, commandant en chef de l'armée jordanienne. Cependant, il n'est pas interdit de penser que l'impact de la visite présidentielle pourra amener les dirigeants jordaniens à faire un choix politique en faveur de l'achat d'armements à la France. Alors que le Congrès américain bloque toujours la vente d'armes très modernes au Royaume hachémite, le roi Hussein parait en effet désireux de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement.

L'ingénieur général de l'Armement Andraud, directeur des affaires internationales à la délégation générale de l'Armement, était à Amman les 26 et 27 juin pour faire le point des relations franco-jordaniennes dans le domaine militaire (2). La Jordanie a déjà acheté à la France trente-six Mirage-FI et un système ultra-moderne de commandement intégré et informatisé des tirs d'artillerie (ATTILA), lequel est actuellement en cours de livraison.

La France a proposé à la Jordanie un nouveau système de contre-mesures électroniques pour équiper ses Mirage-FI et un système intégré (informatisé) de défense antiaérienne. Les Jordaniens s'intéressent aussi aux chasseurs-bombardiers, ainsi qu'aux hélicoptères, au matériel de transmission, aux camions militaires... Equipements que la France est susceptible de leur fournir.

Cela dit, en dehors des questions de choix, le problème pour les Jordaniens, dans une conjoncture économique difficile, est de trouver les moyens de financer de tels achats.

EMMANUEL JARRY.

(1) A l'issue d'une réunion à Venise, le Conseil européen réaffirmait « le droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël », mais soulignait aussi que le problème palestinien n'était pas un « simple problème de réfugiés » et que le peuple palestinien devait « être mis en mesure d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination ». L'OPLP devait également « être associé » à des négociations.

(2) Celles-ci comprennent l'échange de stagiaires, officiers et sous-officiers.

Une étape dans la politique d'équilibre menée par la France au Proche-Orient

(Suite de la première page.)

C'est particulièrement vrai des chiites, qui apprécient le travail du contingent français de la FI-NUL au Liban du Sud, et souhaitent même voir son rôle s'accroître. Question que M. Cheysson aura sans doute l'occasion d'évoquer, mercredi soir, à Jérusalem, avec le premier ministre israélien, M. Shamir.

Le conflit palestinien

Du côté des Palestiniens, l'appui donné par Paris à l'évacuation de Beyrouth, puis de Tripoli, de M. Yasser Arafat et de ses combattants, a atténué, dans une certaine mesure, l'amertume de l'OPLP devant le refus de M. Mitterrand de recevoir son chef. Mais n'est-ce pas une carte que garde le chef de l'Etat afin d'amener, en des temps meilleurs, le dirigeant palestinien à cette reconnaissance officielle et publique d'Israël, qui pourrait peut-être débloquer la situation ? N'a-t-il pas déjà une fois servi d'intermédiaire entre Israël et l'OPLP, lors du spectaculaire échange, en novembre 1983, entre six soldats israéliens détenus par le Fath à Tripoli, et quelques milliers de Libanais et Palestiniens prisonniers du camp d'El-Ansar ?

En Israël, les fermes condamnations prononcées par Paris à propos du bombardement du réacteur nucléaire irakien de Tammuz, de l'annexion du Golan jugée par le président de la République « vexatoire et inutile », enfin de l'invasion du Liban sont compensées par les « gestes positifs » qu'apprécie l'Etat hébreu, tels la dizaine de visites de ministres français depuis le début de l'année, le fait que les personnalités israéliennes de l'opposition comme de la majorité soient reçues avec chaleur à Paris ou encore que M. Mitterrand ait emmené, parmi ses invités personnels à Moscou, le président du CRIF, M. Théo Klein.

Conscient des limites du rôle de la France, M. Mitterrand a adopté, face au conflit israélo-palestinien, un pragmatisme fondé sur un principe simple : si la France peut aider à un règlement, elle le fera, mais elle ne « substituera pas aux peuples de la région pour régler les affaires qui les concernent ». Définissant, en août 1982, la politique française au Proche-Orient, le président de la République déclarait : « C'est une politique de présence, d'équilibre et de paix », et il ajoutait : « Ma position a toujours été d'avancer pas à pas... »

Pragmatisme

Cette vision devrait trouver quelques échos à Amman, où le roi Hussein a « conseillé » à plusieurs reprises aux Palestiniens de faire preuve de souplesse, sous peine de voir la Jordanie complètement « colonisée » et de n'avoir plus rien à négocier. C'est aussi le langage du président Moubarak, dont le dialogue se poursuit dans de bonnes conditions avec les fidèles de M. Yasser Arafat.

An Cairo, le président Mitterrand évoquera sans doute à ce sujet le projet franco-egyptien de juillet 1982, dont le point consacré au conflit israélo-palestinien garde toute son actualité. Ce plan, présenté à l'ONU, qui dépasse la résolution de l'Assemblée recommandant la reconnaissance officielle d'Israël, et le plan Reagan, puisqu'il parle d'Etat palestinien, ne sont pas d'actualité, dit-on à Paris. Mais les échéances à venir pourraient modifier la situation. Nul doute à cet égard qu'à Paris, comme à Amman ou au Caire, on souhaite la victoire des travaillistes à Jérusalem.

Si le pragmatisme et la politique des petits pas ont prévalu dans le conflit israélo-palestinien, la France a pris une position beaucoup plus tranchée dans la guerre du Golfe, se rangeant nettement aux côtés de l'Irak, auquel elle n'a pas hésité à livrer un matériel militaire offensif. Certes, l'« alliance » franco-irakienne était déjà largement scellée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, mais l'héritage n'explique pas tout, et on admet volontiers à Paris qu'il s'agit aussi d'un « choix arabe », inspiré par la crainte du fondamentalisme islamique qui menacerait tous les Etats de la région.

Garder le contact avec l'Irak

Dans une entrevue qu'il a accordée à la télévision jordanienne à l'occasion de son voyage, M. Mitterrand n'hésite pas à parler de « la solidarité de la France à l'égard des Etats du Golfe qui n'ont rien demandé à personne et ne doivent pas être victimes de cette guerre... ». La position de la France serait claire dans ce cas », ajoute le chef de l'Etat, laissant ainsi clairement entendre, pour la première fois, que Paris pourrait s'engager plus avant en cas d'attaque directe des pays du Golfe.

Malgré ce choix en faveur de l'Irak, la France réussit à garder le contact avec l'Iran, et il semble qu'à l'heure actuelle certaines sphères du pouvoir à Téhéran ne considèrent plus Paris comme un ennemi irréductible. La visite de plusieurs émissaires iraniens dans la capitale française, comme la réaction relativement modérée de Téhéran à l'accueil réservé aux quatre pirates de l'air de Nice, tendent à prouver que, de ce côté-là aussi, les choses bougent.

Le conflit du Golfe, qui menace directement les pays arabes modérés et, dans une moindre mesure, l'Occident, par le biais de ses approvisionnements en énergie, constituera sans doute un thème important dans les conversations d'Amman et du Caire.

Une chose est sûre : le rééquilibrage de la politique française au Proche-Orient ne s'est fait au détriment d'aucun des protagonistes, à un moment où la politique américaine, après le fiasco libanais, inspire plus de défiance que de confiance. La France, dans la limite de ses moyens, s'est en tout cas donnée la capacité de jouer un rôle non négligeable.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Iran

Une grave crise économique et financière

La grave crise économique et financière que connaît le régime de l'Imam Khomeiny explique-t-elle, au moins en partie, les divergences entre les militaires et les religieux, l'ajournement de la grande offensive annoncée depuis plusieurs semaines par Téhéran ?

Cette crise a plusieurs causes : la guerre, évidemment, et les achats d'armes et de pièces détachées payés au prix fort, mais aussi une gestion qui laisse à désirer, le déficit cumulé des entreprises nationalisées, l'importation croissante de biens de consommation courants à la suite de la baisse de la production intérieure. On estime que le nombre de chômeurs oscille entre 3 millions et 5 millions sur une population de 40 millions d'habitants, auxquels il faut ajouter 2 millions de personnes déplacées du fait de la guerre.

Une commission spéciale du Parlement a évalué à près de 164 milliards de dollars les dégâts causés par le conflit entre septembre 1980 et mars 1983. Elle estime que le montant des destructions et des manques à gagner s'élève à 53,7 milliards de dollars pour l'industrie pétrolière, à 40,7 milliards pour l'agriculture et à 8,2 milliards pour le secteur industriel. Le manque à gagner se chiffre à lui seul à 80 milliards de dollars. C'est évidemment le Khomeinisme qui a le plus souffert. Or c'est une des régions les plus fertiles et les plus industrialisées. C'est là que se trouvent, entre autres, la raffinerie d'Abadan et le port de Khorramchahr, ville de 300 000 habitants, qui a été pratiquement rasée.

Lors de la préparation du budget 1984-1985 discuté par le Parlement au printemps, le premier ministre

avait établi les recettes à 3 919,3 milliards de rials (1) et les dépenses à 4 231,5 milliards, ce qui représentait un déficit de 312,2 milliards. La commission du budget a révisé le projet de loi et estimé que le déficit atteindrait 419 milliards de rials. On constate toutefois que les années précédentes le déficit prévu a été largement dépassé : ce fut 680 milliards pour 1982-1983 et 401 milliards pour 1983-1984, il a franchi, les deux fois, la barre des 1 000 milliards de rials, selon les chiffres publiés par le journal *Kayhan*.

Les sommes inscrites au chapitre militaire en 1984-1985 sont également éloquentes. A elle seule, la guerre se voit consacrer 400 milliards de rials. Viennent ensuite : ministère de la défense, 397 milliards, corps des pasdaran, 120, reconstruction des régions dévastées 100, Fondation des martyrs 43, industrie de la défense 10, Fondation des réfugiés de guerre 42, budget médical 2, soit au total 1 084 milliards de rials (plus de 90 milliards de francs). On peut toutefois supposer que ce chiffre sera dépassé dans la mesure où celui de l'an dernier lui était déjà supérieur.

Baisse des revenus pétroliers

A l'inverse, le régime risque de ne pas percevoir la totalité des recettes pétrolières prévues, soit quelque 18 milliards de dollars. Déjà l'an dernier, ce revenu n'a été que de 13 milliards de dollars au lieu des 23 qui avaient été prévus. On note d'ailleurs que depuis le mois d'avril les rentrées ont diminué et qu'en mai et juin elles n'ont atteint que 600 millions de dollars par mois au lieu de

1,5 milliard en moyenne par mois l'an dernier. En outre, il n'y a pas que le volume des exportations qui est en baisse. D'après le *Financial Times* du 3 juillet, l'Iran n'obtiendrait plus que 21 dollars par baril, car les rabaix consentis aux clients pour compenser l'augmentation des frais de transport et d'assurances seraient beaucoup plus élevés que les 3 dollars admissibles publiquement par Téhéran.

Selon ce journal, l'Iran a accumulé 6 milliards de dollars d'arriérés commerciaux et ses réserves monétaires n'atteindraient plus que 3 à 4 milliards de dollars. Le déficit de la balance des paiements totale pour les trois dernières années (1981-1983) s'élève à 7,9 milliards de dollars, et il risque fort de s'aggraver.

En effet, pour donner satisfaction aux commerçants du Bazar qui le soutiennent et aux partisans de l'expansion économique, le régime a aboli les restrictions sur le commerce et lancé un ambitieux plan quinquennal d'un montant de 170 milliards de dollars. Du coup, les importations avaient atteint le montant record de 22 milliards de dollars au cours de l'année qui a pris fin en mars, soit 40 % de plus que l'année précédente. Depuis, un tour de vis a certes été donné. Ainsi, les importations n'ont pas dépassé 825 millions de dollars au cours du mois d'avril, soit moins de la moitié de la moyenne mensuelle de 1983-1984. Le déficit demeure néanmoins préoccupant dans son ensemble pour le régime.

P. B.

(1) 1 F = 11 rials.

EUROPE

Quarantième anniversaire de la prise de Wilno par la résistance polonaise

Le quarantième anniversaire de l'insurrection de Wilno (Vilnius), actuellement en Lituanie soviétique, a été célébré, dimanche 8 juillet, à Varsovie, au cours d'une messe réu-

nissant plusieurs milliers de personnes. L'officiant a rendu hommage à « tous ceux qui ont défendu le caractère polonais de la ville, ceux qui ont été tués dans la bataille contre les Allemands, et ceux qui sont morts en déportation, dans les camps de travail et les prisons » (sous-entendu soviétiques).

La ville, rattachée à la Pologne pendant l'entre-deux-guerres, avait été occupée, en 1939, par l'armée soviétique et annexée à l'URSS conformément au pacte germano-soviétique, puis occupée, en 1941, par l'armée allemande. Environ vingt mille hommes de la résistance polonaise reprirent la ville après une semaine de durs combats en juillet 1944, mais les Soviétiques arrêtèrent ensuite le commandement de la résistance polonaise, en particulier le général Krzyzanowski, qui fut remis aux nouvelles autorités communistes en Pologne et mourut en prison, à Varsovie, en 1951. Environ cinq mille sept cents soldats polonais furent déportés en URSS. Un millier de personnes se sont réunies, dimanche, au cimetière principal de

Varsovie sur la tombe du général Krzyzanowski. — (UPI.)

Le directeur général de l'UNESCO à Varsovie. — M. Amadon Mahtar M'Bow, qui vient d'effectuer une visite officielle de quarante-huit heures en Pologne, s'est félicité, au cours d'une conférence de presse à Varsovie, « des progrès importants réalisés par la Pologne en matière d'enseignement » et du « bouillonnement de la créativité des artistes ». Invité à commenter l'existence de la censure et la dissolution de la quasi-totalité des associations d'intellectuels et d'artistes existant avant l'instauration de l'état de guerre, le directeur général de l'UNESCO a seulement répondu que, au cours de son séjour, « aucun artiste ne lui avait dit qu'il était interdit ». Quant au général Jaruzelski, il a, selon l'agence PAP exprimé son « appui » à l'UNESCO et à M'Bow personnellement, tout en dénonçant les « pressions américaines » sur l'organisation. — (AFP.)

Italie

DES MEMBRES DE PRIMA LINEA CONDAMNÉS. — Trente membres de la colonne romaine de l'organisation terroriste d'extrême gauche Prima Linea ont été condamnés, samedi 7 juillet, par la cour d'assises de Rome à des peines allant de un à vingt et un ans de prison, à l'issue d'un procès qui a duré huit mois. La cour a prononcé deux non-lieux et relaxé un accusé pour insuffisance de preuves. La loi sur les « repentis », qui allège les peines en cas de collaboration avec les autorités, a été appliquée à Lorenzo Allario et Michela Sciarra, condamnés respectivement à deux ans et six mois de prison. — (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

Nicaragua

Plusieurs membres de l'état-major sandiniste tués dans une embuscade

Managua (AFP). — Plusieurs membres de l'état-major de l'armée sandiniste ont été tués, samedi 7 juillet, dans une embuscade tendue par la guérilla lors d'une tournée du ministre sandiniste de la Défense dans le nord-est du Nicaragua, a annoncé dimanche 8 juillet, le ministre, M. Humberto Ortega. Celui-ci n'a pas dit s'il faisait partie du groupe tombé dans l'embuscade et n'a pas précisé le nombre des victimes et leur identité.

Le ministre a attribué cette attaque aux bandes mercenaires que finance et organise la CIA, expression utilisée par les auto-

rités de Managua pour décrire les mouvements de guérilla antisandinistes. Selon M. Ortega, l'embuscade a eu lieu dans le département de Zelaya, sur la route reliant Wasieles à Somo. Le corps officiel se rendait à une cérémonie où des titres de propriété devaient être remis à des Indiens Miskitos.

Habillé par environ cinquante mille Indiens Miskitos, le département de Zelaya a été le théâtre, au cours des derniers mois, de nombreuses attaques de la guérilla contre l'armée gouvernementale.

Bolivie

Le retour du « Che » à La Paz

La Paz (AFP). — Ernesto « Che » Guevara vient de faire une réapparition posthume en Bolivie, où l'épopée du célèbre guérillero argentin s'est achevée le 7 octobre 1967 avec son exécution par l'armée bolivienne, à Valle Grande, à 700 kilomètres de la capitale.

La scandale provoqué par le vol à La Paz de son journal de route et sa possible vente aux enchères par la galerie Sotheby's de Londres ont déclenché en Bolivie une série de débats, de mises au point et de publications, sur le compagnon de Fidel Castro, qui avait engagé la lutte en Bolivie avec une poignée de rebelles, dans l'espoir de faire naître une série de « foyers de guérilla » en Amérique latine.

Le journal tombé entre les mains de ses meurtriers avait déjà suscité des remous. Une copie détournée par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Antonio Arguedas, sympathisant de l'extrême gauche bien que membre du gouvernement militaire du général Barrientos (1964-1969), avait été envoyée par ses soins à Cuba, où sa publication a permis de nombreuses traductions.

Retombé dans l'anonymat, M. Antonio Arguedas a récemment donné de nouveaux détails sur son initiative. « J'ai envoyé le journal de Fidel Castro pour éviter une provocation contre Cuba », a-t-il déclaré à la revue bolivienne *Crítico*. M. Arguedas craignait, dit-il, une éventuelle falsification de l'original, susceptible de discréditer La Havane. L'ancien ministre affirme maintenant avoir pu obtenir un double des écrits du « Che » à partir d'une copie « transmise au service d'espionnage bolivien par un

agent de la CIA ». Le service secret américain avait « commencé à pénétrer notre ministère de l'Intérieur depuis 1958 », assure M. Arguedas, pour lequel son pays « n'avait plus de souveraineté ».

M. Arguedas s'est aussi distingué en envoyant à Cuba les mains du guérillero argentin. Les deux mains du « Che » avaient été soustraites par le colonel Roberto Quintanilla, auteur de sa capture et abattu par la suite à Hambourg, où il était consul. Au lieu de transmettre ces mains au Musée de la police de La Paz ou de les brûler sur l'ordre du commandant en chef de l'armée, le général Ovando, M. Arguedas avait choisi de leur faire suivre le même chemin que le journal. C'est-à-dire celui de La Havane.

Ces révélations s'ajoutent à la publication d'une série de commentaires admiratifs sur le « Che ». Le quotidien catholique *Presencia* vient ainsi de publier à nouveau l'intégralité de son journal, avec les feuillets « égarés » par M. Arguedas avant l'envoi de la première copie à Cuba. L'occasion est utilisée par les ennemis du Parti communiste bolivien pour rappeler que pour rappeler que l'échec du « Che » fut essentiellement dû au fait que le secrétaire général du PCB de l'époque, M. Mario Monge, n'a pas du tout soutenu la guérilla.

« La figure du héros romantique était en voie de disparition. L'ambition des éternels trafiquants et des corrupteurs présents dans toute société a fait revivre son image », commente *Crítico* à propos de l'éventuelle vente aux enchères du journal du « Che » par Sotheby's.

Brésil

L'« OUVERTURE » REMISE EN QUESTION Le général Figueiredo cherche un candidat militaire pour l'élection présidentielle indirecte de 1985

Brasília (AFP). — Attaqué par l'opposition, qui a mené une brillante campagne en faveur du rétablissement de l'élection présidentielle directe en 1984, abandonné par une partie de sa majorité parlementaire, le gouvernement de M. Figueiredo semble pourtant décidé à reprendre l'initiative.

Face à un parti gouvernemental (PDS-Parti démocratique et social) profondément divisé et la possibilité d'une victoire de l'opposition à l'élection présidentielle indirecte de janvier 1985, le chef de l'Etat pourrait retarder la politique d'« ouverture » qui avait commencé par l'amnistie en 1979 et s'était poursuivie en 1982 par des élections générales. C'est en tout cas le sens que les observateurs donnent à l'entretien (gardé secret jusqu'au dernier moment) qui a eu lieu vendredi 6 juillet entre le président Figueiredo et son prédécesseur à la tête de l'Etat, le général Ernesto Geisel. Les deux hommes, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis un an et demi en raison des divergences sur la conduite des affaires politiques, pourraient, dit-on, tenter de lancer une candidature militaire conforme à la tradition respectée depuis le coup d'Etat de 1964.

Le général Ruben Ludwig, chef de la maison militaire de la présidence de la République, pourrait être l'un des candidats militaires à la succession présidentielle. En effet, les intérêts du parti gouvernemental ne coïncident plus avec ceux du gouvernement. Le candidat actuellement le mieux placé au sein du PDS, M. Paulo Maluf, ancien gouverneur de l'Etat de São Paulo, ne suscite pas de sympathie particulière chez les militaires. En outre, le

danger d'une élection de M. Tancredino Neves, gouverneur de l'Etat du Minas-Gerais, membre du principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui pourrait éventuellement compter sur l'appui des dissidents du PDS, pourrait amener le gouvernement à réagir plus durablement.

Appliquant ses principes en faveur d'une « ouverture » lente et graduelle, M. Figueiredo avait donné son aval à un projet d'amendement constitutionnel rétablissant l'élection présidentielle directe en 1988 en écartant le mandat de son successeur. Inquiet de la fragilité de sa majorité parlementaire et des manœuvres de l'opposition pour transformer le projet présidentiel en un projet rétablissant l'élection directe dès 1984, le général a retiré son amendement le jour même du vote (*Le Monde* du 5 juillet).

Une candidature militaire, même acceptée par la majorité des parlementaires gouvernementaux, serait mal reçue par la population brésilienne, qui, dans l'espérance de la campagne pour les *diretas* (élections directes immédiates), s'est crue tout près de la démocratie totale après vingt ans de régime militaire. Déçu par l'absence de réformes institutionnelles, la population brésilienne serait à nouveau confrontée aux méthodes de transmission de pouvoir en vigueur depuis la « révolution » de 1964 qui avait renversé le gouvernement du président João Goulart. Le président Figueiredo, qui avait promis aux Brésiliens de faire du Brésil une vraie démocratie, n'a plus que huit mois pour tenir sa promesse.

Pérou

Le gouvernement veut relancer la lutte contre le terrorisme du Sentier lumineux

Lima (AFP, Reuters). — Le chef de l'Etat, M. Fernando Belaunde Terry, a annoncé, dimanche 8 juillet, que le Pérou allait redoubler d'efforts dans la lutte contre le terrorisme après les diverses opérations de la guérilla qui ont fait de nombreux morts ces derniers jours. Six paysans, accusés de ne pas collaborer, ont été assassinés, vendredi 6 juillet, par un groupe de guérilleros du Sentier lumineux dans le département de Huancavelica, au sud-est de la capitale. Deux cadets de la marine ont également trouvé la mort, vendredi, au cours d'un affrontement près de la localité de Huancangalla. Les guérilleros du Sentier lumineux ont, par ailleurs,

attaqué, samedi, une bourgade du département de Huancavelica et lancé des bombes incendiaires contre un bâtiment officiel à Lima, provoquant d'importantes dégâts.

On estime que près de deux cents personnes ont été victimes de la violence depuis un mois au Pérou. En conséquence, le premier ministre, M. Mariategui, a annoncé la reconduction de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pendant trente jours. Il a précisé, par ailleurs, que l'élection présidentielle aurait lieu le 14 avril 1985. Le même jour, les électeurs désigneront deux vice-présidents, cent quatre-vingt députés et quatre-vingt-dix sénateurs.

Etats-Unis

L'espérance de vie moyenne atteignait 74,2 ans en 1981

Washington (AFP). — L'espérance de vie moyenne des Américains a atteint 74,2 ans en 1981, selon les dernières statistiques publiées dimanche par le Centre national des statistiques de santé. Selon ces statistiques, qui constituent la dernière étude détaillée sur la mortalité aux Etats-Unis, l'espérance de vie moyenne a ainsi progressé de 0,5 an entre 1980 et 1981. « Cela indique une reprise de la tendance à l'allongement de la durée de vie, tendance qui avait été interrompue en 1980 », indique le Centre.

Ces statistiques indiquent également que le taux de mortalité pondéré est tombé, en 1981, à son plus bas niveau, à 568,2 morts pour 100 000 Américains, en baisse de 3 % par rapport à l'année précédente. Le taux de mortalité pondéré, considéré par les démographes comme le plus représentatif, donne la mortalité dans une population dont la composition par âge est semblable à celle de la population américaine en 1940. Sans pondération, le taux de mortalité était, en 1981, de 862,4 morts pour 100 000 Américains.

Les femmes continuent à avoir l'espérance de vie la plus longue, avec 77,9 ans, contre 70,4 ans pour les hommes. L'espérance de vie était, en 1981, de 74,8 ans pour la population blanche et de 68,7 ans pour la population noire. Néanmoins, cet écart tend à diminuer, l'espérance de vie de la population noire ayant augmenté deux fois plus vite que celle de la population blanche entre 1980 et 1981.

D'autre part, le *Washington Post*, citant un rapport du Centre fédéral de contrôle des maladies, indique que, pour la première fois depuis la législation de l'avortement en 1973, le taux d'interruption de grossesse par rapport aux naissances a sensiblement diminué.

DIPLOMATIE

MALGRÉ CERTAINES RÉSERVES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le rapport de la commission internationale conclut plutôt à l'innocuité des essais nucléaires français à Mururoa dans le domaine médical

Wellington (AFP). — Rien ne permet d'affirmer avec certitude que les essais nucléaires français de Mururoa portent préjudice à la santé ou mettent en péril la vie, affirme en substance le rapport d'une mission scientifique internationale venue travailler dans cet atoll français du Pacifique Sud pendant quatre jours en octobre dernier. Ces expérimentations, indiquent toutefois le rapport, ont provoqué « la fissuration, l'affaiblissement et le glissement sous-marin » des récifs de coraux formant la section supérieure de l'atoll. En outre, la partie volcanique centrale de ce dernier « ne semble pas avoir été altérée (...), des fuites radioactives provenant des zones proches des centres d'explosion peuvent se produire d'ici cinq cents à mille ans », ajoute le rapport.

La mission scientifique — composée de trois Néozélandais, de deux Australiens et d'un biologiste de Papouasie-Nouvelle-Guinée — a également abouti aux conclusions suivantes :

• Il n'y a pas de taux croissant de cancers liés à l'irradiation en Polynésie française ;

• Les niveaux de radiation, à Mururoa, sont généralement plus bas qu'ailleurs, « en raison de la teneur en radioactivité naturelle très faible des sols de coraux » ;

• Les essais nucléaires souterrains réduisent la capacité de la roche volcanique de l'atoll à servir de barrière aux fuites radioactives à long terme ;

• Les affirmations françaises selon lesquelles la décharge de radioactivité dans l'air à la suite d'une explosion « est à peine, sinon rarement, détectable » sont « presque certainement fausses » ;

• Le plutonium dissous dans le lagon de l'atoll se déverse dans l'océan, mais son importance en matière de radiation est mineure ;

• Les affirmations françaises selon lesquelles les fuites radioactives liées aux explosions sont stoppées par des roches imperméables ne sont pas confirmées.

L'équipe scientifique internationale indique également que, en raison de restrictions officielles françaises, elle n'a pas eu la possibilité de vérifier des données dans plusieurs cas, et que dans un autre cas cette vérification a été rendue « pratiquement impossible ». Elle fait par ailleurs état de quarante et un essais nucléaires dans l'atmosphère entre 1966 et 1975, et de quelques soixante-trois explosions souterraines entre 1975 et aujourd'hui.

En outre, les deux chercheurs australiens de la mission ont déclaré à Canberra que l'ensemble des fuites radioactives liées aux explosions souterraines était insignifiant. Ils ont ajouté que, selon des chercheurs français, il y a 10 à 20 kilos de plutonium dans le lagon de l'atoll en raison, probablement, des essais nucléaires effectués dans l'atmosphère avant 1976.

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Hayden, a, pour sa part, déclaré que l'Australie maintiendrait sa ferme opposition aux essais nucléaires français. Il a également indiqué que le rapport de la mission serait étudié par les chefs de gouvernement des pays du Pacifique Sud lors de leur prochaine rencontre, en août. Son collègue néozélandais, M. Cooper, a tenu à souligner que le rapport « ne fournit aucune base pour dire que le programme d'essais nucléaires français n'a pas d'effets dommageables sur l'environnement », mais il a également estimé que ce rapport « objectif » et « équilibré » contribuerait à calmer l'opinion publique, inquiète des conséquences des essais nucléaires en matière de santé.

M. SHULTZ EN ASIE DU SUD-EST

Washington veut rassurer la Malaisie et l'Indonésie quant à ses ventes d'armes à Pékin

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a commencé lundi 9 juillet à Kuala Lumpur une tournée officielle de deux semaines en Asie, après une escale à titre privé à Hongkong. C'est le quatrième voyage que M. Shultz entreprend dans la région en quatre mois.

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'Association des pays du Sud-Est asiatique (Brunei, Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour et Thaïlande), qui s'ouvre ce lundi à Djakarta avant d'être élargie à d'autres Etats du Pacifique, et le conseil annuel du pacte de défense entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis (ANZUS) les 16 et 17 juillet à Wellington, deux jours après les élections législatives en

Nouvelle-Zélande, auront lieu pendant ce voyage.

Le programme de M. Shultz ne prévoit aucune escale aux Philippines. Le président Ronald Reagan avait déjà annulé une brève visite à Manille, qui était prévue initialement dans le programme d'une tournée en Asie à l'automne 1983. A quelques mois de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, l'administration américaine évite tout contact à caractère trop spectaculaire avec le régime du président Marcos après l'assassinat, le 21 août 1983, du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino.

Lors de ses entretiens, le chef de la diplomatie américaine va s'efforcer de rassurer ses interlocuteurs, notamment les Malaisiens et les Indonésiens, sur la décision de Washington de vendre des armes à Pékin. Le resserrement des liens économiques et stratégiques entre les Etats-Unis et les pays non communistes de la région, ainsi que le problème cambodgien domineront également les discussions qu'aura M. Shultz.

La poursuite de l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes et l'appel au dialogue lancé le 2 juillet par les ministres cambodgiens, laotien et vietnamien des affaires étrangères est, une fois de plus, au centre de la réunion annuelle des chefs de la diplomatie de l'ASEAN.

• Le directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement, M. K.L. Adelman, a, ce jeudi 5 et vendredi 6 juillet, des entretiens à Pékin avec les dirigeants chinois, et notamment le ministre des affaires étrangères, M. Wu Xiaokeun. Ces entretiens faisaient suite à la visite du président Reagan en avril et à la contre-visite soviétique, au Congrès, par la vente de technologie nucléaire à la Chine pour dix à douze centrales atomiques d'ici à la fin du siècle.

Certains parlementaires jugent insuffisantes les garanties prévues par le contrat en ce qui concerne le retraitement du combustible nucléaire et craignent que les Chinois fassent bénéficier des pays tiers — le cas du Pakistan a été cité — de l'expérience ou des matériels ainsi acquis.

Le Monde
dossiers et documents

LE CINÉMA EN FRANCE

Le public : la star, c'est le rire — Derrière l'écran, une industrie — Trusts et artisans — Le rôle de l'Etat : stimuler plus que gérer — Ciné et télé complètes et rivales — Créateurs et étoiles — Voir et promouvoir : critiques et festivals — Les métiers du cinéma.

DESSINS DE PLANTU ET DE CARLOS BRITTO

JUILLET-AOÛT 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, l'Indonésie de la France dans le monde : culturelle, linguistique, économique, française et non française. Dilemme, visions de points : les armes, classiques et nucléaires. Dilemme : le domaine territorial mondial (zone maritime), DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'éditeur : FRANÇOIS DE PREUL, CHATEAU DE PREUL, 49560 NUEL-SUR-LAYON

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle d'Avocats
■ Préparation complète
Septembre
■ Places limitées
Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. : 224.10.72
Centre TOULBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. : 585.50.35

A LA PLAGE... VACANCES A LA PAGE



Sur la plage en 1900.

NICOLAS SAUDRAY
**La maison
des prophètes**
ROMAN



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Fort Saganne
Louis Gardel



79 F

JULIEN GREEN
**Histoires
de vertige**
NOUVELLES



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

75 F

FRANÇOIS MASPERO
**Le sourire
du chat**
ROMAN



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

73 F

Henri
Gougaud
L'INQUISITEUR
roman

Seuil

72 F

JEAN CAYROL
de l'Académie Goncourt
Qui suis-je?
suivi de
**Une mémoire
toute fraîche**
RÉCITS

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

60 F

SEUIL

AFRIQUE

Le pape affirme le droit de la Namibie à être « souveraine et indépendante »

De notre correspondant

Cité du Vatican. - Recevant en audience, samedi 7 juillet, une délégation du comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, Jean-Paul II a fermement dénoncé les déplacements de populations noirs actuellement en cours en Afrique du Sud et a déclaré que la Namibie avait droit à son indépendance.

Jean-Paul II a déclaré qu'il n'était pas dans ses intentions d'intervenir dans des questions politiques, mais qu'il était préoccupé par les souffrances des individus et des communautés concernées : « Fidèle à sa mission, l'Eglise partage ces souffrances et ne peut les passer sous silence. (...) Elle condamne les injustices et les atteintes portées à la dignité humaine. »

Le pape a rappelé les protestations de l'Eglise locale et a affirmé que ces déplacements de popula-

tions constituent « une grave violation des droits de la personne humaine ». Comme l'a souligné un communiqué de la conférence épiscopale d'Afrique du Sud, a ajouté le pape, ces déplacements de populations sont « une conséquence du système de l'apartheid ».

En ce qui concerne la Namibie, le pape a exprimé l'espoir qu'il sera possible, à travers les négociations en cours, de parvenir à la reconnaissance « sans ambiguïté du droit de cette nation à être souveraine et indépendante ». Une telle évolution constituera, a précisé le pape, « une importante contribution à la restauration de la paix dans la région et un signe de réconciliation entre les peuples qui y vivent ».

Ph. P.

Cameroun M. ETEKI MBOMOUA NOMME MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le président camerounais, M. Paul Biya, a procédé, samedi 7 juillet, à son remaniement ministériel qui concerne neuf départements. M. William Eteki Mbomoua, jusqu'à présent ministre chargé de mission à la présidence de la République, devient ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Félix Tonge Mbog, qui prend le portefeuille des postes et télécommunications. Le précédent titulaire de ce poste, M. Robert Mbella Mbappe, devient ministre de l'éducation nationale.

Parmi les six ministres quittant le gouvernement figurent notamment M. Delphine Tsanga (affaires sociales), qui est remplacée par M. Zang Nguele Rose, M. Jean Fomane Akame (administration territoriale), remplacé par M. Jean-Marcel Mengue, et M. Oumarou Amion, ministre délégué aux affaires étrangères. Ce remaniement est le sixième effectué par M. Biya depuis son accession à la présidence de la République, le 6 novembre 1982. - (AFP, Reuters.)

RÉUNIS AU BOTSWANA

Les dirigeants des Etats d'Afrique australe constatent leur impuissance face à l'influence économique de Pretoria

De notre envoyé spécial

puissant voisin. Néanmoins plusieurs chefs d'Etat ont réaffirmé avec véhémence leur hostilité au pouvoir ségrégationniste, notamment le président tswana, M. J. J. M. Nkomo, pour qui, « il n'y a pas de bases de coopération entre l'apartheid et la victime ».

M. Robert Mugabe, premier ministre zimbabwéen, a de même accusé Pretoria de « saper les structures économiques et politiques de ses voisins progressistes », assurant que « aussi longtemps que l'Afrique du Sud existera en tant qu'Etat de l'apartheid et aura le soutien du monde industrialisé, notre combat pour une croissance régionale et d'autosuffisance, continuera d'être long et difficile ».

Ces deux dirigeants, ainsi que le président du Botswana, M. Quett Masire, ont dénoncé le maintien des

troupes sud-africaines en Angola et la poursuite de l'occupation en Namibie. A aucun moment cependant, le président du Mozambique, M. Samora Machel et M. Alexandre « Kito » Rodrigues, ministre des affaires étrangères d'Angola, n'ont été mis en position difficile. Tous deux ont d'ailleurs expliqué les raisons pour lesquelles ils avaient pactisé avec un voisin que leurs homologues continuent de vouer aux gémonies. M. Machel, tout d'abord, qui, avec fougue, a indiqué que l'accord de Kromati ne concernait que des relations de bon voisinage et qu'il n'avait été signé que pour faire cesser les incursions sud-africaines au Mozambique et le soutien accordé par Pretoria aux rebelles de la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Le président mozambicain s'est cependant bien gardé de parler des prolongements économiques de l'accord de Kromati, notamment en ce qui concerne l'aide apportée par Pretoria à l'amélioration du port de Maputo. De son côté, M. Rodrigues a limité la portée des accords de Luanda au désir de Luanda de faire cesser les violations, par les troupes de Pretoria, du territoire angolais.

Ces deux Etats, membres de la SADC ont en quelque sorte tenté de réajuster à des considérations de sécurité interne et à elles seules les accords passés avec Pretoria. Le président de l'ANC (Congrès national africain), M. Oliver Tambo, celui du PAC (Congrès pan-africain), M. John F. M. et un représentant de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) avaient été invités en tant qu'observateurs à Gaborone.

Le président Masire, dont le pays va assurer la présidence de la SADC au cours des trois prochains ans, a cependant reconnu que les programmes de développement et les projets avaient subi du retard en raison de la récession mondiale, de l'insécurité dans certaines régions, mais aussi de la sécheresse qui, ces trois dernières années, a considérablement affecté la région. Au Botswana, par exemple, les récoltes de céréales ont chuté de 17 220 tonnes en 1982, à 14 425 tonnes en 1983, ce qui ne représente que 10 % des besoins nationaux. 161 000 têtes de bétail ont également péri.

Sur les quatre-vingt-dix-sept projets économiques qui avaient été présentés en novembre 1980 à Maputo, peu nombreux sont ceux qui ont pu voir le jour pour les raisons évoquées plus haut, mais aussi par manque de financement de la part des pays donateurs et des organismes internationaux. Pour les seuls besoins alimentaires, la SADC est à la recherche de 176,62 millions de dollars.

MICHEL BOLE-RICHARD.

APRÈS LA TENTATIVE D'ENLÈVEMENT DE M. DIKKO

Londres envisage de prendre des sanctions contre les diplomates nigériens

Le gouvernement britannique pourrait prendre des sanctions contre des diplomates nigériens en poste à Londres s'il se confirme que les autorités de Lagos ont directement mêlées à la tentative d'enlèvement de l'ancien ministre nigérien des transports, M. Umaru Dikko. Outre une éventuelle expulsion du haut-commissaire (ambassadeur) du Nigeria, Londres envisage, selon des sources proches du Foreign Office, de demander aux autorités de Lagos la levée de l'immunité diplomatique dont jouissent ses diplomates dans la capitale britannique.

La responsabilité du gouvernement nigérien dans cette affaire apparaît en effet de plus en plus probable. Les journaux britanniques, citant des sources proches de Scotland Yard, affirment que le NSO (National Security Organisation), service de renseignements nigérien, aurait organisé la tentative d'enlèvement de M. Dikko. L'un des respon-

sables de ce service, qui serait « très proche » du chef de l'Etat nigérien, le général Buhari, est l'une des quatre personnes toujours retenues par la police. Deux d'entre elles sont de nationalité israélienne et seraient d'anciens membres du Mossad (services secrets israéliens). Selon le responsable de la police anti-terroriste britannique, le commandant William Hucksby, M. Dikko, qui avait été puissamment protégé à l'ambassade, a eu « beaucoup de chance » quand la police l'a découvert, a-t-il indiqué, il était « pratiquement mort ».

Une certaine détente a néanmoins été enregistrée dans les relations diplomatiques entre les deux pays au cours du week-end, avec l'arrivée, dimanche, à Londres, du Boeing-747 de la British Caledonian, qui était jusqu'alors retenu sur l'aéroport de Lagos. Quelques heures avant, le Boeing-747 des Nigerian Airways, à

bord duquel devait être embarquée la caisse contenant M. Dikko, avait été autorisé par les autorités britanniques à décoller de l'aéroport de Stansted, au nord de Londres.

Le ministre britannique de l'Intérieur, M. Leon Brittan, devait présenter un compte rendu des premiers éléments de l'enquête réalisée par Scotland Yard, au cours d'une réunion ce lundi 9 juillet, avec le premier ministre, M. Thatcher, et le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Les enquêteurs ont procédé dimanche à un premier interrogatoire de M. Dikko, qui est toujours hospitalisé, mais dont l'état est qualifié de « satisfaisant ».

A Lagos, les autorités nigériennes ont de nouveau démenti dimanche toute participation dans la tentative d'enlèvement. Un porte-parole du général Buhari a souligné que le NSO « n'a aucun employé à l'étranger, personne à Londres » et a émis l'hypothèse selon laquelle M. Dikko aurait pu être enlevé contre une rançon. « Du bien », a-t-il ajouté, « pour attirer l'attention du public international ». La presse nigérienne, dans son ensemble, s'est félicitée de cette action, certains éditorialistes regrettant qu'elle n'ait pas réussi. - (AFP, Reuters, AP.)

ASIE

DANS L'ESPRIT DU MESSAGE PAPAL

Les évêques vietnamiens dissuadent les prêtres d'adhérer à l'Association des catholiques patriotes

De notre correspondant

Cité du Vatican. - L'inquiétude manifestée par Jean-Paul II, lors de son passage à Bangkok, au sujet de la situation des catholiques d'Indochine (le Monde du 12 mai) n'avait pas suscité de réaction immédiate au Vietnam. Ce silence a été récemment rompu par une interview de Mgr Bing, archevêque d'Ho Chi Minh-Ville, à l'agence de presse vietnamienne VNA. Mgr Bing a déclaré notamment : « Il n'existe pas de friction entre les autorités catholiques de Saigon et les autorités politiques ; elles-ci entretiennent au contraire des contacts étroits ».

Dans les milieux proches du Saint-Siège, on interprète cette déclaration comme l'expression du soutien de Mgr Bing de ne pas envier les rapports entre l'Eglise et les autorités vietnamiennes. Dans son message, Jean-Paul II avait été clair, exhortant les Vietnamiens à « une cohésion sans faille autour de leurs évêques » et priant pour qu'ils aient toujours « la possibilité concrète de professer et de vivre leur foi ». Le pape faisait allusion à une situation précise : la résistance du clergé vietnamien à la tentative de mise en tutelle de l'Eglise locale par les autorités grâce à une Association des catholiques patriotes, faisant partie du Front patriotique du Vietnam et créée à Hanoï au mois de novembre 1983.

Une résistance soutenue
Mgr Bing ne manque pas, lorsqu'il estime nécessaire de prendre des positions courageuses. Il cherche, semble-t-il, cette fois à « sauver ce qui est possible » dans les rapports entre l'Eglise et les autorités, peut-être quelque peu irritées par la fermeté du message de Jean-Paul II. Lors de la conférence épiscopale qui s'est tenue en mai au Vietnam, Mgr Bing avait reconnu que dans d'autres diocèses que le sien certains problèmes existent avec des prêtres « récalcitrants ». Il s'agit très évidemment, dans l'esprit de Mgr Bing, de prêtres récalcitrants à l'autorité de leurs évêques. Ceux-ci, dans la majorité des cas

leur déçoivent de devenir membres de l'Association patriotique.

Il semble, selon des sources religieuses à Hongkong, que se manifeste une résistance soutenue du clergé vietnamien à cette association. Sur les cent quarante-deux prêtres qui sont membres, une vingtaine seulement seraient actifs. L'archevêque de Hué, Mgr Nguyen Kim Dien, a, d'autre part, suspendu de ses fonctions sacerdotales l'un des membres de cette association appartenant à son diocèse. Le 5 avril, le prêtre a été convoqué par la police et n'a pu assister à la conférence épiscopale qui s'est tenue le mois suivant. Il semble d'ailleurs que d'autres évêques soient également écartés. Mgr Dien paraît particulièrement visé par les autorités. Il aurait déjà préparé une lettre expliquant sa position, qui devrait être distribuée aux fidèles dans le cas où il serait arrêté.

L'évêque de Ban-Me-Thuot, qui avait, de son côté, demandé aux prêtres de son diocèse d'adhérer à la convention de l'Association patriotique de s'en retirer s'est vu sommer par les autorités d'éviter à l'avenir toute « ingérence » de cette sorte. Quant à l'évêque de Da-Nang, Mgr Pham-Ngoc-Chi, à la retraite, il a été également à deux reprises interrogé par la police pour son opposition ouverte à l'Association.

De nombreux prêtres vietnamiens estiment que cette association vise à créer progressivement une sorte d'Eglise schismatique coupée de Rome, sur le modèle de celle existant en Chine. Tous ceux qui manifestent leur désaccord seraient soumis, selon des indications en provenance de Hongkong, à des « sessions de travail », c'est-à-dire des interrogatoires répétés. On apprend cependant que la vingtaine de religieux de la Providence interpellés au début de l'année à Can-Tho (le Monde du 21 mars) - pour un « contrôle de routine », selon les autorités - auraient été libérés. Mais on ignore le sort d'un jésuite arrêté en même temps qu'eux.

PHILIPPE PONS.

LE MONDE diplomatique

JULIET 1984

ESQUIVES
(Claude Julien)

ISRAËLIENS ET PALESTINIENS
COTE A COTE SUR UN CHEMIN PIÉGÉ
(Matityahu Peled)

MISSION A BIR-ZEIT
(Sonia Dayan-Herzbrun et Paul Kessler)

AUX ETATS-UNIS

- Les démocrates sur la corde raide (Thomas Ferguson et Joel Rogers).
- M. Reagan scolarise le renforcement de son arsenal (Michael T. Klare).
- MM. Mondale et Hart : pour le gel et le dialogue (M.T.K.).
- M. Jesse Jackson redonne espoir aux Noirs américains (Cornel West).

RICHERS ET PAUVRES AUX PRISES AVEC L'ÉNERGIE

Une difficile reconversion industrielle qui n'épargne aucun secteur aux Etats-Unis (Eric Thibaut). - Dans le tiers-monde, des solutions possibles pour un système mal adapté aux conditions climatiques (Jacques Girel). - En Amérique latine, comment surmonter d'énormes différences entre classes sociales et entre pays (Gustavo Rodriguez Elazar). - En Colombie, des générations photovoltaïques pour les paysans (Humberto Rodriguez et Hector Castro). - La Banque mondiale encourage des méthodes relativement simples et peu onéreuses (Yves Rowen). - Une société plus économe et plus autonome (Michel Rolant). - La coopération franco-portugaise : un exemple prometteur (Joao Nascimento Baptista et Henri Baguerier).

L'AFRIQUE DU SUD ET SES VOISINS

- Une zone de stabilité pour le régime de l'apartheid (Zaki Laidi).
- La « diplomatie coercitive » des Etats-Unis : offres de paix et menaces brutales (Sean Gervasi).

Faux-fuyants au Soudan LE MARÉCHAL NEMEIRY FACE A SES « DÉMONS »

(Alain Gérard)

- Europe : l'autorité de l'Etat-nation grignotée par un double régionalisme (Jean-Jacques Kourilsky).
- La France, l'Europe et le péril linguistique (Pierre Maillard, Philippe Lalanne-Berthouin, Pierre Lalong, J.-B. Bayle de Jessé et Pierre-Louis Mallen).
- La crise de l'endettement international : le suraut collectif de pays latino-américains met le Fonds monétaire en désarroi (Julia Jurana).
- L'Ouganda d'Amin Dada : dictature militaire ou fascisme néo-colonial (Jean Copans).
- Camérone politiques : « Bush Marna ». Dans la brousse des villes (Ignacio Ramonet et Catherine Ruelle).
- Les livres du mois.

ALIMENTATION ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Quand les grands bateaux-usines concurrencent les pêcheurs artisanaux du tiers-monde (Claire Brisset). - Associer les pêcheurs au débat (J.-Ph. Platteau). - Un enjeu mondial (Edouard Sébana).

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- UN MILLIER DE MEMBRES DU PC TUÉS EN 1983. Fait exceptionnel, la Pravda du 8 juillet publie une indication chiffrée sur les pertes gouvernementales. L'organe du PC soviétique précise que « 1006 membres du parti afghan » ont péri au cours de l'année dernière et que le parti compte désormais « 115000 adhérents ». D'autre part, Radio-Kaboul a annoncé, samedi, la nomination d'un nouveau ministre des Finances, le Dr Mohammad Kabir, sans autre précision sur ce remaniement. - (AFP, AP.)

Colombie

- TRÈVE CONFIRMÉE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE M-19. - Un porte-parole du M-19 (Mouvement du 19 avril, organisation révolutionnaire insurrectionnelle) a confirmé le samedi 7 juillet qu'une trêve avait été conclue avec le gouvernement de M. Belisario Betancur. Un autre groupe de guérilla, l'Armée de libération nationale (ELN, une organisation très minoritaire) aurait également accepté un cessez-le-feu. Le gouvernement, qui a déjà passé un accord en mai avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, pro-communiste) n'a pas fait de commentaire. - (Reuters.)

Espagne

- MORT DE L'HISTORIEN CLAUDIO SANCHEZ ALBORNOZ. - L'historien espagnol Claudio Sanchez Albornoz, ancien président de la République espagnole en exil (de 1959 à 1970), est décédé dimanche à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Membre de l'Académie espagnole d'histoire, ministre des affaires étrangères en 1933 pen-

dant la République, il a passé quarante ans de sa vie en Argentine. En 1983, il était revenu dans son pays. - (A.P.)

Visite à Moscou d'une délégation du Parti communiste prosoviétique

Une délégation du Parti communiste espagnol prosoviétique de M. Ignacio Gallego a quitté Moscou, dimanche 8 juillet, à l'issue d'une visite de six jours consacrée à l'étude de l'expérience du PC de l'URSS dans le domaine de l'organisation et du travail au sein du parti. La délégation était composée de secrétaires des fédérations du PCE scissionniste, créés en janvier et auquel le Kremlin a aussitôt donné son aval, désavouant le PCE de M. Gerardo Iglesias. Cette visite traduit la volonté des dirigeants soviétiques de reconnaître les liens avec un parti qu'ils considéraient comme idéologiquement sûr, malgré la faiblesse de ses effectifs. - (AFP.)

Yougoslavie

- RÉUNION DE PARTIS « PROGRESSISTES ». MÉDIATERRANÉENS. - Une réunion de 28 partis et mouvements « progressistes », représentant quatorze pays riverains de la Méditerranée, s'est tenue à Belgrade les samedi 7 et dimanche 8 juillet, la France étant représentée par le PC et le PSU. La Turquie et Israël n'ont pas été conviés, tandis que l'Algérie a décliné l'invitation. M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.P.P., a causé une certaine surprise en se joignant à la réunion. Les participants ont pris connaissance d'un plan yougoslave de coopération entre organisations « progressistes » pour contribuer à la transformation du bassin méditerranéen en zone de paix et de sécurité. (AFP.)

AFRIQUE

Etre jeune au Maghreb

(Suite de la première page.)

Ces explosions dans les trois pays qui forment le noyau central du Maghreb ne sont que les parties visibles de l'iceberg ; passé l'euphorie des premières années de l'indépendance (1956 pour la Tunisie et le Maroc, 1962 pour l'Algérie) l'agitation étudiante devient multiforme et pratiquement incessante. Le temps passant, la malaise s'étend à l'ensemble de la jeunesse. Qu'une crise affecte aussi les jeunes d'Europe, comme le rappellent périodiquement les moralistes maghrébins, ne fait pas de doute, mais les structures de vieux États, une plus grande richesse et surtout l'environnement culturel diversifié permettent d'en atténuer les effets.

La situation est différente en Libye et en Mauritanie. Contrairement à leurs voisins, ces deux vastes espaces désertiques sont peu peuplés, et, si le premier pays est fort riche, le second figure parmi les plus pauvres du monde. Pourtant, dans l'un comme dans l'autre, les jeunes commencent à faire entendre leur voix et à contester.

Chacun des pays maghrébins a, certes, son histoire propre et ses particularités, mais ils présentent aussi des analogies. Un fait majeur leur est commun : les moins de vingt-cinq ans représentent 60 % de la population, soit 36 millions sur 60 (près de 2 millions de Marocains, 25 millions d'Algériens, 7 millions de Tunisiens et moins de 3 millions de Libyens). La démographie galopante n'ayant guère été enrégulée, sauf en Tunisie, cette population aura doublé en l'an 2000. Comme elle s'urbanise de plus en plus — certaines capitales abritent au moins le quart de la population — dans des sociétés qui étaient essentiellement rurales et traditionnelles, les jeunes, en nombre croissant, se sentent déracinés et déphasés par rapport aux valeurs ancestrales.

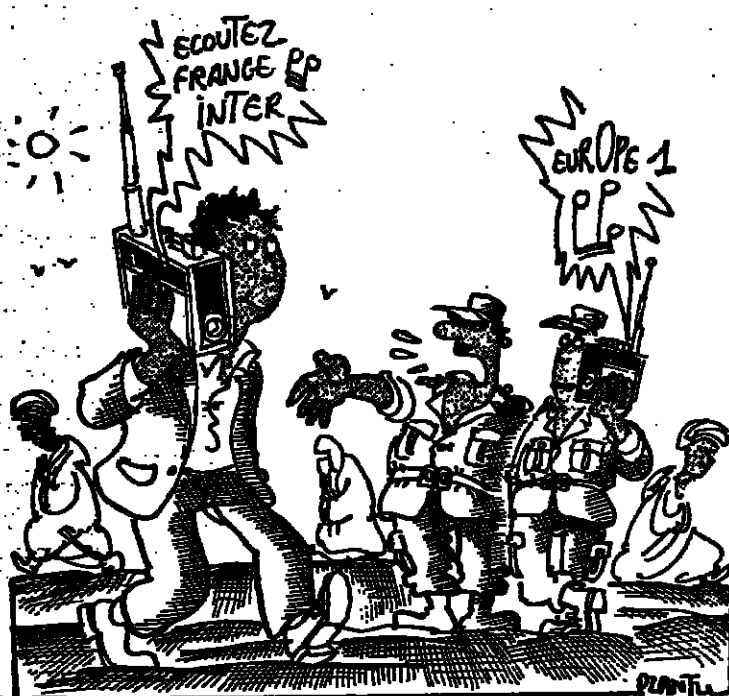
Sans projet mobilisateur

Aucun projet vraiment mobilisateur ne leur est proposé. Et quand les dirigeants pensent en avoir trouvé un, il ne semble guère enthousiasmer ces générations de l'indépendance. Les pères avaient consacré leur vie à la lutte de libération ; le nationalisme et la foi dans le développement volontariste, gagnaient à suivre certains d'entre eux. Désormais, la jeunesse s'ennuie, parfois, depuis vingt ans, à l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie dont le comportement contredit le discours officiel parce que chez elle la passion du gain facile l'emporte sur l'idéal nationaliste, le sens du sacrifice, l'esprit de solidarité et le respect de la chose publique.

Dans les années 60, on voit déjà s'affirmer des groupes de contestation minoritaires mais fort actifs, notamment à l'université : marxistes, maoïstes, socialistes, dénoncent l'ordre social et préchent la révolution. Au Maroc, ils voudraient substituer un régime de type monarchique à celui, jugé trop modéré, de M. Bourguiba ; tandis qu'en Algérie ils dénoncent l'hégémonie du FLN. Pour leur faire contrepoids, les gouvernements mettent l'accent sur la tradition islamique, et parfois même leur opposent des groupuscules de l'intégrisme musulman. Ces derniers vont prospérer dans le double lit de l'Arabisme et de l'islamisme à assurer totalement dans son style propre la modernité.

L'Arabisme est, en effet, la tonalité dominante de la jeunesse. Il prône l'unité du monde arabe et le rétablissement des Palestiniens dans leurs droits. Ecoles, divisions, erreurs de gestion, sont mis par les dirigeants sur le compte de l'impérialisme et du colonialisme. Mais avec la défaite de l'Égypte en 1967, le voyage de Sadat à Jérusalem, les vicissitudes de la résistance palestinienne, l'Arabisme finit par se retrouver dans une impasse. Coup dur pour une jeunesse qui en est imprégnée !

L'idéal de l'unité maghrébine aurait pu prendre la relève après que l'Algérie eut normalisé ses rapports avec Tunis et Rabat — qui a reconnu le jeune État mauritanien — à la fin des années 60 et au début de la décennie 70. Mais la marche vers le grand Maghreb arabe à cinq est bloquée à partir de 1975 par le conflit du Sahara arabo sahraoui. L'idéal de la République arabe sahraoui, démocratique, dont la population, selon toute vraisemblance, ne dépasse pas 300 000 âmes, revendique d'en être la « sixième composante ». L'espoir



Dessin de PLANTU.

d'une relance soulevé en février 1983 par la rencontre entre Hassan II et le président Chadli retombe aussitôt, tandis que la Libye, renversant ses alliances, s'allie au Maroc. Nouveau coup pour une jeunesse spectatrice désenchantée et déracinée par des jeux qu'elle juge stériles.

Les causes et les conséquences du conflit sahraoui sont d'ailleurs plus profondes qu'il n'y paraît. Rabat proclame que les dirigeants du Front Polisario sont les enfants du Maroc puisque leurs parents y vivent. Certains d'entre eux, en effet, ont fait leurs études à l'université Mohammed V à Rabat. Ils réclamaient alors la libération du Sahara espagnol, dont ils étaient originaires, mais n'ayant été entendus ni du Palais, ni des mouvements d'opposition dans lesquels ils militaient, ils fondèrent le Front de libération du Sahara, d'où naîtra le Front Polisario. Si la guerre a contribué à maintenir la cohésion du peuple marocain, la crise économique qu'elle a engendrée frappe de plein fouet la jeunesse et devient un élément déstabilisateur pour le régime. Quant au noyau dur du Polisario, formé essentiellement de jeunes, il risque de devenir lui aussi un facteur de déstabilisation à l'échelle régionale si un « ancrage » équilibré ne lui est pas proposé.

Le manque de débouchés

A cet arrière-plan politique, qui joue un rôle capital, s'ajoutent le contexte social et les facteurs psychologiques. Qu'analysent en détail, dans de prochains articles, nos envoyés spéciaux en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Mais, là encore, il existe des analogies. Sauf peut-être en Libye, le chômage des jeunes sévit partout dans des proportions variables. Les perspectives pour les bacheliers sont réduites, et pour les autres elles sont bouchées. Et pourtant, dans ces pays qui manquent de plombiers, de contremaîtres, de cadres moyens, de techniciens et même... de bons agriculteurs, il n'existe pratiquement pas d'écoles professionnelles !

« La vie culturelle est pratiquement inexistante. » Ce grief revient comme un leit-motiv chez tous les jeunes Maghrébins. Périodiquement, les journaux mettent en garde la jeunesse contre les « influences néfastes » de l'Occident et illustrent la dégradation des mœurs par les tristes progrès de la drogue en Europe. Mais on n'a jamais vu une campagne de la presse maghrébine contre la culture du hashisch au Maroc ! Les journaux sont, dans l'ensemble, de faible qualité. Les revues pour jeunes et les bandes illustrées en arabe sont inexistantes ou peu attrayantes, sauf en Tunisie, mais ses productions ne franchissent guère les frontières.

Les programmes des radios ont été améliorés pour attirer les jeunes, qui préfèrent écouter les postes européens. Mais la télévision, qui jouit du monopole — sauf en Tunisie, où une chaîne italienne est relayée — est ennuyeuse. La production de feuilletons télévisés — fort prisée — et de films est déclinée par rapport à la demande. Quant aux salles de cinéma, leur nombre a sensiblement diminué depuis la décolonisation, alors que la population a plus que doublé. A quand le marché commun maghrébin de l'audiovisuel ?

C'est dans le domaine sportif que les plus grands efforts ont été consentis, même si les terrains de jeux demeurent insuffisants. Faut-il dès lors s'attarder de la « footballisation » de la jeunesse ? Peut-on, d'autre part, reprocher à de jeunes citoyens victimes de l'exode rural et du chômage, ou frappés par la dure sélection au bac, de rêver de Beaubourg et de Hollywood, d'écouter du

lent déchirés. Déchirés entre deux civilisations, deux cultures, plusieurs langues.

An Proche-Orient, mis à part les Kurdes, l'arabe est la langue maternelle de tous les jeunes. Au Maghreb, en revanche, dans certaines régions, en particulier au Maroc où la scolarisation est moins généralisée, il arrive qu'on ne sache que le berbère. Les jeunes du Maghreb baignent dans un environnement islamique homogène, mais rêvent de modernité, alors que les émigrés nés en France pensent et parlent en français, tout en voulant demeurer fidèles à leurs racines arabes et berbères et islamiques ; et s'ils se sentent parfois rejetés par la société européenne, ils ne parviennent pas non plus à se réinsérer dans la société maghrébine (1). Les régimes en place au sud de la Méditerranée portent leur part de responsabilité : ils prônent à la fois l'authenticité et la modernité sans parvenir à « nationaliser » cette modernité importée, ou, mieux, à la réinventer.

Toutes ces raisons expliquent probablement que, dès la fin des années 70, une partie de la jeunesse, encouragée par la révolution iranienne, cherche sa voie dans l'activisme islamique se substituant partiellement à un arabisme qui s'est discrédité mais qui demeure une force latente. Aujourd'hui, le clivage passe donc entre modernistes et islamistes, étant entendu que les premiers ne sont pas tous de simples plagiaires de l'Occident, et que les seconds, n'étant pas nécessairement des khawassistes ou des pastiches, peuvent, eux aussi, porter des « jeans » et vouloir être de leur temps.

PAUL BALTA.

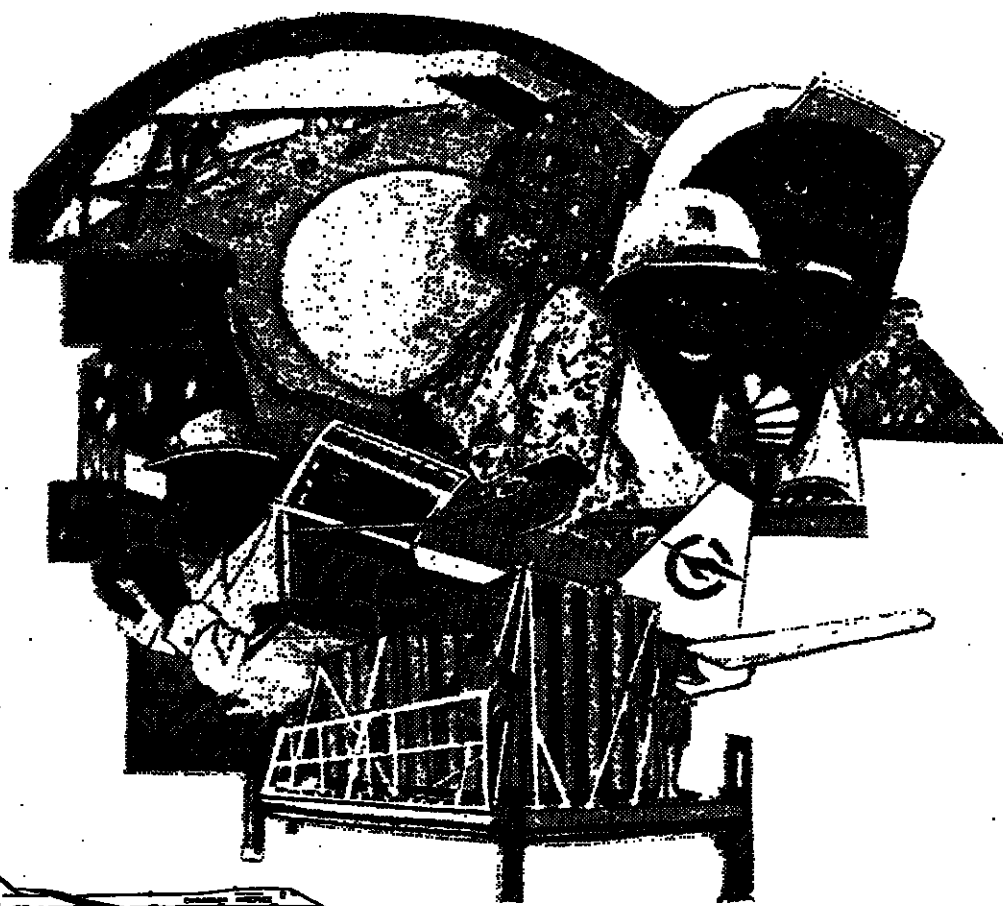
Prochain article :

ALGERIE : LA GÉNÉRATION DE L'INDÉPENDANCE

par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Ce malaise est particulièrement bien exprimé par Bouzid dans *La Marche*, qui vient de paraître aux éditions Sindbad à Paris.

le Cameroun c'est l'avenir au présent



BOEING 747

• Paris-Orly-Sud - lundi, jeudi, samedi
tel. 742.78.17
• Genève - lundi
tel. 36.16.00 / 96.32.43

BOEING 707

• Londres-Gatwick - dimanche
tel. 373.29.81
• Rome - dimanche
tel. 474.51.33

Le Cameroun est un pays d'avenir. Les industries s'y développent à un rythme rapide. C'est le moment idéal pour venir y chercher de nouvelles opportunités pour votre entreprise. CAMEROON AIRLINES met à votre disposition son réseau international au départ de l'Europe et ses correspondances avec son réseau interafricain et son réseau national pour vous permettre de rentabiliser au mieux vos voyages d'affaires.

CAMEROON AIRLINES

Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

ITALIEN D'ITALIE
Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux, à Padoue.
Cours mensuel (60 heures) + hébergement = 1200 FF
HERTRAND RUSSELL
Via Crocero 1 - 35100 PADOVE
Italie - Tél. (49) 654051

DE SA LÉGITIMITÉ PAR L'OPPOSITION

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Léotard : nous n'avons pas de leçon de morale à recevoir de M. Mitterrand

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui était, dimanche 8 juillet, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment déclaré, à propos des conséquences du scrutin électoral remporté le 17 juin par la liste de M. Jean-Marie Le Pen : « Ce courant politique n'existait pas en 1974 (...). M. Mitterrand a donc la responsabilité historique de l'avoir introduit dans la vie politique française. (...) Nous ne devons pas la même chose que M. Le Pen, c'est très clair. Je prendrai un exemple : s'il y a en France des gens qui tiennent des propos marqués par le racisme ou l'antisémitisme, non seulement ce ne peuvent être des alliés, c'est évident, mais ce sont immédiatement des adversaires pour nous-mêmes. Je l'ai dit : Je le rappelle. Ensuite, le problème des rapports que nous pouvons avoir avec le Front national, c'est celui du projet politique. Nous avons un projet politique, qui est celui de l'UDF, et il y a celui du RPR. Que l'on se situe par rapport à cela. Ce n'est pas du tout le même que celui de M. Le Pen. J'attends d'ailleurs toujours de M. Le Pen qu'il ait un projet de gouvernement. Je n'en vois pas. On voit des critiques, des exhortations : on ne voit pas de projet de gouvernement. Le jour où il y aura un projet politique, on pourra en parler. Pour l'instant, il n'y en a pas. »

« Dernière réflexion, je crois que le piège que la gauche essaie de nous tendre, à nous tous et eux Français, est de dire : on va redéfinir dans les rues sous les bandes « la fascisme ne passera pas ». Ce piège-là est dangereux pour la démocratie des Français. En d'autres termes, une partie de la gauche, celle qui est la plus cynique, essaie de recruter un danger de toutes pièces. J'allais dire que le pouvoir s'accroche aux branches et qu'il y a une branche qui s'appelle M. Le Pen. On sait bien que l'on est en situation difficile, et l'on essaie de recruter des fantômes que l'on est malheureusement contents de retrouver quand la situation devient très difficile. Nous ne nous associons pas à cela. Nous n'avons pas de leçon de morale à recevoir de M. Mitterrand, surtout avec les alliances qui sont les siennes. Nous présenterons, quant à nous, le projet de l'UDF - des candidats partout. »

Le maire de Fréjus a ajouté : « Je sais cette occasion pour dire qu'il y a dans ma commune un des représentants de cette formation qui tient racine et de l'antisémitisme, et je considère, pour ma part, que c'est mon adversaire personnel, parce qu'il a choisi ce terrain-là. Je n'accepterai donc pas que, en France, d'où que cela vienne - et si cela vient de là, c'est la même chose, l'on tienne des propos antisémitiques et racistes. »

« Je ne veux pas, aujourd'hui, me prononcer sur le problème d'une alliance, qui ne se pose pas. Quand vous faites alliance avec quelqu'un, que ce soit un mariage, dans la société civile, ou qu'il s'agisse d'un

contrat entre des entreprises, vous le faites sur la base d'un projet commun. Il n'y a pas aujourd'hui de projet commun, c'est tout, et donc le problème ne se pose pas. Notre projet politique, nous le faisons de façon autonome. Nous n'avons d'autorisation à demander à personne. L'UDF écrit actuellement - et le PR y participe - son projet politique. A partir de ce projet, elle exposera ses thèmes avec ses candidats à elle. On verra ceux qui viennent et ceux qui ne viennent pas. Nous n'avons jamais caché qu'il y a dans l'électorat de M. Le Pen des gens qui rejoindront ce projet politique, mais, pour l'instant, nous refusons de nous prononcer sur le problème d'une alliance qui ne se pose pas. »

Invité à commenter les déclarations de M. Jacques Chirac - qui avait affirmé le 6 juillet que « l'irresponsabilité du gouvernement en matière de sécurité (...) tient notamment à une certaine conception que se fait le garde des sceaux de l'action à mener contre la délinquance et la criminalité », et selon lequel « avoir nommé au poste de garde des sceaux une erreur fondamentale » (Le Monde daté 8 juillet), M. Léotard a répondu : « Je ne partage pas ce jugement. Interrogé sur le sentiment d'insécurité de bon nombre de Français et sur l'exploitation politique qui en est

faite par le RPR, le secrétaire général du PR a indiqué : « Je ne pense pas qu'on puisse dire en même temps : il ne faut pas en rajouter par rapport à M. Le Pen, et le faire. Ce qui est la tentation de certains, pest-être, autour de lui [M. Chirac]. Je crois que ce n'est pas la bonne formule. »

A propos des réactions de M. François Mitterrand à la pression de l'opposition, M. Léotard a affirmé : « M. Mitterrand a entre les mains la possibilité de sortir de l'impasse politique dans laquelle il se trouve, qui est mauvaise pour tout le monde. (...) Il peut consulter les Français. Il n'y aurait pas ce qui se passe à l'Assemblée s'il y avait une autre Assemblée. Si M. Mitterrand veut avoir une Assemblée qui soit peut-être plus favorable à ses thèses, qu'il consulte de nouveaux Français. La démocratie n'est pas de dire que l'on a un jour fait un choix pour jusqu'à la fin des temps. (...) Quand on est rejeté par quatre Français sur cinq - je parle du Parti socialiste - et par trois Français sur quatre - je parle du président de la République - il n'y a pas de quoi paniquer. Et on n'est pas dans une situation dans laquelle on peut continuer imperturbablement à faire voter, par une Assemblée nationale qui rend, des textes qui modifient en profondeur la société des Français. »

L'opposition engage une « guérilla juridique » au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

De notre correspondant régional

Marseille. - Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté, le lundi 2 juillet, son budget primitif pour 1984 après avoir rapporté deux délibérations précédentes des 13 décembre 1983 et 13 février 1984 portant sur un premier vote de ce même budget, et dont l'annulation avait été demandée, le 1^{er} février 1984, devant le tribunal administratif de Marseille, par MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, et François Léotard, député (RPR) du Var. Le tribunal administratif a examiné, le mercredi 4 juillet, le recours dont il a été saisi et qui porte sur diverses irrégularités de forme. Il semble, en fait, qu'il prendra acte de la régularisation intervenue quarante-huit heures avant l'adoption.

Cette « péripétie », illustre, toutefois, la volonté manifestée depuis plusieurs mois par l'opposition de porter la bataille politique sur le terrain juridique. A deux reprises déjà, à la fin de l'année 1983, le groupe UDF avait contesté devant la justice administrative un projet relatif au statut du personnel, en contraignant le président (PS) du conseil régional, M. Michel Pezet, à y renoncer, d'abord officiellement, puis dans les formes légales. Selon M. Léotard, les élus de l'opposition ne font qu'écarter leur droit de contrôle sur les actes de l'exécutif régional, avec le double souci « de faire respecter la loi et de veiller à la bonne gestion de l'argent public ».

Les débats ont montré, toutefois, que la minorité de l'assemblée régionale (1) cherche à exploiter, comme au plan national, les récentes victoires électorales de l'opposition qui la font apparaître, désormais, comme un véritable adversaire. Ainsi, M. Jean-Pierre Roux, le nouveau maire (RPR) d'Avignon, n'a pas hésité à affirmer que « la majorité PS-PC n'est plus représentative des 262500 électeurs de la région », puisque, à la lumière du scrutin des élections européennes, « moins d'un sur trois lui fait encore confiance. Est-il, dès lors, normal, s'est-il interrogé, que les choses continuent comme avant le 17 juin ? Comme si rien ne s'était passé ? »

Pour le maire d'Avignon, le PS se trouve, en conséquence, placé devant l'alternative suivante : ou organiser des élections régionales « qui ont été promises », ou « ouvrir les portes de l'exécutif aux formations de l'opposition nationale » (2). Réponse du porte-parole du groupe communiste, M. Pascal Poude : « Sous couvert de démo-

cratie et de légalisme, vous menez, contre la majorité, une véritable guérilla institutionnelle. »

L'affaire du budget ne soulève pas moins des problèmes réels de fonctionnement de l'institution régionale. Le recours en annulation du budget - inédit - déposé par l'opposition était, notamment, fondé sur « l'absence d'information à l'égard des élus » et « l'absence de sincérité en ce qui concerne les dépenses ». Dans la pratique, les recettes et les dépenses d'investissement ont, d'abord, été votées séparément des dépenses et, de surcroît, par « grandes masses » au lieu de l'être chapitre par chapitre. La majorité a justifié cette procédure « courante » par des questions d'opportunité financière et de bonne marche des services.

M. Pezet reconnaît, pourtant, que les textes légaux ne déterminent pas, actuellement, avec suffisamment de précision (on de manière irréaliste) les règles de présentation budgétaire des conseils régionaux. Il a admis que la loi du 2 mars 1982 « devrait, sans doute, être modifiée ». Les mêmes difficultés existent au sujet de la délégation de pouvoir de l'assemblée au bureau, que l'opposition juge « abusive » et qu'elle a, également, soumise à la censure des juges administratifs. « Nul ne nie, a concédé M. Pezet, que les conseils régionaux devraient pouvoir appliquer, en la matière, des dispositions plus libérales. » Le président du conseil régional a indiqué qu'il engagerait, sur ce point, une concertation avec les présidents des autres régions.

GUY PORTE.

(1) Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur est, actuellement, composé de 49 PS et apparentés, 17 PC, 23 UDF, 17 RPR et 2 non-inscrits.

(2) La majorité a offert, précédemment, trois sièges (sur vingt) à l'opposition, qui les a refusés.

RECTIFICATIF. - Plaque de l'édifice par le Monde sur les deuxièmes élections européennes. Trois lignes s'ajoutent au paragraphe de l'éditorial d'André Laurens, page 3. Il fallait lire : « la gauche au pouvoir, la droite dans l'opposition. Une situation inhabituelle et mal vécue des deux côtés. La gauche tente avec plus ou moins de bonheur d'accommoder ses aspirations, ses illusions... etc. »

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE LE SÉNAT ET LE GOUVERNEMENT

Les « jusqu'au-boutistes » et les autres

Depuis 1981, le pouvoir avait eu le temps d'accommoder d'un Sénat largement dominé par l'opposition. Il avait tiré profit du désarroi des « battus » et bénéficié, à défaut de divisions très nettes, au moins de la concurrence interne entre les différentes tendances de ses adversaires, ne serait-ce qu'avec les élections sénatoriales de septembre 1983.

Les avantages - ou plutôt les moindres inconvénients - de cette situation pour le pouvoir se sont considérablement amoindris avec l'évolution qui s'est faite dans la « mentalité collective » de la majorité sénatoriale.

Le septennat présidentiel avait accentué la propension de la Haute Assemblée à être plus « technique » que « politique », tenue plus à convaincre qu'à contraindre un gouvernement qu'elle soutenait. La situation nouvelle créée par l'alternance révélait le mauvais souvenir d'une période où, majoritairement antidémocratique, le Sénat avait été gommé par l'exécutif. Cette époque de disgrâce a laissé suffisamment de traces pour dissuader le Sénat de prendre le risque d'y revenir.

Reste que se sont retrouvés au sein de chaque groupe des élus qui ne se satisfaisaient plus de l'image d'un Sénat se contentant d'être un « club de techniciens » ou une simple « chambre de réflexion ». La modification qu'a engendrée la décentralisation joue dans le sens d'une autre conception du rôle du Sénat. C'est assurément la représentation des collectivités territoriales - jusqu'alors sous tutelle, il représente désormais des collectivités « autonomes ». Si, sur le papier, la décentralisation n'aurait pas dû avoir d'effet direct sur les sénateurs, dans les faits, le renforcement des pouvoirs des collectivités locales les a conduits à envisager un accroissement de leurs face au gouvernement.

Mais il y a surtout l'intérêt soudain accordé par les responsables de l'opposition à une Assemblée qu'ils dominent. N'est-ce pas M. Valéry Giscard d'Estaing qui assignait au Sénat la mission de préparer sur le terrain législatif la prochaine alternance ? Que n'est-on entendu l'opposition se servir de la discussion des textes du gouvernement pour garantir qu'après 1989, voire 1998, telle position de la majorité sénatoriale serait reprise ? N'est-ce pas M. Raymond Barre qui a conseillé aux sénateurs centristes, qui le recevaient à déjeuner le 19 juin, de ne pas « se laisser faire » ? N'est-ce pas M. Jacques Chirac qui féliciterait encore, jeudi 5 juillet, au cours d'un dîner les sénateurs RPR de leur action ?

Autre signe de changement : le départ du groupe de la Gauche démocratique de sénateurs radicaux de gauche qui, avec l'appoint nécessaire de deux élus proches du PS, se sont constitués en groupe autonome. Certes, l'opération n'était destinée qu'à favoriser la liste ERE, mais elle a abouti à faire disparaître ce qui était une originalité symbolique au Palais du Luxembourg, à savoir l'existence d'un groupe où se côtoyaient élus de gauche et élus de droite. Et, du même coup, elle a favorisé chez ces

derniers une attitude plus dure que par le passé, d'autant que M. Pöhr, a lui-même très mal pris la chose.

Le scrutin du 17 juin et les projets sur l'enseignement ont ensuite renforcé ces conditions du « durcissement ». Dans cette ambiance, la tendance « dure » de la majorité sénatoriale ne pouvait être que le moteur du mouvement. La question est aujourd'hui de savoir jusqu'où elle veut aller. Dans un premier temps, M. Pasqua lui propose de retarder la discussion du projet sur l'enseignement jusqu'à mi-septembre. Le refus opposé par le président de la République à cette demande a justifié, selon les responsables de la majorité sénatoriale, une riposte sous la forme de demande de réexamen.

Le poids de M. Pasqua

L'initiative a eu suffisamment de retentissement pour encourager ceux qui avaient besoin de l'être et les convaincre que le sénat a un rôle à jouer pour enrayer l'action du pouvoir. Jusqu'où ira-t-il ?

Les récentes réunions de groupes, plus fréquentées que d'habitude, ont révélé une détermination inattendue des sénateurs de ne pas se laisser impressionner par un pouvoir qu'ils jugent affaibli. Pour la première fois depuis très longtemps, les représentants de la majorité sénatoriale ont le sentiment - et il l'exploitent - qu'ils sont en « phase » avec l'opinion. En revanche, les échos des « exploits du trio du Palais-Bourbon ».

MM. d'Auber, Madelin et Toubon les préoccupent : ils craignent, et ce tous groupes confondus, que les excès de procédure et de langage ne favorisent l'anti-parlementarisme, facilitant ainsi la tâche de M. Jean-Marie Le Pen.

Cela acquis, et impliquant qu'une obstruction du style de certains de leurs collègues de l'Assemblée nationale ne sera pas la leur, il leur reste à ne pas perdre la bataille qu'ils ont décidé d'engager, or la Constitution ne leur reconnaît pas le pouvoir de bloquer la fonction.

Tout est question de date. Le gouvernement acceptera-t-il de « patienter » jusqu'au mois de septembre pour que les sénateurs examinent l'ensemble des textes inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire ?

Si l'on en croit M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, rien ne sera fait avant le mois de septembre. Il n'empêche que, même paré les partisans du président du groupe

RPR, certains ne souhaitent pas que le Sénat se mette dans une telle impasse.

C'est là que l'on retrouve le clivage entre ceux qui, jusqu'à présent, étaient majoritaires au sein de la majorité sénatoriale, et qui acceptent un rôle secondaire par rapport à l'Assemblée nationale dans l'organisation parlementaire (conformément à la Constitution) et ceux pour qui le Sénat doit se doter d'un pouvoir « politique » que ladite Constitution ne lui reconnaît pas.

Sur ce point, M. Pasqua a depuis longtemps discerné et encouragé la tentation de faire de la Haute Assemblée un « rempart » et un instrument contre la gauche. Ayant préalablement « endossé le costume de sénateur » à tel point que l'un de ses proches se surprit à le trouver parfois « plus sénatorial que RPR », M. Pasqua a paradoxalement réussi à faire oublier qu'il pouvait être un homme de coup, utile dans les besoins auxquelles d'autres de ses amis, républicains ou étaient moins efficaces. Faire du groupe sénatorial RPR un véritable groupe politique organisé lui a donné une influence certaine au Palais du Luxembourg. D'autant qu'il parle souvent comme si son autorité allait au-delà de son propre groupe. Bref, il parle en président de la Haute Assemblée. Pour atténuer la méfiance de certains de ses alliés, le sénateur des Hauts-de-Seine a arrêté très vite ceux des siens qui évoquaient, pour son compte, la succession de M. Pöhr. Le meilleur candidat à la présidence du Sénat : « ce n'est pas moi, contrairement à ce que l'on vous dit, c'est M. Alain Chenu », se plaît-il à répondre. Et d'expliquer que l'actuel président du Sénat est pour toute la période à venir, qu'elle soit ou non agitée, le seul à avoir l'expérience nécessaire, le seul aussi à n'être pas contesté au sein de la majorité sénatoriale.

M. Pöhr, inquiet, multiplie les précautions pour se concerter avec les responsables des groupes de la majorité sénatoriale, et a d'ailleurs lui-même son attitude, afin de préserver son autorité. Jusqu'à quand ?

La véritable partie de bras de fer qui se livre, d'une part, entre le pouvoir et la majorité sénatoriale, et d'autre part, au sein de cette dernière, se jouera en septembre. Entre eux - « jusqu'au-boutistes », pour qui le pouvoir ne pourra qu'être condamné à l'inaction, et ceux qui acceptent que le Sénat reste la deuxième Chambre du Parlement, acceptant ainsi que l'Assemblée nationale ait le dernier mot.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Les Tables de la Semaine

La Mitidja

Un nouveau maghrébin dans un très joli cadre. Et une très bonne cuisine : le couscous roulé main accompagne les brochettes diverses, les tajines multiples. La bœuf (pastilla) sur commande est digne des princes des sables. Débuter par les bricks (ou breikas ou boureks) feuilletés adriens à l'agneau au thon et œuf, à l'œuf, aux crevettes, au saumon. Noter le couscous Mitidja (agneau, brochette, merguez, boulette) à 85 F. Et si vous hésitez entre les douze ou quinze vins d'outre-Méditerranée, choisissez le thé à la menthe (non sucré surtout !). Ma note : 18/20.

© 22, passage des Flandres. Tél. : 508-16-07.

LA REYNIÈRE.

Tous les jours, sauf les samedi et dimanche. Ouvert en juillet et août.

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures 16, rue du Centre Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30

ipesup

1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

médecine pharmacie

→ stages de spécialisation en septembre

→ encadrement par maître

MEDECINE... PHARMACIE... SCIENCES-PO... HEC... ESSEC

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA

TOKYO

JAPANESE MANAGEMENT PROGRAM

(versions de 2 mois)

Sociologie politico-administrative
Economie prospective
Relations tri-latérales

Finance
Marketing
Ressources humaines

Découverte de l'entreprise japonaise (Sony, Honda, Mitsui...)
Pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara...)
Etude d'implantation étrangère au Japon : Séminaires de création d'entreprise
Séminaire complémentaire en Corée

Niveau requis : Diplôme d'enseignement supérieur / Jeunes Cadres d'entreprises

I.M.U.A.

8-10-34 Akasaka Minato-Ku Tokyo 107, Japon
Tél. : (3) 402.12.65 - telex : 242 2966 IMUA J

Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe - M. LEGALL
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris - France. Tél. (1) 297.50.94

Le Monde

société

LE COMBAT DE M. JACQUES VERGÈS

Crimes nazis et crimes français

C'est le dernier coup d'éclat de M. Jacques Vergès. L'avocat de Klaus Barbie veut faire admettre à la justice que l'armée française s'est rendue coupable de crimes contre l'humanité pendant la guerre d'Algérie. Si elle ne s'y résout pas, alors il aura la preuve que l'assassinat de ceux qu'il appelle par antiphrase des « bleus » est moins grave aux yeux de la justice que celui de « ceux français » sous l'Occupation.

M. Vergès est un provocateur qui n'hésite pas, quand il le faut, à énoncer des contre-vérités. Il avait suscité une belle indignation, l'hiver dernier, en soutenant que Jean Moulin avait été dénoncé par des résistants et en laissant entendre que Robert Boulin ne s'était pas suicidé mais avait été assassiné. Il faut néanmoins lui reconnaître un certain savoir-faire pour débusquer les failles des dossiers qu'il défend et pour jouer des contradictions que ceux-ci recèlent.

Cette nouvelle affaire est juridiquement embarrassante et d'avantage encore politiquement. M. Vergès a porté plainte, il y a quelques jours, auprès de M. Edouard Michelin, doyen des juges d'instruction à Paris, au nom de la famille de Mohamed Lakhdar-Toumi, enlevé puis assassiné par des militaires français, affirmant ses proches, en août 1957, dans l'Ouest algérien. La famille de la victime connaît, affirme-t-elle, le nom de l'officier qui commandait la petite troupe et elle disposait de témoignages permettant de faire la lumière sur cette affaire.

S'il n'est pas possible de citer des noms, c'est que les crimes commis pendant la guerre d'Algérie ont été amnistiés. A moins de considérer qu'il ne s'agit pas de crimes « ordinaires » mais de crimes contre l'humanité dont les auteurs, même

après trente ans, ne sont pas à l'abri de poursuites parce que les actes qui leur sont reprochés sont imprescriptibles.

La charte de Nuremberg

C'est le point de vue que défend M. Vergès et la question que devra trancher la justice. Question triple en réalité :

1) Le meurtre de M. Lakhdar-Toumi correspond-il à la définition que donne des crimes contre l'humanité la charte du tribunal de Nuremberg ? Celle-ci parle d'« assassinat (...) commis contre toutes populations civiles ». Le cas de chacun des individus formant une telle « population » peut-il être considéré isolément ? Les tribunaux ne se sont jamais prononcés sur ce point ;

2) Les lois d'amnistie intervenues depuis l'indépendance de l'Algérie entendaient-elles aussi passer l'éponge sur les crimes contre l'humanité ? Aucune ne le dit explicitement. Les tribunaux n'ont jamais eu non plus à trancher cette question ;

3) La loi française de 1964 qui déclare imprescriptibles les crimes contre l'humanité peut-elle s'appliquer à des faits commis antérieurement ? M. Vergès était d'un avis contraire et a tenté, à propos de l'affaire Barbie, de faire partager ce point de vue à la Cour de cassation, qui a finalement tranché en faveur de la rétroactivité. Tant pis pour l'ancien nazi, tant mieux pour les victimes du conflit algérien, expliquent aujourd'hui M. Vergès qui se dit « assailli » de coups de téléphone de familles qui entendent se servir de cette décision pour obtenir réparation.

Quoi qu'il advienne de sa plainte, l'avocat de Klaus Barbie joue

gagnant politiquement. Que la justice lui donne raison, et il aura démontré qu'il y a des procédures qu'il vaut mieux ne pas mettre en branle, des souvenirs qu'il vaut mieux ne pas effacer. Qu'elle lui donne tort, et la démonstration sera

faite que pour la justice française il y a deux poids deux mesures, même si les « bavures » de la décolonisation ne peuvent se comparer aux horreurs du nazisme.

BERTRAND LE GENDRE.

UNE DÉCOUVERTE AMÉRICAINE

Le développement de tous les êtres vivants serait commandé par le même gène

Le prochain numéro de la revue scientifique britannique *Nature* publie une série de travaux concernant le mécanisme génétique de l'un des phénomènes les plus énigmatiques de la biologie : la différenciation, c'est-à-dire le processus selon lequel se forme, à partir d'une cellule unique, un organisme complet aux éléments hautement différenciés.

Ces recherches, conduites par une équipe américaine de l'Université du Colorado (MM. A. Laughon et M. Scott) et par l'équipe du Dr. W. Gehring à l'Université de Bâle (Suisse), ont conduit à l'identification de fragments du patrimoine génétique communs à un grand nombre d'espèces vivantes et qui contrôlent le développement structural de ces organismes.

Chez les levures ou les poutres, les cafards ou les grenouilles, la mouche du vinaigre ou le ver de terre, la souris ou les hommes, ce serait ainsi le même fragment de gène qui commanderait, aussi loin que remonte l'évolution des espèces, l'extraordinaire processus au

déterminisme encore énigmatique et qui fait des cellules primitives de l'œuf fécondé des éléments profondément spécialisés dans les fonctions qu'ils assumeront plus tard : la filtration des sels pour le rein, par exemple, la vue pour la rétine, ou la motricité pour les éléments musculaires.

Commentant ces travaux dans un éditorial, le docteur G. Struhl (professeur de biochimie à Harvard) les qualifie de « percée majeure pour la compréhension du développement des vertébrés, aussi remarquable qu'inattendue ». Leur importance pour la compréhension des malformations congénitales s'échappe pas à la communauté scientifique.

Il n'en reste pas moins que le mystère de la différenciation reste entier pour l'instant et que l'incroyable loi du bricolage à laquelle elle semble obéir n'est pas près d'être élucidée.

Dr E.-L.

BATAILLE COMMERCIALE AUTOUR DU SIDA

Cinq firmes pharmaceutiques américaines parmi les plus connues ont été sélectionnées par le ministère de la Santé américain pour fabriquer le test diagnostique du SIDA basé sur les anticorps au virus HTLV-3 du professeur Robert Gallo (Bethesda). Il s'agit d'Abbott, Lintex, Dupont, Travenol-Gematech Diagnostics et Electromedical. Selon le contrat signé, chacune de ces firmes devra donner à l'État 5 % des ventes des trousses de diagnostic dont on estime le marché potentiel à douze millions rien qu'aux États-Unis (tous les donneurs de sang).

La bataille scientifique et commerciale est donc déclenchée, car l'Institut Pasteur commercialisera de son côté un test basé sur la détection des anticorps au virus LAV avec le groupe américain Genetic Systems (le Monde du 7 juillet). Si ces virus s'avéraient identiques, l'antériorité pasteurienne est incontestable, et le problème des redevances se poserait dès lors. Le Centre national des maladies infectieuses d'Atlanta (États-Unis) soutient, pour sa part, les travaux pastoriens, qu'il confirme pleinement.

BAISSE DE 45 % DES COMMANDES AÉRONAUTIQUES EN 1983

Les prises de commandes reçues en 1983 par l'industrie française de l'aéronautique n'ont atteint que 23,8 milliards de francs, soit 45 % de moins qu'en 1982. « Les premiers signes défavorables pour notre profession apparus en 1982, se sont confirmés tout au long de 1983 et pour les premiers mois de 1984, il est à craindre que la période de stagnation ne se prolonge encore, en dépit d'une tendance au redressement dans quelques secteurs, notamment les moteurs civils », constate le général Jacques Mitterrand, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Le chiffre d'affaires de la profession en 1983 s'est élevé à 60,3 milliards de francs, soit, en France courants, un montant sensiblement égal au niveau enregistré en 1982. « La progression en volume de notre production, ajoute le général Mitterrand, qui était constatée les années précédentes a donc pratiquement cessé ». La part des exportations (qui s'élevait à 38,6 milliards de francs en 1983) a atteint 65 %.

« La position acquise par notre industrie, estime encore le président du GIFAS, demeure très sensible aux contraintes qui pèsent sur elle à la fois de ses caractéristiques sectorielles et de l'état de la conjoncture mondiale : étroitesse du marché national, limites des capacités de financement internes, absence d'une compétition internationale qui a retenu toute sa rigueur et rigidité accrues de l'environnement économique et social national. »

FAITS DIVERS

Attente sans appel

De notre envoyé spécial

Nantes. — C'est une inoffensive porte en carton-pâte au dernier étage d'une HLM. On y grette à peine, et elle s'ouvre sans résistance sur un F4 aux murs nus. Elle ignore les jupes et les verrous de sûreté : les Anglaises n'ont jamais voulu la fermer. Depuis une semaine, des journalistes pressés, des jeunes filles aux cheveux longs et y ont donné quelques coups furtifs, presque honteux de déranger un si grand maître.

Mais celui que le pays entier attendait en direct n'est pas venu frapper à la porte parentale. C'était pourtant samedi 7 juillet ou samedi 8 juillet, jour dit, jour où jamais. Thierry Anglade, vingt-deux ans, n'a entendu ni l'appel des ondes ni le voix du sang. Déjà, il ne vivait plus sous le prétexte de la mort, mais sous le prétexte de la guérison de son frère Olivier, quatorze ans, atteint de leucémie. En dépit des assurances de M. Charles Heru, ministre de la Défense, promettant que son cas, si le jeune homme se présentait, serait « traité humainement ».

Tout un samedi d'attente carcérale. « Si c'est en France, il a entendu », se persuade Annie Anglade. « Mais, s'il avait entendu, il aurait appelé », se répète son mari. On espère pourtant malgré toutes les logiques. Olivier, lui, ne dit rien. Effarouché par les photographes qui campent dans le living, il s'est réfugié dans sa chambre, entre sa chaîne hi-fi et sa collection de timbres. « Tout pour qu'il soit heureux à la maison sans sortir se fatiguer dehors », explique le père.

Depuis trois ans, Jacques et Annie vivent avec cette hideuse compagnie : l'attente. De temps à autre, ils croient entrevoir Thierry au détour d'une rue de Nantes. Ils demandent à France-Soir l'agrandissement d'une photo de « motards en colères ».

ayant cru y reconnaître le fils disparu : fausse alerte. Et sur cette autre photo d'une fille à l'hot Chalon, n'est-ce pas lui à coup sûr ? Cette semaine, l'attente s'est précipitée. Deux appels brefs d'une certaine Martine Dubois, se disant encore de Thierry et annonçant sa venue pour samedi ont fait battre les cœurs des Anglades. Mais, au jour dit, seule la presse est allée voir la fille, qui s'est présentée avec la fille d'une dame de Wimbledon. Annie était le téléviseur : « Ça m'énervait ». Toutes les dix minutes, elle agrippait comme une bouée le récepteur du téléphone et Jacques l'écouter. Il se font des signes, des appels du coude. Et toujours repoussait le combiné avec des soupirs longs comme des jours d'été quand tout Nantes, à part eux, se rafraîchit à Pornic ou à Saint-Brevin-les-Pins. Ils sont fatigués de répondre « Non, rien de neuf », aux journalistes qui suivent leur malheur avec une attention réfléchie par la carotide.

Il y aurait amplement de quoi faire pleurer Margot. Jacques et Annie ne pleurent pourtant pas. Jacques raconte ses farces téléphoniques de potache quand il réveille le bourgeois en pleine nuit. Annie — « car il faut bien vivre » — dresse la liste des commissions, que Jacques oublie en partant à l'hypomarché. Si Thierry ne revient pas, son petit frère devra subir une greffe de sa propre moelle. La médecine leur en a longuement expliqué les avantages et les inconvénients.

Si Thierry ne revient pas, ils iront quelques jours oublier leur malheur « médiatisé » dans leur caravane de Saint-Brevin, avant l'auto-greffe d'Olivier. Et puis, les Anglades recommenceront à vivre avec leur fantôme familial. DANIEL SCHNEIDERMAN.

UNE RÉUNION MINISTÉRIELLE A MADRID

Cinq pays européens étudient la construction conjointe d'un avion de combat

De notre correspondant

Madrid. — Les ministres de la défense de France, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Italie et de RFA se réunissent à Madrid, lundi 9 juillet, pour étudier la construction conjointe d'un avion de combat européen pour les années 1990. Cet ambitieux projet (il porte sur près d'un milliard d'appareils, dont les premiers devraient être achevés en 1995) vise à assurer à l'aéronautique militaire européenne une plus grande autonomie vis-à-vis de ses concurrents étrangers, principalement américains.

La réunion de Madrid doit mettre fin à la seconde phase des études. En décembre dernier, les chefs d'état-major des forces armées des cinq pays s'étaient réunis à Bonn pour signer un protocole d'accord marquant la conclusion de la première étape : la définition du « besoin opérationnel » de l'avion à construire. Ces six derniers mois, les experts ont étudié les caractéristiques techniques auxquelles devra répondre le futur appareil, en insistant notamment sur sa polyvalence. A partir de maintenant, il s'agira de choisir un modèle concret. Deux prototypes sont en lice : l'un est proposé par la firme française Dassault, l'autre par le consortium anglo-germano-italien Panavia (qui a déjà construit l'avion de combat Tornado, premier appareil élaboré conjointement par des pays européens).

Plusieurs désaccords subsistent toutefois entre les cinq partenaires. Chaque pays doit participer à la construction de l'avion au prorata du nombre d'exemplaires commandés : la France, la Grande-Bretagne et la RFA devraient acheter chacune 25 % environ du total des appareils, l'Espagne et l'Italie se partageant l'apart restant. La répartition des différentes phases du montage, qui sont loin de présenter le même intérêt du point de vue de la technologie et de l'emploi, apparaît difficile.

Par ailleurs, des divergences quant aux conditions techniques requises pour l'avion sont apparues entre la Grande-Bretagne (seule à exiger, au départ, un appareil à décollage vertical), et ses quatre partenaires. Les experts restent divisés sur plusieurs points, cette première rencontre à niveau ministériel entre les cinq pays promoteurs devrait permettre de débattre de ces difficultés, qui ont paru à plusieurs reprises mettre en danger le futur même du projet.

Le ministre français, M. Charles Hernu, devrait par ailleurs profiter de ce séjour à Madrid pour interroger son homologue espagnol, M. Narcis Serra (qu'il rencontrera brièvement en tête à tête), sur ses intentions face à deux importants contrats d'armement pour lesquels Paris a présenté des offres. Le premier concerne l'achat de chars pour les années 1990 par l'armée de terre espagnole, qui devra choisir entre l'AMX-30 ou 32 français, et le Lynx allemand, version plus avancée du Leopard-1. Les Espagnols semblent actuellement pencher pour l'engin allemand. La France apparaît par contre mieux placée pour le second contrat, qui concerne l'achat par Madrid d'une trentaine d'hélicoptères, à choisir entre le Super-Puma français et le Sikorski américain.

THIERRY MALINIAC.

De préférence à des modèles français

LA SUÈDE ACHÈTE DES HÉLICOPTÈRES ANTICHARS A L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Stockholm (AFP). — La Suède a décidé d'acheter à l'Allemagne fédérale vingt hélicoptères antichars BO-105 de la société aéronautique Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), de préférence au modèle Ecouren de la société française Aérospatiale, pour un coût de 250 millions de couronnes (environ 263 millions de francs). Une deuxième tranche de vingt appareils est prévue.

« Des motifs d'ordre tactique, technique (facilité d'entretien) et financier (possibilités de compensation industrielle) ont emporté la décision », a expliqué un porte-parole suédois.


Il semble que, en échange du contrat avec Bonn, la Suède ait obtenu que les Allemands achètent pour 350 millions de couronnes (environ 367 millions de francs) de mines antichars suédoises.

La Suède est le premier pays scandinave à se doter d'hélicoptères antichars. Seule, à ce jour, en Europe septentrionale, l'Union soviétique disposait d'un armement équivalent.

VIENT DE PARAITRE

40 NOUVELLES

TOME III



Voici surgir des univers étranges où la réalité se déchire brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angossante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédor, Peter Seeberg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccaro, du Grec Philippos Dracodafidis... Si quelques auteurs figuraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDÉALE POUR LES VACANCES.

Chez votre marchand de journaux 27 F et au Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 32 F (prix d'expédition inclus) F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

مكتبة النور

RÉGIONS

Le budget de l'Île-de-France augmentera de 8,6 % en 1985

Le conseil régional d'Île-de-France a pris connaissance le 3 juillet des orientations budgétaires préparées par l'exécutif régional pour 1985. Le volume global du budget en crédits de paiement augmentera de 8,6 % pour s'élever à 3 600 millions de francs.

Une fois encore, ce sont les transports qui seront privilégiés puisque 1 375 millions de francs leur seront consacrés en autorisations de programme. Le chapitre de l'eau est celui qui augmentera le plus sensiblement (97,3 %) pour passer à 151,3 millions ; 217,5 millions iront

au logement (+ 25,7 %) et 86,5 millions à l'aménagement des cinq villes nouvelles de l'Île-de-France.

Le total des recettes qui ne dépendent pas du conseil régional devrait atteindre 1 075 millions de francs, soit une augmentation de 5,8 % par rapport au budget initial de 1984. La dotation globale de fonctionnement versée par l'État devrait croître de 4 %, pour atteindre 942 millions.

Aussi le conseil régional a-t-il décidé de majorer le produit de la taxe spéciale d'équipement de 8 % pour le porter à 958 millions de francs, de ne pas relever le taux de la taxe sur les permis de conduire, qui restera donc à 120 francs, et d'augmenter de 0,10 % le taux de la taxe régionale aux droits d'enregistrement. Il passera ainsi de 0,55 % à 0,65 % et la somme collectée à 288 millions. Le recours à l'emprunt serait limité à celui de la progression globale du budget, soit 8,5 % pour un montant de 767 millions.

Les crédits de la formation professionnelle, qui font l'objet d'un budget annexe, augmentent comme les prix. Le relèvement de la taxe sur les cartes grises qui sert à alimenter ce budget ne sera fixé qu'à l'automne prochain en fonction du montant de la dotation de compensation de l'État et de prévisions sur l'évolution de l'assiette de la taxe. L'exécutif régional estime que ce relèvement sera sans doute important car la progression de la perception de l'État sera modérée et parce que les immatriculations de voitures neuves depuis le début de l'année ont baissé d'environ 15 %.

Le conseil régional a décidé également de sa participation à la construction du centre d'expérimentation technique d'Aramis, système de transport automatique, sur les voies sud de la Petite Ceinture SNCF de Paris. Le coût de cette construction est évalué à 149 millions de francs (1984). La région a décidé de participer à son financement à hauteur de 20 %, l'État prenant en charge 34 % du coût, la RATP 23 % et Matra 23 %.

O. S.

Bercy fait ses comptes

(Suite de la première page.)

Comme les appareils de levage étaient dépassés, il a fallu engager des centaines de manutentionnaires. Même difficulté pour la piste d'athlétisme. L'ordinateur assurant les réservations a failli et, certain soir, il a oublié mille deux cents francs, qui sont restés dans la caisse. Les deux salles d'entraînement, situées en sous-sol, n'ont pu être utilisées faute de sièges en nombre suffisant. L'éclairage a flanché et l'on s'est rendu compte que le palais manquait de sanitaires, de cuisines et de chauffage.

La sécurité, elle aussi, a posé problème. Une faiblesse soudaine, découverte dans la toiture, a fait trembler les organisateurs. Elle les a non seulement contraints à annuler cinq représentations de « Nuits de l'armée », mais sans doute compromis la suite de ce programme. Manquant à gagner 4 millions de francs, que l'on espère tout de même récupérer en faisant jouer les assurances.

Les architectes voulaient un palais ouvert, accessible de partout. Donc, pas de grilles. Résultat : les soirs de grande affluence, notamment des concerts de rock, des vitres sont brisées, des portes enfoncées. Sans compter les gamins, dont les patins à roulettes brisent les dalles du parvis.

Les Parisiens l'ont adopté

Ces imprévus et ces défailles ont fait grimper les coûts de fonctionnement. L'équipe permanente de maintenance, qui comptait au départ trente-quatre administratifs et techniciens, a dû être portée à soixante personnes. Pour les changements de décors, on pensait s'en ti-

rer avec une centaine de manœuvres temporaires ; il en faut trois cents.

Réparer ce qui est endommagé, modifier ce qui ne convient pas, revenir aux automatismes prévus, nécessite donc un nouvel investissement de 58 millions de francs. Sans compter les grilles d'enceinte qui coûteront 4 à 5 millions supplémentaires. Quant à l'environnement du palais, apparemment négligé, il se venge. Les parkings, les accès, la signalisation, les guichets sont insuffisants. Un seul exemple : on avait prévu vingt places pour les cars ; certains soirs, il en vient trois fois plus. Force sera donc d'aménager les berges de la Seine pour les recevoir. Les projets d'aménagement du quartier constituent un énorme souci pour les gestionnaires de Bercy. Au lieu de dégrader les alentours, on bâtit tout-à-coup, en construisant l'imposante muraille du ministère des finances, ainsi que des centaines de logements. Déjà les travaux de voirie indispensables ont absorbé plus de 100 millions de francs. Mais, dans peu d'années, quand l'apocalypse gènera le quartier, que fera-t-on ?

Ces préoccupations n'empêchent pas M. Jacques Chirac et les responsables de Bercy de se montrer optimistes. Bien sûr, il faudra encore deux ans de rodage avant que la machine tourne rond et qu'elle trouve son équilibre financier. L'investissement total atteindra sans doute le milliard de francs. Mais les Parisiens ont adopté le grand cirque. Grâce à sa machinerie exceptionnelle, Bercy devrait devenir la salle des sports et des spectacles la plus polyvalente de France et, finalement, la moins coûteuse pour les deniers publics.

MARC AMBROISE-RENDU.

ÉDUCATION

Une abrogation de la loi Guemour ne ferait pas l'affaire des laïques

Et si la loi Guemour sur le statut de l'enseignement était abrogée ? Réexamen formulé par M. André Laignel, député socialiste de l'Indre (le Monde du 5 juillet), cette menace aurait pour conséquence de réhabiliter la loi Debré sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés telle qu'elle a été votée le 31 décembre 1959.

La loi Guemour est, en effet, une loi complémentaire qui ne vaut que par référence à la loi Debré. Elle ne comporte que quatre articles. L'un d'entre eux a eu pour conséquence de faire bénéficier les maîtres de l'enseignement privé sous contrat des mêmes avantages de carrière (formation initiale et continue, promotion, retraite) que leurs collègues du public. M. Laignel ne remet pas en cause ces dispositions à caractère social.

Ce sont deux autres articles de la loi Guemour qui, en réalité, seraient abrogés. Ils touchent à deux domaines très importants : la nomination des maîtres et le financement par les communes des écoles primaires sous contrat d'association. Les maîtres sont nommés « sur proposition de la direction de l'établissement », qui a donc l'initiative de l'embauche. Selon la loi Debré, le maître est recruté « en accord avec la direction de l'établissement ». Le retour à ce texte aurait pour conséquence de retirer, en théorie, l'initiative du recrutement au chef d'établissement pour la transférer au recteur.

Quant aux charges de fonctionnement des classes sous contrat d'association (dépendances autres que les salaires des maîtres, assurés dans tous les cas par l'État), la loi Debré fixait un principe : ces dépenses sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public. La loi Guemour a été, à la fois, plus explicite et moins précise. Plus explicite sur le mode de calcul : ces dépenses sont versées sous la forme d'une « contribution forfaitaire par élève et par an » et calculées « selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public ». Moins précise, car elle n'indique pas par qui ces frais sont payés, ce qui donne lieu à des conflits persistants avec des communes.

Si l'on revenait à la loi Debré, le mode de calcul pourrait être remis en cause, mais les collectivités territoriales seraient logiquement soulagées de l'obligation de payer. Les communes devraient donc participer au financement des écoles primaires sous contrat d'association... ce qui ne ferait pas l'affaire des militants laïques.

C. A.

UN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

M. Jean-Louis Rollot a été élu, jeudi 5 juillet, secrétaire général de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Il succède à M. Georges Davezac, qui ne se représentait pas. M. Rollot, âgé de trente-huit ans, a été instituteur. Secrétaire général de la fédération des œuvres laïques de la Nièvre, il est devenu, en 1980, secrétaire général adjoint de la Ligue de l'enseignement. Ce mouvement, qui fait partie du Comité national d'action laïque (CNAL), regroupe actuellement quatre millions d'adhérents répartis dans quarante-sept mille associations.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES SUZUKI, 8, rue de Belfort - 75008 Paris

EN BREF

Un trafic d'œstrogènes découvert à Cambrai

Un réseau franco-belge de distribution d'œstrogènes destinés à accélérer la croissance des bovins a été découvert à Cambrai (Nord), et deux de ses responsables ont été écroués, samedi 7 juillet, après la saisie de quatre cent cinquante flacons contenant du DES (l'hormone de synthèse de la « croissance rapide ») dans un laboratoire clandestin.

L'alerte avait été donnée par l'inspection générale vétérinaire de Bruxelles, après une série de contrôles « positifs » dans des abattoirs qui avaient mis les services sanitaires belges sur la piste d'une filière remontant à la frontière française.

Les suites du cas Blache

Le tribunal administratif de Lyon a annulé la décision du ministre de l'éducation nationale, rendue le 13 mars, M. Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie du corps des adjoints d'enseignement. Dans ses attendus, le tribunal estime que « le ressort des faits reprochés à M. Blache que ce dernier a gravement perturbé la marche des établissements où il était affecté et porté atteinte à la neutralité du service public ». Mais le tribunal justifie sa décision d'annulation en précisant que le ministre, « en s'abstenant de préciser les éléments de faits qui sont à l'origine de la sanction contestée », n'a pas répondu aux exigences de la loi.

● **Sévère condamnation de Jean-Louis Baudet.** — La dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mercredi 4 juillet, à quatre ans d'emprisonnement ferme M. Jean-Louis Baudet qui avait été trouvé en possession de faux papiers, d'armes diverses et d'explosifs. M. Baudet avait été présenté un temps comme le chef de la colonne française des Brigades rouges et une sorte de cerveau du terrorisme européen, qui aurait eu des liens avec l'Élysée. Sa compagne, Catherine Legagneur, a été condamnée à deux ans d'emprisonnement avec sursis. Le parquet avait demandé trois ans pour M. Baudet et un an et demi avec sursis pour M^{lle} Legagneur (le Monde du 22 juin).

● **Relaxe du commissaire Poiwet.** — M. Michel Poiwet, ancien commissaire principal du cinquième arrondissement de Paris, a été relaxé, mercredi 4 juillet, par la onzième chambre de la cour d'appel. En juillet 1982, M. Poiwet, qui a toujours nié les faits, avait été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir rançonné des camions qui avaient besoin de son autorisation pour s'installer sur les trottoirs du boulevard Saint-Michel.

L'Autriche à l'ESA en 1986

L'Autriche envisage de devenir, à partir de 1986, un Etat-membre à part entière de l'Agence spatiale européenne (ESA) au sein de laquelle sont déjà réunis onze pays : Allemagne fédérale, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Suède et Suisse. Ainsi l'Autriche abandonnerait le statut de membre associé de l'ESA que, depuis 1981, elle partageait avec la Norvège. Selon M. Heinz Fischer, ministre autrichien des sciences, une décision définitive pourrait être prise au début de 1985, ce qui conduirait l'Autriche à financer le budget de l'ESA à hauteur de 7 millions de dollars.

CHIENS ÉGORGÉS

« Gardez votre chien, nous gardons nos bergers », tel est le thème de la campagne lancée par la FNSEA dans la région Rhône-Alpes. Chaque été, en effet, en raison des multiples abandons de chiens par les vacanciers, des milliers de moutons sont égorgés. « Généralement, les chiens seuls n'attaquent pas un troupeau, expliquent les animateurs de la campagne. Ils se mettent en bande. Dans 80 % ou 90 % des cas, on ne les retrouve pas, et encore moins leurs propriétaires. »

Pour faire face à la situation, un service de répondants téléphoniques sera mis à la disposition des agriculteurs dans chaque canton de la région Rhône-Alpes, et un « M. Chiens errants » sera nommé pour sensibiliser le public.

De nouvelles liaisons entre la recherche et l'industrie

Un programme en dix points destiné à développer le mouvement associatif scientifique et technique en France a été présenté le 3 juillet par M. Laurent Fabius. Le ministre de la recherche et de l'industrie compte sur les associations pour intensifier les liaisons entre la recherche et l'industrie.

Répondant à la volonté du ministre, l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) a d'ailleurs signé un protocole d'accord avec la Société des ingénieurs et scientifiques de France (ISF) — confédération d'associations spécialisées d'ingénieurs — au terme duquel l'Agence pourra faire appel aux nombreux experts des ISF pour étudier les dossiers qui lui sont soumis dans le cadre de l'aide à l'innovation et du Fonds industriel de modernisation. Les ISF s'engagent en outre à réaliser des vacations technologiques au profit de PME.

Recherchons pour témoignage TV adolescents ou adultes confrontés au problème de l'alcoolisme. Réaction de l'entourage ? Moyens d'en sortir ? Antenne 2 : 299-51-54 ou 299-42-79.

Des dommages-intérêts pour les parents de Brigitte Dewèvre

La première chambre de la cour de Paris a accordé, mercredi 4 juillet, 60 000 F de dommages-intérêts aux parents de Brigitte Dewèvre, assassinée par un inconnu le 5 avril 1972 à Bruy-en-Artois (Pas-de-Calais). M. et Mme Dewèvre recevront 30 000 francs des éditions Grasset et de M. Pierre Desgraupes, et également 30 000 F d'Antenne 2 et de M. Desgraupes. Les parents de Brigitte Dewèvre avaient porté plainte après la parution d'un livre de ce dernier, *Non-lieu*, inspiré de l'affaire de Bruy, et la diffusion de son adaptation télévisée. La cour a considéré qu'ils avaient pu être atteints « dans leur sensibilité » par ces deux œuvres.

Handicapée torturée et violée

Une handicapée mentale âgée de cinquante-six ans, vivant seule, a été torturée et violée par deux jeunes gens de dix-huit et dix-sept ans, qui voulaient la voler, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juillet à Epinal (Vosges). Les deux jeunes gens, qui se trouvaient en état d'ébriété au moment des faits, ont été écroués à la maison d'arrêt d'Epinal. Leur victime a dû être hospitalisée au Centre hospitalier d'Epinal. Selon les enquêteurs, la quinquagénaire était rançonnée depuis plusieurs mois par un groupe de jeunes gens.

● **Le corps d'un adolescent découvert dans un sac poubelle.** — Le corps d'un adolescent de quatorze ans et demi, Mohamed Senni, qui avait disparu, mardi 3 juillet, aux environs du lac de Bordeaux, a été retrouvé, dimanche 8 juillet, dans un sac en plastique, sur une berge du lac. Selon la famille, l'enfant aurait été drogué avant d'être tué. Mohamed avait disparu alors qu'il était parti se baigner avec dix camarades.

● **Une fillette assassinée dans la maison de ses parents.** — Une petite fille de huit ans, Christelle Eberlin, a été tuée, vendredi 6 juillet, d'un coup de poignard au cœur au cours d'un cambriolage manqué dans la villa de ses parents. Croyant initialement la maison vide, le cambrioleur se serait affolé au point de poignarder le seul témoin. Les policiers recherchent, le 9 juillet, un jeune homme d'une vingtaine d'années, déserteur de la légion étrangère, ancien habitant du quartier, qui aurait été vu une heure avant le meurtre rôdant autour de la maison.

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
14, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphones : 633.81.23/633.03.71/634.45.87

DU TONUS POUR VOTRE PROJET IMMOBILIER!

10% exonérés d'impôts

PLAN D'EPARGNE LOGEMENT

- 10 % exonérés d'impôt
- crédit intéressant pour acquérir ou rénover



Caisse d'Epargne Ecuireuil

Centre d'information Ecuireuil
522.95.00
13, place du Havre 75008 PARIS

avec ou sans le bac
B.T.S.

- TOURISME
- ACTION COMMERC.

50, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 683-35-88
(Enseign. privé)
Doc. gratuite F

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6
Tél. : 633.81.23/633.03.71/634.45.87

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 345.21.82

Le Monde

sports

LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

La loi des gauchers

Les gauchers ont étendu leur règne à Wimbledon, commencé chez les dames en 1982 et chez les hommes en 1983. Pour la troisième année consécutive, Martina Navratilova, qui disputait sa cinquième finale, s'est imposée dans le simple dames aux dépens de Chris Evert-Lloyd. Associée à Pam Shriver, avec

laquelle elle avait bouclé le grand chelem en double à Roland-Garros, la néo-Américaine a également gagné en double dames.

John McEnroe a réussi la même performance : le numéro un mondial, qui disputait sa cinquième finale en simple depuis 1980, a

gagné pour la troisième fois, inscrivant son nom au palmarès deux années consécutives, ce qu'aucun Américain n'avait réussi depuis Donald Budge en 1937 et 1938. Avec Peter Fleming, il a en outre remporté pour la quatrième fois et la deuxième année consécutive le titre en double.

Gentleman John

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - Le temps de dérouler le tapis vert sur le «centre court», de laisser le duc et la duchesse de Kent saluer quelques ruisseaux de buées, puis de remettre les récompenses, de procéder à la séance traditionnelle de photos du vainqueur et de faire s'incliner une dernière fois les deux finalistes devant la loge royale, il s'était écoulé vingt minutes. Il n'en avait pas fallu plus à John McEnroe pour boucler le premier set de sa deuxième finale contre son compatriote Jimmy Connors. En 1982, les deux hommes avaient passé quatre heures et seize minutes sur le court, c'est-à-dire plus longtemps que nul autre par le passé avant que la victoire n'éclatât au plus âgé, Connors, qui retrouvait un titre gagné pour la première fois en 1974.

Pour le dixième anniversaire de cette victoire, «Jimbo» n'a résisté qu'une heure et vingt minutes à son rival, ne marquant que quatre jeux seulement, mésaventure qui n'est survenue qu'à Hunter face à Johnstone en 1923 et à Austin face à Budge en 1938. «Lorsque j'avais battu l'australien Rosewall en 1974, il avait marqué six jeux, mais j'avais mis moins de quatre-vingt minutes pour gagner», a dit Connors pour se consoler. A vrai dire, on est resté loin du record des victoires-éclair décerné en quarante minutes par Fred Perry sur Gottfried von Cramm depuis 1936. «D'ailleurs, quelle différence cela fait-il de perdre 6-4 dans le cinquième set ou 6-0 au troisième ? Au bout du compte, vous avez toujours perdu», a ajouté Connors.

Et bien ! la différence, elle est dans la manière. Connors, jusqu'à hier, était une légende vivante : le prototype du joueur qui s'est fait un nom dans le tennis sans avoir été d'abord dans le «country club». Après avoir fait ses classes sur les terrains municipaux, le «Jimbo» de dix-sept ans qui lançait «Et maintenant, qu'en pensez-vous ?», après ses premières grandes victoires du début des années 70, était une incarnation du mythe américain du *self-made man*. En contradiction avec les préceptes de la technique classi-

que, son jeu était celui d'un battant qui ne laissait jamais les bras, qui gagnait ou mourait sur le court en avançant.

Lors des demi-finales, vendredi, face à Lendl, qui semblait «monter la garde devant le mausolée de Lénine», selon le mot de l'ancien triple champion Fred Perry, Connors avait bien eu ce comportement de gladiateur. Toutefois, dimanche, le Spartacus des courts n'était plus qu'un soldat de plomb figé sur sa ligne de fond, comme une figurine guerrière exposée sur le bord d'une cheminée.

Que s'était-il passé pour que le numéro trois mondial subisse, face au numéro un, une défaite qui laisserait supposer une différence de talent infiniment supérieure ? Une chaleur torride régnait dimanche sur Londres. Après la demi-finale, Connors avait dû mettre son épaulement gauche dans la glace. Pourtant, le champion, qui doit fêter son trentième anniversaire en septembre, n'a retenu aucune de ces explications. «Pendant les six premiers tours, je voyais arriver les balles de basket. En finale, elles ne me paraissaient pas plus grosses que des balles de ping-pong», a-t-il expliqué.

Cela ne voulait pas dire qu'il ait été affecté soudainement de troubles visuels. Connors exprimait, à sa manière, que lui, le retourneur implacable qui avait rendu le service de Lendl aussi inoffensif qu'un engagement à la cuiller, n'a rien pu faire, absolument rien, contre le service de McEnroe.

Trous d'obus

Ce service, à la fois lourd et travaillé, qui rebondissait sur le ventre de Connors, l'empêchant de préparer, qu'on se rassure, les balles d'un court de tennis, ce qu'est une mitrailleuse comparée à un chasseur sur un champ de bataille ; il fonctionnait si bien, dimanche, que McEnroe n'a eu besoin de monter au

filet que sur ses rares deuxièmes balles. *A posteriori*, on mesure mieux combien la fatigue avait enravé cette arme à Roland-Garros, où le numéro un mondial avait perdu la finale alors qu'il avait mené devant Lendl deux sets à rien. Seule la longueur des échanges qu'impose la terre battue peut expliquer la défaillance qui a donné la victoire au Tchèque.

McEnroe, qui se déplace à la vitesse d'un fémur sur le gazon, n'a pas encore la volée de marathonnien qu'impose la terre battue. Mais c'est vraiment le seul défaut de ce destroyer des courts. Tout au long de cette quinzaine anglaise, il a en effet montré que ses retours de service pouvaient faire des trous d'obus dans le jeu de n'importe quel Connors a été le dernier à en faire la cruelle expérience : il a dû prendre tous les risques à chaque engagement et il a été ainsi accusé à tort, mettre cinq doubles fautes, soit plus en trois sets que pendant les six tours précédents.

Pour le reste, McEnroe semble être doté du radar qui permet aux chasseurs de se déplacer à l'aveugle. Il est le seul à savoir ainsi mettre sa raquette en travers des trajectoires les plus impossibles. «C'est le meilleur match que j'aie jamais joué», a-t-il commenté après sa victoire.

Pourtant, c'était moins l'épanouissement d'un talent que la maîtrise d'un malapropos en gentleman qui a intéressé les Britanniques. Pendant deux semaines, la conduite de McEnroe sur les courts a été impeccable. Il n'a pas eu la moindre altercation en simple et en double avec les juges, sans qu'on puisse dire pour autant que la qualité de l'arbitrage ait été exceptionnelle cette année.

En enlevant le titre le plus prestigieux du tennis, McEnroe a montré que, désormais, il n'a plus besoin de décharges d'adrénaline pour remporter ses matches. Il lui suffit de «laisser parler sa raquette», comme avant lui Bjorn Borg l'avait fait cinq fois de suite.

ALAIN GIRAUD.

AUTOMOBILISME

LE FINLANDAIS ROSBERG REMPORTE LE GRAND PRIX DE DALLAS

Le circuit vicieux

Le Finlandais Keijo Rosberg, sur Williams à moteur Honda, a gagné, dimanche 8 juillet à Dallas, le deuxième Grand Prix des Etats-Unis devant le Français René Arnoux, sur Ferrari, et l'Italien Elio de Angelis, sur Lotus à moteur Renault. Sur les vingt-cinq voitures qui ont pris le départ, cinq seulement ont terminé l'épreuve. Alain Prost et Niki Lauda (McLaren), Michele Alboreto (Ferrari), ont abandonné à la suite de crevaisons. La plupart des autres concurrents ont été victimes de sorties de route sur un circuit insupportable à la formule 1.

Depuis qu'il existe, les circuits en ville apportent chaque fois la preuve qu'on ne fait pas courir sans risques des bolides dans des rues faites pour les voitures de M. Tout-le-Monde. Hier Long-Beach, Las Vegas, aujourd'hui Monaco, Detroit, demain Budapest et Rome. Il faut désormais ajouter Dallas à la liste des circuits qui sont devenus la hantise des pilotes.

Le circuit, construit sur le modèle de celui de Detroit, est fait d'une piste délimitée par des murs de béton qui ne favorisent pas une bonne visibilité. Si son revêtement n'est pas, comme dans la capitale américaine de l'automobile, parsemé de bouches d'égout, les intégrités du sol n'en produisent pas moins des effets semblables. Le Grand Prix de Dallas s'est ainsi déroulé dans des conditions d'autant plus difficiles que la chaleur - 60 degrés au sol - a mis à mal le revêtement de la piste et les pneumatiques des voitures.

Alain Prost et René Arnoux ont clamé ce que tous les autres pilotes pensaient : «Les monoplaques frottent les murs de béton, sautent sur les bosses et perdent leur adhérence. Le circuit est dangereux». A 270 kilomètres-heure, c'est intenable. On court à la catastrophe.

Les Français n'avaient pas tort de craindre le scandale. Plusieurs acci-

dents ont marqué les deux séances d'essais. Le jeune Britannique Martin Brundle (Tyrell) a été victime d'une fracture de la cheville gauche, les Français François Hesnault (Ligier), Philippe Alliot (Ram), et l'Autrichien Niki Lauda, le plus expérimenté de tous, sont sortis de la route. Ces incidents n'ont toutefois pas influencé la Fédération internationale du sport automobile, l'Association des constructeurs, représentée par le Britannique Bernie Ecclestone, et les organisateurs.

Seule concession accordée aux pilotes, la course a été ramenée de soixante-dix-sept à soixante-sept tours, et trois tours leur ont été accordés pour effectuer les ultimes réglages. Deux heures plus tard, cinq monoplaques ont franchi la ligne d'arrivée. Les autres, toutes les autres, avaient été mises hors course, après avoir heurté un mur, été parties en tête-à-queue ou avoir fait une «touchette». Le Britannique Mansell, qui avait longtemps animé l'épreuve, a été victime, pour sa part, d'une panne d'essence à 100 mètres du but et a dû, seules, pousser sa Lotus avant de tomber, épuisé, en franchissant la ligne d'arrivée. Aucun accident grave n'avait été déploré, Dallas avait sauvé son Grand Prix.

G. M.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Les fatigues de l'échappée

De notre envoyé spécial

A la veille de la première étape de montagne à travers les Pyrénées, le Belge Eric Vanderaerden a remporté, dimanche 8 juillet, la dixième étape Bordeaux-Pau en battant un sprint Marc Dierckx. Les deux hommes s'étaient échappés à 13 kilomètres de l'arrivée. Vincent Ruffieux, porteur de maillot jaune, compte 3 mm 7 s d'avance sur Miamette Le Guilloux et 12 mm 30 s sur Laurent Fignon, qui devient troisième à la suite d'une défaillance de Fignon.

Pau. - Curieux ce Vanderaerden. On comptait sur lui depuis le départ du Tour, en raison de sa vélocité, pour remporter une étape de plaine, ce qu'il n'a pas réussi à faire. Et voilà que ce redoutable sprinter, pilote grimpeur, attaque dans une côte afin de gagner à Pau, l'un des hauts lieux de l'épreuve. La compétition cycliste propose de temps à autre de tels paradoxes.

En la circonstance, la traversée de la Gascogne par des routes fortement vallonnées remplace la traditionnelle étape des Landes, plate et souvent fastidieuse. Le parcours était bien choisi. Il a donné lieu à une course perverse et à quelques surprises. Sur ce terrain à découvert, où l'ombre était rare et les obstacles nombreux, la moyenne, en dépit de la chaleur orageuse, a frisé les 41 kilomètres/heure.

Une échappée regroupant De Rooij, Ruttimann, Diasena et l'Espagnol Stalder au maillot jaune, le Néerlandais Van der Poel, s'est assurée momentanément six minutes d'avance pour la plus grande satisfaction de Bernard Hinault. Celui-ci avait délégué un partenaire, le

Suisse Ruttimann, dans cette patrouille où l'équipe Renault n'était pas représentée. Un erreur tactique de sa part. Laurent Fignon et ses amis durant rouler longtemps à un rythme soutenu avant de céder à la brèche 125 kilomètres plus loin.

Placé en position d'observateur, le Breton se garda bien d'intervenir, manifestement ravi de voir ses principaux adversaires produire des efforts dont ils auraient pu se dispenser à la veille d'une étape de montagne.

Il est évident que de telles actions ne resteront pas sans effet, même si elles n'influencent pas directement le résultat final. On a constaté, en suivant le peloton sur les toboggans du Gers, que certains coureurs, et non des moindres talents, commencent à avoir les jambes lourdes. Raas, vainqueur la veille à Bordeaux, Ruffieux, Vandendriessche et le Portugais Ferreira qui occupait le matin, la troisième place du classement général. De grosses défaillances sont à prévoir dans les Alpes.

JACQUES AUGER.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Au pied de la cordillère

De notre envoyé spécial

Pau. - Dans cette commune, ils occupent une place à part. Lorsqu'ils y apparaissent pour la première fois, l'arrivée derrière, avec leur air, leur façon d'enfermer un public lointain pour une expédition qui, libérée, relève de l'épopée, ils avaient déjà forcé l'attention. C'est que, dans cette affaire, les Colombiens, qu'ils soient coureurs ou suivants, apportent une enthousiasme, une spontanéité qui renoue avec les temps héroïques du Tour de France.

Les voilà donc revenus. Chaque soir, à l'hôtel où ils sont hébergés, ils affichent dans le hall un petit texte qui situe très exactement leur ambition : «Soutenir le cyclisme colombien. En Europe, l'équipe nationale de Piles Varta s'efforcera de montrer au monde la grandeur de la Colombie et la grandeur de son peuple». Ce n'est pas, on le voit, une proclamation de fanfaron, l'affirmation d'un désir de conquête. C'est simplement la profession de foi de représentants d'un petit peuple qui entend, à la faveur de la grande kermesse cycliste française, faire savoir qu'il existe. Alors ils ne lâchent pas sur l'effort. Depuis qu'un des leurs, au début de juin, a accédé à Bernard Hinault le premier place au Critérium du Dauphiné libéré, ils ne sont pas peu fiers.

Certes, ce Patricio Jimenez qui porte l'étoillette au Goliath français n'appartient pas à l'équipe nationale, mais il reste un des leurs. Comme on mesure que ses mérites, pour être grande, ne valent quand même pas ceux de Luis Herrera, le chef de file de la formation cent pour cent colombienne, il y a de quoi nourrir quelques espérances.

Jusqu'à présent, les quinze coureurs engagés n'ont pas été toujours à la hauteur. Les 1 740 premiers kilomètres, accompagnés de Bobigny à Pau, n'étaient pas de ceux où ils pouvaient se faire remarquer.

avoir les honneurs des communi- qués. Ce cap difficile à, malgré tout, été franchi sans trop de difficultés : on n'a pas eu, en effet, de «saut d'obstacle» sur leur chemin. Les quatorze qui demeurent ne sont finalement qu'à cinq ou six minutes des titans, et ce sont là des temps qui pour eux, en montagne, ne comptent guère. Dimanche soir, à la veille de la première étape pyrénéenne, la Colombie a pu ainsi savoir que l'arrivée est prévue à 14 heures et que tous les coureurs se sont les uns qu'ils se soient à dormir tranquilles.

C'est que la Colombie vit le Tour de la façon la plus intense. Ses deux chaînes de télévision, ses trois radios et ses plus grands journaux consacrent des heures et des pages à l'événement. Mais ils ne parlent pas seulement de la course. Ils racontent aussi la France. C'est tellement différent de chez nous : il y a tellement de choses surprenantes dans votre pays ; nous dit ainsi José Grotzky, journaliste à El Tiempo. A ses côtés, Julio Arreiza, ancien coureur des Six Jours en Argentine, prend les choses en main pour la chaîne de télévision Caracol quand il s'agit, en raison du décalage horaire, de faire savoir à Bogotá ce qui s'est passé tout au long de la journée. Il a autour de lui cinq collaborateurs qui, les uns après les autres, sans avoir rédigé la moindre ligne, se passent et se repassent l'appareil, livrant sans fin des impressions enthousiastes sur les faits et exploits de l'étape.

On ne sait pas ce qu'il faut le plus admirer, de leur insatiable désir de leur être de la chose cycliste. Pau leur touchant, la Colombie ne sait plus que d'importants qui sur Fignon, Hinault, Lemoine et tous les autres, car s'ils sont passionnés, ils ne sont pas cheuvins.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

La vraie nature de Martina

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - M^{me} Navratilova a gagné pour la troisième fois de suite et la cinquième fois au total les championnats de Wimbledon en battant M^{me} Chris Evert-Lloyd lors du centenaire du tournoi féminin. Cette manière, n'est pas dénuée de monde ait demandé l'asile politique aux Etats-Unis en 1975, à l'âge de dix-huit ans, elle est sortie du même moule que ses deux ex-compatriotes, Ivan Lendl et Hana Mandlikova. Comme eux, elle possède un jeu puissant et agressif sur fond de grande condition physique. Or, Lendl et Mandlikova ont été éliminés en demi-finales dans des conditions qui pouvaient laisser croire qu'ils n'ont pas tenu mentalement le choc de ces rencontres, perdues en fait à la suite de défaillances physiques pour l'un et tactique pour l'autre.

Pour bien confirmer que les nerfs «made in Tchécoslovaquie» supportent très bien les matches «à haute tension», Navratilova, qui avait eu un peu plus mal début sa finale. Avant d'imposer pour la quatrième fois consécutive en double féminin avec Pam Shriver, Navratilova a donc gagné le simple sans qu'il y ait rien à redire sur la capacité à survivre dans l'atmosphère raréfiée de cet Everest tennistique. Cependant, ce ne fut pas aussi facile qu'à Roland-Garros où elle avait bouclé son grand chelem. Sur le Centre court, où elle avait reçu trois fois le plateau doré pour ses huit finales précédentes, Evert-Lloyd lui a donné une réplique qui a fait de cette finale un fûté duel tennistique. Mais alors, la démonstration sur la fragilité perverse des Tchécoslovaques ne tenait plus guère.

Restait pour minimiser la performance de Navratilova, des considérations sur sa musculature en référence à une autre Tchécoslovaque, l'athlète Jarmila Kratochvilova, recordwoman et championne du monde des 400 et 800 m. Pour faire sa condition, Navratilova a en fait eu recours depuis 1982 à un préparateur physique qui lui a permis de devenir quasiment invincible : elle n'a été battue que deux fois au cours des seize derniers mois. De là à laisser entendre que Navratilova avait subi une préparation biologique analogue à celle de certains athlètes des pays de l'Est, il y avait seulement un sous-entendu, une insinuation que certains journaux britanniques dont le cœur penchait ouvertement pour Evert-Lloyd n'ont pas hésité à implanter.

En fait, il est reproché à Navratilova d'avoir un corps musclé comme un homme et de s'entraîner comme un homme. Les progrès qu'elle a faits sous la conduite du Texan Mike Estep, un ancien «pro» de très bon niveau, ont en effet été déterminants. Chris Evert-Lloyd, qui n'avait pas joué aussi bien depuis longtemps, a été battue non seulement par le service surpuissant de Navratilova, mais encore par la vitesse incroyable avec laquelle celle-ci s'installait au filet. Su une joueuse en s'entraînant rationnellement est arrivée à prendre un tel ascendant sur ses rivales, cela tendrait à prouver que le tennis féminin est encore loin d'avoir atteint sa maturité. Il est frappant en effet de constater que pour les physiologistes, les femmes pourront bientôt rivaliser avec les hommes en courant le marathon, alors que le fossé ne paraît pas près d'être comblé entre les tennis masculin et féminin.

En mettant l'accent de la préparation physique dans son jeu, Navratilova a pris un avantage décisif. Le plus surprenant est d'ailleurs qu'on refasse cette découverte aujourd'hui. A une époque où les dames jouaient en corset, le père de Suzanne Lenglen avait déjà parfaitement compris la nécessité d'un entraînement rationnel. La «divine» qui gagna six fois en simple sur le Centre court, suivait un régime alimentaire, faisait de la gymnastique et s'entraînait avec des hommes. Il aura fallu soixante-dix ans avant qu'une joueuse adopte la même ligne de conduite et atteigne les mêmes sommets tennistiques.

A. G.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DES ETATS-UNIS, A DALLAS

1. Keijo Rosberg (Fin., Williams-Honda), à 22 s 464 ; 2. René Arnoux (Fr., Ferrari), à 22 s 517 ; 3. Elio de Angelis (It., Lotus-Renault), à 23 s 1 ; 4. Jacques Laffite (Fr., Williams-Honda), à 23 s 2 ; 5. Piercarlo Ghinazzi (It., Osella-Alfa Romeo), à 23 s 3.

Classement général provisoire du championnat du monde. - 1. Alain Prost (Fr.), 34,5 pts ; 2. Niki Lauda (Aut.), 24 ; 3. Elio de Angelis (It.), 22,5 ; 4. René Arnoux (Fr.), 22,5 ; 5. Keijo Rosberg (Fin.), 20.

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

Nouvelle étape

NANTES-BORDEAUX

1. Jan Raas (P-B, Kantam), les 338 kilomètres en 9 h 40 mn 11 s, moyenne 34,954 km/h, avec bonification 9 h 39 mn 48 s ; 2. Bruno Lalié (It., Carrera), 9 h 40 mn 11 s, avec bonification 9 h 39 mn 51 s ; 3. Marc Madot (Fr., Renault), 9 h 40 mn 14 s ; avec bonification 9 h 40 mn 04 s.

A. G.

LES RÉSULTATS

Dixième étape

BORDEAUX-PAU

1. Erik Vanderaerden (Bel.), les 198 kilomètres en 4 h 51 mn 2 s, moyenne 49,820 km/h, avec bonification 4 h 50 mn 32 s ; 2. Marc Dierckx (Bel.), 4 h 51 mn 32 s, avec bonification 4 h 50 mn 42 s ; 3. Sean Kelly (Ir.), 4 h 53 mn 33 s, avec bonification 4 h 53 mn 23 s.

Classement général. - 1. Vincent Barthez (Fr.), 44 h 28 mn 47 s ; 2. Maurice Le Guilloux (Fr.), 45 h 3 mn 7 s ; 3. Laurent Fignon (Fr.), 45 h 12 mn 30 s ; 4. Paulie Fontana (P-B), 45 h 13 mn 19 s ; 5. Phil Anderson (Am.), 45 h 13 mn 38 s ; 6. Bernard Hinault (Fr.), 45 h 14 mn 33 s ; 7. Greg Lemond (E-U), 45 h 15 mn 3 s ; 8. Ludo Peeters (P-B), 45 h 15 mn 19 s ; 9. Sean Kelly (Ir.), 45 h 15 mn 36 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Septième étape

BLAYE-BORDEAUX

1. Petra de Bruin (P-B), les 54,5 km en 1 h 29 mn 18 s, avec bonification, 1 h 29 mn 3 s ; 2. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 3. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 4. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 5. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 6. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 7. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 8. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 9. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 10. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 11. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 12. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 13. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 14. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 15. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 16. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 17. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 18. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 19. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 20. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 21. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 22. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 23. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 24. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 25. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 26. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 27. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 28. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 29. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 30. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 31. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 32. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 33. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 34. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 35. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 36. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 37. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 38. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 39. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 40. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 41. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 42. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 43. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 44. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 45. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 46. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 47. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 48. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 49. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 50. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 51. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 52. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 53. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 54. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 55. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 56. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 57. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 58. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 59. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 60. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 61. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 62. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 63. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 64. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 65. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 66. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 67. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 68. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 69. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 70. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 71. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 72. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 73. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 74. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 75. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 76. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 77. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 78. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 79. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 80. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 81. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 82. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 83. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 84. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 85. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 86. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 87. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 88. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 89. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 90. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 91. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 92. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 93. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 94. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 95. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 96. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 97. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 98. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 99. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 100. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 101. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 102. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 103. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 104. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 105. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 106. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 107. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 108. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 109. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 110. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 111. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 112. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 113. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 114. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 115. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 116. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 117. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 118. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 119. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 120. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 121. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 122. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 123. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 124. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 125. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 126. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 127. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 128. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 129. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 130. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 131. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 132. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 133. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 134. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 135. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 136. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 137. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 138. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 139. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 140. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 141. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 142. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 143. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 144. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 145. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 146. Ludo Peeters (P-B), 1 h 29 mn 3 s ; 147. Ludo Peeters (P-B), 1

Le Monde ECONOMIE

LE COMBAT NIPPO-AMÉRICAIN DANS LES TECHNIQUES AVANCÉES

Comment éviter la vassalisation de l'Europe

Le développement industriel de l'Europe dans toutes les techniques de pointe ne peut pas tenir compte de la prépondérance exercée dans ce domaine par l'ensemble pacifique (côte ouest-américaine - Japon). En 1983, 97 % des brevets utilisés par l'informatique européenne sont américains ou japonais, les deux tiers des circuits intégrés consommés, des équipements de conception assistée par ordinateur, les trois quarts des machines nécessaires à la fabrication des composants, la totalité des ordinateurs de puissance et la plupart des microprocesseurs utilisés par l'Europe proviennent des Etats-Unis et du Japon.

Si l'on veut éviter, dans ces conditions, que l'Europe ne soit vouée au rôle de satellite de cet ensemble nippo-américain, il est indispensable d'en connaître la « dynamique industrielle », de comprendre les mécanismes de coopération-compétition qui fondent les rapports de ces deux pays.

Voilà pourquoi le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Relations extérieures, par son service habituellement d'industrie - a confié à un jeune auditeur à la Cour des comptes, M. Philippe Delmas, une mission sur la compétition nippo-américaine dans les techniques avancées. Et pourquoi, moins traditionnellement encore, il a décidé d'en publier les résultats dans un rapport tiré sans restriction de la Cow-boy et le Samouraï (1).

Cinq secteurs seulement ont été retenus : les semi-conducteurs actifs, la micrologique, la conception assistée par ordinateur, la robotique et les machines-outils à commande numérique, parce que ces industries constituent « l'essentiel de l'interface entre l'appareil productif et la

micro-électronique ». Pour l'Europe, souligne M. Delmas, cela permet de mesurer mieux la gravité de ses retards.

Un vaste marché négligé

Les difficultés américaines face à la concurrence japonaise dans ce secteur de très haute technologie se lisent dans quelques indicateurs :

• Dégradation du solde commercial de ces produits avec le Japon : -0,7 milliard de dollars en 1973 ; -3,5 milliards de dollars en 1983.

• Recul des entreprises américaines sur le marché nippon : baisse d'un tiers entre 1979 et 1983 dans les circuits intégrés, d'un tiers dans les biens d'équipement et pour la micro-électronique, de moitié dans les machines-outils.

• Recul des Etats-Unis sur le marché mondial tout au long de la décennie 70 : perte de 5 points dans les machines-outils (Japon + 11), 4 points en télécommunication (Japon + 11), etc.

Cette avance japonaise a été rendue possible par une structure industrielle américaine, largement composée de PME très innovatrices, qui n'est pas adaptée à la concurrence nipponne. Celle-ci poursuit une double stratégie : « En aval, recherche de gains de parts de marché fondée sur un abaissement rapide des prix grâce à une technologie manufacturière supérieure ; en amont, effort d'investissement soutenu, tendant à l'abaissement des prix d'achat progressivement de la capacité de financement des concurrents ».

Dans les circuits intégrés par exemple, l'investissement du Japon a doublé de 1980 à 1983 pour atteindre 1 466 milliards de dollars alors que celui des Etats-Unis restait constant à 1 300 milliards de dollars.

Il résulte en outre de l'intérêt japonais pour les techniques manufacturières - alors que les Américains privilégient la technique du produit - une qualité supérieure. En 1979, Hewlett-Packard annonçait que, après comparaison, la fiabilité des circuits intégrés japonais était dix fois meilleure que celle des circuits américains.

Le retard américain en fait a aussi une cause commerciale, car les firmes spécialisées des Etats-Unis concentrent leur effort dans ce domaine sur le marché des 500 premiers du classement de Fortune, délaissant le vaste marché des PME, qui demandent des équipements bon marché, simples et immédiatement utilisables ; qui sont plus sensibles au prix et qui ont besoin d'un meilleur service (faute d'expérience et de moyens techniques). C'est ce marché négligé par les entreprises américaines qu'attaquent les Japonais.

Changement de stratégie

Devant cette concurrence, les Américains cherchent à s'adapter par le développement de multiples coopérations, la restructuration des industries de high tech autour de grands groupes, enfin par la reorganisation de la recherche.

Cet effort de coopération marque un changement profond dans la stratégie des entreprises américaines. En trois ans, plusieurs centaines d'entreprises ont été signées tant dans la distribution que dans la fabrication (licences croisées), voire, moins fréquemment, par des joint-ventures. De plus ces accords se font de plus en plus avec des entreprises étrangères et notamment japonaises.

La pression de plus en plus forte du mode de concurrence imposé par les groupes intégrés japonais a aussi forcé les PME high tech améri-

caines à chercher le « parrainage » financier d'un grand groupe (exemple d'Intel et d'IBM). Une évolution qui a profondément transformé le paysage industriel américain. Ainsi, de 1980 à 1983, la part de l'offre assurée par les groupes intégrés est passée de 50 à 63 % pour la lithographie, de 5,5 à 44,5 % pour la robotique, de 28,5 à 57 % pour les semi-conducteurs, enfin de 14 à 47 % dans la conception assistée par ordinateur. Un moyen pour les grands groupes de s'assurer le contrôle de cette matière première essentielle qu'est la technologie (le « pétrole des années 80 » selon le président d'AMD).

Mais la coopération et l'intégration ne suffisent pas à assurer l'avenir. Aussi les entreprises américaines cherchent-elles à modifier à leur avantage la structure des marchés par le développement de produits non standards qui s'adaptent au plus près au besoin du client et pour lesquels l'avantage manufacturier des Japonais ne joue plus. Les circuits intégrés non standards représentent par exemple 60 % des circuits des équipements de télétexte, 70 % pour les téléphones digitaux. Au total, le marché de ces produits dits « custom » représente le quart du marché des produits intégrés en 1979, le tiers en 1983 et devrait atteindre la moitié en 1990.

Les pressions de la concurrence ont enfin remis en cause l'approche américaine, qui faisait de la concurrence le moteur de la victoire commerciale. Tout en développant des liens nouveaux avec les universités et les collectivités locales, les entreprises ont aussi développé des formes de coopération en recherche et développement inspirées des associations financières entre entre-

prises. Dix sociétés ont ainsi uni leurs efforts pour maintenir la prééminence américaine en micro-électronique (le Monde du 28 janvier 1983).

M. Philippe Delmas conclut que la puissance de l'instrument japonais ne s'affaiblira pas. Mais, dit-il, le Japon va devoir assumer la première place qu'il a su conquérir. Or celle-ci exige, pour maintenir la distance avec les poursuivants, une accélération du temps de réaction, un « désordre créateur » opposé à la culture japonaise où prime la stabilité, l'adaptation continue.

Face à cela les Etats-Unis « possèdent l'avantage considérable de cette culture de leader. Il en résulte une flexibilité, une ingéniosité dont il reste au Japon, dans une large mesure, à faire l'apprentissage ».

Dans ce combat de géants, l'Europe - et la France particulièrement absente de ce réseau d'accords et de participations - paraît bien mal placée, comme dans un gigantesque casse-noix entre les Etats-Unis et le Japon. « Cette évolution, affirme le rapport, augure mal de l'avenir d'entreprises européennes prisonnières de barrières psychologiques et d'une méfiance congénitale envers toute coopération. (...) »

Le travail du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay montre bien les enjeux : faute d'un changement quantitatif et qualitatif fondamental dans ce secteur des hautes technologies, la vassalisation de l'Europe est une certitude prochaine.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Le Cow-boy et le Samouraï - Réflexion sur la compétition nippo-américaine dans les hautes technologies, par Philippe Delmas. Ministère des Relations extérieures - Centre d'analyse et de prévision.

LE « NOBEL » DES HOMMES D'AFFAIRES ATTRIBUÉ AU PATRON D'UNE MULTINATIONALE CORÉENNE

Les nouvelles ambitions de M. Kim pour Daewoo

Même d'un point de vue coréen, M. Kim passe pour un homme d'affaires exceptionnellement affiné, ce qui n'est pas peu dire. Il était resté la veille de l'un de ces voyages martiens qui le conduisent vingt fois l'an aux quatre coins du monde, et de ses intérêts. Ayant retranché une « pause-interview » à ses quatorze-seize heures de travail quotidien moyen (à moins que ce ne soit un ajout à son emploi du temps), il nous parlait (en anglais) de sa « philosophie ».

STOCKHOLM. - Le temps d'un discours (exaltant « le sens du devoir et l'esprit de sacrifice » inculqué à ses soixante-dix mille employés), d'un toast, et de quelques heures de sommeil, c'est bien ; mais point trop n'en faut. Le lauréat, déjà peu enclin aux mondanités, est réfractaire aux laïci : c'est son premier titre de gloire, et puis, tout retard se paie en dollars.

Piffant d'impudence et téléphonant ses ordres tous azimuts, M. Kim mettrait bientôt le cap sur l'Amérique, terre promise des affaires, mine de techniques et grand « marché coréen ».

La légende, qu'il est le premier à accrédi-ter - et qui aide, peut-être, à imposer le fardes des heures supplémentaires non payées - la légende veut que M. Kim n'ait jamais pris un seul jour de congé dans toute sa vie. Edifiant, stimulant conte de fées néo-stakhanoviste mis au service du labeur capitaliste acharné. Cependant, dans les milieux d'affaires étrangers, où l'on aime à comparer certains grands patrons sud-coréens à des cyclopes que seule une perpétuelle fuite en avant maintiendrait en piste, on estime que M. Kim, appuyé sur des arrières financiers peu consolidés, ne peut guère se permettre d'arrêter de pédaler.

Lui n'en a cure. La légende veut aussi qu'il ait commencé à courir pendant la guerre, alors qu'il était livreur de journaux ; à aller pour les distributeurs, au retour pour ramasser la monnaie. Il court par habitude.

Ce patron de choc tout-terrain continue à foncer, et force est de reconnaître que cela ne lui a pas si mal réussi. Il accumule les premiers prix et, s'il ne court plus lui-même, on voit toujours derrière lui. Il ne veut plus de journaux, mais son nom les fait vendre. Mélange de force, de volonté et d'intuition mises au service de risques calculés, de poussées commerciales et de grandes ambitions, il symbolise la Corée du Sud d'aujourd'hui. Il est d'ailleurs l'un des moteurs, et son groupe l'un des moteurs, de son étonnant développement.

paternaliste et nationaliste, du succès économique. Et, incidemment, de ses « espoirs de conclure cette année un accord d'association avec les Français dans l'électronique grand public et le semi-conducteur » (1).

Le lendemain, il signait avec General Motors un accord de production qui devrait permettre à son groupe de se mettre, vers 1987, sur les rangs des exportateurs d'automobiles.

prochaine génération ? Il reste qu'à ses débuts le revenu par tête d'habitant était inférieur à 100 dollars et qu'il est aujourd'hui proche de 2 000. Mais c'est encore loin du « club des développés » (de 8 000 à 12 000 dollars), où Séoul ambitionne d'entrer vers la fin du siècle.

« Il reste encore des sacrifices à faire », affirme M. Kim.

Cela dit, l'ascension de Daewoo s'est faite « à la japonaise ». L'ancien président Park était, au sud de la péninsule, un éminent représentant de l'école impériale et des liens d'affaires avec les grands trusts nippons. Et, malgré le ressentiment dû à une colonisation particulièrement brutale, le Japon, remontaient vers les sommets économiques dans les années 60, restait le modèle. Même pour Daewoo, même si l'on fait tout aujourd'hui pour s'en démarquer et pour tailler des croupières aux Japonais avec l'aide de l'Occident.

Le réalisme aidant, c'est au Japon qu'une équipe de Daewoo alla s'inspirer, au début des années 70, du capitalisme semi-dirigiste et semi-monopolistique ainsi que des méthodes de management. Elle en revint avec un projet calqué sur les zaibatsu (ces conglomérats censés avoir été démantelés après la guerre) et se mit en devoir de l'appliquer. Avec, cela va de soi, le nationalisme et le soutien officiel de rigueur. « Les Japonais sont mieux organisés, mais nous avons plus de personnalité et de capacités qu'eux », estime M. Kim.

« Notre chance »

Sous l'impulsion conjuguée des pouvoirs publics et des banques d'Etat qui les aidaient à grandir, à exporter puis à diversifier leurs structures, l'ère des trusts sud-coréens (les Hyundai, Daewoo, Samsung, etc.) allait bientôt commencer. Une fois de plus, l'Occident mettrait du temps à mesurer (par on sur les grands chantiers de la Proche-Orient) la montée en force industrielle et en agressivité commerciale de ces nouveaux venus lancés à la poursuite d'autres géants

hiles. Le surlendemain, il s'envolait pour Stockholm, où, en présence du roi de Suède, il allait recevoir la consécration la plus prestigieuse dans sa spécialité : le Prix du meilleur businessman (1983), décerné par la Chambre de commerce internationale. Une médaille d'or à l'effigie de M. Etienne Clémentel, ancien ministre du commerce français, sorte de Nobel des affaires, d'anoblissement multinational. Quatre ans avant les J. O. de Séoul, un Coréen sur le podium.

Mais cela, c'est le passé. Aujourd'hui, c'est un énorme projet du président Chon Doo-hwan, qui orne le bureau de M. Kim. Au fil des ans, Daewoo a ajouté le super-trolier aux chemises, les circuits intégrés aux baskets, l'ordinateur aux salonnets. Au cours du QG de la firme, à Séoul, les fenêtres du PDG ne sont pas les seules, loin de là, à briller tard dans la nuit. Mais, signe des temps, on veille ici plus tard qu'à Tokyo chez Mitsui ou Sumitomo. On travaille aussi plus tôt au pays du Matin calme que dans celui du Soleil levant. « Notre chance, dit-on ici, c'est que les Japonais sont de moins en moins portés sur le travail... » Allez dire ça à un Occidental !

Daewoo - ce géant dont beaucoup d'Occidentaux savent encore ne soupçonner pas l'existence, mais qui, lui ignore rarement ce qui se passe en Occident, - Daewoo pesait l'an dernier, en chiffre d'affaires, plus de 6 milliards de dollars.

La firme représente plus de 8 % du PNB national et plus de 10 % des exportations globales : c'est lourd, tout lourd, pensent certains. En 1983, les ventes de la Daewoo Trading (commerce) et des grandes filiales (industrie lourde, construction navale, construction et développement, automobile, textile, finance, télécommunications, électronique) ont augmenté de 27 %, et leurs profits de 19 %. On espère mieux faire cette année. A Pusan, Daewoo a la plus grande usine de textile du monde et, tout près, à Ogkpo, le chantier naval le plus moderne qui soit.

Au Soudan, en Libye, au Nigéria, et ailleurs, le groupe réalise des milliards de dollars de grands travaux, écrasant les prix avec acier, main-d'œuvre et techniques à bon marché. Et, comme l'appât, ici aussi, vient mangé, tout cela est loin d'être fini. Avec une boulimie de diversification qui inquiète les adeptes de la mesure et de la consolidation. La Daewoo entame une nouvelle phase de croissance. Le groupe investit des centaines de mil-

M. de Larosière plaide pour la croissance des pays endettés


COMME pour corroborer les propos tenus la semaine dernière par M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire, devant le conseil économique et social de l'ONU, le Brésil a encore enregistré au mois de juin un excédent record de sa balance commerciale : 1,3 milliard de dollars contre 791 millions en 1983. Plusieurs autres pays lourdement endettés, dont le Mexique en première lieu, ont, par ailleurs, en un laps de temps record, redressé leur balance commerciale (et leur balance des paiements courants). Au Palais des Nations, à Genève, M. de Larosière a dit le 5 juin dernier : « Un ajustement extérieur spectaculaire a été réalisé dans les pays en développement, mais au prix, pour beaucoup d'entre eux, de difficultés et de sacrifices considérables ».

Globalement, les pays en développement non pétroliers (distiller pays producteurs et non producteurs d'hydrocarbures) ont de moins en moins justifié, mais les services du Fonds maintiennent cette classification ou ne sait trop pourquoi ont en l'espace de deux ans diminué de moitié leur déficit de balance des paiements courants, passé de 110 milliards en 1981 à 56 milliards en 1983. Faut-il franchir une autre étape en vue de se rapprocher de l'équilibre ? Tout, indique que M. de Larosière ne le pense pas. Il se félicite de la remontée des importations qui avaient chuté au-dessous du minimum indispensable. « Dans neuf des plus grands pays actuellement sous programme avec le Fonds, les importations devraient... augmenter de 12 % en valeur en 1984, contre une diminution de 9 % en 1983 », précise le directeur général du FMI.

Autrement dit, les flux attendus par le Fonds monétaire de nouveaux financements bancaires, plus les crédits qu'il accorde lui-même, devraient être suffisants pour ne pas rendre nécessaire un effort d'ajustement supplémentaire. La grave anomalie, génératrice de fuites de capitaux, que constituaient des taux de change surévalués par rapport au dollar a disparu.

Aussi le moment est-il venu, selon M. de Larosière, pour une politique économique s'assignant « pour priorité de remettre ces pays sur la voie d'une croissance et d'un développement durable ». Mais, pour y parvenir, il convient que ces nations « assurent une plus grande stabilité de leurs prix », car le Fonds « dispose de preuves surabondantes pour montrer que les pays qui ont enregistré de bons résultats en matière de croissance sont également ceux qui sont parvenus à contenir l'inflation dans des limites raisonnables ». Tout reste à faire, « pour conclure », de ce chapitre : l'inflation en rythme annuel dépasse 130 % au Mexique, 220 % au Brésil, 550 % en Argentine... Une autre condition est, selon le directeur général du FMI, d'obtenir une « flexibilité plus grande » dans les domaines des prix, des taux d'intérêt, des salaires. C'est sur ce dernier point qu'achoppent encore les négociations avec Buenos-Aires.

P. F.



IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées Hartford (Conn.), Northeastern, Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

Renseignements: IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél.: 734-38-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ tél : _____

RENAISSANCE DE LA CULTURE DU RIZ EN CAMARGUE

Où l'écologie fait bon ménage avec l'économie

Après plusieurs années d'interruption, Arles a renoué, en septembre 1983, avec la traditionnelle fête des prémices du riz. Cette culture camarguaise, après un âge d'or situé aux alentours de 1950 et qui conduisit à l'auto-

suffisance, avait considérablement régressé jusqu'en 1979. Depuis lors, elle a connu une véritable renaissance. Ces terres du grand delta du Rhône sont la seule région rizicole de France. Curieusement, c'est le spectre d'une

véritabre catastrophe écologique qui a imposé le retour à cette culture en 1980. Les agriculteurs y sont donc revenus. Si bien revenus qu'ils ont aujourd'hui l'ambition d'une reconquête du marché intérieur.

Cette histoire débute en 1939. Après une timide apparition, l'interruption du trafic maritime due à la guerre entraîne la véritable implantation de la riziculture en Camargue : en 1946, on en récolte à peu près 20 000 tonnes sur le millier d'hectares plantés. Le gouvernement de l'époque intervient en faveur de cette culture aux investissements particulièrement lourds. Il apporte son aide à l'édification de silos coopératifs, subventionne l'achat de matériels, mais surtout suscite le développement du réseau d'irrigation - les rizières doivent être irriguées en permanence de mai à octobre - et fixe des prix encourageants. Résultat : en 1961, 32 500 hectares sont cultivés et la Camargue fournit plus de 83 000 tonnes de riz blanc pour une consommation nationale de 74 000 tonnes.

Années 60 : la lente agonie

Arrive le Marché commun et sa politique agricole : le riz français fait les frais des priorités céréalières. Les dépenses d'exploitation augmentent. Le prix payé aux producteurs est à peine supérieur à celui de 1950. Encouragée par une prime importante, la culture du blé se répand de plus en plus dans la mosaïque des propriétés inscrites dans le triangle Port-Saint-Louis-de-Rhône, Arles, les Saintes-Maries-de-la-Mer. Les rizières, elles, s'effacent progressivement du paysage. Une lente agonie qui se poursuit jusqu'en 1980. La superficie cultivée n'est plus que de 4 400 hectares.

Cet abandon de la riziculture est une catastrophe pour l'environnement : la salinité des terres s'accroît dans cette période, lentement mais sûrement ; le blé commence à mal pousser ; l'herbe se fait rare ; les oiseaux s'en vont ; par capillarité, le sel parvient en effet à la surface du sol, où la forte évaporation due au soleil et au mistral laisse brûler les jeunes pousses ; le délicat équilibre entre eau douce et eau salée qui conditionne la vie en Camargue se rompt progressivement.

Les exploitants agricoles doivent se rendre à l'évidence : pour avoir abandonné la riziculture, devenue non rentable, c'est le patrimoine productif qu'ils finissent par perdre. Car si les inondations par les eaux du Rhône assuraient à l'époque un dessalage naturel des terres de la grande Ile du delta, les rizières avaient bel et bien pris le relais après l'endiguement du fleuve. Le retour du riz en Camargue ? Une question de vie ou de mort...

1981 : la relance

Cette prise de conscience est le fait de quelques grands exploitants, parmi lesquels M. Paul Ricard, par ailleurs fabricant bien connu d'apéritif anisé. Propriétaire du domaine de Méjanes, non loin des Saintes-Maries-de-la-Mer, il provoque avec d'autres le réveil, en 1980, du Syndicat des riziculteurs de France, tombé en léthargie.

L'un de ses proches, M. Pierre Guillot, est élu à la tête de l'organisation. Celui-ci entreprend immédiatement de sensibiliser le ministre de l'Agriculture de l'époque, M. Pierre Méhaignerie, et les instances communautaires à Bruxelles. Visites ministérielles et techniques se succèdent.

Les arguments de M. Guillot : l'environnement, bien sûr, mais aussi la possibilité retrouvée, grâce au riz, de produire en assolement blé, colza, mais sur les mêmes terres. Et puis, surtout, la relance des rizières industrielles, qui usinent le riz paddy en le décortiquant, le blanchissant et le glissant, sources d'emplois.

Le plan de relance de la riziculture française intervient en 1981. Au niveau national, M. Méhaignerie puis M^{me} Edith Cresson prévoient et font adopter les aides pour la remise en état des rizières. Au niveau communautaire, M. Pierre Guillot, devenu président de l'Union européenne des producteurs de riz et nommé à la commission des experts en riziculture à Bruxelles, obtient des prix plus raisonnables que ceux payés jusqu'alors.

Un marché à reconquérir

L'optimisme revient en Camargue, tandis que la superficie des rizières se met à augmenter enfin : de 4 400 hectares en 1980, on passe à 5 664 en 1982, 7 500 en 1983. En 1984, nouveau bond avec 9 400 hectares. Les 10 000 hectares seront vraisemblablement dépassés l'an prochain, et l'objectif du plan de relance se situe à 20 000 hectares en 1990.

Non seulement la riziculture camarguaise a prouvé son importance capitale pour l'équilibre écologique du lieu, mais elle peut aussi devenir une bonne affaire pour les producteurs. Ceux-ci, en 1982, ne fournissaient qu'environ 6 000 des 197 000 tonnes de riz blanchi consommées en France. La production française a fait un bond en 1983, atteignant 37 400 tonnes de riz paddy, c'est-à-dire non usiné. La marge de progression sur le marché national est donc très large. L'objectif des 48 000 tonnes de riz blanchi en 1990 correspond à une économie

de devises de 192 millions de francs.

Pour y parvenir, le syndicat compte beaucoup sur l'amélioration des rendements. Les producteurs travaillent en liaison permanente avec la faculté des sciences de Montpellier, siège de la Fondation française pour le riz, avec les antennes de l'Institut national de la recherche agronomique dans cette même ville et celle du mas d'Adrien, à proximité d'Arles. Résultat : on expérimente à grande échelle des variétés particulièrement rentables, au point que les Italiens, premiers producteurs européens, viennent ache-

ter des semences en France. Autre progrès : un semoir à riz très performant, mis au point par un riziculteur camarguais.

Enfin, les producteurs s'orientent de plus en plus vers un marché d'avenir : celui du riz complet.

Le renouveau de la riziculture camarguaise, on le voit, constitue, sur le plan régional, un couple économie-écologie très séduisant. Le folklore, lui, est un peu maltraité : depuis 1981, on lutte contre les fléaux roses, qui venaient par centaines paquer au milieu des jeunes pousses.

OLIVIER CLERC.

Le marché prometteur des riz complets

Environ cent subordonnés exploitants produisent du riz dans la région, en Camargue (Bouches-du-Rhône) et en « petite Camargue » gardoise, autour de Saint-Gilles.

Les principales variétés produites sont le cigalon et l'aristari pour le grain rond et le delta pour le riz long. La récolte, selon la variété, se fait en septembre ou en octobre. Le riz paddy (avec tous ses enveloppes) est nettoyé, séché puis stocké avant d'être usiné.

Cet usinage comprend le décortiquage au cours duquel roue- leaux et meules le débarrassent de ses différentes enveloppes. Il est ensuite glissé à l'aide d'un mélange de glucose et de talc.

Maîtres du marché international avec la Thaïlande et le Siam, les États-Unis ont lancé le mode du riz long précuit.

Les producteurs français visent, quant à eux, de plus en plus le marché très prometteur des riz complets riches en acides aminés, en vitamines et en sels minéraux. Du coup, ils se sont attachés aux problèmes de conservation liés au stockage, et les chercheurs de l'INRA étudient sérieusement l'éventualité d'une précuisson du riz complet afin de mieux correspondre à l'attente des consommateurs.

La C.E.E., aujourd'hui, produit 63 % de ses besoins et compte cinq pays producteurs de riz. Ce sont, dans l'ordre d'importance : l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal et la France.

EN RAISON DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Le Japon envisage de repousser à 65 ans l'âge de la retraite

L'HEURE où certains de ses partenaires préparent une réduction de l'âge de la retraite, le Japon propose le contraire. En mai, une commission du ministère du travail a conseillé aux entreprises de porter l'âge de la retraite (actuellement fixé à cinquante-cinq - soixante ans) à soixante-cinq ans. C'est beaucoup demander si l'on considère qu'aujourd'hui la moitié seulement des entreprises de plus de trente employés gardent leur personnel jusqu'à la soixantaine.

Cela dit, une entreprise de chemin de fer privée a décidé récemment - pour la première fois au Japon - de traduire formellement cette suggestion dans les faits. La Nagoya Railroad, une entreprise de plus de dix mille employés, va progressivement repousser l'âge de la retraite de six mois par an jusqu'à ce qu'il atteigne soixante-cinq ans, en

1994. Après soixante ans, le salaire sera diminué d'au moins 20 %.

Pourquoi cette proposition dans un pays où le temps de travail, déjà nettement plus long que dans les autres pays industrialisés, ne diminue guère ? Parce que le Japon vieillit plus vite que les pays étrangers et que la longévité des Japonais est plus grande : parce qu'on s'attend, ici à un fort gonflement de la « vague » des personnes de soixante à soixante-cinq ans d'ici à la fin du siècle ; parce que, les pensions étant ce qu'elles sont, on continue souvent à travailler ou à chercher du travail à tout âge.

L'augmentation du chômage et celle des demandes d'emploi chez les septuagénaires nippons risquent d'être accentuées par plusieurs phénomènes devenus quasiment structurels dans la conjoncture actuelle : croissance ralentie et protection-

nisme ; endettement de l'Etat, anxiété budgétaire et réduction des dépenses sociales ; généralisation des applications de l'électronique et de la robotique (elles auraient coûté cent vingt mille emplois entre 1976 et 1980) ; compétitivité des entreprises et « dégraissage » dans les tranches d'âge les plus élevées (les plus coûteuses dans un système de promotion à l'ancienneté) ; recours croissant au travail des femmes à temps partiel ; longévité.

1983 a été une année record de chômage, avec un taux officiel de 2,7 %, qui serait plus élevé si l'on tenait certains chômeurs occasionnels.

La solution simple, mais coûteuse, d'un relèvement des pensions ne paraît pas être envisagée dans l'état actuel des choses, ni par le secteur public, très endetté, ni par le secteur privé, d'abord soucieux de productivité et de compétitivité.

Que pensent les intéressés de cette situation ? Une enquête, effectuée également en mai, montre que leurs préférences diffèrent sensiblement de celles du ministère du travail ou du patronat, mais qu'ils n'ont pas le choix.

Près des deux tiers des personnes interrogées sont pour la retraite à soixante ans. Cela dit, et notamment faisant loi, la majorité cherchent aussitôt du travail : 55 % par nécessité et du fait de l'insuffisance des pensions, 17 % pour rembourser des dettes. La plupart des personnes interrogées souhaitent une révision du système des pensions. Outre qu'elles sont jugées insuffisantes, les pensions au Japon ne commencent à être effectivement payées par l'employeur que cinq à dix ans après la date du départ à la retraite.

Un sacré « trois » financier. R.-P. P.

Les nouvelles ambitions de M. Kim

(Suite de la page 13.)

Japonais et Américains sont loin devant, face à face ou main dans la main. Les places sont chères.

Aussi dans l'immédiat, les Coréens, en général, et Daewoo, en particulier, recherchent-ils des partenaires européens pour la création des joint-ventures (coentreprises à risques partagés) favorisant les transferts de technologie et l'accès aux marchés développés.

M. Kim expose cette stratégie, rendue classique par le trio des concurrents chinois, Singapour, Hongkong et Taïwan : « Dans la phase actuelle, nous progressons sur une base de produits manufacturés. Là nous sommes forts ; nous savons imiter, modifier, améliorer par nous-mêmes et fabriquer massivement. Mais nous ne sommes pas capables de créer technologiquement ».

A la recherche

de partenaires européens

« Nous avons les ingénieurs nécessaires à la recherche appliquée, pas encore les scientifiques indispensables à la recherche fondamentale. Nous commençons à en former en Corée et à l'étranger et peut-être en aurons-nous suffisamment pour être technologiquement indépendants en l'an 2000 ou 2010. En attendant, nous recherchons une coopération mutuellement bénéfique avec les entreprises européennes pour avancer sur le marché mondial ».

Selon M. Kim, la Corée du Sud, avec son niveau d'éducation élevé, la qualité et le coût de sa main-d'œuvre, est, « et restera, pendant les quinze prochaines années, la meilleure base régionale pour les entreprises étrangères face aux Japonaises ».

Et d'ajouter : « En France, dans l'électronique, vous êtes fondamentalement plus avancés que les Japonais, mais cet avantage n'est pas aussi bien exploité dans la production et la commercialisation ». Aux Français et aux Européens qui ne manquent pas d'idées mais dont le corps est amoindri, M. Kim est prêt à proposer des associations combinant au mieux, si l'on peut dire, les têtes occidentales et les bras coréens.

Mais ne craint-il pas, à monter ainsi « à la japonaise » à l'assaut des marchés, aux mêmes créateurs industriels et commerciaux, quelques nouveaux retours de bâton ?

« Pendant les quinze prochaines années, nous comptons augmenter nos exportations, mais plutôt celles des pièces détachées que des produits finis, où il y a déjà par mal de protectionnisme. Nous ne voulons pas porter préjudice à l'industrie des autres. Nous pensons que les firmes des nations développées, afin de rester compétitives face aux Japonais, auront besoin d'éléments que nous sommes prêts à fournir, par exemple dans l'automobile et les semi-conducteurs », précise M. Kim.

Prudent, certes des appréhensions à l'égard de cette Corée du Sud perçue comme un « second Japon ». Il ajoute : « Pour le moment nous n'envisageons pas d'exporter des voitures toutes montées. Plutôt que d'en exporter cent mille, nous préférons fournir des pièces pour cinq millions en nous associant avec des partenaires étrangers ».

Face à Tokyo, aux barrières et au retard technologique, M. Kim, Daewoo et la Corée proposent aux Occidentaux d'être plutôt des partenaires sous-traitants que d'agressifs concurrents. Au moins d'ici à l'an 2000.

D'ici là, M. Kim, grand patron, pour qui la valeur n'a pas attendu le nombre des années, a-tout ce qu'il faut pour parfaire sa légende et son empire. Il a les cheveux blancs mais pas cinquante ans. Le nouveau pouvoir lui vient plutôt du bien. Enfin, à plus de cent heures de travail hebdomadaire (quatre-vingts pour ses cadres et soixante-dix pour ses ouvriers), il lui reste beaucoup de temps à ne pas perdre.

R.-P. PARRINAUX.

Prêts à développer votre entreprise face à la concurrence mondiale ? Nous sommes prêts à vous aider. En vous proposant de multiples formules de prêts et de montages financiers. Les prêts ordinaires à long terme pour financer les besoins durables de l'entreprise. Les prêts spéciaux à taux réduits, des prêts pour encourager l'exportation, l'innovation, l'automatisation, l'économie d'énergie, les créations d'emplois. Les prêts pour le développement des investissements à l'étranger. Les prêts participatifs pour renforcer les fonds propres de l'entreprise.

Pour votre avenir, nous sommes prêts.

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon.



NOTES

ENCYCLOPÉDIE DE

Préface de Do

pour l'éduc

de Michel Albert

française.

INITIEZ

A LA

MICRO

INFORMATIQUE

POUR 3990

MET

CON

DITION DES RESS

HUMANES

BILAN

de CARRI

Tel: 223 5

METACOM

15, rue de

75001 PARIS

Argonne - Borde

de Vienne - Lyon

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

● ENCYCLOPÉDIE ÉCONOMIQUE. - Préface de Douglas Greenwald pour l'édition américaine, de Michel Albert pour l'édition française.

Ce n'est ni un *Quid* ni une encyclopédie, style Diderot, ni même un *Guillumin-Coquelin*, mais une suite d'articles de théorie économique, sujet par sujet.

Dans sa préface, l'auteur de *Paris pour l'Europe* souligne la très faible référence aux économistes français contemporains. En fait, tous sont anglo-saxons et presque tous américains.

Pour mettre en pratique l'idée initiale de J. Doobier, de nombreux érudits ont été nécessaires ; les trois cents thèmes initialement retenus ont abouti à cent soixante-dix-neuf articles d'auteurs différents. D'érudits lacunes, assez classiques, ont fait un peu oublier les hommes. C'est ainsi que ni la consommation de richesses ni les besoins n'ont retenu l'attention. Quant à la démographie, elle n'apparaît qu'accessoirement à l'article « Croissance démographique zéro », expression qui commet une grande faute vers 1973, lors de la découverte de l'environnement. Malthus n'est, cependant, ni oublié ni compris.

Parmi les auteurs, nous pouvons retenir les noms de F. Machup, de l'école autrichienne, A. Smithies, de Harvard, R. Solomon, W. Lederer (balance des paiements), Arthur Olson (mort en 1980), de la Brookings (produit national brut potentiel), l'économiste marxiste A. Sweezy (bien éloigné aujourd'hui du « stagflationnisme » des années 30), J.-K. Galbraith, le classique adversaire des classiques.

Faiblesse accusée, bien dans la règle, sur les relations entre le progrès technique et l'emploi.

Une attention spéciale a été attribuée aux cycles (Juglar, Kitchin, Kondratieff, Kuznets, etc.), sujet où le fait temporel si souvent sur la science que l'auteur, L.-M. Valentine, a opportunément jugé nécessaire de donner le tableau des nombreux sommets et creux de 1934 à 1975 aux États-Unis ; publication symptomatique, car on donne très peu de chiffres dans cette encyclopédie.

Quelqu'un sera-t-il étonné de voir J.-B. Say plus étudié par les Anglo-Saxons que par les Français ? (Article de P.-A. Meyer, de l'université de Maryland).

★ *Economica*, Paris, 1984. 24,5 cm. 1.223 pages, 390 F.

● GEORGES ARCHER et HERVÉ SERIEYX. - L'Entreprise du 3^e type. Préface de Michel Albert.

Taylorisme à l'envers, fait observer le préfacier, toujours épris d'avant-garde, dans le cadre de la démocratie et de la raison ; mais, entre les mains du style Taylor et celles qui nous sont ici décrites et proposées, n'y aurait-il eu qu'une seule étape ?

Départ puissant, éclairant, par la dénonciation de faciles excuses courantes ? Ne croyons ni à l'essoufflement prochain de nos concurrents d'Extrême-Orient, ni à l'écrou mortel de nos charges, ni à la nécessité vitale de la « flexibilité des entreprises ». Voilà déjà une bonne entrée en matière, apparemment à l'usage des syndicats, qui se poursuit par la dénonciation de contradictions classiques, accompagnées de calmants. Faible est cependant, selon la norme, l'analyse des rapports entre la productivité et l'emploi (le progrès technique ne gagne rien à être appelé technologique).

C'est à l'intérieur de l'entreprise que se retrouvent à leur aise le président de l'ACADY (Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique) et le médecin industriel ; il faut surtout pratiquer, en style de rugby, le « jeu ouvert ». Toutes les femmes et tous les hommes de l'entreprise doivent être mobilisés (au langage courant « être dans le coup »). Le mot *syndicat* n'est cependant pas prononcé. La porte ouverte doit s'entendre, à tous les grades, au sens figuré comme au sens propre. Veillons aussi à la « rapidité de réaction » (ou somme, le réflexe) et faisons primer la production de richesses sur l'emploi, sur le degré d'occupation.

Après deux exemples de choix, les épopées de Mitsui et de Komatsu, vient une observation bien adhésive : la *maie nostrum* n'est plus la Méditerranée, mais le Pacifique. Que veillent les consuls !

En postface, une note de A. Braun, PDG de la Société des conseillers de synthèse, sur la vie dans l'entreprise aux États-Unis, suivie de trois annexes, au tonisme industriel (mieux vaudrait employer plus de termes français) et une courte bibliographie.

★ Éditions du Seuil, Paris, 1984. 21 cm. 222 pages, 85 F.

● JEAN-FRANÇOIS BERGIER. - Histoire économique de la Suisse.

Nombreux sont les Français dont les connaissances sur l'économie de la Suisse se limitent à l'horlogerie, au tourisme hôtelier et peut-être aux banques, au chocolat. C'est donc un ouvrage d'une grande utilité que

nous donne ce professeur d'histoire économique à l'université de Genève, élève de F. Braudel.

C'est par sujets, traités successivement, mais non sans recoupements et retours, que nous parcourons les étapes de cette évolution du pâturage à l'électronique. L'industrie, les multinationales jouent un rôle déterminant dans la vie économique, ainsi, bien sûr, que les banques et les assurances. Progrès remarquable, malgré la pauvreté des ressources naturelles et peut-être, disent certains, grâce à elle.

Lecture agréable, facilitée par l'index des noms propres, où se trouvent notamment les célèbres Clavel (matières colorantes), H. Nestlé, M. Morgenthaler, (inventeur du Nescafé), H.T. Wahlén (auteur du célèbre plan pour la nourriture, pendant la seconde guerre), Hoffmann-La Roche (spécialités pharmaceutiques), mais où G. Durweller, créateur de la Migros, aurait mérité sa place. Nous trouvons d'ailleurs dans les tableaux chronologiques, cet innovateur qui ébranla, un moment, la haute société.

La population est, une fois de plus, la grande oubliée. L'économie est vue d'en haut et en surface. Ignorés les naissances, les décès, les étrangers, les retraités, etc. Les exportations tiennent plus de place que les salaires ou la sécurité sociale.

★ Armand Colin et Éditions Payot, Paris, 1984. 23,5 cm. 376 pages, 195 F.

● FRÉDÉRIC MARX. - La Corée du Sud.

Bien modeste, la bibliothèque sur l'économie de ce pays en plein mouvement, que bien des manuels appellent encore *Pays du matin calme*. Mention est faite cependant, dans la bibliographie, de l'excellent ouvrage du géographe Jean Chardonnet (1980) analysé en son temps dans ces colonnes. Bien arbitraire, le classement sous l'épithète désuète de « tiers-monde » d'un pays déjà plus près de l'Europe occidentale que de l'Ouganda ou d'Haiti.

En dépit de son faible volume, la partie consacrée à l'économie est riche en enseignements. C'est ainsi que la consommation d'énergie a doublé en dix ans, test saisissant parmi d'autres. Aux trois centrales nucléaires en action vont s'en ajouter six autres en construction.

Que l'économie prime largement le social n'est pas pour étonner : semaine de soixante heures, salaires encore très bas, « gaspillage social » dénoncé par une voix sans-officielle, misère. Cependant, la proportion de Sud-Coréens au-dessous du seuil de la « pauvreté absolue » serait passée, en vingt ans, de 40 % à 5 % ; l'émigration vers

les pays du Golfe a d'ailleurs cessé et la sécurité sociale est en marche.

En 1981, la « sortie de la crise » a été accompagnée d'une libéralisation assez intense ; en 1983, progrès de 7,8 % du PIB. A ce rythme, est-il dit, le niveau de la France serait atteint en 1995 (soit sept ans après la consécration par les Jeux olympiques à Séoul), mais les données sur le produit national sont assez incertaines.

Une lacune étrange, disons plutôt regrettable, tant elle est courante : aucune donnée sur la population (allongement remarquable de la vie, efforts en vue de réduire la natalité, etc.). La pauvreté de notre enseignement, dans ce domaine, n'est qu'une faible excuse, pour un diplomate qui a travaillé dans divers pays et aux Nations unies.

★ L'Harmattan, Paris, 1984. 21 cm. 228 pages.

● LES AMIS DE LA TERRE. - L'écologie contre le chômage. Préface d'Huguette Bouchard-deau.

Atteindre deux objectifs également estimables, mais divergents, satisfaire les hommes tout en tenant compte des choses est une entreprise qui, dès l'abord, attire la sympathie et mérite examen. C'est une véritable école qui est en train de se créer autour de Brice Lalonde, G. Aznar, L. Puisseux et d'autres. Souvent présentée comme adversaire de l'économie, l'écologie entend la faire entrer dans son domaine.

Dès les premières « escarmouches » nous nous réjouissons de voir la lumière dissiper des illusions courantes, par exemple, la création d'emplois considérée comme un but en soi, et, dans le même esprit, le « chantage à l'emploi ». Distinction opportune et courageuse en ces temps de crise et de concurrence exacerbée entre « secteur exposé » et « secteur abrité ».

Cependant, dès qu'est abordé le secteur, si matériel qu'il soit, de l'énergie, la rigueur perd quelque peu ses droits. Bien défendable, certes, le refus du risque, si minime qu'il soit, d'une catastrophe, donc refus de s'abriter « sous la voûte solide du calcul des probabilités », comme on disait pendant la guerre. Non moins défendable, la réserve à l'égard des barrages alpestres, nuisibles aux sites ; cependant la balance des paiements a, elle aussi, un caractère vital. Quant à l'opposition de principe à la croissance, elle ne semble tenir compte ni de la dette extérieure ni de la montée des dépenses de santé, sous l'effet même du progrès technique. Tout cela appelle des comptes et, disons-le, un « modèle ».

Bien respectée, l'illusion classique en matière d'emploi ; ignorée ou sous-estimée, la discordance entre les besoins privés et publics et les emplois recherchés. L'appel, si séduisant, au « partage du travail » admet soit une flexibilité accentuée, soit une autorité, toutes deux refusées.

Avant le mérite de regarder par-dessus les hautes murailles de l'hexagone, les auteurs critiquent, non sans raison, l'optique globale tiers-mondiale. Mais sur l'économie américaine, si sujette à reproches par ailleurs, observation superficielle, c'est pourtant un fait que, depuis 1970 et l'extension de l'automatisme, le nombre d'emplois a augmenté aux États-Unis de plus de 20 millions. En France même, l'augmentation est de plus de 500 000 emplois depuis le début de la « crise ». Mais de tels chiffres sont trop « rebelles » pour être volontiers reconnus.

Et dans tout ce champ qui reste à labourer profondément, quelques propositions de choix, non sans courage : récupération de métaux, de papier, etc. - qu'est donc venu le Comité national contre le gaspillage ? - attention spéciale à la réparation et à l'entretien d'outils, aussi avantageuse pour le PIB que pour l'emploi et la balance des paiements, mais qui ne semble occuper qu'une place bien modeste dans l'esprit des gouvernants.

Lutte à contre-courant, diront certains. Peut-être, mais contre un courant souvent défavorable. Un jour ou l'autre, et de toute façon, il faudra, enfin, savoir compter.

★ *Cahiers libres* 389. Éditions La Découverte, Paris 1984. 22 cm. 151 pages, 59 F.

● OCDE. - Perspectives à long terme de l'industrie automobile mondiale.

Une industrie qui, du fait même de son caractère mondial et de l'intensité des besoins en puissance, se doit de regarder loin devant elle. La question est examinée sans équivoque sous le double aspect de la technique et des marchés. La crainte d'un déplacement vers les pays à main-d'œuvre bon marché de la production de véhicules semble, aux auteurs, quelque peu excessive, l'augmentation de la demande devant compenser la progression des pays néo-industriels et l'extension du montage. Les progrès constants de la technique renforcent d'ailleurs les situations acquises. Le lecteur eût aimé voir les recommandations traditionnelles de libéralisme en fin de volume, suivies de quelques vues moins timides. Brève bibliographie.

★ OCDE, Paris 1983. 24 cm. 128 pages, 76 F (9 dollars).

OFFRE SPECIALE ENTREZ-VOUS A LA MICRO INFORMATIQUE

POUR 3990 F TTC (hors de port taxes)

offre comprenant :
- Une unité centrale 1700 96 K (avec prix détail inclus)
- Le livre "Tout savoir sur l'IBM de l'ordinateur à l'analyse"

BON DE COMMANDE
à retourner à META CONSEIL
15, rue du Louvre, 75001 PARIS
Cliquez rapidement sur chaque bouton ☐ en COPIANT

Nom, Prénom : _____
Adresse : _____
Code, Ville : _____

META conseil
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Organisation - Audit Social
Ateliers de Communication et de Motivation
Recherche et Sélection de Cadres - Etudes Graphologiques

BILAN de CARRIERE
Vous souhaitez avec juste raison vous situer personnellement et professionnellement, appelez-nous

Tél. : 233.62.00
META CONSEIL
15, rue du Louvre
75001 PARIS

Avignon - Bordeaux - Caen
Le Havre - Lyon - Montpellier
Discretion assurée.

Destiné à encourager la recherche universitaire *

LE PRIX DU CRÉDIT NATIONAL (20 000 F)

sera décerné, comme chaque année, au cours du 4^e trimestre.

Il récompensera les résultats d'une étude originale, présentée sous forme d'article et portant sur les entreprises.

Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

Crédit National

Secrétariat du Prix
Département des Etudes, 45, rue Saint-Dominique
75700 Paris.

Date limite de dépôt des candidatures : 1^{er} octobre 1984

* Les étudiants de 3^e cycle d'une Université française peuvent se porter candidats. Les étudiants d'une thèse d'Etat ou de 3^e cycle qui ne sont plus étudiants sont également admis à concourir si leur thèse a été soutenue entre le 1^{er} octobre 1982 et le 30 septembre 1984.

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT

75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

	FRANCE	ETRANGER (Vole normale)
15 jours	65 F	119 F
3 semaines	95 F	173 F
1 mois	120 F	227 F
1 mois 1/2	175 F	335 F
2 mois	230 F	444 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23 poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement *Le Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE - Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au *Monde* du au
Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Coint mon versement F

CONNUS DANS LE MONDE ENTIER

BankAmerica Travelers Chèques. World Money.*

Où que vous allez quand vous voyagez, rares sont les choses aussi connues que les BankAmerica Travelers Chèques. Les habitués des grands voyages les utilisent en toute confiance sur les cinq continents dans 180 pays. Ils bénéficient d'un réseau de remboursement mondial et d'une garantie de fonds supérieure à 120 milliards de dollars. BankAmerica Travelers Chèques. Disponibles dans les principales devises aux quatre coins du globe, auprès de milliers de banques. Si vous allez jusqu'à Londres, vous pourrez les utiliser 24 heures sur 24.

BankAmerica Corporation



Fin de la Biennale de Lyon

expositions : jusqu'au 20 juillet.

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

A PROPOS DU VOYAGE DE M. MITTERRAND A CLERMONT-FERRAND

« L'Auvergnat de Paris » un hebdomadaire prospère

Le tout récent voyage de M. Mitterrand en Auvergne a attiré l'attention sur *L'Auvergnat de Paris* (1), hebdomadaire qui abrite discrètement ses deux ans dans un coquet hôtel du dix-huitième siècle où jadis Beaumarchais tenait salon. *L'Auvergnat*, c'est vingt mille exemplaires vendus 5 F le numéro, dont les trois quarts à Paris, mais aussi sur la Côte d'Azur, en Normandie, en Auvergne. Les abonnements représentent 75 % de la diffusion. La formule mise au point au fil du siècle écoulé tient gaillardement la route. Pourtant, que d'aventures traversées.

Le 14 juillet 1882, Louis Bonnet, barbe rousse et cœur communard, lance le premier numéro de *L'Auvergnat de Paris-Journal des émigrés du Centre*. L'homme, journaliste et natif d'Auvergne, a l'ambition de réunir tous les originaux du Massif Central pour leur faire prendre conscience de leur force. A ce moment, Labiche fait rire le boulevard avec *Le Misanthrope* et *L'Auvergnat* - ce dernier faisant figure de brute épaisse. Chez les Bretons naît Bécassine... Louis Bonnet veut défendre ses « compatriotes », aux petits métiers « méprisés », des bougnats et des limonadiers. « Tout pour l'Auvergne » est le cri de ralliement du fondateur de l'hebdomadaire, dont l'anticommunisme est connu dans la capitale. Célébrer les « héros » littéraires et philosophes, aider les jeunes qui arrivent dans la capitale et les anciens qui rentrent au pays et surtout « parler de nos intérêts », c'est ce que précise le programme publié dans le premier numéro. « A celui qui vient, nous livrerons nos colonnes », il y pourra dire ce qu'il veut faire et où il demande à utiliser ses activités. *L'Auvergnat* parvient, nous rappellerons constamment la patrie; nous lui dirons tout ce qui s'y passe et tout ce qui s'y fait. Nous ne sommes pas des hommes de parti; l'honneur seul et les intérêts de notre race nous sont chers. D'autres compatriotes, tel Jules Vallès, publièrent alors dans l'hebdomadaire nouveau-né.

Ce programme des débats est resté le même pour ceux qui se sont succédé au siège « Impérial » de directeur. Car *L'Auvergnat de Paris* n'a jamais quitté le giron de la

famille Bonnet. Certains même ont parlé de lignée « Bonnet F », puis « L.E. II ». « Je déteste ce mot de lignée », rétorque M. Daniel Rovira, le petit-fils aujourd'hui en place. C'est avant tout une affaire de responsabilité. Nous gardons ainsi une grande indépendance par rapport à l'époque. M. Rovira, journaliste de profession, est d'autre part employé à plein temps dans une agence de presse. Autour de lui, huit permanents dont trois journalistes réalisent, chaque semaine, trente-deux pages bourrées d'informations diverses. Tous sont auvergnats. « C'est une nécessité pour avoir le ton juste », explique l'héritier de

FIDÉLITÉ

Entre 1914 et 1918, *L'Auvergnat de Paris* a maintenu sa publication hebdomadaire. Chaque semaine, il consacrait quatre pages aux nouvelles du front, fort appréciées des « poilus », qui le recevaient gratuitement. La paix revenue, les familles des soldats réglèrent spontanément le solde des quatre années passées d'abonnement. De 1940 à 1944, le journal s'arrêta, refusant la loi de l'occupant. A la Libération, il reprit enfin.

Louis Bonnet. Vigueur de l'expression et sens des réalités, pas de passion. *L'Auvergnat* est un réseau qui a les pieds sur terre. Devant le compteur, on se comprend, on parle la même langue. Selon son directeur, l'hebdomadaire est lu par environ deux cent cinquante mille personnes, car il circule dans les mains sur le zinc des bistrotiers. La majorité de ses lecteurs se recrutent encore chez les limonadiers.

De père en fils, se maintient la tradition. Le Café de Flore à Saint-Germain-des-Près vient de changer de mains. Le propriétaire auvergnais a vendu son affaire à une Catalane. Les grandes brasseries parisiennes restent la propriété des Auvergnats. La plupart des occasions se font entre « compatriotes », qui

prennent parfois conseil auprès de l'un des leurs connus pour son bon sens. Ainsi s'assure-t-on du respect de la parole donnée.

La tradition n'exclut pas une évolution radicale. Marqué à gauche au départ, le ton se veut aujourd'hui « apolitique ». *L'Auvergnat de Paris* a changé parce que ses lecteurs ont changé. Leurs besoins étaient pauvres, les descendants se sont enrichis. Ils ont même gagné les hautes sphères gouvernementales. Hier, ce fut Laval, dont *L'Auvergnat* aborde, ces dernières semaines, l'histoire obscure.

Plus près de nous, il a vanté les mérites de Georges Pompidou, de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Jacques Delors - un de ces Cortésiens « qui veillent en général sur la caisse ». Tout récemment, *L'Auvergnat de Paris* a, dans ses colonnes, défendu un Auvergnat, M. Jacques Genhial, alors chef de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. « Ce n'est pas par choix politique », explique le directeur de l'hebdomadaire. Mais M. Genhial venait d'être « injustement » remercié par le gouvernement. « Nous n'hésitons pas à l'écrire. Si le maire de Paris doublait les impôts sur les terrasses de café, nous oublierions qu'il est Corrézien. » L'hebdomadaire a également défendu un médecin communiste de Millau inculpé d'avortement illégal.

Jouant sur ces deux cents correspondants locaux dont la seule rémunération est un service gratuit d'abonnement, *L'Auvergnat de Paris* est un des rares à avoir « un matras aussi serré » sur un petit territoire regroupant sept départements. Ainsi peut-on lire, en provenance d'un village perdu, des nouvelles aussi précises que : « M. et Mme X viennent d'acheter une télévision couleur. » Il y a les rubriques habituelles : la « Vie culturelle », ou les « Mystères en Auvergne », dans lesquelles sous le sceau du secret d'anonymes lecteurs dévoilent d'obscures croyances. « Jadis et naguère » relate l'histoire passée. Dans les « Informations générales », le développement économique tient une large place, car les sept départements concernés ont tous le caractère de zones d'agriculture de montagne.

Les petites annonces occupent quatre pages. Elles sont l'outil indispensable de celui qui veut se faire embaucher ou recruter lui-même dans les professions de la limonade. Les annonceurs, eux aussi principalement issus de ce milieu, restent fidèles, quelle que soit la conjoncture.

En première page, figure chaque semaine un dessin signé par Jean Chicou, collaborateur depuis trente-trois ans. Enfin la rubrique « Amicalisme et folklore » est un bloc-notes complet présentant l'activité de quelque deux cents amicales ou associations auvergnates, recrutées parmi les six cent mille Parisiens originaires du Massif Central. « Ces amicales ont leur vie propre. Le journal n'est pas un donneur de conseils », dit le directeur. Mais par ce canal de presse, les rendez-vous sont pris pour les banquets de retrouvailles dans les salons Vierge, ou au Pavillon Dauphine, ou même à Saint-Flour. Des jeunes, en quête de racines, s'inscrivent toujours dans les groupes de danses traditionnelles. Les générations se succèdent. L'esprit « patriotique » demeure. « L'homme politique qui n'en tiendrait pas compte ferait une grave erreur », conclut le directeur de *L'Auvergnat de Paris*.

DANIELLE ROUARD.

(1) *L'Auvergnat de Paris*, Massif Central, 13, boulevard Beaumarchais, 75004 Paris. Tél. : 277-70-05.

JEAN CONTRUCCI

L'adresse provisoire de l'INCOM est celle de l'Agence Média-Média, spécialisée dans l'information internationale et méditerranéenne, 42, rue Montgrand, 13006 Marseille. Tél. : (91) 33-52-07.

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nous avons autres modèles disponibles (tous types) :

SAMBA • TALBOT HORIZON ou SOLARA

PEUGEOT • TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Maine de St-Ouen

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST HILL

Pas d'Orléans, Ivry Aubervilliers, la Défense Fontenay-aux-Bois, Moudon

STAGES INTENSIFS

21.30 par semaine 1 semaine

734-36-36

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 9 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : 3 h 10 pour Yuma. Film américain de D. Daves (1957), avec G. Ford, V. Hallin, F. Fanz, L. Dana, H. Jones, R. Jackel (N.). Pour toucher une prime, un fermier d'une bourgade de l'Arizona, pas spécialement courageux, accepte de conduire à Yuma, par le train, un redoutable bandit que ses compagnons cherchent à détenir, avant le départ. Réalisme des mœurs de l'Ouest, suspense dramatique menant au dénouement des personnages qu'il faut suivre. Delmer Daves ajoute au western une dimension humaine.

22 h 5 Étoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jossano. Que reste-t-il de nos péplums ? Des Découvertes de l'été à Qu'Yalla, la mise en scène de péplum par les plus grands cinéastes : Stanley Kubrick, Robert Aldrich, Sergio Leone.

23 h Journal.

23 h 15 Le jeune cinéma français, de court métrage. La Dernière Image, de Jérôme Enrico.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Ennemenz-moi au théâtre : la trilogie de la Villégiature. De C. Goldoni, mise en scène G. Strahler, avec P. Dux, L. Mikal, D. Geon, F. Seigner, J. Eyser (2^e partie). *Giocatta, fiancée à Lionardo, commence à lui préférer Guglielmo, aimé de Vittoria. D'autre part, la vieille tante de Giocatta, Solina, s'oppose de plus en plus à la cour, riche de costumes, naïgrette mise en scène.*

22 h 10 Magazine : Les carnets de la danse. De J.-J. Fourgeaud et C. Baigères, présentés par Raphaël Nozès.

Magazine trimestriel sur les dernières tendances chorégraphiques, avec Karin Avery, Gigli Caciulacu, Jean-Claude Gallotta, Lario Elson et Juliet Naylor, Merce Cunningham et Paul Taylor.

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Kennedy.

Réal. R. Gagnoy. Avec Martin Sheen, J. Shaw, B. Brown.

John F. Kennedy est élu président des États-Unis, son frère Bob est nommé ministre de la justice. La CIA les informe qu'une action d'espionnage aurait été menée contre Cuba. Un feuilleton documentaire dramatique à l'été.

21 h 35 Journal.

22 h Thalassa. Magazine de la mer de G. Pernoud. Course de phoques en Hollande, reportage de C. Ruge et E. Quémener.

22 h 45 Nostalivres. Émission hebdomadaire de Jacques Garcin. 1974-1984 : Dix été et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances. Ce soir l'année 1979.

22 h 50 Prélude à la nuit. Sonate n° 101, de Scarlatti ; Jour férié, de S. François ; Allegro de concerto pour piano, de G. Mendelssohn ; Horns (accordéon), accompagné de D. Weyenberg (piano).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : Michael Tippett (concert enregistré le 6 juillet à La Rochelle) : œuvres de Webern, Tippett, Paganini, Stravinski, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. R. Zollman.

22 h 30 Nuits magiques. Les coffrets.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Festival d'automne 1983 à Nanterre) : Octavio, de Varèse ; Trois Poèmes de Mallarmé, de Ravel ; Quatuor pour clarinette, saxophone ténor, piano et violon, Trois lieder, op. 13, Trois lieder populaires, op. 17, Symphonie, op. 21, Deux poèmes de Balmont, Trois Poèmes de la prière japonaise, de Stravinsky ; Concert, Trois Orchestres lieder, Deux lieder, op. 8, Chryseïde, op. 10, de Webern, par l'Ensemble intercontinental, dir. P. Boulez, sol. P. Bryn-Julson, M. Arrington, D. Kientzy, A. Neveu, C.A. Linsale, M. T. Ghirardi.

22 h Les soirées de France-Musique : le piano et Schubert ; à 23 h 30, Le musicien de minuit : Régis France.

Mardi 10 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF1 Vision plus.

12 h Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Olivier. Les chefs en cuisine.

12 h 30 Cocktail maison. Avec J. Lefèvre, M. Daz et Dalida.

13 h 30 Journal.

13 h 30 Série : Aux frontières du possible. N° 7 : L'effacement de mémoire.

14 h 25 Micro-puce. Magazine de l'information.

15 h 45 Sports : Tour de France cycliste.

16 h 55 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, info-magazine, feuilleton : Max et Jenny.

18 h Dessin animé : le pleureux.

18 h 10 Votre auto a cent ans.

18 h 20 Série : Grand-mère. De J. Frapet, réal. Ch. Akerman.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Tour de France (résumé).

20 h Journal.

20 h 35 Document : esp. Canaveral, objectif nature. De M. de la Grange.

21 h 35 Document : Les pieds sur terre en décidant la navigation de l'équilibre naturel sur la péninsule de Kennedy Spatial Center. On assiste donc à une confrontation spectaculaire entre ces oiseaux aquatiques, ces mammifères bien vivants et ces volatiles au cœur d'acier que sont les navettes.

21 h 35 Document : Dialogue avec le saut. L'objet sauté : Paul Loh et le commerce africain, réal. S. Kure.

La structure de l'objet africain, comme pièce d'assemblage monétaire et donc anonyme. Une analyse de l'art noir.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Cinéma : Cri de femmes. Film grec de J. Daskalakis (1978), avec M. Marconi, A. Bursi, A. Venturini, D. Deimantidis, D. Papanastasiou, V. Vogiou (v.o. anglaise sous-titrée).

Une comédienne grecque veut jouer la Médée d'Euripide à Athènes. Par besoin de publicité et pour entrer dans son rôle, elle visite, en prison, une Américaine qui a tué ses enfants pour se venger de son mari. Étonnante et surprenante relation d'un fait divers criminel et du mythe antique, création artistique se confondant avec la vie. Cette œuvre, filmée par le Dassin des grands jours, lyrique, inspiré, est interprétée par deux actrices exceptionnelles, femmes différentes se rejoignant dans la souffrance et un itinéraire intérieur.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h Journal.

12 h 10 Série : Les enquêteurs associés.

12 h 30 Cyclisme : Tour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Les Enchevêtrements.

14 h 25 Aujourd'hui la vie. Avec Sheila.

15 h 30 Sports été. Spécial neige et glace : les Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo ; le ski acrobatique ; le luge ; le bobsleigh.

18 h Récit A 2. Pic Pic Pic ; Yakari ; Lata et Lata ; Terre des bêtes (un étrange oiseau, le lagopède).

18 h 30 C'est la vie.

18 h 40 Jeu des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : L'Étoile de l'espoir. Film arménien d'E. Keoslian (1978), avec A. Djigarkhania, E. Magalochvili, O. Galst'yan, L. Guevorkian. Au dix-huitième siècle, le Sultan, petit État, est resté indépendant, dans l'Arménie protégée entre la Turquie et la Perse. Son chef recherche une alliance avec la Russie. Un guerrier qui ne veut plus le servir, se rallie pourtant aux siens, à la menace d'une invasion turque. Une page de l'histoire arménienne qui ne peut s'appuyer uniquement sur la reconstitution cinématographique. Ce film est inédit.

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en fête.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Variétés : le talent ça existe, il faut aller le chercher.

Avec Chippa, Big Band de Lyon, les ballades de Serge Spazz.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma : les Oies sauvages. Film anglais d'A. Mac Lagan (1977), avec R. Burton, R. Moore, R. Harris, H. Kruger, S. Gumpel, J. Watson. Le président d'un État d'Afrique noire, a été déposé et emprisonné par un dictateur militaire. Un banquier londonien, dont les intérêts, dans les mines du pays, sont menacés, recrute des mercenaires pour le délivrer. Les exploits de ces hommes conduits par un ancien officier des guerres coloniales. Le réalisateur a mené ce film d'action, dont l'idéologie paraît paraître suspecte, comme les westerns que il a le spectacle.

22 h 45 Journal.

23 h 5 Reportage : Les enfants d'A bord. De A. Cazan.

On oublie souvent que l'enfant de botanier doit très tôt quitter l'univers clos de la pêche familiale. Première étape : l'entrée de l'École nationale du premier degré de Conflans. Une école bien pensée pour provoquer des chocs psychologiques. Les enfants d'A bord doivent comprendre leurs copains d'A terre.

23 h 55 Nostalivres. Émission de Jérôme Garcin. 1974-1984 : Dix été et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances. Ce soir l'année 1980.

0 h Mouvement perpétuel, de Paganini, interprété par les Deux violons de France.

FRANCE-CULTURE

7 h Réveil en d'autres lieux : l'Afrique noire.

8 h Les chemins de la connaissance : l'Égypte en quête d'un empire ; à 9 h 33, de la terre comme du temps ; à 9 h 50, les algues et les vagues.

9 h 5 La méthode des autres : les livres des autres.

10 h 30 Le texte et la image : « En suivant les dires », avec Jacques Lacroix.

10 h 55 Musique : Black and Blue (la genèse du rythme).

12 h 5 Agorà.

12 h 45 Français : Copyrace.

13 h 30 Présence des arts : hommage à Roland Penrose.

14 h 10 Un livre, des voix : « Le Testament d'Oscar Wilde », de Peter Ackroyd.

14 h 55 Musique : les terrasses de l'été (le temps de l'été musicale chinoise : l'actualité d'Avignon).

16 h 3 Les yeux de la tête : portrait de ciré (Coco Chanel) ; à 16 h 35, Mandoline (à 16 h 45, deux fois) ; à 17 h 5, l'autre livre (les Libanais à Paris) ; à 17 h 40, deux des merveilleux.

18 h 10 Le cri du bouddha.

18 h 30 Feuilleton : l'Asiatique des plaines (la Plaine).

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Séances : histoire des origines (des australopithecus à l'homme).

19 h 35 Les enjeux internationaux.

20 h 30 Dialogues franco-africains : Amsterdam, Amsterdam.

21 h 45 Lectures : textes de René Char.

21 h 50 Musique : les tournants du royaume de la musique (les jeunes musiciens français).

22 h 30 Nuits magiques : les femmes sont fatales ; à 23 h 10, La Romançon.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique Égérie.

7 h 18 Actus du disque.

9 h 5 Le texte des musiciens : Variations sur la musique et le temps - « La simulation de l'opéra », par de Freyhold, Marnis, Grisey, Le Roux, Labèque, d'Angèle, Siret, Ramona.

12 h 5 Concert : Les Troqueurs, opéra-bouffe d'A. d'Avignon par les musiciens du London Bouffes Dance Theater, dir. S. Proust, sol. M.-J. Sanchez, M. E. Tinas, G. Barveto, L. Alvarez.

13 h 32 Répertoire contemporains.

14 h 30 Petites formes.

15 h Musique à l'étranger : Offenbach ou l'opéra dans son miroir ; œuvres de Mozart, Hoffmann, Offenbach.

18 h 5 L'opéra.

19 h Le temps de jazz : feuilleton « Jazzy poèmes » : Interim ; Portrait d'un jazzman.

20 h Premières luges : œuvres de Fauré, Gershwin, Massenet, Verdi, Lohar, Gounod par A. Bardini, ténor.

20 h 30 Concert : Symphonie concertante n° 103 pour violon, violoncelle, hautbois, basson et orchestre n° 2 en ré majeur, de Haydn ; Symphonie n° 9 en ut majeur, de Schubert par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Tcharakov, sol. M.-A. Nicolas, D. Radot, J. Vandeville, A. Randon, Y. Chiffolleau.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : le piano et Schubert ; à 23 h 10, Jazz-club.

OFFRES D'EMPLOI	Le jour	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,66
IMMOBILIER	55,00	66,42
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GENERAL ELECTRIC Un jeune directeur financier pour notre filiale de services informatiques

Notre marché, les services informatiques en Télétransmission, connaît un développement régulier et notre croissance atteint 15 % par an. Notre société, implantée dans le monde entier, emploie plus de 5 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars. Nous sommes la filiale d'un des plus importants Groupes Américains et nous recherchons pour la France notre Directeur Financier.

Rattaché au Directeur Général, vous assurerez l'ensemble des responsabilités de la fonction: préparation des budgets et des plans, trésorerie, reporting, estimation des coûts et des prix de revient... et participerez par votre action au développement et à la stratégie commerciale de notre société.

A 30 ans, vous travaillez depuis quelques années au sein d'une société ou d'un groupe qui vous a familiarisés avec

les méthodes de gestion anglo-saxonnes. Vous parlez couramment l'anglais et votre expérience, si possible internationale, vous a permis d'utiliser l'informatique. Avec votre diplôme d'une Ecole de Commerce vous avez acquis de bonnes connaissances de la comptabilité (DECS) et de la fiscalité.

Maîtrisant les techniques financières et de gestion, vous savez prendre en compte les exigences des responsables commerciaux et travailler en équipe. Vous pensez que les différentes spécialités fonctionnelles de l'entreprise se complètent et ne s'opposent pas. Prendre aujourd'hui des responsabilités complètes de Direction Financière dans un secteur en développement constitue pour vous une nouvelle étape de carrière. Intégrer la filiale d'un grand groupe international vous offrira aussi de nombreuses autres possibilités d'évolution.

COFROR étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT, sous référence 199/30M.



Tour Fin - Cédex 16 - 92084 Paris la Défense

Directeur de la communication France

PARIS

En liaison étroite avec les responsables produits américains ou européens, vous aurez pour objectifs la conception et la mise en place de stratégies de communications, afin de positionner efficacement nos produits (composants et systèmes électroniques évolués) sur les différents marchés concernés.

Vous aurez à ce titre la responsabilité de définir et de prévoir des études de marchés, d'envisager des actions de publicité et de relations publiques.

Réussir dans cet environnement très évolutif implique une expérience internationale de plusieurs années dans les domaines de la publicité ou de la communication pour des produits électroniques, ou des systèmes informatiques. La pratique courante de l'anglais vous sera nécessaire.

Si vous êtes d'accord pour relever avec nous les défis actuels et futurs d'une carrière appelée à un grand développement, écrivez-nous : Monique NERVET - Réf. EECC/078/1 M TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane Saulnier - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



directeur des recherches immunologiques

appliquées au diagnostic comme à la thérapeutique, pour un groupe français. Animant une équipe de recherche, vous définissez les programmes et suivez leur réalisation dans le domaine de l'immunologie appliquée principalement à la bactériologie, la sérologie et la virologie.

Vous êtes de formation médicale, pharmaceutique, vétérinaire ou issu d'une grande école.

Parlant couramment l'anglais, vous assurez nos contacts scientifiques internationaux.

Mme M.C. TESSIER lit avec la plus grande discrétion la candidature que vous avez l'obligeance de lui envoyer (réf. 982 LM) ou reçoit volontiers votre appel téléphonique (1/260.32.22).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Le Futur Directeur de notre Usine

CENTRALE - AM...

Cent personnes, 1 milliard de CA, d'appréciables profits, des investissements importants, un personnel de haute qualité et très motivé, un outil performant, nous sommes l'un des fleurons de notre groupe. Nous recherchons le futur Directeur de notre Usine. Avant d'accéder à cette fonction, il exercera pendant quelques années le rôle de second, le temps de s'intégrer, de s'imposer, de se familiariser à nos méthodes et à nos produits, de faire la preuve des qualités de meneur, d'indépendance d'esprit et de caractère que nous recherchons. 30 ans environ, issu d'une grande Ecole d'Ingénieurs, une première expérience de quelques années en production, si possible dans le domaine de la métallurgie, le candidat de valeur que nous recherchons est assuré de trouver dans notre groupe d'intéressantes perspectives de carrière. C'est parce que nous apportons beaucoup que nous nous montrons exigeants. La rémunération est motivante. Le lieu de travail est situé à 150 kms de Paris (1h30 par l'autoroute du Nord).

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 407305 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



EXTENBAT

Groupe Maison Familiale

Pour nous donner les moyens d'être le numéro un, nous recherchons, pour notre ligne de produit «VERANDAS»

DIRECTEUR DE FILIALE

De formation supérieure commerciale (option marketing souhaitée), il aura prouvé, au cours d'une expérience d'environ 5 ans dans la commercialisation d'un produit de consommation durable, ses qualités d'animateur et de gestionnaire d'un centre de profit.

A ce professionnel confirmé, nous confierons l'animation d'une équipe commerciale, le suivi des sous-traitants et le contrôle de la rentabilité. Il aura ultérieurement un rôle de conseil marketing auprès de la Direction de la Ligne de Produit.

Poste à pourvoir sur CAMBRAI

Rémunération: fixe important + intéressement.

Téléphonez le mercredi 11 juillet 1984 de 9h à 12 h à Albert SCHAMBERGER au 16.(27).83.99.00 ou adressez-lui votre candidature manuscrite avec c.v. et photo à EXTENBAT - Groupe Maison Familiale - 1461 avenue du Cateau 59342 CAMBRAI Cédex.



Secrétaire Générale du siège parisien

proche Banlieue Ouest

Filiale d'un groupe de notoriété mondiale dans le domaine de l'écriture, nous confierons cette fonction essentielle à une jeune femme de formation juridique, IEP, Sup de Co. et/ou CIFOP, possédant une première expérience acquise en entreprise au sein d'une Direction de Personnel.

Chef d'établissement du siège, elle assume en direct la responsabilité de 120 personnes au plan légal, de gestion et d'administration du personnel, agit en conseil interne du Président et des Chefs d'établissement de province en matière de législation sociale, dirige les services administratifs et généraux du siège.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 4636, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



LA VITALITE INFORMATIQUE

Filiale d'un groupe international, MAI France connaît une progression forte et soutenue (CA multiplié par 10 en 6 ans, plus de 1500 systèmes installés). Nous commercialisons une large gamme de systèmes informatiques - du micro MAI 10 au supermini 32 bits MAI 8000 - et des logiciels couvrant de nombreux secteurs d'activité.

Nous souhaitons intégrer au sein de notre direction marketing un

DIRECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES

pour développer et promouvoir l'image de marque de notre société.

Il aura en charge:
- les relations de presse
- l'organisation des foires et des expositions
- la publicité
- la documentation
- la mise en place d'outils promotionnels.

Si vous êtes:
- rigoureux et créatif
- âgé de 28 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur
- rompu aux techniques de communication (l'anglais est indispensable), adressez votre lettre de candidature manuscrite, votre c.v. avec photo et prétentions à:

Olivier DUMAS - MAI FRANCE
Direction du Marketing
58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL

recherche son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

- Développer de nouvelles méthodes de formation.
- Créer des logiciels pour la formation (intégrant l'EAO).
- Assurer des interventions d'assistance-conseil auprès d'entreprises.

Ce poste nécessite une formation supérieure, une expérience informatique et pédagogique, une maîtrise de la micro-informatique et de la bureautique.

Envoyer C.V. sous référence DI 6309
Développement et Synthèse
25, rue François-I^{er}, 75008 PARIS.

COFREMCA

cherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (E)

fonctions:
- concevoir et gérer les processus en vue de faciliter le fonctionnement et d'améliorer la qualité de la production (études de recherche et de conseil);
- systèmes d'information et de gestion;
- réalisation de la communication interne;
- secrétariat du Conseil de Direction.

Scrite avec C.V. à:

COFREMCA
14, rue Milton
75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
PARIS 13^e

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

- Gestion du personnel.
- Encadrement des services
- Contrôle de gestion et comptabilité.
- Elaboration du budget.
- Animation du contrôle de
gestion et de la trésorerie.
Adm. C.V., photo et prétentions
à CHASLIN ASSOCIÉS, 11, rue
de l'Arne 75016 PARIS.

ASSOCIATION CENTRE
SOCIO-CULTUREL
ET SPORTIF JEAN-VILAR
ANGERS

1.500 adhérents, 7 permanents, 30 vacataires, activités multiples, salles de spectacle et cinéma.

recherche

DIRECTEUR

pour prendre en charge la responsabilité, animation et gestion de l'équipement. Expérience exigée. Dossier

candidature (C.V., expérience, références) à retourner au centre avant le 15 juillet 1984.

C.S.C.S. Jean-Vilar, place Jean-Vilar, 49000 ANGERS.

Assoc. rech. Directeurs adjoints linguistiques Anglaises, Jullien ou soit.

Tél.: 500-13-41.

Assoc. rech. Directeurs de vac. habit. 250 km Paris mét. soit.

Espagne. Tél.: 500-13-41.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

The education and science faculty in sebha university/socialist people's arab jamahiriya (Libya), is looking for

75 (Saventy five) teachers

for its various sections according to the following specialities :

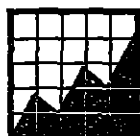
- | | | |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ● Educational and psychological studies : <ul style="list-style-type: none"> - Educational studies ; - Psychological studies ; ● French language : <ul style="list-style-type: none"> - Savahili ; - Aloussa ; ● Geography : <ul style="list-style-type: none"> - Natural geography ; - Human geography ; - Economic geography ; - Survey and maps ; ● History : <ul style="list-style-type: none"> - Ancient history ; - Middle ages history ; - Islamic history ; ● Interpretation and science of society : <ul style="list-style-type: none"> - Social problems ; - Educational sociology ; - Social theories ; - General sociology ; - Rural sociology ; - Civilized sociology ; - Social thought history ; | <ul style="list-style-type: none"> ● English language : <ul style="list-style-type: none"> - Phonetics ; - Teaching of the english language ; - Practical language ; - (E.S.P.) english language for scientific sections ; ● Islamic section : <ul style="list-style-type: none"> - Interpretation of holy koran and its sciences ; - Islamic creed ; - Hadith and its sciences ; - Islamic jurisprudence and its foundations ; ● Mathematical department : <ul style="list-style-type: none"> - Mathematics ; - Pure mathematics ; - Applied mathematics ; - Statistics ; - Mathematical statistics ; - Computer science ; - Soft ware ; | <ul style="list-style-type: none"> ● Physics department : <ul style="list-style-type: none"> - Theoretical physics ; - Heat ; - Solar ; - Electronics ; - Nuclear ; ● Botany department : <ul style="list-style-type: none"> - Plant ecology ; - Plant geography and flora ; - Bacteriology ; - Genetics ; - Viruses ; - Algae ; ● Zoology department : <ul style="list-style-type: none"> - General zoology ; - Invertebrates ; - Vertebrates ; - Animal ecology ; - Entomology ; - Parasitology ; - Genetics ; - Evolution ; - Animal physiology ; ● Earth science department (geology) : <ul style="list-style-type: none"> - Paleontology ; |
|--|--|--|

These various specialities have to be taught in english language.

Application to be submitted at the latest on 31st of July 1984. To :

● ARTS GRAPHIQUES NORD,
33, rue de Clignancourt,
75018 PARIS (France).

The personal interview will take place with the concerned c formed committee on 15th of august 1984 at the Lybian arab people's bureau in Paris.



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Ville de 30.000 habitants
(100 km Nord Paris)

recrute

UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Il sera chargé de la direction de l'ensemble des Services Techniques ainsi que de la gestion financière.

Il aura la responsabilité de 250 personnes et fera partie de l'équipe de direction de la Ville sous l'autorité du Secrétaire général.

Une aptitude à la coordination et au travail en équipe est indispensable.

LE CANDIDAT DEVRA :

- soit être titulaire d'un diplôme d'ingénieur de grande école ;
- soit faire état d'une expérience adéquate acquise dans le secteur privé ou dans la fonction publique d'Etat ou communale.

Dans tous les cas, il devra avoir mené jusqu'à la réalisation et sous sa responsabilité des études et projets d'infrastructure ou de bâtiment.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

Statutaires + prime de technicité + logement de fonction.

DELAJ :

Env. demande man. avec C.V. et photo pour le 28 juillet sous n° T 291.791 M, RÉGIE PRESSE.

7, rue de Montessuy, PARIS-7.

Les candidats seront convoqués début septembre.

Le poste sera à pourvoir dans les meilleurs délais.

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE EXPORT

POUR SOCIETE de 200 MF de C.A.

Souhaitons professionnel de la Vente de Biens d'Equipeement, de formation supérieure, technique ou commerciale.

DEVRA :

- ANIMER un réseau de distribution.
- DIRIGER actions et administration commerciales.
- DIRIGER marketing, publicité.
- DEVENIR RESIDER COTE D'AZUR.

Ecrire avec C.V. très détaillé, prétentions, s / réf. 11601 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CENTRE COMMERCIAL MERIDIEN-LECLERC

rue de Pau, 65400 IBOS-TARBES

Recherche DIRECTEUR

pour magasin spécialisé

en ARTICLES DE SPORT C.A. 12.000.000 N.F.

Responsable gestion : C.A., rotation stocks, frais de personnel, marge brute et animation équipe 10 personnes. Sérieuses références et expérience dans le poste exigées. Connaissance approfondie des articles de sport. Sinon s'abstenir. Position cadre. Revenus annuels (avec intéressement aux résultats) = 150.000 N.F.

Ecrire c.v. manuscrit avec photo récente à :

MERIDIEN bureaux 465, B.P. 06, 65420 IBOS-TARBES.

Unité de production d'un groupe industriel, secteur ameublement recherche son

DIRECTEUR

Rémunération : 250 000 F +

Ce poste est directement rattaché au PDG

Mission :

- Optimiser la gestion de l'unité, CA 30 millions.
- Développer une politique commerciale adaptée à la croissance.
- Superviser les activités industrielles en coordonnant les politiques production-gestion-qualité.
- Animer un effectif de 55 personnes en ayant le souci constant d'un management participatif.

Profil :

- Expérience de 5 ans de direction d'une unité de production.
- Formation supérieure technique ou gestionnaire.
- Maîtrise des contacts clients et force de ventes.

Ce poste est basé en province, région Centre.

Une définition de poste sera adressée aux candidats intéressés :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Département Conseil

25, rue François-1^{er}, 75008 PARIS

DIRECTEUR

Champagne/Ardennes

La Société est la filiale d'un important fabricant français de produits de second œuvre du bâtiment dont elle assure la distribution dans trois départements. Sa clientèle est composée d'entrepreneurs et de collectivités. Le Directeur recherché, à vocation commerciale, aura une sérieuse expérience du terrain mais devra également faire preuve de réelles qualités de gestionnaire. Le candidat retenu aura 40 ans environ, une formation supérieure (Sup. de Co. ou équivalent) et une solide expérience d'animation d'une force de vente. Adresser CV détaillé sous réf. 232/15/2M à

France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

UN DIRECTEUR

des Personnels Départementaux

(6.000 agents aux statuts très diversifiés).

Rémunération assise sur la grille indiciaire de Directeur (indice brut : 701 à 920) ou d'Attaché Principal du cadre départemental (indice brut : 593 à 801).

Poste ouvert aux candidats titulaires de l'un ou l'autre de ces grades ou de grades équivalents dans la fonction publique de l'Etat ou des communes justifiant d'une solide expérience professionnelle.

Adresser, avant le 31 août 1984, candidature et curriculum vitae au Président du Conseil Général du Val-de-Marne Direction Générale des Services Départementaux Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

ARABIE SAOUDITE

COURANTS FAIBLES

Société Saoudienne, opérant dans la MAINTENANCE de sites administratifs, villas recherche, pour son service COURANTS FAIBLES :

ELECTRONICIENS INFORMATIENS TECHNICIENS en téléphonie

- Techniciens Radio - TV - Sono - Vidéo. Expérience SAV grand public appréciée.
- Techniciens CCTV ayant parfaite connaissance dépannage et maintenance caméra vidéo.
- Techniciens détection incendie - alarmes - gestion centralisée - connaissance dépannage matériel en logique-câblée et programmée, périphériques mini et micro - Si possible connaissance matériel DEF - LANDIS et GYR - SIMPLEX Niveau DUT avec 1^{ère} expérience si possible.
- Dépanneur - Vérificateur sur auto-commutateurs électroniques. Spécialiste ou Polyvalent dans les marques et types suivants : Siemens ES3000/ ES3400/ EMS12000/ EMS901. Thomson P 10/ P 20/ P 40. Télec Alcatel 2505. Ericson Suede ASB 100/ ASB 300. Monteurs câbleurs en téléphonie s'abstenir.

Pour tous ces postes, il est nécessaire de comprendre et de se faire comprendre en Anglais. Les départs sont en célibataire. Nous étudions avec beaucoup d'intérêt les candidatures de débutants avec formation dans notre domaine. Ces postes sont à pourvoir d'urgence.

Adresser références professionnelles, photo à Média-System, 104 rue Réaumur, sous référence 8453.

Dans le cadre de ses activités de distribution, une importante société (6.500 personnes, C.A. de 4 milliards de F) recherche pour

L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

JEUNE INGÉNIEUR TEXTILES DIPLOMÉ

Après une période de formation, il aura en charge la responsabilité commerciale et de gestion d'un département spécialisé dans un groupe de produits imprimés pour papiers, tissus en pièces, autres articles d'habillement.

Ce poste nécessite une expérience de la vente de ce type de produits et, si possible, une connaissance de l'AFRIQUE.

Rémunération de départ attractive, statut d'expert (logement meublé et équipé, 2 mois de congés en allocations de vacances...).

Adresser dossier de candidature sous référence 4188 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

English-French TRANSLATOR for RESEARCH Institute, 18 St. English mother tongue ONLY. Previous experience of translating if possible natural science/technology. Good typing essential. Wide reading, curiosity and good written English more important than diplomas. Full-time, permanent job. Best-hour, carman. C.V. to L.T.P.C. 11, square Péregrine, 75116 PARIS.

BUREAU FRANÇAIS

recherche

POUR UN POSTE A DAKAR

SPECIALISTE

DU DEVELOPPEMENT

DES RESSOURCES

HUMAINES

Conditions à remplir :

- Formation sup. en gestion des ressources humaines.
- Exp. pratique de plusieurs années de développement des ressources humaines en entreprises.
- Exp. des pays en voie de développement, Afrique francophone de préférence.

Ce spécialiste aura la responsabilité, pendant 3 ans, de la mise en place de plans de développement des ressources humaines dans plusieurs entreprises sénégalaises.

Envoyer sous le n° T 068.633 M

indicateur

7, rue de Montessuy, Paris-7.

Pour territoires d'outre-mer

recherche

FISCALISTE

- De préférence ancien E.N.L.

Célibataire

Envoyer sous le n° 66.646 M

RÉGIE PRESSE

7, rue de Montessuy, Paris-7.

Nous prions les

lecteurs répondant

aux « ANNONCES

DOMICILIAIRES » de

vouloir bien indiquer

humblement sur

l'enveloppe le

numéro de l'annonce

les intéressés et de

vérifier l'adresse,

selon qu'il s'agit d'un

« Monde Publiée »

ou d'une agence.

Press Officer With a worldwide brief.

Tax Exempt Salary London, England

The International Maritime Satellite Organization (INMARSAT) is looking for a high-powered Press Officer, with an outgoing personality, prepared to work long hours and able to travel. With headquarters in London, INMARSAT is a dynamic organization, providing satellite communications to the shipping and offshore industries around the world.

You will be responsible for writing news releases, magazine articles and copy for brochures. You will also conduct interviews with existing and potential users of the INMARSAT system. You will continue to improve INMARSAT's contacts with the media around the world, with a view to promoting increased usage of the maritime satellite communications system by the shipping and offshore industries.

As a stylish writer, you will be an experienced journalist or press officer, proficient in the English language and, desirably, fluent in French or Spanish. Some knowledge of satellite technology and/or the shipping business would be a considerable advantage. The job will demand proven ability as well as great enthusiasm and commitment. The rewards are considerable, most notably the opportunity to work for a young organization with a multi-national staff in one of the great cities of the world.

Starting salaries will be negotiated dependent upon qualifications and experience, and will be backed by an attractive international benefits package.

Application forms and a detailed job description can be obtained from the Personnel Manager, INMARSAT, 40 Melton Street, London NW1 2EQ, England. Closing date for receipt of completed application forms is 23 July 1984, although applications will be entertained after this date if the position has not been filled.

INMARSAT

International Maritime

Satellite Organization

ARABIE SAOUDITE

ELECTRICITE

Société Saoudienne, opérant dans la Maintenance de sites administratifs, villas, recherche, pour son service « ELECTRICITE » :

TECHNICIEN ELECTRICIEN

Technicien niveau BAC F3, BTS, DUT. Ayant parfaite connaissance dans l'automatisme, M.T. et Groupe Electrogène. Si possible expérience du matériel Merlin Gérin.

● Réaliser les essais de fonctionnement des cellules MT.

● Pratique courante de l'Anglais exigée.

● Les départs sont en célibataire.

Ces postes sont à pourvoir d'urgence.

Adresser références professionnelles, photo à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 8443.

Nous recherchons pour missions longue durée à l'étranger

Responsable organisation

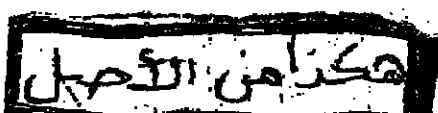
Mission : Sous l'autorité de la Direction Générale et en liaison avec l'automatisation des traitements, il sera chargé de diriger et d'animer la réorganisation et le contrôle de la mise en place des circuits administratifs et procédures.

Profil : Une pratique des grandes unités administratives dans les pays en voie de développement, le sens du terrain et l'esprit de décision sont indispensables. Une expérience de l'organisation bancaire serait appréciée. Rémunération et avantages liés au statut d'expatrié.

Adresser CV, lettre et photo, à M^{me} Sieghilde Boch, CENTI PROFILE, 128 rue de Rennes, 75006 Paris.

centi
profile

Conseil en Recrutement



مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

200 EMPLOIS

DU PONT
ELECTRONICS

Du Pont de Nemours (France) S.A.

C'est ce que nous envisageons de créer rapidement avant fin 86 en plus de l'effectif actuel (250 personnes) dans notre usine de BESANCON. Démarrée en 82, elle fabrique des CONNECTEURS de haut de gamme et divers produits pour l'industrie Electronique. Entre autres, nous recrutons de nombreux techniciens et agents techniques expérimentés, spécialistes du DECOUPAGE fin et rapide, du MOULAGE plastique, des MACHINES AUTOMATIQUES D'ASSEMBLAGE, du TRAITEMENT DE SURFACE. Pour se joindre à une équipe dynamique, nous recherchons notre

RESPONSABLE DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT

Placé sous l'autorité du Directeur du Personnel de l'Etablissement, en étroite liaison avec les responsables techniques et opérationnels de l'usine, sa mission sera :

- Elaborer les programmes de formation après collecte et analyse des besoins. Animer certaines actions, évaluer et suivre les résultats.
- Rechercher les soutiens locaux (Industrie, Université, Administrations) pour assurer le plan de développement.
- Participer au recrutement du personnel de production et d'administration.
- Informatiser la gestion administrative du personnel.
- Participer aux diverses activités relevant de la fonction personnel.

Meneur d'hommes, concret, capable d'écouter et d'informer les hommes et les femmes de l'usine, le candidat aura une formation supérieure et de préférence une expérience de supervision de plusieurs années, en milieu industriel. Une expérience de la fonction personnel n'est pas indispensable, mais constituerait un atout supplémentaire. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ultérieurement, des possibilités d'évolution au sein du groupe, tant en France qu'à l'étranger, existent.

Veuillez écrire, sous référence, CFD, en précisant votre salaire actuel à :
DU PONT DE NEMOURS (France) SA, Direction du Personnel, 2, rue Lafayette, 25000 BESANCON.

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Nantes

Cet établissement, récemment créé, filiale à part entière d'un puissant groupe bancaire, est un GIE qui apporte un service bien défini à plusieurs banques régionales de l'Ouest. Il gère lui-même ses moyens : immobilisations, financiers, etc.

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable de la comptabilité générale, participe au contrôle budgétaire et met en œuvre l'évolution prévue de la comptabilité analytique. Enfin, il répond à toute étude financière demandée par son Directeur.

Nous souhaitons rencontrer un titulaire du DECS, possédant une expérience d'au moins 5 ans dans un service comptable informatisé. De réelles possibilités d'évolution de carrière existent au sein de ce groupe. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7/997 B, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet 44000 Nantes.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUSA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

INGENIEUR QUALITE

Composants Electroniques



THOMSON

Ouest - La société THOMSON-CSF se situe parmi les toutes premières compagnies mondiales en matière d'électronique professionnelle. Elle recherche, pour l'une de ses unités de production (1 700 personnes) de la division Télécommunications, un Ingénieur Qualité. Rattaché au Chef du Service Qualité, il aura en charge la responsabilité de la politique qualité relative aux composants et aux périphériques, en autorité sur les différents techniciens du laboratoire « composants » et les inspecteurs assurant le suivi de la qualité du service de micro-électronique hybride. Il interviendra par ailleurs auprès des autres services de l'entreprise (services techniques, achats, production, essais, etc.), dans un souci constant d'amélioration du rapport qualité/prix.

Ce poste s'adresse à un jeune Ingénieur, âgé de 27 ans au moins, possédant de bonnes connaissances ainsi qu'une première expérience en électronique, rigoureux et pragmatique, motivé par les contacts humains, et intéressé par les aspects de la qualité appliquée au développement et à la production. La rémunération annuelle de départ, attractive, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1123 C, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUSA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ingénieurs informaticiens

FORMATION GRANDES ECOLES, DEBUTANTS

Un important groupe de retraite et de prévoyance (2.400 personnes), largement diversifié dans l'assurance collective et le tourisme social, recherche des informaticiens débutants intéressés par le développement d'applications de gestion.

L'utilisation de techniques de gestion avancées et d'outils informatiques particulièrement développés (ordinateurs IBM 3081 et 3033, réseaux de plus de 600 terminaux) constitue un contexte très favorable à la formation et à l'évolution de candidats à fort potentiel.

Postes basés dans la région nicoise.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2659 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

FME-SCOP S.A.
Chaudronnerie, tuyauterie
montage, 100 personnes

recherche **CADRE CHEF**

SERVICES TECHNIQUES
BUREAU D'ETUDES
ACHATS METHODES
REGION AQUITAINE

Ecrire avec prétentions
sous n° 8.171, Le Monde
serv. ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des **INGENIEURS SUR CONTRAT** pour :

POSTE 1 : SERVICE ORGANISATION METHODES INFORMATIQUES

Installation et mise en œuvre de logiciels de conception et fabrication assistées par ordinateur - définition et développement d'interfaces entre les différents logiciels et les bases de données.

Profil souhaité : Formation supérieure (Ingénieur ou Universitaire) : licence ou maîtrise en sciences, maîtrise informatique - expérience informatique technique ou scientifique souhaitée.

POSTE 2 : ETUDES DE COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

A bord des sous-marins - responsable de la définition des méthodes de lutte contre les parasites électromagnétiques - établissement d'un plan de contrôle qualité - compatibilité électromagnétique.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI, ENI, INSA, UTC. Facilité de contact, pouvoir de persuasion, persévérant. Rémunération possible pour certains sur sous-marin.

POSTE 3 : ADJOINT AU CHEF DE GROUPE, mécanique de structures

Du Centre d'Essais Technique et d'Evaluation. Calcul de structures - mesures électrostatiques - traitements informatiques (BASIC).

Profil souhaité : Ingénieur ENSI, ENI, INSA. Dynamique - esprit volontaire - apte à effectuer des essais dans des conditions difficiles - embarquement pour certains sur sous-marin.

Pour chacun de ces postes, suivant curriculum vitae et expérience, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 700 F à 9 500 F.

Ecrire et envoyer curriculum vitae et en précisant bien le poste demandé :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG
CHEF DE LA SECTION PERSONNEL
B.P. N° 10
50115 CHERBOURG NAVAL.

Trois importants réseaux
sociétés CNA d'Azur
recherche :

- **CHEF HESSE** de
R&D, FORA, T.O. pour
program. prod. région et
commerciaux, marchés Euro.

- **REPRÉ. COMMERCIAL** de
tous les secteurs, marchés
internat. + congrès.

- **REL. PUBLI.** + **PRESSE** de
bonne exp.

Ecrire avec C.V. et photo +
prétentions. Très sérieuses réf.
et exp. exigées.

Les candidatures seront à
adresser
à/r 8.136, Le Monde Publ.
services ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche pour son
Centre de gestion informatisé (Mini 6)
de BORDEAUX

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

D.E.C.S. OU EQUIVALENT + MAITRISE DE SCIENCES ECO OU EQUIVALENT

Une première expérience professionnelle et des connaissances informatiques sont souhaitées. Disponible rapidement.

Les candidats masculins doivent être libérés du S.N.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 291.777, Régie Presse, 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

LA VILLE D'AVIGNON

département des services

recherche

UN CONSEILLER

en organisation et informatique qui sera chargé d'une mission particulière comprenant :
- l'étude précise des besoins ;
- l'élaboration d'un plan informatique ;
- l'étude de la maîtrise d'œuvre de la mise en place du système (matériel et logiciel d'application compris).

Expérience commerciale et références exigées.

Ecrire à : M. le Maire de la ville d'Avignon
Direction du personnel
B.P. 334
84022 AVIGNON CEDEX.

Avance le 31 août 1984.

JEUNE INGENIEUR

EP - ION.

RESPONSABLE TECHNIQUE

chef de - RE

Entreprise spécialisée dans

CONCEPTION et REALISA-

TION

d'installations de

MANOÈVRES et BUREAUX

animation, imagination

méthodes.

Ecr. à/r 8.169, Le Monde Pub.

services ANNONCES CLASSEES

5, rue des Italiens, 75008 Paris.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

CHEF DE SERVICE MATERIEL

19 500 000 CFA

Afrique Equatoriale

Une compagnie minière implantée en Afrique Equatoriale recherche UN CHEF DE SERVICE MATERIEL pour la direction du téléportique servant à l'évacuation du minerai. Sous l'autorité du Directeur de la Division, il sera chargé de la maintenance, du dépannage et des réparations de l'ensemble des équipements du téléportique (déposés d'entraînement, de sécurité, de régulation, liaisons radio-téléphoniques, etc.), d'un parc de plus de 100 véhicules, d'une vingtaine d'engins de terrassement et d'un ensemble de plusieurs centaines d'appareils divers (électrolyseurs, chambres froides, etc.). Il gèrera un stock pièces de rechange d'une valeur de 1 milliard de CFA. Il lancera et supervisera les études liées aux différents projets d'amélioration ou de modification des installations et ceux se rapportant aux investissements et travaux de gros entretien avant d'en suivre la réalisation dans le respect des budgets prévus. Il définira, coordonnera, animera, les activités de plus de 100 personnes dont une quinzaine de cadres et techniciens répartis en différentes sections. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure type ingénieur ARM, ICAM, ECAM, etc., possèdera impérativement une dizaine d'années d'expérience acquise dans l'entretien et la maintenance d'équipements industriels à dominante mécanique et électrotechnique. Il aura prouvé, au cours de sa carrière, de réelles qualités de meneur d'hommes. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 700/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségar 75007 Paris. Discretion assurée.

AFICOREM 887

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

recherche pour son siège social à METZ

jeunes diplômés

de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
HEC, ESSEC, ESCP, ESC

pour compléter son équipe de chargés d'études et d'analystes financiers.

Possibilité d'évolution vers des fonctions à responsabilités commerciales.

Adresser lettre manusc. avec c.v. détaillé et prétentions à la
BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE - Direction Centrale
du Personnel - 3, rue François de Curel - 57021 Metz Cédex.

Dans le cadre de son expansion

Crédit Mutuel

Dauphiné-Vivarois

RECRUTE

GÉRANTS DE CAISSE LOCALE (Responsables d'agence)

Ces cadres, âgés d'au moins 30 ans, sont diplômés de l'enseignement supérieur ou de l'I.T.B. Ils peuvent détenir une expérience bancaire réussie comme second d'agence, notamment dans le domaine commercial. Des postes sont à pourvoir dans la Drôme et l'Ardèche.

CE MÊME ORGANISME RECRUTE DES :

AGENTS COMMERCIAUX

Directement attachés au gérant de la Caisse locale, ils doivent mettre en œuvre des moyens destinés à augmenter la part du marché bancaire de celle-ci. Un diplôme de l'enseignement supérieur (D.E.S.C.A.E.), 2 ans d'expérience réussie dans la vente, sont nécessaires pour une bonne tenue de ces postes à pourvoir en Ardèche, Drôme et Isère.

Faire offre de candidature (lettre manusc. C.V., prétentions, photo) à M. Yves Lacombe, **CREDIT MUTUEL Dauphiné-Vivarois - B.P. 974 - 26009 VALENCE Cedex.**



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM

usine de Bordeaux recherche

pour le développement de la robotisation,
de la production des circuits électroniques :

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

formation Grandes Ecoles (INSA - ISEN - ENSEEHT) spécialisés
automatique et robotique, ou automatique et micro-électronique.

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

formation Grandes Ecoles (ENSAM - ENSM - ENSEM).

Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature et C.V. à Usine IBM
Service du Personnel B.P. 27 - 33610 CESTAS.

Importante Société de Travaux Publics recherche

DUT gestion de personnel

ayant environ 3 ans d'expérience de la paye et de l'administration de la
paye, acquise de préférence dans une entreprise de Travaux Publics.
Au sein d'un de ses établissements régionaux, vous assurerez le
Responsable du Personnel et complèterez votre expérience en
recrutement, gestion administrative, relations sociales.
Vous êtes invités à écrire, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4644, à
Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

En France
nous disposons d'une unité
de production située à 200 kms au
sud de Paris et produisant de l'instru-
mentation destinée à toutes les industries de
pointe et notamment au nucléaire et à l'aviation.
Pour prendre en charge 30% de notre activité repo-
sant sur le secteur

Etudes et fabrications Electroniques

nous recherchons un Ingénieur électronicien capable
d'animer les techniciens liés à cette partie de notre acti-
vité industrielle qui est en forte croissance.
La fonction est rattachée à l'équipe dirigeante de cette
unité qui est peuplée d'hommes compétents, passion-
nés, appréciant le cadre de vie et prêts à adopter un
nouvel équipement très expérimenté.

Nous avons confié la recherche à IPPA:
57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui
nous vous prions d'adresser confi-
dentiellement C.V., photo et rému-
nération sous réf. 38240 M.

Un ingénieur dans la fonction achats (h - f)

Nous recherchons un jeune ingénieur
généraliste, débutant ou disposant d'une
première expérience en industrialisation
de produits électroniques ou électromé-
caniques.
Nous lui confierons peu à peu la
responsabilité des achats dans un des
secteurs de notre activité (très diversi-
fiée : moteurs BT, microinformatique,
navigation aérienne, composants...).

Il évoluera ensuite vers une fonction
"marketing-achats", consistant à faire
une recherche prospective des besoins
internes et des possibilités du marché
(coûts, délais, qualité, performances,
sécurité...).

La capacité à dialoguer en anglais est
indispensable, ainsi qu'une disponibilité
pour des déplacements en France et à
l'étranger.

Poste à pourvoir à Valence



Envoyer votre candidature (lettre, C.V.) au respon-
sable du recrutement sous référence 28104 Crouzet
S.A., 25, rue Jules-Védrines 26107 Valence Cedex.

Informaticiens

Pour notre usine de Brives (Sud-Ouest) (appar-
tenant à un important ensemble industriel) nous
recherchons, afin de renforcer notre départe-
ment informatique :

1 - sur IBM 4331 environnement DOS/VSE -
CICS - DB1
CHEF DE PROJET (réf. A)
Ingénieur Grande Ecole
- Expérimenté en techniques de gestion de pro-
duction
- La connaissance de COPICS serait un atout.
HOMME SYSTEME (réf. B)
- Expérience de plusieurs années indispensable.

2 - sur DIGITAL
DUT INFORMATIQUE (réf. C)
- Pour étude et réalisation de projets en informa-
tique technique et industrielle.
Pratique FORTRAN et ASSEMBLEUR indispen-
sable.
Dégarés OM - Anglais Indispensable.
Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à :
HYPERELEC
Secrétariat du Département du Personnel,
avenue Roger Foncier, 19106 Brives
en précisant la réf. du poste choisi.

GRANDE BANQUE DE HAUTE-SAVOIE

recherche

UN ORGANISATEUR

A ANNECY

LE PROFIL :

- Un ou deux ans d'expérience professionnelle ;
- Formation supérieure grande école ou école de commerce.

LA MISSION :

- L'analyse et la recherche de nouvelles mé-
thodes et procédures au sein d'une équipe
jeune et motivée.

Adr. candidature, photo et présent. à REGIE-PRESSE,
s/r T 66.738 M, 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

Importante Sté américaine
de MATIÈRES PREMIÈRES
et COMPOSITIONS AROMATIQUES
établie en France recherche

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

de haut niveau capable d'organiser et de diriger son
RESEAU EUROPEEN. Il doit avoir une excellente
expérience dans le domaine de la vente aux
utilisateurs de matières premières et compositions
aromatiques et être prêt à se déplacer régulièrement.
Langues exigées : allemand, anglais et français. Ecrire
Ravay Grasse 7, r. Duthouren 06130 Grasse réf. 904

Société de réalisation d'équipements industriels
recherche pour son établissement
d'AIX EN PROVENCE un

CADRE DE GESTION

- RESPONSABILITES :
- élaboration des budgets annuels,
 - conseil des ingénieurs dans l'élaboration des devis,
 - suivi des réalisations et interventions adaptées.
- PROFIL :
- formation supérieure et première expérience dans
ces fonctions nécessaires.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/r réf. 4275 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

GRUPE FRANCAIS DE CONSTRUCTIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT

cherche

JEUNE INGENIEUR POUR BUREAU D'ETUDES USINE NORD

Formation : Mécanicien diplômé Grande
Ecole.

Poste en liaison avec Ingénieurs confirmés
ETUDES PROJETS ET/OU
EXECUTIONS DE GROS MATERIELS
MECANIQUES.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Possibilité logement.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf.
96571 à CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra,
75041 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SANDOZ HUNINGUE S.A.

Avenue de Bâle - 68330 HUNINGUE

recrute pour
SON CENTRE DE RECHERCHE

DOCTEUR - INGÉNIEUR CHIMISTE

Spécialiste en synthèse organique avec expérience dans la
formulation des pigments et colorants organiques de haute
de gamme.

Allemand, anglais souhaitables.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
CHEF DU PERSONNEL DE SANDOZ HUNINGUE.

Le Centre régional d'informatique hospitalière de la région Poitou-Charentes

recherche

UN CHEF DE CENTRE

Poste offert à ingénieur diplômé ayant acquis une solide
expérience.

Les candidatures avec C.V. et prétentions sont à adresser
à : M. le Directeur général du Centre hospitalier régional,
Centre régional d'informatique hospitalière,
15, rue Guillaume-le-Troubadour,
86021 POITIERS Cedex.

Groupe Industriel recherche

CHEF DE PROJET « BOISSONS »

Ce jeune ingénieur (débutant éventuellement) se formera
à cette industrie, puis prendra en main et en assu-
rera la direction.

Poste évolutif, il demande ouverture d'esprit et volonté.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions (réf. 392)
à GROUPE 4/MARAI, 41, rue des Francs-Bourgeois,
PARIS-4.

Groupe agro-alimentaire recherche

CHEF DE PROJET

charcuterie-salaisons

Cet ingénieur ou autodidacte confirmé assurera le suivi du
montage de l'unité qu'il dirigera.
Ce poste convient à un Chef de Production expérimenté
(connaissance en matériel). Il aura à faire la preuve de son
dynamisme et de sa créativité.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions (réf. 183)
à GROUPE 4/MARAI, 41, rue des Francs-Bourgeois,
PARIS-4.

CHEF DU SERVICE CRÉDITS CLIENTS

(statut cadre)

Dépendant du Responsable Financier, il aura à
animer, coordonner, assister une équipe de
12 personnes. Il sera chargé de la gestion des crédits
et de l'analyse des risques en fonction des situations
réelles et prévisionnelles de la clientèle.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation ESC
option : finances et comptabilité ou équivalent ;
bénéficiant d'une première expérience dans ce domaine.

Rémunération : 120 000 + i/n.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo d'identité,
sous référence 891 à :

Cabinet GENTILHOMME
127 rue de Valenciennes 59100 LILLE
020 20 20 20 (Lille) 03 20 20 20 20 (Paris)

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Vous possédez une formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans d'encadrement d'équipes de vente dans le secteur informatique. Valorisez vos compétences d'animation par une expérience de

Formation Management des Ventes

Vous assurerez la formation des Directeurs de Marchés et des Directeurs Régionaux Ventes et Responsables Marketing. Vous créerez et développerez cette formation au niveau français et européen. Vous mettrez en place des actions d'organisation des services Ventes et Marketing.

Ce poste est à pourvoir à Evry avec de fréquents déplacements en Europe ou aux Etats Unis.

Il doit déboucher à terme sur des responsabilités au sein de la Direction Commerciale.

Soyez bien, adressez votre candidature sous Réf. M106 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux BP 138, 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

SAMM

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE

recherche

pour assister le responsable de son service juridique

UN (E) JURISTE

Expérience de 2 à 3 ans en entreprises sur :

- Contrats de droit privé nationaux et internationaux (vente, coopération, licence).
- Marchés publics.
- Réglementations (prix, commerce).
- Propriété individuelle (brevets et marques).
- Contentieux.
- Financement contrats internationaux.

Le (la) candidat (e) devra posséder une formation juridique, licence ou maîtrise, option droit des affaires. Anglais impératif.

Ecrire avec C.V. et prétentions :

Direction du personnel

224, quai de Stalingrad, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

(L'établissement sera transféré sur Bâvre-Vélizy dans les 6 mois à venir.)

BANQUE PARIS, filiale d'un des premiers groupes industriels français recherche pour son SERVICE CLIENTÈLE

2 CADRES RESPONSABLES CLIENTÈLE P.M.E.

28/30 ans

Diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sciences Po) et ayant une première expérience bancaire réussie. Ils seront chargés pour leurs clientèles respectives des études des dossiers de crédit, de la mise en place de prêts (pool), du suivi quotidien des comptes et de la promotion des services de la banque.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo s/n 22.087 (réf. à porter s/enveloppe) à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.



emploi régionaux

Leader de son marché en viandes transformées recherche :

CHEF DE PRODUCTION

Ce jeune ingénieur (débutant éventuellement) succèdera le directeur de l'unité existante, puis il prendra la direction d'un nouvel établissement.

Ce poste demande une bonne connaissance des métiers de la viande.

Ecrire avec c.v., photo, prétentions (réf. 813) à GROUPE 4 MARAIS, 41, rue des Frères Bourgeois, PARIS-4.

QUOTIDIEN REGIONAL

recherche :

JOURNALISTES

- 1 RÉDACTEUR LOCALIER
- 1 SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
- 1 REPORTER PHOTOGRAPHIE

Diplômés d'une école de journalistes. Expériences souhaitées.

Joindre C.V., photo, press-book sous pli n° 008.551 M. RÉGIE-PRESSE

7, r. de Montessuy, Paris-7^e.

JOURNAL DE PROVINCE

recherche :

1 JOURNALISTE

1 SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Env. C.V. et ph. s/n 177101.

INTER RÉGIES

116, bd. CHAMPS-ÉLYSÉES,

75008 PARIS, qui transmettra.

TECHNICO-CIAL

ayant des qualités de négociateur, pour développer des ventes industrielles dans la région SAVOIE, HAUTE-SAVOIE.

Lieu de travail : ANNECY, poste rémunération échelonnée. S'adresser : Eto REAL 21, 74570 PRINGY.

CENTRE D'AIDE AUX TOUCOMAIRES

recrute

UN (E) PERMANENT (E)

Envoyer C.V. en lettre manuscrite expliquant motivations à

association LE PELICAN

5, avenue de Lyon

73000 Chambéry

avant le 1^{er} septembre 1984.

PIGIER ENSEIGNEMENT PRIVÉ COLLABORATEURS

pour leur confort, après une formation spécifique, soit LA DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL, soit LA FONCTION D'INSPECTEUR COORDINATEUR.

Formations supérieures et pratiques confirmées de l'enseignement supérieur.

Écrire à PIGIER S.A.

Direction du Personnel

20-28, rue de Madrid

75008 PARIS.

CHEF DE PRODUITS D'IMPRESSION

Importante société d'équipements électriques réalisant plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'export recherche pour Paris un

Ingénieur responsable achats

chargé des approvisionnements d'équipements électriques destinés à des installations très diversifiées pour l'export.

Vous encadrerez et animerez une équipe d'une quinzaine d'acheteurs et agents de transit.

De formation ingénieur électricien ou électro-mécanicien, vous êtes fortement motivé par la fonction achats, dont vous avez acquis l'expérience dans l'industrie électromécanique ou que vous avez appréhendée en tant qu'ingénieur d'affaires en réalisant d'importantes achats d'équipements électriques.

Une bonne connaissance des matériels, la pratique de l'anglais et du transit à l'export sont indispensables.

Nous vous invitons à écrire à Média-System (CV, photo, lettre manuscrite) sous réf. 4623, 104, rue Réaumur 75002 Paris.

SOMMES-NOUS FAITS POUR VIVRE ENSEMBLE ?

10 questions essentielles pour votre avenir.



Vous vous demandez peut-être si vous devez poser votre candidature chez nous. Pour vous aider à le savoir, nous vous invitons à vous livrer à un exercice rapide : répondre aux dix questions suivantes.

1 Suis-je, ou serai-je prochainement diplômé (e) d'une Ecole d'Ingénieurs, de Commerce, titulaire d'une Maîtrise Scientifique ou de Gestion ?

OUI NON

☐☐

2 Suis-je, ou serai-je prochainement déchargé des obligations du Service National ?

☐☐

3 Suis-je intéressé par un poste d'Ingénieur Commercial ou d'Ingénieur Technico-Commercial ?

☐☐

4 Ma motivation pour une activité de vente et de conseil est-elle forte ?

☐☐

5 Suis-je à la recherche de mon premier emploi, ou dans les toutes premières années de ma carrière ?

☐☐

6 La négociation à haut niveau m'intéresse-t-elle ?

☐☐

7 Ai-je de bonnes connaissances en anglais ?

☐☐

8 Apprécierai-je l'avantage de suivre une formation normalement rémunérée pendant un an, avant d'exercer pleinement mes fonctions ?

☐☐

9 L'idée de participer au phénomène informatique mondial me séduit-elle ?

☐☐

10 Suis-je sensible à des rapports simples et directs avec mes collègues et chefs hiérarchiques ?

OUI NON

☐☐

Si vous avez répondu positivement, vous serez intéressé par un premier entretien avec nous.

Comment poser votre candidature ?

En adressant votre lettre, un CV détaillé, à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris, sous la mention ICM 10/7.

Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Les candidat (e)s répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

Nous leur rembourserons leurs frais de transport.

IBM France
Le bon départ

MASH

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La Bureautique est notre domaine. Nous pensons qu'une stratégie produits offensive est un bon moyen pour rester dans le peloton de tête. Pour compléter notre équipe périphérique, nous recherchons un chef de produits d'impression.

En relation étroite avec les chefs de produits systèmes et terminaux, sa mission consiste à : concevoir tout ou partie d'une gamme de produits - gérer le produit dans ses différentes phases de vie : développement, qualification, annonce, croissance et fin.

Le profil du candidat : de bonnes connaissances techniques en informatique distribuée lui permettant d'acquies rapidement des compétences sur les produits d'impression, ainsi que les contraintes afférentes à tous les périphériques et les terminaux. L'anglais lu et parlé est bien sûr nécessaire. Poste basé en proche banlieue.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 4692EM à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75008 Paris, qui transmettra.

Dessein

Gestion du personnel

de notre établissement de la Porte de la Villette.

Soit, prendre en charge les dossiers de 120 personnes (contrats, arrêts maladie, congés payés, horaires, personnel intérimaire, informations...).

Rattaché à la Direction du Personnel de Neuilly dont vous dépendrez et avec laquelle vous serez très souvent en contact, vous participerez au recrutement et aux différentes études concernant les problèmes de ressources humaines.

Ce poste conviendrait à un homme ou une femme, titulaire d'un DUT gestion de personnel ou équivalent, ayant impérativement une expérience similaire de 2 à 3 ans. Sa connaissance du Droit du Travail et son acquis professionnel lui permettront de travailler de façon autonome.

Si l'opportunité d'intégrer l'un des tout premiers Courtiers d'Europe vous intéresse, adressez votre candidature (lettre, CV, et prétentions) à la Direction du Personnel.

Gras Savoye

2, rue Ancelle - 92202 NEUILLY SUR SEINE.

L'Assurance
aujourd'hui et demain



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

TOUTE L'AVENTURE DE L'ELECTRONIQUE

ORGANISEZ L'ELECTRONIQUE
POUR REPOUSSER LES LIMITES DE LA PERCEPTION

Les hommes et les femmes de notre Département RCM conçoivent et réalisent les Radars et les systèmes de Contrôle-Mesures qui équipent les avions, les bateaux, les sous-marins les plus performants.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (ENSAM, ICAM, ECL...)

RCM vous propose des postes aux possibilités d'évolution très ouvertes, dans les Unités suivantes :

LE GROUPE DÉVELOPPEMENT

En collaboration avec les Services Techniques et les Services de Fabrication, ce Groupe est chargé des études et du Développement de nos équipements électroniques.

ÉTUDES MÉCANIQUES ET C.I.

Responsable du Bureau d'Études Mécaniques et C.I., vous serez chargé, avec une équipe d'ingénieurs, de dessinateurs (90 personnes) - disposant de moyens d'aide au dessin sur ordinateur - de la qualité technique de construction, des coûts, des délais, dans les domaines circuits imprimés et mécaniques. Il s'agit d'un poste à responsabilité qui implique créativité, bons contacts humains, esprit coordinateur ainsi qu'une expérience d'un mois 5 ans dans un secteur de technologies avancées.

MONTAGE-CÂBLAGE (Maquettes et Prototypes Radars)

Responsable de l'Atelier Montage-Câblage, vous assurerez les fonctions techniques, l'organisation et l'encadrement d'équipes (60 personnes) en collaboration avec le Bureau d'Études. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans.

L'UNITÉ DE PRODUCTION

ÉTUDES TECHNOLOGIQUES

Au sein du Service Méthodes-Montage-Câblage, vous serez chargé de développer de nouvelles technologies et procédures d'assemblage de matériel aérospatial, en liaison avec les Services Techniques et la Production. Ce poste peut s'adresser à un ingénieur débutant.

MÉTHODES

Au sein de l'Atelier de Production Circuits Imprimés, vous préparerez l'industrialisation, définirez les procédures de fabrication et de suivi qualité, à l'aide de la gestion informatisée. Si vous êtes débutant, rigueur dans la technicité et qualités humaines vous seront nécessaires pour encadrer des équipes.

ESSAIS

Vous avez acquis une première expérience en logiciel pour le développement et les essais de matériel avionique. Ces fonctions impliquent à court terme des responsabilités importantes, ainsi que de nombreux contacts avec nos clients en France et à l'étranger.

Mme GIGUES vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant le poste choisi à THOMSON-CSF, Département RCM, 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF.



DÉVELOPPER VOTRE POTENTIEL, POUR ANTICIPER, ENSEMBLE, L'AVENTURE DE L'ELECTRONIQUE.

Jeune ingénieur responsable
méthodes et fabrication

Nous sommes une société internationale d'origine américaine à forte croissance. Depuis 25 ans nous privilégions l'innovation technologique en investissant 10 % du C.A. en recherche et développement. Aussi nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

Votre mission ? Vous aurez en charge les activités de soutien technique aux productions établies et par ailleurs vous serez responsable des améliorations, études et réalisations de machines automatiques et d'équipements destinés à l'assemblage de nos produits de connectique.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec une équipe d'ingénieurs et techniciens supérieurs et un atelier de prototypes et développement de machines. Vous serez sous l'autorité directe du directeur de production.

Vous avez une formation d'ingénieur mécanique et une expérience de 2-3 ans dans l'engineering. Cette expérience vous a permis d'acquies des connaissances en micro-informatique et automates programmables. La faculté d'intégration dans une équipe jeune, soudée et dynamique est un facteur essentiel de réussite. Une bonne connaissance de l'anglais est également nécessaire.

Nous vous offrons un environnement motivant, une activité « pointue », et la possibilité de donner libre cours à votre ambition et à vos goûts, bref de créer vous-même votre carrière.

Alors envoyez votre C.V. avec photo et rémunération sous référence 560 M2, à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy Pontoise Cedex.

Raychem

Jeunes diplômés
jouez la valeur ajoutée
Olivetti

Une gamme de produits en constante évolution, une recherche et un développement technologique adaptés aux besoins du marché, ont fait d'Olivetti le premier constructeur européen de matériels Bureau et Informatique.

Conseils en informatique, nos INGÉNIEURS COMMERCIAUX, responsables au sein d'une équipe, d'objectifs clairement définis, sont les interlocuteurs privilégiés des PME.

Notre implantation nationale, nos structures régionales vous offrent des perspectives d'évolution à la mesure de votre réussite. Donnez à votre formation supérieure, Grande Ecole ou Université, sa valeur ajoutée, en formant sous référence M07, en précisant la région où vous souhaitez travailler, à :

OLIVETTI - DPRH
88, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Jeune Groupe agro-alimentaire recherche

CONSEILLER INDUSTRIEL

Cet ingénieur confirmé devra conseiller la direction du Groupe (orientation, contrôle des investissements) et intervenir auprès des filiales (organisation, suivi des réalisations).

Ce poste passionnant et très évolutif convient à un ingénieur ayant assuré une direction de production et/ou une responsabilité de travaux neufs. Siège à Paris.

Envoyer avec C.V., photo et présentations (réf. 484) à GROUPE 4/MARSAIS, 41, rue des Francs-Bourgeois, PARIS-4.

Statisticien HF
ENSAE, ISUP ou équiv.

Filiale d'un des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, nous recherchons pour notre service Etudes de marchés un statisticien.

Vous êtes jeune diplômé (ENSAE, ISUP ou équivalent) et possédez une bonne connaissance de différents langages et logiciels. Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous proposons d'assurer le suivi et la maintenance de l'ensemble des statistiques commerciales.

Vous participerez activement à l'élaboration de nouveaux outils statistiques d'aide à la décision.

Dans ce cadre, nous mettrons à votre disposition les moyens informatiques les plus récents.

Pour ce poste, le goût du travail en équipe est indispensable.

Lieu de travail : ORSAY.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence GM/AP à
LABORATOIRES PFIZER
Service du Personnel
86, rue de Paris
91401 ORSAY Cedex



Notre client, une Société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

CONSEILLERS FINANCIERS

VOTRE MISSION

- Assurer le développement et le suivi de la clientèle existante.
- Analyser la situation patrimoniale de vos clients et leur procurer des informations sur les produits à base de valeurs mobilières.
- Conseiller les formules de placement correspondant à la situation personnelle de chaque client.

IL VOUS OFFRE

- Un complément de formation.
- Un soutien logistique informatisé très performant et un secrétariat.
- Une gamme de produits très compétitifs.
- De larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante.

IL VOUS DEMANDE

- D'être prêt à vous investir totalement sans compter votre temps ni votre peine.
- Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller avant celui de vendre.
- Une première expérience commerciale réussie.
- Une solide connaissance des produits financiers.
- Un diplôme de l'enseignement supérieur.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite s / réf. 8403 à :

J.R. LAJUNCOMME

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL

Conseil en recrutement
33, rue de Mogador - 75009 PARIS

Ingénieur Electronicien

Notre société en expansion recherche pour son activité **INGÉNIEUR NAVALE**, un jeune ingénieur diplômé.

Après une période de formation, il sera chargé de la maîtrise d'œuvre de systèmes électroniques sophistiqués de lutte anti-sous-marine.

Expérience professionnelle souhaitable, anglais indispensable. Déplacements à l'étranger liés à l'activité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations sous référence 18.043 à Marine BIALOBOS - Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.



SINTRA

Distribution alimentaire

(1500 magasins)
Avec une équipe performante, établir les plans, faire les appels et offrir aux différents corps de métier dans le cadre d'un budget défini, assurer la liaison avec les administrations concernées, établir le planning des travaux et en assurer le suivi sont les responsabilités que nous allons confier à :

Adjoint
du Directeur
Technique

Sa formation AM, ETP ou équivalent et une bonne expérience dans la création ou la rénovation de magasins nous paraissent indispensables (secteur alimentaire très apprécié).

Nous envisageons pour lui, à moyen terme, la Direction Technique (travaux neufs et maintenance). Vous avez la trentaine, la Région Parisienne vous plaît et les responsabilités vous stimulent, alors envoyez-nous rapidement votre CV en précisant votre rémunération ainsi que la référence 005 AC, au 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

CANEVA

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AVANCEE PAR LES HOMMES :

THOMSON DE L'ELECTRONIQUE THOMSON

DIVISION AVIONIQUE ORGANISEZ L'ELECTRONIQUE POUR REPOUSSER LES LIMITES DE LA PERCEPTION

Notre Département ECM conçoit et réalise les Radars et les systèmes de Contrôle-Mesures qui équipent les avions les plus performants.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Vous avez acquis une spécialisation en informatique (IAE + MIAGE...) et possédez quelques années d'expérience en milieu industriel : venez rejoindre, au sein du Groupe Organisation et Études Informatiques, une équipe de haut niveau technique (40 personnes) pour développer nos moyens d'aide par ordinateurs dans les domaines suivants :

AIDE A LA GESTION (GAO)

Votre mission sera de renforcer les traitements de coûts, délais, plans de charge.

Votre formation en gestion et votre expérience de quelques années dans l'environnement COROL, IBM, DLI, CICS seront de précieux atouts.

AIDE A LA CONCEPTION (CAO)

Vous serez chargé de l'évaluation, l'adaptation, la promotion et la mise en route d'instruments (dessins, simulations, placements, routages...) nécessaires à nos technologies.

BUREAUTIQUE ET RÉSEAUX

Vous serez responsable de la conception du plan bureautique et de l'architecture du réseau général du département. Vous en suivrez la mise en place avec les équipes d'exploitation. Votre pragmatisme et vos connaissances en réseaux multiconstructeurs (IBM, DEC, BULL) seront appréciés.

SUPPORT VAX

Vous assisterez les équipes de développement et les utilisateurs dans la mise en place des applications, l'évolution des configurations, l'intégration dans le réseau d'informations. Vous avez une expérience VAX, VMS, DECNET.

APPLICATIONS

Vous analyserez et mettrez en place des applications de CFAO sur des machines Mini-Micro connectées au réseau.

ATELIERS FLEXIBLES

Votre large culture technico-industrielle vous permettra de concevoir et réaliser les systèmes intégrés de pilotage d'ateliers flexibles.

SYSTÈME

Vous participerez à l'installation et à l'évolution d'un centre de production de logiciels pour microprocesseurs embarqués (Matériel PERKIN-ELMER 32 xx et VAX). Votre expérience et vos connaissances en génie logiciel, réseaux locaux, SGSD et UNIX seront de sérieux atouts.

Mme GUILLET vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant le poste choisi à THOMSON-CSF, Département ECM, 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

DÉVELOPPER VOTRE POTENTIEL, POUR ANTICIPER, ENSEMBLE, L'AVENTURE DE L'ELECTRONIQUE.

HAVAS CONTACT

DIRECTION FINANCIÈRE

Grand Groupe Industriel

recherche

Diplômés Grandes Ecoles ou de l'Enseignement Supérieur, maîtrisant la langue anglaise, familiarisés avec l'environnement informatique et ayant de préférence quelques années d'expérience professionnelle pour pourvoir les postes suivants :

- **EXPERTS-COMPTABLES** ayant l'expérience des méthodes comptables anglo-saxonnes.
- **ANALYSTES** pour contrôle financier des Sociétés du Groupe.
- **AUDITEURS** confirmés pour audits opérationnels et financiers.
- **SPÉCIALISTES** des crédits et des relations bancaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. 22.091 (n° à porter sur enveloppe) à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE 25-27, av. de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

REGION PARISIENNE

Responsable commercial

Diplômé d'Études Supérieures, vous avez prouvé, depuis 5 à 10 ans, vos compétences en électronique, si possible en simulation. Vous désirez aujourd'hui élargir votre champ d'action et valoriser votre dynamisme commercial dans une importante société française opérant dans un environnement de haute technologie. Nous vous proposons la responsabilité de l'animation d'une équipe de 5 à 7 personnes (ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux) appelée à se développer. Pour cela, vous mettrez en œuvre des moyens importants, en terme de promotion des ventes, de marketing et de stratégie commerciale, qui vous permettront d'atteindre des objectifs ambitieux. Si vous êtes motivé par ce challenge, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 8583, à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui nous le transmettra.

PARIS

GERANT DE PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE

L'une des sociétés spécialistes du marché obligataire les plus dynamiques recherche un gérant de portefeuille. Le poste pourrait intéresser un actuel (ou diplômé équivalent) travaillant actuellement dans une Banque, chez un Agent de Change, ou dans un organisme parapublic, et qui souhaiterait apporter ses compétences et son esprit d'initiative à l'équipe dirigeante de cette société. Le salaire est ouvert et sera fonction de l'expérience du candidat. Adresser lettre manuscrite + CV + photo à ABB, 38 rue de Lisbonne 75008 Paris. (Discrétion assurée).

LMR.S. PARIS 14-

1° Pour son centre de Documentation, privation des fichiers professionnels, ouvert au public.

INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE (H ou F)

Pour développer son service documentaire, il ou elle devra allier à de bonnes connaissances scientifiques générales une solide expérience en sciences de l'information et la maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand. Il ou elle devra avoir un bon contact humain, savoir animer une équipe (10 personnes) et s'intégrer à un groupe. Formation post-BTS : diplôme d'ingénieur ou universitaire, niveau équivalent.

2° Pour son Département Études générales.

ASSISTANT (E) D'ÉTUDES

Pour participer à la mise en place et à l'exploitation d'une banque de données fiscales. Cette offre s'adresse à des candidats ayant une bonne formation scientifique de base (niveau licence, maîtrise ou équivalent), le poste exige des qualités d'ordre, de rigueur et une faculté d'analyse développée. Des connaissances en informatique ou bureautique seraient très appréciées. Une expérience de quelques années en production ou étude serait appréciée.

Adresser C.V., préférences et photo à Monsieur SAUGIER, Chef du Personnel, LMR.S. 30, rue Clémenceau, 75008 PARIS CEDEX 14.

DANS LE CADRE DE LA CROQUISSEMENT MUNICIPALE DE TRAVAIL SOCIAL LA VILLE D'AILLAINVILLE-SUR-BOIS

6 ASSISTANTES SOCIALES D.E.

Travail individuel et collectif. Possibilité de logement à titre onéreux. Pour tous renseignements, M^{me} BOUCHARD, assistante sociale, 18, bd Fain-Faure, Env. candidats à la Mairie, service du personnel, centre administratif, 18, bd Fain-Faure 93600 AULNAY-SOUS-BOIS.

CREER SELON CONTESSE

c'est manier alchimie des mots, graphisme et typographie pour faire de l'annonce l'expression d'une différence.

Nous en parlons aussi sur un autre mode : 12 pages de BD pour vous faire sourire. Vous les recevrez sur un simple coup de fil au

296.14.00

CONTESSE PUBLICITE

LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

Excellentes opportunités pour Fiscalistes

Nous sommes un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux. Correspondant de Price Waterhouse. Pour faire face au développement de notre activité en France, nous recrutons de jeunes fiscalistes.

Les candidats de formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option Fiscalité) doivent justifier d'une solide expérience et avoir plusieurs années de pratique professionnelle au sein d'un cabinet et/ou en entreprise. Ils auront à effectuer des missions variées d'assistance et de conseil auprès des groupes français et internationaux.

Postes à responsabilités avec d'excellentes possibilités d'évolution de carrière. L'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant le réf. M 32506 à Rudolph von Raesfeldt TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

The Executive Group (France) Management

Responsable du Personnel

PARIS OUEST. Filiale d'un groupe international, notre Société est bien connue dans son domaine d'activité. Nous fabriquons et commercialisons des équipements complets destinés aux marchés de la distribution et de la conservation de produits périssables. 300 millions de CA, d'appréciables profits, 500 personnes, 2 établissements - nous sommes présents sur tous les continents. Membre du Comité de Direction, notre Responsable du Personnel sera particulièrement attentif au maintien de notre cohésion et à la permanence du dialogue social. Il gèrera les ressources humaines, conseillera les responsables opérationnels, supervisera l'administration courante et assurera les relations avec les partenaires sociaux. Il sera assisté dans sa fonction par le Chef du Personnel de l'Usine. De formation supérieure et/ou bénéficiant d'une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction, soit comme Chef de Service, soit comme Adjoint, un candidat de valeur est assuré de trouver dans notre entreprise et dans notre groupe d'intéressantes perspectives de carrière. La rémunération, motivante, sera fonction de ses aptitudes et de son expérience. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 407306 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LE FUTUR DE LA C.F.A.O. POUR DES INGENIEURS COMMERCIAUX D'AVENIR

Vous êtes un négociateur de très haut niveau mais vous ne voulez pas abandonner vos compétences techniques. Votre formation est celle d'un ingénieur avec une première expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique scientifique et industrielle. Vous êtes un homme de contact, très organisé et ayant le sens de l'action et de la décision. Vous pratiquez l'anglais et vous acceptez des déplacements en France et à l'étranger. Et, enfin, vous souhaitez vous sentir pleinement responsable de vous-même et de vos revenus.

CALMA SUD EUROPE est l'une des divisions du Groupe GENERAL ELECTRIC, spécialisée dans la conception et la commercialisation de systèmes interactifs de CAO/FAO. Avec 220 M \$ de ventes en 1983, 2000 collaborateurs et plus de 1900 installations opérationnelles dans le monde, CALMA est considéré comme l'un des trois grands de la CAO.

Si tel est votre cas, écrivez à :

Daniel PICARD
DIRECTION SUD EUROPE
G.E. CALMA
31, boulevard des Bouvets
92000 NANTERRE

THOMSON CGR BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

RESPONSABLES SYSTEMES PRODUITS RADIOLOGIQUES (X, ESE, ENST...)

Vous avez déjà assuré la conduite de projets complets et vous avez ainsi prouvé vos compétences dans les domaines associant l'électronique et l'informatique à la mécanique et à la physique. Nous vous proposons d'entrer dans une équipe qualifiée et d'élaborer avec elle de nouveaux produits sophistiqués à partir de sous-ensembles. Vous serez responsable de la définition du cahier des charges techniques et de la réalisation de ces projets jusqu'à leur phase finale. Adresser C.V., photo et prétentions à THOMSON CGR, Service du Personnel, 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Diriger et développer une usine

Le Groupe GENERAL FOODS a récemment racheté SICMA, société performante dans un créneau porteur de l'industrie alimentaire (35 personnes, 40 MF de C.A.). Le PDG recherche son bras droit pour diriger l'usine : presses à injection (plastique) et lignes automatisées de conditionnement, en deux équipes.

Le Groupe assure l'appui technique et financier de cette unité, qu'il a l'ambition de développer. L'ambiance est celle d'une PMI : dynamisme, polyvalence et pragmatisme indispensables ! Développement des moyens de production, entretien, approvisionnement, gestion, direction du personnel reposeront sur vous. L'anglais est nécessaire et la connaissance des techniques de l'injection est souhaitée. Lieu de travail : DOURDAN (50 km au Sud de Paris).

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence H/DDU/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

APCOREM



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ASSISTANT DE RECRUTEMENT

Vous serez chargé de participer aux actions de recrutement à tous les niveaux et de gérer les dossiers de mutations internes.

Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire serait appréciée.

Des possibilités d'évolution intéressantes sont offertes au sein du Groupe.

Lieu de travail : PARIS 11ème

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. 545 à Henry YVAN - Confédération Nationale du Crédit Mutuel 88, 90 rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel ILE DE FRANCE

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche, dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'organisation, un

Ingénieur méthodes génie logiciel

Il sera chargé, dans le cadre de l'assistance méthodologique aux équipes informatiques, de l'étude et de la promotion d'un atelier logiciel de développement. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure, très motivé par les problèmes de méthodologie, ayant une expérience de 4 à 5 ans dont 1 à 2 ans dans ce domaine ; une expérience complémentaire de chef de projet serait très appréciée. Lieu de travail : Paris. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73722/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS

Patron d'une Equipe Statistiques HF

Le patron d'une équipe statistique de bon niveau (ENSAE, Doctorat ou Maîtrise) étant muté dans une autre fonction, une entreprise du secteur tertiaire, leader dans son domaine d'activité, recherche son successeur. Responsable de la production des tableaux de bord, et des études ponctuelles, il contribue à la prise de décision de la Direction. Il participe à la définition du système d'information. Il mettra en place un infocentre. Il dispose pour ce faire, des outils informatiques appropriés (APL, ADI, IBM - PC). Une réelle aptitude à l'encadrement, une bonne capacité de communication et de contact à tous niveaux sont nécessaires pour réussir dans ce poste. Écrivez-nous, en précisant votre expérience et vos prétentions sous référence PES à Lévi Tourmay 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra. Discrétion absolue.

Société recherche
**TRADUCTEURS
TECHNIQUES**
de langue anglaise
spécialisés.
Spécialité aéronautique
Candidats : traitement de textes
appréciées. Ecr. s/réf. 4186 à
PUBLISCOPE JUNIOR
13, r. Royale, 75008 PARIS.
(ou transmettra).

**VENDEURS MICRO
INFORMATIQUE
ET TECHNICIENS**
Paris + Province
Tél. (1) 307-67-79
Résumé, excellent.

Service de soins infirmiers à
domicile 19^e arr^t cherché
INFIRMIÈRES D.E.
remplacement et poste stable
Tél. : 607-26-60.

Direction administrative
et comptable d'une société
de services recherche
**UN COMPTABLE
PRINCIPAL**

pour son service de comptabi-
lité générale, niveau probatoire
DECS, basé à VILLEJUIF (Val-
de-Marne). Envoyer lettre +
C.V. avec photo sous réf. 10610
à P. LICHOU S.A., B.P. 220,
75003 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

Et, public, rech. pour labo-
toire en région parisienne
BONJOUR (93)

**INGÉNIEUR
EN GÉOCHIMIE
ISOTOPIQUE HF**

pour datations carbone 14
et isotopes stables,
président DEA, maîtrise
ou diplôme équivalent
en rapport avec spécialisation
demandée.
Ecrire ORSTOM, 24, rue
Beyard, 75008 PARIS.

Paris Sud

NOTRE INSTITUT DE FORMATION
dispense un enseignement en gestion de personnel et délivre un diplôme
reconnu par l'Etat. Nous recherchons des

Intervenants

susceptibles de renforcer l'équipe pédagogique déjà
en place, afin de préparer des adultes à la fonction
Personnel.

Ces animateurs, qui doivent déjà exercer des fonc-
tions comme praticiens en entreprise, se verront
confier dans notre institut des
missions de vacataires.



Merci d'adresser votre candidature (LM + CV + photo) sous réf. 240 LM
à : Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.

Guy Postel

Vendre la technologie française

Cette filiale d'un puissant groupe industriel diffuse dans le monde entier des systèmes techniques de grande réputation. Poursuivant son expansion, elle cherche aujourd'hui un

NEGOCIATEUR INTERNATIONAL

De formation supérieure, possédant une première expérience professionnelle, travaillant couramment en anglais et disponible pour voyager près de la moitié de son temps. Le tempérament d'homme d'affaires autonome sera apprécié plus que la spécificité de la formation ou de l'expérience.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406215 LM (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Créez notre fonction contentieux

Filiale d'un important groupe anglais, notre société (CA 130 millions de francs, 250 personnes), est en expansion sur le marché français des prestations de service pour l'audiovisuel.

Notre Directeur Financier offre aujourd'hui à un «Credit Manager» la mission suivante :

- définir et appliquer la politique de crédits clients, en informant les responsables commerciaux des règlements des contrats, en participant à la signature de nouveaux contrats et à la détermination des conditions de paiement,
- améliorer les délais de recouvrement en harmonisant les procédures et les méthodes,
- réduire les impayés, en décidant des actions à mener, avec le concours éventuel de sociétés extérieures (Informations financières, recouvrement).

A 30 ans, votre formation juridique et votre expérience du recouvrement vous permettent de prendre la responsabilité du contentieux d'une entreprise dans laquelle cette fonction est déterminante pour l'ensemble des actions commerciales.

COFOR étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous références 929/2794



Tour Fiat-Cedex 16-92084 Paris la Défense

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



GLAENZER SPICER

Société Française (2000 personnes, 1 milliard de francs de CA), Filiale d'un important groupe mécanique international représentant 75 % du marché des équipements de transmission pour véhicules.

ST-GERMAIN-EN-LAYE. Notre centre informatique équipé d'un IBM 4341/2 (DOS/VSE, CICS, DL1) est relié à nos 5 unités de production en France.

Nos projets (terminer la mise en place d'un système de gestion de production, développer de nouvelles applications DB/DC) nous conduisent à créer 2 nouveaux postes :

CHEF DE PROJET

Directement rattaché au Responsable des Etudes, vous serez chargé de conduire les projets concernant la gestion administrative, financière et commerciale.

En contact avec les utilisateurs pour l'élaboration des cahiers des charges et la conception des analyses fonctionnelles, vous animerez l'équipe chargée des réalisations.

De formation supérieure (école d'ingénieurs MAGB), vous possédez grâce à une expérience de 3 ans environ les compétences techniques et humaines nécessaires pour réussir dans ce poste évolutif (connaissance d'IBM 4341 sous CICS et un SGBD, aisance dans les relations utilisateurs, qualités d'animateur et de pédagogue) 200.000F.

ANALYSTE ORGANIQUE
GESTION DE PRODUCTION

Vous participerez principalement au développement lié à la gestion de production dans une optique DB/DC en utilisant des outils tels qu'ARJANE et MANTIS.

Cette fonction vous permettra de vous familiariser avec notre système de traitement et de vous confirmer dans la pratique de DL1.

Ce poste conviendrait à un candidat souhaitant valoriser une première expérience (2 ans) acquise de préférence sur IBM 4341 sous CICS DL1 après une formation supérieure (DUT informatique) 150.000F.

La candidature pour l'un ou l'autre poste est à adresser à la Direction du Personnel
10, rue Jean-Pierre Timbaud - 76300 POISSY

Négociateur de crédit-export

La CNCA renforce la direction du commerce extérieur et souhaite engager un négociateur, diplômé de l'enseignement supérieur, pour qui le crédit acheteur à moyen et long terme n'a plus de secret. La connaissance de l'anglais est bien sûr indispensable, celle des marchés agro-alimentaires serait un atout supplémentaire.

Vous qui êtes familiarisé aux techniques des crédits commerciaux à l'exportation, depuis cinq ans dans une grande banque française ou étrangère orientée vers l'international, cette possibilité de faire évoluer votre carrière peut vous intéresser.

Prenez rapidement contact avec les consultants du Cabinet CLEAS sous référence 8448 LM. Votre candidature sera examinée en toute confidentialité.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

Constructeur Informatique

recherche des

Chefs de Produits Formation

Domaines d'intervention :
• Langage de gestion transactionnelle (COBOL ou PASCAL) • Applications bureautiques
2 postes sont à pourvoir

Missions : • Définir la stratégie globale de formation dans l'un des domaines précités • Elaborer les spécifications de cours • Vérifier l'adéquation de l'offre formation du service, vis-à-vis de nos utilisateurs en termes de qualité et quantité • Réaliser les premiers stages sur les produits

Profil :
• Ingénieurs de formation • Techniquement expérimentés • Hommes de contact, capables d'allier diplomatie et force de caractère • Motivés par l'animation de séminaires
Pratique de la langue anglaise indispensable.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 4569 M. Celui-ci sera traité confidentiellement. Gilles Cornabé - 69 rue de Provence 75009 PARIS. (qui transmettra)

L'un de nos centres d'études situé en Banlieue Sud emploie 600 personnes et conçoit des systèmes destinés au monde entier. Pour nos systèmes télésurveillance de haute sécurité et nos activités militaires, nous souhaitons renforcer nos équipes d'études en intégrant plusieurs INFORMATIENS de haut niveau pour :

Développer des logiciels contrôle commande

un challenge pour des ingénieurs à fort potentiel

Au sein de petites équipes vous dirigerez l'élaboration de logiciels de base (génération de programmes) ou d'application industrielle de très haute fiabilité (temps réel).

De formation supérieure, type ingénieur, vous pouvez justifier d'une expérience réussie en logiciels scientifiques ou en process, et surtout vous aimez vendre votre projet et vos idées.

Merci d'envoyer votre candidature sous la référence 96598 à

CONTESSÉ PUBLICITE - 30, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche pour son établissement sis en proche BANLIEUE NORD-OUEST

CADRE FONCTION PERSONNEL

ADJOINT DU CHEF DU PERSONNEL pour l'ensemble de la fonction, il se verra plus particulièrement confier des tâches opérationnelles dans le domaine de l'EMPLOI, de la FORMATION et de la GESTION DES CARRIÈRES.

La candidate de formation supérieure (école de gestion, maîtrise de droit...), éventuellement technique, âgée de 25 ans minimum devra de préférence pouvoir justifier d'une expérience antérieure dans le domaine emploi formation.

Adressez C.V., photo et prétentions ss réf. 35511 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

SERVICE CENTRAL ACHATS

recherche

ACHETEUR TRES CONFIRME

Ce poste polyvalent (matériels mécaniques, électriques, électroniques...) débouchera rapidement sur des responsabilités à part entière, en relation étroite avec les services décentralisés. Il laissera une large place à l'esprit d'initiative et de progrès dans l'évolution de la fonction achat.

Préférence sera donnée aux candidats :
• de formation INGÉNIEUR
• d'expérience MARKETING ACHATS

Anglais indispensable.



Merci d'adresser C.V. + prétentions ss réf. CM CSEE, Service Emploi et développement 17, Place Étienne Perret 75738 PARIS Cedex 15.



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche pour son département contrôle de gestion

ASSISTANT CONTRÔLEUR GESTION HF

- Il est chargé d'effectuer le suivi et le contrôle des budgets publicités promotion et investissements.
- Il participe à l'élaboration du budget annuel, de sa révision et des plans à long terme.
- Il a une activité de reporting tant au niveau du Chef de Département CONTRÔLE DE GESTION, qu'au niveau de la société mère en Hollande.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce ou équivalent, pouvant justifier d'une expérience d'une à deux années dans un domaine similaire. La connaissance de l'anglais est exigée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, + photo et prétentions à M^{me} BULLIAU DOUVE EGBERTS FRANCE Tour Gallieni II - 36, av. Gallieni 93175 BAGNOLET Cédex

UN (E) ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

Celui sera chargé (e) de la planification des moyens et de la gestion du personnel immobilier. Le titulaire sera avant tout un économiste d'entreprise connaissant très bien la vie associative.

Formation : Études supérieures de commerce ou de gestion. Lieu de travail : Paris.

Entre sous le n° T 086.830 M REGE-PRESSE 7, rue de Montmouley, Paris-7^e.

Organisateur manifestations secteur communication/médias nat. UN COURTIÈRE pour vente stands et espaces publicitaires. Env. C.V., photo et prétentions à MEDACOM, 4, avenue Danton 92100 BOULOGNE.

Ch. auxiliaire de vin, vigneron, si poss. cruchonier, engagé pour 1 an, durée indéterminée 6 mois PARIS. 223-94-34.



DIALOGUER SELON CONTESSÉ

c'est savoir écouter pour identifier les besoins et savoir suggérer les moyens de la communication sociale.

Nous en parlons aussi sur un autre mode : 12 pages de BD pour vous faire sourire. Vous les recevrez sur un simple coup de fil au

296.14.00

CONTESSÉ PUBLICITE

LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

Gérer les risques d'un important groupe de distribution

Cette mission qui s'inscrit dans une structure légère mais aux méthodes de gestion très performantes, s'adresse à un(e) jeune diplômé(e) d'études supérieures (Droit, Sciences-Eco, Ecole de Commerce...), si possible spécialisé(e) en ASSURANCE. Une expérience de 1 à 2 ans chez un courtier ou dans une fonction similaire sera appréciée mais un(e) débutant(e) sera accepté(e). Evolution rapide et responsabilités pour candidat(e) de valeur.

Poste à pourvoir en REGION PARISIENNE.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 1275 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Jeunes diplômés

INGENIEURS DE MAINTENANCE
Une Technologie de Haut Niveau.

La compétence de nos ingénieurs techniques de maintenance assure la satisfaction de nos clients en les faisant profiter de notre expérience. Aujourd'hui nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Vous interviendrez sur des logiciels d'exploitation très performants, des matériels mettant en application les technologies les plus récentes dans le contexte de réseaux de systèmes complexes.

Vous avez déjà une formation technique solide (école d'ingénieurs...) et une bonne maîtrise de l'anglais.

Notre formation constructeur, débutant en Septembre, vous permettra d'acquies des connaissances spécifiques.

Intégrés rapidement dans nos unités opérationnelles à Paris ou en Province, vous exercerez votre métier et bénéficierez d'une formation continue qui vous permettra d'évoluer avec nos produits.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et CV sous réf. 271 M à :

Gérard Pouey - Cii Honeywell Bull
PC 5G128 - 94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE Section d'études et de fabrications des télécommunications



Nous sommes un établissement de 600 personnes appartenant au Ministère de la Défense, nous avons pour mission de piloter auprès de grands industriels sous-traitants les études et la réalisation d'équipements et de systèmes électroniques de haut-niveau.

Nous souhaitons accueillir plusieurs :

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

Votre mission est d'assurer la conduite et la réalisation des affaires dont vous avez la charge complète :

- définition des caractéristiques techniques des matériels en fonction des besoins exprimés,
- préparation et lancement de consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés,
- animation et coordination des travaux,
- organisation, suivi et analyse des résultats d'essai en laboratoire, sur le terrain...

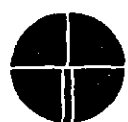
Vous apprécierez la variété dans le travail et les contacts de haut niveau, vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative, vous pensez que piloter des projets dans des secteurs de pointe constitue un tremplin pour votre carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8437 M, à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement

19 rue Yves du Manoir 92420 Vaucresson. Tél. 741.79.19.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

Réaliser et diriger notre informatique de demain... ... un challenge pour notre futur responsable

Nous sommes une société industrielle leader sur le marché mondial dans sa spécialité (C.A. : 500 MF dont 80 % réalisés à l'exportation, 280 p.), filiale d'un grand Groupe français international. Pour poursuivre notre expansion, nous recherchons, pour notre siège social situé dans la proche banlieue Ouest de Paris, un informaticien doté d'une solide expérience de la conduite de projets.

Au-delà de l'existant, vous aurez pour missions prioritaires :

- de prendre en charge l'informatique de notre Société,
- de participer aux choix définitifs de notre nouveau plan informatique,
- de proposer et de mettre en œuvre, avec votre équipe et les utilisateurs, des solutions nécessaires à sa réalisation,
- d'assurer le développement pour mettre en place un système d'information et de communication performant appuyé sur un réseau européen.

Vous êtes ouvert aux méthodes et technologies nouvelles, possédez des qualités certaines de « manager » et d'homme de terrain, et souhaitez intégrer une société qui offre des opportunités de carrière au sein d'un grand Groupe international. La pratique de l'anglais est un plus.

Merci d'adresser votre dossier (lettre man. + C.V. + photo) sous réf. R/C/S/L/M à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

C.T.I. ingénieur système/réseau, devenez C.E.P. responsable des moyens techniques

LE CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS réajuste son réseau de terminaux (financiers, GAB...) et monte la puissance de son site central à 7 MIPS pour accompagner la refonte de ses applications autour de CICS, VSAM et d'un SGBD.

Vous créez la fonction, animez trois groupes techniques (15 p.) et orchestrez la montée en puissance des matériels, comme l'extension du réseau (440 terminaux et bientôt TÉLÉTEL) tout en jouant votre rôle de conseil auprès des études et de la production.

INGÉNIEUR de formation, vous avez acquis en sept ans ou plus une solide compétence sur MVS d'abord, sur SNA et son environnement ensuite, tout en ayant su progresser de la maîtrise des techniques au management des hommes.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4481 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(740 personnes - C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

ingénieurs informaticiens

débuteurs ou ayant quelques années d'expérience.

POSTES A POURVOIR :

- développement de logiciel,
- conduite de projets.

DOMAINES :

- TELECOMMUNICATIONS,
- TELEPHONIE,
- RESEAUX DE DONNEES,
- TELEMATIQUE,
- MICROINFORMATIQUE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2051 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicité Réunion

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS.

Concepteur, maître d'œuvre et réalisateur :

- de réseaux de transmission de données :

1^{er} fournisseur mondial de réseaux publics :

Transpac...

- de grands systèmes télématiques :

annuaire électronique...

- de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.

Une implantation nationale et internationale :

1.200 personnes; chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche

JEUNES INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

désirant acquérir compétence informatique.

Ces ingénieurs dans une première phase installeront et mettront en service, en France, les réseaux de données et les systèmes télématiques développés par la société.

Envoyer C.V. et prétentions

SES, 30 Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX.

Préciser réf. sur enveloppe : 09 LM

SES

Collecter et prospecter en Ile-de-France

L'un des premiers constructeurs de logements sociaux d'Ile-de-France cherche pour son C.I.L. un

RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Vous serez d'une part chargé des relations avec les entreprises (1^{er} logement), et d'autre part de la prospection du marché des constructeurs sociaux (S.A. HLM - Office d'H.L.M.), afin d'augmenter le parc en réservation de logements du groupe.

Vous avez une bonne expérience de l'immobilier social, et possédez une solide expérience de collecteur.

Vous pouvez maintenant rejoindre un groupe très dynamique, en plein développement où les possibilités de carrière sont nombreuses.

Poste basé à PARIS.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 407 222 LM (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

son responsable du personnel et des affaires sociales

Basé au Siège parisien et rattaché au Secrétaire Général il collaborera étroitement à la définition de la politique sociale de la société, et sera chargé d'en assurer la mise en œuvre et le suivi. (réf. 30 001)

le responsable social du sud-ouest

Basé à Toulouse ou Bordeaux, dépendant fonctionnellement du Responsable Social de la société, il sera chargé d'assister les Directeurs Régionaux de ce secteur (8 agences, 400 p) dans la gestion quotidienne du personnel. (réf. 30 002)

Pour ces deux postes, outre les qualités de contact, organisation et rigueur, une solide connaissance et expérience de la législation et des réglementations sociales routières sont absolument impératives.

Envoyez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à notre conseil. Daphné Samson, 32 rue de Sablonville, 92200 Neuilly sur Seine.

daphné samson

Comptable branche gestion

Un groupe puissant, spécialisé dans la fabrication et la distribution de peinture, outillage, revêtement de sols et murs recherche pour sa Direction Régionale Ile-de-France son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Au-delà des tâches comptables traditionnelles (comptabilité générale, analytique, reporting...), il assure la mise en place et le suivi de nouvelles procédures, d'un nouveau programme informatique et conseille la Direction Régionale pour toutes les prises de décision en matière de gestion.

Il encadre une équipe d'une dizaine de personnes. Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (DECG, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), il a acquis une expérience similaire et souhaite aujourd'hui occuper une fonction d'initiative et de responsabilité.

La réussite à ce poste implique de réelles qualités de gestionnaire et assure des perspectives de carrière très stimulantes.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 407 225 LM (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

COLGATE-PALMOLIVE

(CA 3 milliards de francs) principale filiale d'un groupe international leader sur plusieurs marchés de produits d'hygiène et d'entretien recherche pour son Siège Social de Courbevoie-La Défense

Assistant commercial

- Vous voulez valoriser votre formation supérieure commerciale,
- Vous avez des qualités de rigueur, l'esprit de synthèse, un excellent contact et de bonnes capacités rédactionnelles,
- Vous êtes attiré par un métier vivant, en contact avec le terrain et comportant des déplacements.

Nous vous confierons, au sein de notre Département Ventes, une fonction « charnière » entre l'équipe de vente et les différents services du Siège (Marketing, Informatique...).

Votre potentiel vous permettra d'évoluer rapidement au sein de la fonction commerciale de notre entreprise.

Adresser dossier de candidature, sous réf. 9/7 M, à Colgate Palmolive, Service Emploi et Carrières, 55 Bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cedex.

LE CARNET DU Monde

ÉTÉ

Naissances

Le vicomte Hervé BESANCENOT et la vicomtesse, née princesse Isabelle de MERODE, Frédéric et Mélanie, ont la joie de faire part de la naissance de :

Guillaume,

le 23 juin 1984.

26, rue Ronsard,

— Gail, Florine et Philémon ont la joie d'annoncer que leur petit frère :

Antoine,

est né le 11 juin 1984, à Bruxelles.

Ses parents, Gilles et Annie,

Ses grands-parents, M. et M^{me} Georges LEBLANC, M. et M^{me} René STRECKENDRUP, partagent leur joie.

— Claire et Françoise RIVIER,

Nicolas et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Benjamin,

Paris, le 1^{er} juillet 1984.

49, rue Baraillat, 75013 Paris.

— Pierre et Catherine SOUDRE-CELLARD,

La famille Soudre, ont la joie de faire part de la naissance de :

Jordane,

petite sœur d'Ophélie, le 1^{er} juin 1984.

7, rue Edmond-Roger,

75015 Paris.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de :

M. R. A. DENT,

fil de M. et M^{me} Ron Dent, de Warrenton, Victoria (Australie),

et de M^{me} Christine F. FRYER, fille de M. et M^{me} Dennis Fryer, de Maryborough, Victoria (Australie).

Mariages

— Catherine GOUSS et Jérôme CLER,

sont heureux de faire part de leur mariage, béni le 1^{er} juillet 1984.

— Sa sœur, ses parents, ses confrères,

ses nombreux amis, ses malades, "Tous ceux qui l'aiment, tous ceux qu'il aime",

Roger-Louis DILLER CLARAC,

docteur en médecine.

L'inhumation aura lieu à Saint-Jean-de-Verges.

Levee du corps le mardi 10 juillet 1984, à 9 h 45 précises, Institut médico-légal, quai de la Rapée, à Paris-12.

Messe des funérailles, à 10 h 30,

église Saint-Amand des Champs, 66, avenue Ledru-Rollin, à Paris-12.

— M. et M^{me} Georges Jonet

et leur fille Rosine, M. Robert Cohen, M^{me} Claudine Cohen,

ont la tristesse de faire part du décès de :

M^{me} Elie COHEN,

née Raymondine MÉRIS,

survécant le 2 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Nos condoléances, l'effort d'une

réunion sur les inscriptions du "Carnet du Monde", sont priées de joindre à leur envoi de texte une des dernières

éditions pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de :

docteur Moshe FELDENKRAIS, docteur en sciences physiques, fondateur du Judo Club de France, fondateur de la méthode Feldenkrais,

survécant le 1^{er} juillet 1984, à Tel-Aviv.

De la part de : La famille Myriam Pfeiffer Et ses nombreux élèves.

— M^{me} Pierre-Elie JACQUOT, Le général (CR),

et M^{me} Léon George, Bartrand et Philippe George, M^{me} Louise Bourgeois, née Maniet, ont la douleur de faire part du décès de :

général d'armée (CR) Pierre-Elie JACQUOT, grand-croix de la Légion d'honneur,

survécant le 29 juin 1984 à Vincennes (Vosges), à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet à Vincennes.

— M^{me} Albert PIRA, ses enfants, sa petite-fille, Et ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de :

M. Albert PIRA,

survécant le 5 juillet 1984, dans sa soixante-troisième année.

La levée du corps aura lieu le 9 juillet, à 16 heures, au funérarium de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée du Magnot, 77210 Avon.

— Les familles Rochin, Moisson, Rollet, Biguet, Chastres,

ont la douleur de faire part du décès de :

M. Théodore ROCHKO, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survécant le 6 juillet 1984, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 11 juillet, à 16 heures, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, à Paris-13^e.

— Nicole Chaperon et Jacques Salles, ses parents,

Antoine Salles, son frère, ont la douleur de faire part du décès de :

Nicolas SALLES,

survécant le 30 juin 1984, à l'âge de trois ans, de :

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité, en l'église Saint-Sulpice à Paris, le mercredi 11 juillet, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trivaux à Meudon.

23, rue du Père-Corantin, 75014 Paris.

— M^{me} Hélène Kozłowski, profondément touchée des nombreux témoignages de sympathie et d'estime exprimés par ses amis, par les personnes liées et par les organisations à la suite du décès de son époux,

Ch. KOZŁOWSKI, chevalier de l'Ordre national du Mérite, secrétaire national du MRAP,

survécant le 12 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu le 12 juin 1984.

— M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} Jacques Speter-Ravine et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

AU SOMMAIRE DES REVUES

La liberté est une femme

« Femmes et Libertés » s'inscrit en surimpression, rouge sur cheveux blonds, sur la couverture d'Hommes et Libertés, journal de la Ligue des droits de l'homme, dont le président, soucieux malgré lui, initiale sa propre déclaration : « Droits de l'homme pour les femmes ». Elles n'en demandent pas tant. Ou bien, beaucoup plus.

Au cours d'un entretien, le président de la République répond clairement à des questions parfois doucement insistantes : Madeleine Rebérioux évoque l'histoire historique, et Simone de Beauvoir l'histoire contemporaine. Les formes les plus criantes de discrimination, d'exploitation, d'asservissement sont passées en revue dans ce numéro. Sans oublier l'exclusion, hier encore sujet tabou. Benoît Groult se félicite à bon droit de ce qu'on « envisage » de déclarer ces mutilations illégales sur le territoire français. Alors qu'elles sont actuellement légalisées par la loi fait qu'on les pratique (assez en plus, bien entendu) dans nos hôpitaux publics. (Numéro spécial, 20 francs, 27 rue Jean-Dolent, 75014 Paris).

Deux femmes exposent avec courage — et une grande précision, — dans les Temps modernes, la forme la plus odieuse et cruelle d'atteintes aux « droits de la femme » dans son droit le plus naturel. Il s'agit du rapt par la force des enfants d'un couple. M^{me} Louis et Martine Muller se limitent aux enfants franco-magrébins parce qu'ils représentent à eux seuls les trois quarts de ces enlèvements. Cette réalité est peu connue, et on ne parait pas soupçonner qu'elle soit. Conspiration du silence qui vient de troubler « Un bateau pour Alger ». Cinq femmes devaient donc, en désespoir de cause, aller sur place réclamer leurs enfants — et beaucoup d'autres, puisqu'on chiffre à dix mille les enfants enlevés et retenus. En somme, une manifestation de « folles de la place de Mai », en beaucoup moins tragique pour les disparus, mais non pas pour elles-mêmes. Le gouvernement français a réussi à dissuader les organisateurs ; non les femmes qui n'ont pas été consultées, et expriment avec véhémence leur désaccord. Dérision : le bateau se nomme Liberty. On argue de la vérité de l'entreprise, qui ne peut que gêner les démarches officielles. Sur ce dernier point, le témoignage apporté par les Temps modernes est entièrement négatif. La première objection est mieux fondée : qu'attendre d'une manifestation « provocatrice », puisque les auteurs des enlèvements sont à l'abri de leur propre loi ? Dans toute société intégralement patriarcale, l'enfant est la propriété du père ; la femme aussi, du reste. Celles encore libres et libérées (il y a quelques mères algériennes parmi les Françaises) doivent le savoir, et en tenir compte avant de s'engager. Elles risquent de devenir les victimes des « relations interraciales ». Mais les autres victimes, plus oubliées encore, objets au sens plein de ces pratiques, ce sont les enfants eux-mêmes, « des enfants libéraux », en réalité dotés de deux nationalités incompatibles. Le sous-titre de l'article

est explicite : « L'intérêt des Etats contre le droit des personnes ». Il est vrai que ce n'est pas à une exception, mais l'état de fait et même de « droit » le plus répandu dans le monde. (Juin, 41 F, 22, rue de Condé, Paris-9^e).

Conciliabule, revue internationale de théologie, consacre un numéro à la « révolution sexuelle ». Pour s'en tenir plus précisément à notre propos, on s'arrêtera à l'étude de Susan Hanks qui s'est spécialisée dans la « violence domestique », laquelle s'exerce surtout envers et contre les femmes. « Phénomène vieux comme le monde » que la « révolution » n'a certes pas abolie. Elle en a même multiplié les formes. Il va sans dire que la violence majeure est le viol. L'auteur en évoque les formes les plus diverses, et qu'on ignore, puisque le viol est défini comme « rapport sexuel forcé avec une femme qui n'est pas l'épouse du perpétrateur (sic) ». Bref, on ne pourra parler de révolution sexuelle que lorsque toute forme de violence envers les femmes aura disparu. Ce n'est pas pour demain. (N° 193, 50 F, Beauchesne éd., 72, rue des Saints-Pères, 7^e).

Le dernier des Cahiers internationaux de sociologie nous invite au voyage à travers « le sud » : de Chine en Inde, de l'Amérique du Sud au Japon, du Maghreb à Abidjan. Cette ville est spécifique de la libération sexuelle et du libre-échange (un « marché du plaisir ») qui lui sont naturels, et ne furent freinés que par le « moralisme américain » (moins sans doute celui des colons que celui des Églises). Pourtant, Claudine Vidal constate que les « manières de Blancs », qu'elle traduit « conduites érotiques européennes », sont considérées « comme l'excellence même ».

Pertout, dans ce tour du monde sexuel, l'appropriation de la femme et son aliénation sont de règle ; elles sont examinées avec une parfaite objectivité sociologique, sans dérive morale ou sentimentale. Toutefois, le sein de cette débauche de « sexualité », on a la surprise de voir paraître des expressions aussi peu scientifiques et aussi démodées que « intimité amoureuse », « éthique », et même « spiritualité » : c'est au chapitre de la prostitution, comme forme de « socialité » (M. Maffessoli). Référence à Baudelaire : « Aussi tout amour est-il prostitution. » Et puis, même si on entend la prostitution dans son sens le plus commun, elle peut être regardée par les femmes comme une liberté, dans le cas — rare — où elles exploitent librement leur fonds, exploitant l'homme, sans se laisser exploiter par lui. (Vol. LXXVI, numéro spécial, 60 F, FPUF éd.).

YVES FLORENNE.

● PS — L'article de Michèle Levan sur Simone de Beauvoir et le féminisme a paru dans la revue Etudes (14, rue d'Assas), Sommaires du 14 juin.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3749

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Changent de genre en devenant grosses. — II. Fine fleur. Logement pour bœuf. — III. Danger en mer ou protection sur terre. Dans un raisonnement cartésien. — IV. N'a jamais le vertige. Des jumeaux épousant des jumelles. — V. Toir, costeur ou détour. — VI. Saint normand. Où la croix est intimement liée à la bannière. — VII. Matériellement ferré, il ne l'est pas du tout spirituellement. Lutin. — VIII. Repas d'adieu. Note. — IX. Frappe d'interdiction. Fait la tête et rebrousse les épaules. — X. Se contente parfois de restes. Douce chanson ou prélude au violon. — XI. Même le plus courageux des pandores s'abrite derrière lui.

VERTICALEMENT

1. Moins que quiconque, il n'est censé ignorer la loi. — 2. Cause d'une apostrophe devant l'altération. Lieu de rendez-vous de porteurs de cornes. — 3. Ignore le fixe et le fixe. Boursier. — 4. Centre de formation où le stage n'exclut généralement pas trois trimestres. Station bretonne. — 5. Personnel. Reçoit beaucoup de déclarations qui ne sont pas toujours sincères. — 6. Roi plus ou moins brillant jadis ou sujet plutôt triste de nos jours. Il serait vain d'y chercher midi à quatorze heures. — 7. On a mal digéré sa piquette, mais sa sauce est toujours appréciée. Début d'aventure où un brave veut y trouver sa fin. — 8. Frères créateurs. Bricole. — 9. Force de frappe opérant sur les arrières du corps. Répondit favorablement à la demande d'un candidat.

Solution du problème n° 3748

Horizontalement
I. Sauve-qui-peut. Es. — II. Banque. En. Opte. — III. Ré. Esc. Pi. Vieux. — IV. Art. Attente. Ria. — V. Ultimeur. — VI. Lirai. In. Abrège. — VII. Acon. Tu. Ion. — VIII. Las. Noir. Lait. — IX. Nipa. Chef. Hat. — X. Anbèle. Semeur. — XI. Ca ira. G. G. — XII. Lettres. Bébé. — XIII. Inertie. Isolé. — XIV. Fi! Envieux. Nul. — XV. Sagesse. Rédite.

Verticalement
1. Sécail. Inactifs. — 2. Ancr. Inanie. Nis. — 3. Un. Turcophile. — 4. Vue. Lac. Aér. — 5. Equation. Latex. — 6. Quête. Noco. Tins. — 7. UE. Tri. Il. Grève. — 8. Peintres. — 9. Peine. Osier. — 10. En. Tua. Se. Sec. — 11. Verbiage. Boite. — 12. Toi. Roi. Miel. — 13. Pervanche. Béni. — 14. Etai. Aug. Ut. — 15. Sexagénaire. Blé.

GUY BROUTY.

mélange blond

MS
KING SIZE

STERN
GRAVEY
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 506.86.45

(Publicité)

Fabricant cherche
IMPORTATEUR GÉNÉRAL

pour le seul appareil d'alarme
avec système de sécurité patenté,
portant la marque « GS » (sécurité totale).

Il n'existe dans toute l'Europe aucun
appareil capable de constituer la sécurité
comme celle-ci ne peut être améliorée.

Avez-vous une bonne infrastructure
dans le cadre de votre entreprise ?

Disposez-vous des capitaux nécessaires
pour une introduction optimale d'un
modèle sur votre marché ?

Nous sommes jeunes, dynamiques, capables.
Croyez-vous que votre place
est parmi nous ?

Les entreprises ou personnes, qui se
sont en mesure de réaliser une telle
sécurité sont invitées d'envoyer une
carte postale sous le chiffre M-337 à
Bucher Annuaire, Zücherstrasse 16,
CH-8002 Zurich.

DU TONUS POUR VOTRE ARGENT!

75%
exonérés d'impôts

NOUVEAU PLAFOND!
LIVRET A : 68.000 F
CODEVI : 10.000 F
78.000 F

Caisse
d'Epargne
Eureuil

Centre d'information Eureuil
522.95.00
13, place du Havre 75008 PARIS

ÉTÉ

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 juillet à 0 heure et le mardi 10 juillet à 24 heures.

Entre les hautes pressions d'Europe centrale et la zone dépressionnaire du proche-Atlantique, des masses d'air chaud et instable circulent sur la France dans un flux de sud-sud-ouest.

Mardi matin, un temps doux, brumeux et souvent nuageux prédominera sur le pays, quelques ondées orageuses résiduelles seront parfois observées sur le Nord-Est, par contre, le ciel sera bien dégagé des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central et des Alpes à la Méditerranée, malgré quelques nuages bas près des côtes. Au cours de la journée, une zone pluvio-orageuse active atteindra les régions du Sud-Ouest au Massif Central; cette zone s'étendra le soir en direction de la Bourgogne et du Nord-Est où des pluies orageuses se produiront.

De la Bretagne à la Normandie et au Nord, on observera un temps variable avec quelques passages d'averses.

Le beau temps chaud et ensoleillé se maintiendra près de la Méditerranée où le risque de foyers orageux d'évolution diurne reste très faible.

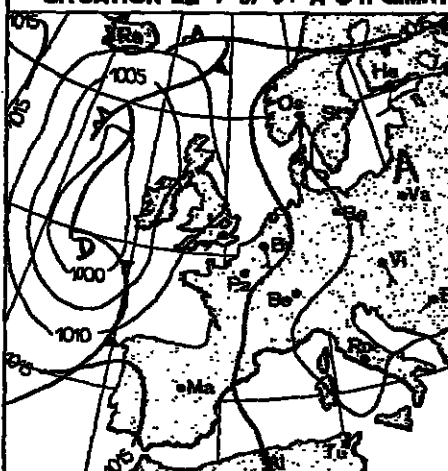
Les températures maximales seront encore souvent voisines de 28 à 30 degrés, excepté près des côtes du Nord-Ouest où elles accusent une baisse de 4 à 5 degrés. Le vent de sud-ouest à sud soufflera modérément; il se renforcera dans la vallée du Rhône.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 juillet à 8 heures, de 1012,87 millibars, soit 759,6 millibars de mercure.

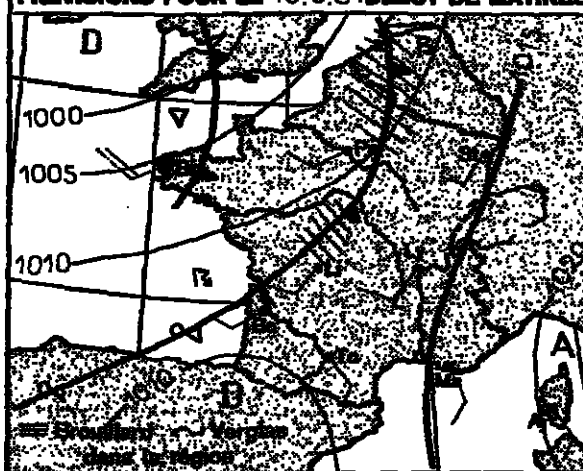
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juillet; le second, le minimum de la nuit du 8 juillet au 9 juillet): Ajaccio, 28 et 14 degrés; Biarritz, 24 et 18; Bordeaux, 26 et 17; Bourges, 30 et 16; Brest, 19 et 15; Caen, 31 et 15; Cherbourg, 25 et 13; Clermont-Ferrand, 31 et 16; Dijon, 29 et 14; Grenoble-St-M-H., 32 et 14; Grenoble-St-G., 28 et 15; Lille, 31 et 15; Lyon, 30 et 17; Marseille-Marignane, 27 et 18; Nancy, 31 et 16; Nantes, 23 et 14; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19; Paris-Montsouris, 32 et 19; Paris-Orly, 31 et 19; Pau, 30 et 18; Perpignan, 26 et 19; Rennes, 24 et 14; Strasbourg, 30 et 14; Tours, 29 et 14; Toulouse, 28 et 19; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 37 et 21 degrés; Amsterdam, 28 et 15; Berlin, 25 et 13; Bonn, 28 et 16;

SITUATION LE 9-07-84 A 0 h G.M.T.



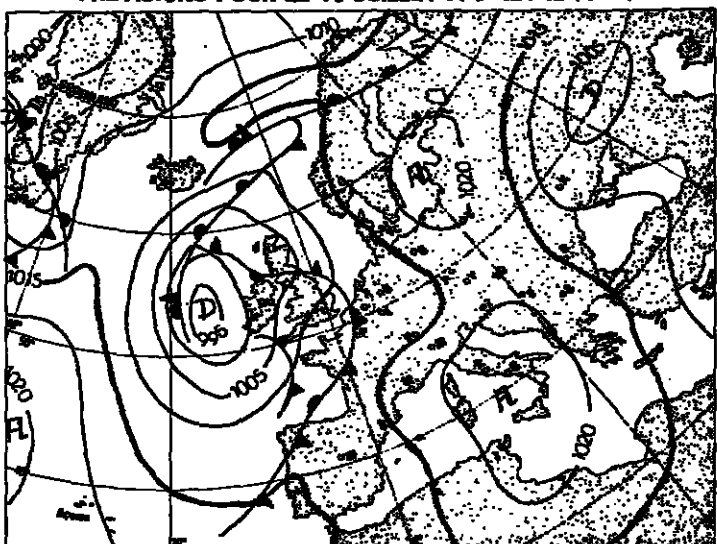
PRÉVISIONS POUR LE 10.6.84 DÉBUT DE MATINÉE



Bruxelles, 30 et 16; Le Caire, 31 et 19; Les Canaries, 26 et 23; Copenhague, 22 et 14; Dakar, 28 et 25; Djorba, 28 et 21; Genève, 30 et 14; Istanbul, 23 et 16; Jérusalem, 25 et 15; Lisbonne, 26 et 15; Londres, 32 et 15; Luxembourg, 29 et 17; Madrid, 35 et 15; Moscou, 23 et 10; Nairobi, 24 et 14; New-York, 21 et 20; Palma-de-Majorque, 35 et 17; Rio de Janeiro, 24 et 21; Rome, 27 et 19; Stockholm, 20 et 12; Téhéran, 38 et 22; Tunis, 30 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



LE TEMPS PAR TÉLÉPHONE. — On peut connaître les prévisions météorologiques en téléphonant aux numéros suivants: Paris et région parisienne: 555-91-90, Ile-de-France et Normandie: 555-95-90, France entière: 555-91-09. Massifs montagneux français: 551-82-30. Météo marine: 551-80-32.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 7 juillet:

UN DÉCRET

● Approuvant les statuts de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 8 juillet:

DES DÉCRETS

● Portant dissolution du conseil municipal de Champsevraine (Haute-Marne) et du conseil municipal de Saint-Germain-de-Longue-Chaume (Deux-Sèvres).

EN BREF

ANIMATION

«BŒUF» A LA VILLETTE. — Sous le nom de «Vile-Est 84», La Villette organisée sur le site (porte de Paris, à Paris), du lundi 23 au samedi 28 juillet, une semaine d'activités sur le thème «Arts et sciences». Dans une ambiance de fête, elle proposera — tout particulièrement aux jeunes — des ateliers, des animations et des spectacles à caractère scientifique et technique. Vingt-cinq ateliers seront ouverts de 10 h à 19 h pendant six jours. Des animateurs proposeront aux jeunes spectateurs et à leurs accompagnateurs des activités multiples, allant de la chimie amusante à la construction de microscopes, en passant par l'étude de la lumière, des couleurs et des sons, celle des trucs de cinéma, une initiation à la radio, l'informatique, la photo aérienne, etc. Des jeux, des rallyes, des spectacles seront organisés. On pourra se désaltérer et pique-niquer au «Café des Petits Débrouillards». Accès libre, cependant une participation minimale sera demandée pour certains ateliers. Les groupes souhaitant venir peuvent s'inscrire auprès de Marie-Laure Las Vergnes. Tél.: 240-27-28, poste 1711.

ASSURANCE

SYSTÈME CARTE «D». — Avec la collaboration de Mondial Assistance et de la DAS (groupe des

Mutuelles du Mans) une carte «multiservices» est lancée sur le marché. Pour 580 F par an, cette carte, qui a l'apparence d'une carte de crédit, offre une assistance aux véhicules en France et à l'étranger, avec une franchise de 0 km; une assistance aux personnes dans tous pays (médicale et à domicile). Cette assistance propose même la garde d'enfants pendant quarante huit heures en cas d'insuffisance ou de décès, et en cas d'incendie, explosion, vol, etc., la mise en place d'un vigile et l'hébergement si nécessaire. Enfin, carte D offre une protection financière (recherche de prêts, placements financiers) et juridique, avec recours aux tribunaux si une solution amiable n'a pu être dégagée, aussi bien devant les conseils de prud'hommes que devant les tribunaux civils, administratifs, ou les juridictions pénales.

★ Carte D, 7, rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris. Tél. 824-18-20 (+).

VIE QUOTIDIENNE

«FERMETURE ANNUELLE». — Pour connaître les commerces ouverts en juillet et août à Paris (boulangerie, boulangerie, charcuterie, crémeries, marchés, poissonneries, etc.), vous pouvez téléphoner à la préfecture de Paris, permanence «Opération vacances». Tél.: 277-15-50.

PARIS EN VISITES

MARDI 10 JUILLET

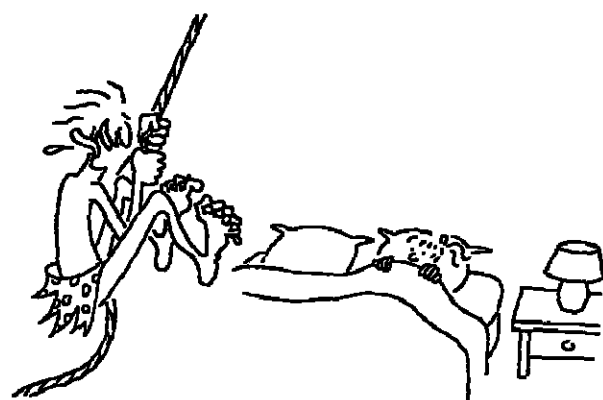
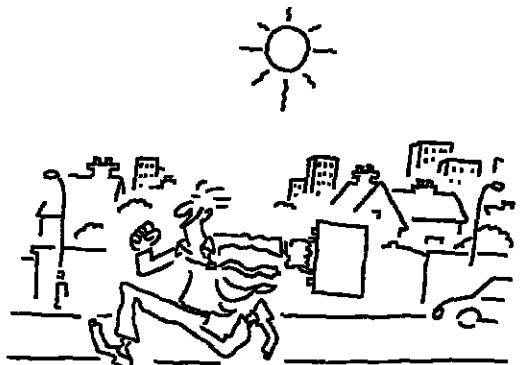
«La gare Saint-Lazare», 14 h 30, hall, devant le monument aux morts (Commissariat d'Ici et d'ailleurs).
«Rue du Bac», 15 heures, place Saint-Thomas-d'Aquin (M^{me} Ferrand).
«Le Marais», 15 heures, 28, rue Michel-Le Comte (M^{me} Hager).
«Le Palais de Justice», 14 h 30, métro Cité (M^{me} C. Lasserre).
«Les plus vieilles maisons de Paris», 15 heures, 21, rue des Archives (Paris Antiques).

MERCREDI 11 JUILLET

«Le Marais», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Arts et curiosités de Paris).
«Hôtel de Launay», 15 heures, métro Pont-Marie (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
«La Mosquée», 15 heures, entrée, (M^{me} C. Lasserre).
«Le Père-Lachaise», 15 heures, entrée, boulevard de Ménilmontant (Paris et son histoire).

Histoire d'Amour par konk

NOUS NOUS AMOONS PASSIONNÉMENT ET SE PLAIGNAIS BEAUCOUP CEUX QUI VIVAIENT ENSEMBLE SANS S'AIMER VRAIMENT.



TEST: L'AIMEZ VOUS ENCORE ?

QUAND VOUS PARTEZ TRAVAILLER ÊTES VOUS :

← PLUTÔT TRISTE ? PLUTÔT GAI ? →

QUAND VOUS REVENEZ DU TRAVAIL ÊTES VOUS :

← PLUTÔT GAI ? PLUTÔT TRISTE ? →

QUAND VOUS ÊTES SÉPARÉS ÊTES VOUS :

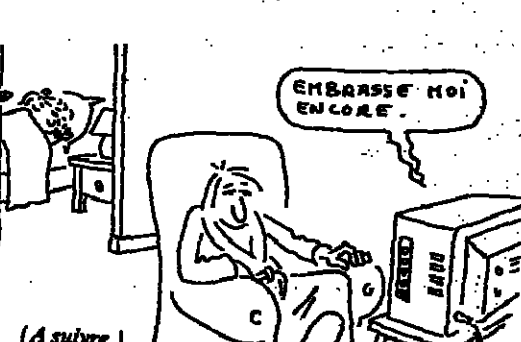
← PLUTÔT TRISTE ? PLUTÔT CONTENT ? →

QUAND ELLE EST AU LIT ÊTES VOUS :

← PLUTÔT PRESSE D'ALLER LA RÉCONCILER ? PLUTÔT PAS PRESSE ? →

SI VOUS VOUS RECONNAÎSSEZ DANS LA COLONNE DE DROITE ATTENTION !... VOUS NE L'AIMEZ PEUT ÊTRE PLUS.

Résumé: Il s'aime. Parfois le jalousie pointe son nez. Mais cela ne vaut-il pas mieux que l'usure du temps ? Quoiqu'il en soit, il est temps de faire un premier bilan.



Monde
signature des p
information ent

CONSEIL
Membres de la C
dans le pres

MARCHÉ INT
TAUX D

مركز التحليل

Le rétablissement de l'équilibre de la Sécurité sociale et la baisse des prélèvements obligatoires

Gagner quelques milliards sans réduire la protection sociale

JEAN-LOUIS THIS.

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR INTER

A la SETA:

● **Retour à la normale à Air Inter** — Le trafic de la compagnie Air Inter est redevenu normal, le 8 juillet, après la fin du mouvement de grève décidé le 4 juillet par les syndicats du personnel navigant. Les vols ont repris à l'heure normale. Un protocole d'accord a été signé entre la direction et les représentants (SNPL, SNOMAC et SNPNAC), à propos de la reprise de la formation de vingt-cinq pilotes par an environ. Un calendrier de négociations a été arrêté pour traiter les autres points en litige qui concernent les carrières, les qualifications et la formation des pilotes de la compagnie.

Les résultats sont les suivants :

- Personnel navigant technique : inscrits : 668 ; exprimés : 462 ; blancs ou nuls : 10. Côté exigence : Union des personnels navigant technique, autonome (SNPNTAC), 262 voix, un siège ; Avenir Transport, intérieur (autonome) : 200 voix, aucun siège.
- Personnel navigant commercial : inscrits : 1 068 ; exprimés : 445. Le SNPNC (Syndicat national du personnel navigant commercial, autonome) a obtenu 262 voix, un siège ; la compagnie a obtenu 183 voix, aucun siège.

	COURS DU JOUEUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS			
	+ han + haat		Rep. + no disp.		Rep. + no disp.		Rep. + no disp.			
\$E-U	8,760	8,710	-	35	-	15	-	470	-	360
\$Can	6,567	6,570	-	60	-	31	-	125	-	85
Ven (100)	3,595	3,595	-	100	-	100	-	100	-	100
DM	2,640	2,670	-	260	-	170	-	300	-	315
DM (100)	7,717	7,710	-	130	-	140	-	245	-	260
R£ (100)	15,140	15,123	-	8	-	65	-	1	-	115
L.S.	6,603	6,603	-	100	-	100	-	100	-	100
F (100)	13,637	13,607	-	27	-	150	-	130	-	290
			-	85	-	140	-	170	-	250
			-	137	-	250	-	457	-	660

[illegible]

8 ou 10 milliards en deux ans

Cela ne suffit peut-être pas pour supprimer le 1 %. Mais on croit possible au gouvernement et au ministère des affaires sociales de gagner encore quelques milliards sans réduire véritablement la protection sociale. Certaines pistes ont été explorées depuis plusieurs mois.

On croit moins aujourd'hui aux opérations de contraction (suppression d'une dépense et de la recette correspondante) qui paraissent le plus prometteuses au départ (*Monde* du 25 avril). L'idée d'une franchise de remboursement au-dessus d'un certain seuil de revenu

Paier ou simple ralentissement

Mais d'autres contestent cette analyse. Pour eux, la baisse du nombre des journées d'hôpital (de l'ordre de 3 % depuis le début de 1983) montre que l'on est arrivé à un palier dans la consommation. Il n'y a donc pas de raison que les dépenses hospitalières augmentent globalement dans les années à venir : les dépenses de personnel (deux tiers du total) notamment sont stabilisées, puisque

DU TONU

BON
130
gar

garage

Garage



l'industrie pharmaceutique et les syndicats professionnels de pharmaciens, le ministère des af-

tomme qui permettrait de substituer à ces petites rentes une indemnité forfaitaire, une sorte de « capital » versé en une seule fois et variant suivant l'importance de l'incapacité physique permanente. Les chiffres ne sont pas arrêtés et feront l'objet de discussions avec les partenaires sociaux.

13%

DE L'ECUREUIL
% (taux actuariel
sur 5 ans)

Centre d'

52
13. pla

GUY HERZLICH.

(1) Toutefois, on envisage de constituer de tels comptes pour les très petits remboursements.

(2) Il s'agit de l'échographie, de la fibroscopie, de l'électrocardiogramme et de l'angiographie numérisée. En 1982 le remboursement des actes d'exploration en K a coûté 2,28 milliards à la Sécurité sociale.

(3) Le décalage entre la croissance des dépenses sociales et celle de la PIB avait été de 3,5 % en moyenne de 1973 à la fin de 1982.

M. Pierre Bérégozov, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, devrait présenter au conseil des ministres du 18 juillet une quantité de mesures de simplification concernant la Sécurité sociale. Parmi ces mesures, quatre sont déjà connues dans leurs grandes lignes :

1^{re} Mise à l'étude d'un projet sur la suppression des vignettes de médicaments. En liaison avec l'industrie pharmaceutique et les syndicats professionnels de pharmaciens, le ministère des affaires sociales étudie un système permettant de substituer à la vignette actuelle, collée sur la feuille de malade, pour obtenir le remboursement de médicaments, un système de code à barres. Dans un premier temps, en 1985, il ne s'agira que d'une expérimentation qui ne concernera qu'un département. Il s'agit d'éviter ainsi l'écoulement d'une éventuelle généralisation soit déclinée à terme.

2^e Transformation des petites rentes d'invalidité en capital. A l'heure actuelle, environ 25 % des bénéficiaires de rentes d'incapacité physique permanente ont des incapacités inférieures à 10 % donnant droit à des rentes d'invalidité de 1^{er} ou 2^e trienniellement. Le ministère des affaires sociales prépare un projet de loi qui serait proposé à l'au-

200 F sur douze mois, elle se-
rait soit imputée sur les presta-
tions à venir sous allocation au
pour les personnes âgées de
inférieures à 30 F dues par la Sé-
curité sociale à la suite d'erreurs,
elles seront versées à l'occasion
d'un prochain règlement et dans
un délai de deux ans qui consti-
tuerait une mesure transitoire. Cette
mesure ne concerne pas la plu-
part des remboursements.

4) Carte « future mère » — Début 1985 des mesures seront prises pour simplifier, suivant des formules plus souples et plus personnalisées, les documents pour la maternité (la paperasserie sera réduite de plus de 50 % avec création de cartes d'ouverture de droits avant et après l'accouchement).

POUR VOS PROJETS!

13%

DE L'ECUREUIL

(taux actuariel brut
sur 5 ans)

Centre d'information Ecureuil
22.95.00

524.93
13, place du Havre 75008 PARIS

DU TONUS POUR VOS PROJETS!

13%
d'intérêt

BON DE L'ECUREUIL
13% (taux actuariel brut garanti sur 5 ans)

Centre d'information Écureuil
522.95.00
Place du Havre 75008 PA



**Caisse
d'Epargne
Ecureuil**

place du Havre 130



APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION

Dans le cadre de son programme d'extension relatif à la construction d'une troisième ligne de cuisson (1 200 t/j de clinker), la Société des Ciments d'Agadir lance un appel d'offres de présélection pour les lots suivants :

- Lot n° 1 : Une installation d'épuration électrostatique des fumées du four.
- Lot n° 2 : Un atelier de granulation pour l'alimentation d'un échangeur à grille Lepol.
- Lot n° 3 : Un échangeur à grille Lepol avec ses annexes et les manutentions des poussières.
- Lot n° 4 : Un four rotatif : diamètre 4 m, longueur 65 m, avec ses annexes et capot de chauffe, tuyère mixte charbon/fuel.
- Lot n° 5 : Un refroidisseur à clinker à recirculation des gaz et manutention du clinker.
- Lot n° 6 : L'ensemble silos de stockage de la farine crue des fours avec les annexes de manutentions.
- Lot n° 7 : Matériels annexes.

Les sociétés intéressées par tout ou partie des lots ci-dessus mentionnés peuvent retirer les dossiers correspondants au siège de la Société des Ciments d'Agadir, Km 7, route d'Essaouira, Anza, BP 312, Agadir, soit auprès de l'ingénieur-conseil, Société des Ciments Français, Tour Générale, Cedex 22, 92088 Paris La Défense, France.

Les offres sont à remettre au plus tard le 15 août 1984 à 12 heures ; passé ce délai aucune offre ne sera acceptée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE AVIS AU PUBLIC

LIGNE ÉLECTRIQUE A 2 CIRCUITS 400 KW
BELLEVILLE - SAINT-ÉLOI - BAYET TRONÇON BELLEVILLE - SAINT-ÉLOI

- Prolongation de l'instruction administrative en vue de la déclaration d'utilité publique.
- Prolongation de la publicité de l'étude d'impact.

Le préfet, commissaire de la République du département de la Nièvre, communique :

Une instruction administrative a été ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la ligne à deux circuits 400 000 volts Belleville - Saint-Eloi, dans les départements du Cher et de la Nièvre, et d'aménagement des lignes existantes entre Garçizy et Saint-Eloi dans le département de la Nièvre.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact, dont le public peut prendre connaissance depuis le 9 mai 1984. Une erreur matérielle ayant été constatée sur la carte de la page 105 de l'étude d'impact, ce document a été rectifié. En conséquence, par arrêté préfectoral, la période pendant laquelle le public peut prendre connaissance de cette étude est prolongée de deux mois à compter du 10 juillet 1984. Les lieux, jours et heures de consultations sont les suivants :

- A la préfecture de la Nièvre à Nevers, de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, du lundi au vendredi inclus ;
- A la sous-préfecture de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, du lundi au vendredi inclus ;
- A la mairie des chefs-lieux de canton de Pouilly-sur-Loire (Nièvre), Guéigny (Nièvre), Nevers (Nièvre), aux jours et heures d'ouverture de celle-ci au public ;
- A la mairie des communes concernées par l'ouvrage : La Celle-sur-Loire, Myennes, Cosne-Cours-sur-Loire, Saint-Loup, Saint-Père, Pouilly, Saint-Martin-sur-Nohain, Saint-Quentin-sur-Nohain, Garçizy, Narçay, Varennes-lès-Narcy, Mesves-sur-Loire, La Charité-sur-Loire, La Marche, Tronçay, Champvoux, Chaulgnes, Parigny-les-Vaux, Pouilly-les-Éaux, Varennes-Vauzelles, Coulange-lès-Nevers et Saint-Eloi (Nièvre), aux jours et heures d'ouverture de celle-ci au public ;
- A la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de la région Bourgogne, cité administrative Dampierre, 21035 Dijon Cedex, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30.

Chacun pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre ouvert à cet effet durant les deux mois.

A Nevers, le 4 juillet 1984.

Le préfet,
commissaire de la République
du département de la Nièvre :
Mohamed BENGAGUER.

République Arabe de Syrie PUBLIC ESTABLISHMENT OF ELECTRICITY Direction financière - Section contrats extérieurs N° 2552/P Date : le 26/6/1984

Extension de la date de clôture de l'appel d'offres N° 1529

Comme suite à notre annonce concernant l'appel d'offre N° 1529 pour la fourniture et l'installation d'un poste électrique 230/400 KW qui est mentionné dans Le Bulletin Officiel quotidien N° 4077 daté du 1-1-1984.

La date de clôture pour la présentation de l'offre est reportée au samedi 4-8-1984.

De même, nous attirons votre attention sur le fait qu'il est possible d'accepter également un fonctionnement du moteur avec dispositif de jonction, c'est-à-dire un dispositif pneumatique.

Salutations distinguées.

Le Directeur Général du PEE
Ing. R. Idriis

ÉTRANGER

Recul du chômage en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. - La lutte contre le chômage en Belgique vient de remporter un succès « symbolique ». Pour la première fois depuis bien des mois, le nombre des chômeurs complets indemnisés est retombé en dessous de la « barrière psychologique » du demi-million. Les statistiques du mois de juin indiquent en effet un chiffre de 494 270 chômeurs, c'est-à-dire 9 205 de moins que le mois précédent.

Encore convient-il de remarquer que le recul du chômage est plus net en Flandre qu'en Wallonie ou dans la région bruxelloise. De façon générale, l'horizon reste assombri, car les jeunes de moins de vingt-cinq ans, ainsi que les femmes, sont toujours les plus directement touchés. Dans le camp gouvernemental, on se marque pas de souligner que le taux du chômage retombe ainsi de plus de 12 % l'an dernier à 11,8 %. A cet égard, il importe cependant de rappeler que les statistiques comportent des divergences sérieuses selon que l'on tient compte ou pas des demandeurs d'emploi qui n'ont pas droit aux indemnités, des jeunes qui suivent un stage ou de ceux qui ont été recrutés de façon un peu artificielle dans des « circuits de travail temporaire ». D'autre part, rien n'a changé dans la mesure où ce sont surtout les

chômeurs de longue durée et ceux qui sont professionnellement les moins qualifiés qui éprouvent toujours les plus grandes difficultés à retrouver un emploi.

Il n'en reste pas moins que, depuis le mois de janvier, le nombre des chômeurs a été en constante diminution. Il est passé du « maximum historique » de 523 000 à 494 000 aujourd'hui. Ce résultat est dû sans aucun doute aux accords suscités par le gouvernement Martens pour imposer à la fois une modération salariale aux travailleurs et une embauche compensatoire aux employeurs.

Cette politique officielle a évidemment été complétée par diverses mesures visant à occuper les jeunes dans des « circuits parallèles ». De plus, le nombre de chômeurs qui ont accepté un travail à temps partiel a également augmenté.

De son côté, la Fédération des entreprises belges s'est engagée à maintenir le niveau de l'emploi jusqu'à la fin de l'année ; de plus, les syndicats et les organisations patronales sont en train de négocier un éventuel accord sur une nouvelle répartition du temps de travail.

JEAN WETZ.

CONJONCTURE

Les investissements progresseraient de 12 % cette année prévoit l'INSEE

Les industriels prévoient pour cette année une progression de 21 % de leurs dépenses d'équipement, ce qui correspond, compte tenu de la hausse des prix, à une augmentation de 12 % en volume de leurs investissements. Les indications fournies à l'INSEE en juin par les chefs d'entreprise confirment les réponses faites en mars, qui indiquaient une reprise de l'investissement.

Cette reprise serait toutefois entièrement intégrée selon les secteurs.

Ce sont les grandes entreprises qui enregistreraient la hausse la plus forte : + 18 % en volume, ce qui représente une progression de 4 % par rapport aux prévisions annoncées en mars. Dans les moyennes entreprises, la hausse serait de 7 %

en volume et, dans les petites entreprises (moins de cent salariés), les industriels prévoient plutôt une stagnation en volume.

Dans les secteurs produisant des biens intermédiaires, les chefs d'entreprise prévoient, comme à l'enquête de mars, une hausse de 18 % en volume des investissements : ils ont révisé en baisse leurs prévisions dans la sidérurgie (environ 40 % contre + 60 % en mars), mais ils les ont augmentées dans les autres secteurs. Les prévisions sont toujours élevées dans le papier-carton (+ 30 %), le verre (+ 25 %) et la chimie de base (+ 15 %).

Dans les industries de biens d'équipement, les dépenses d'investissement progresseraient de 7 % en volume, sans révision notable par rapport à l'enquête précédente : la hausse serait forte dans la mécanique (20 %), mais, dans la construction navale et aéronautique, le volume des investissements baisserait sensiblement (- 17 %).

Dans les secteurs de l'automobile et des autres matériels de transport, les industriels annoncent une progression de 5 % en volume, ce qui traduit une révision en hausse par rapport à l'enquête de mars. Les prévisions ne subissent par contre pas de révisions notables dans les industries agro-alimentaires (+ 23 %) et dans les biens de consommation courante (+ 1 %).

Les commandes de construction et de génie civil ont augmenté au premier semestre après plusieurs années de baisse. Elles devraient stagner au second semestre.

Pour 1985, les premières estimations fournies par les chefs d'entreprise correspondent à une stabilisation du volume des investissements par rapport à son niveau de 1984. Une progression notable ne serait enregistrée que dans les industries de biens d'équipement.

DANS SON RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT

La Banque mondiale recommande un quadruplement des sommes consacrées à la planification familiale

Un grand nombre de pays en développement n'ont pas pu échapper à la pauvreté que s'ils parviennent à ralentir la croissance de leur population, constate la Banque mondiale dans son rapport sur le développement pour 1984. Ce rapport, qui peut influencer la politique de l'institution, a pour sujet central les causes et les conséquences de l'accroissement démographique mondial et ses liens avec les orientations économiques. De telles préoccupations ne sont pas nouvelles, puisque la deuxième conférence internationale sur la population se réunira du 4 au 11 août à Mexico.

« Ce sont les pauvres, peu instruits, au revenu faible et incertain et qui n'ont pas accès à des services de santé et de planification familiale satisfaisants, qui ont le plus de difficultés à échapper à la pauvreté », écrit le rapport.

De son côté, la Banque mondiale estime que les politiques économiques et sociales doivent être adaptées à la situation démographique quand cela semble nécessaire.

L'accroissement de la population mondiale s'est ainsi accéléré, passant de 0,5 % par an, au début du siècle, à 2 % par an, aujourd'hui.

Dans l'ensemble des pays en développement (PVD), il a culminé à 2,4 % en 1965 pour revenir à 2 % actuellement, mais ce déclin est principalement dû à la baisse de la fécondité en Chine. La Banque mondiale estime néanmoins que « le fait essentiel, c'est que le taux d'accroissement de la population mondiale a baissé. La fin du vingtième siècle a constitué un tournant démographique, puisque plusieurs siècles de croissance accélérée ont pris fin pour faire place à ce qui, selon les démographes, devrait être une baisse interrompue », qui, toutefois, ne se fera pas automatiquement, reconnaît le rapport.

Au rythme actuel, la population mondiale aura augmenté, en 1984, de 80 millions de personnes, dont plus de 70 millions dans les pays en voie de développement, qui en comptent déjà les trois quarts. Après avoir été de 1,7 milliard d'habitants au début du siècle, cette population a pratiquement doublé, depuis 1950, passant de 2,5 milliards à presque 4,8 milliards. Dans l'hypothèse où la fécondité continue à baisser, elle atteindra, selon les projections, 10 milliards en 2050 et 11 milliards en 2150. La moitié serait alors en Asie du Sud et en Afrique, au sud du Sahara - où se trouvent actuellement les zones de plus grande pauvreté. L'Inde atteindrait le chiffre le plus élevé - 1,7 milliard d'habitants - et le Bangladesh devrait contenir 450 millions de personnes - dans quelles conditions ? - sur un territoire représentant le quart de celui de la France.

« Le patronat subit le choc du Conseil de l'Europe sur les fonds salariaux. - Après l'introduction, début 1984, d'un impôt sur les employeurs dont le produit ira à des fonds d'investissement sociaux - les fonds salariaux, dont le bénéfice aiderait à financer les retraites - la Confédération du patronat suédois a décidé de saisir la Cour du Conseil de l'Europe. L'objectif : tenter de démontrer que le système est en contradiction avec la protection de la propriété, garantie par la convention européenne des droits de l'homme. »

En dépit de ces perspectives, le rapport évite de tomber dans les excès alarmistes et néo-malthusiens, voulant démontrer qu'un processus de développement adéquat crée en lui-même un « environnement » favorable à une baisse de la natalité. Toutefois, ce que veut dire aussi la Banque mondiale, c'est qu'il n'est pas permis d'attendre qu'un relèvement du revenu - celui-ci ne pouvant se produire rapidement - fasse baisser spontanément la fécondité, et que le développement de bon nombre de pays pourrait être compromis, à moins d'une diminution rapide de la croissance démographique. Sans assurer qu'une moindre croissance démographique garantit le progrès, le rapport insiste, en revanche, en avant le lien étroit entre pauvreté et forte croissance démographique, qui forment, dit-il, un « cercle vicieux ».

Certaines politiques nationales « appropriées » en matière d'éducation de santé, d'emploi, en particulier pour les femmes, ainsi que la diffusion d'information sur le contrôle des naissances et les risques, que présente une famille nombreuse, peuvent contribuer à réduire la fécondité. Cela s'est produit dans quelques pays (Sri-Lanka, Tunisie, Mexique, Inde, Corée du Sud, Thaïlande, Colombie). C'est dans un tel esprit que la Banque mondiale invite à agir des « politiciens ».

La démonstration est claire et d'ailleurs valable de celle faite dans d'autres milieux depuis des années. L'intérêt est peut-être dans le fait que les experts de l'institution de Washington, au terme d'une vaste analyse, se gardent de présenter des solutions catégoriques et conviennent de l'importance, dans un tel domaine, de la liberté de conscience et de la conception de la famille. Mais ils n'en soulignent pas moins que si quatre-vingt-cinq pays en développement, représentant 90 % de la population du tiers-monde, accordent leur appui à des programmes de contrôle des naissances, beaucoup de ces programmes ne touchent pas les régions rurales et que vingt-sept autres de ces mêmes pays - dont près de la moitié en Afrique - n'en ont pas encore. Autrement dit, la planification familiale peut diminuer rapidement la fécondité et contribuer au progrès économique.

En conclusion, le rapport estime que les sommes affectées tant par les Etats que par l'aide internationale (et donc, implicitement, celle de la Banque mondiale) à la planification familiale devraient être très nettement augmentées, et devraient même « quadrupler » d'ici à la fin du siècle par rapport aux dépenses qui lui ont été consacrées en 1980, afin d'amener un déclin rapide de la fécondité. Dans ce cas, il en résulterait, au total, 2 milliards de dollars, soit environ 5 % de tous les programmes d'aide en 1982. Mais alors que cette aide internationale stagne, cela est-il possible ?

GÉRARD VIRELLE.

O. FADEL
EXPORTER EN ALGERIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles
- DÉCODEURS T.V.
- MOTOCYCLETTES
- TRACTEURS
- FROID
Études de marchés
pour licences d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 528.85.44 - 528.24.63
Téléc. 649251

Conseillers Sociaux Associés

recherchent

UN FUTUR PATRON

qui deviendra propriétaire de son Entreprise.

Dans le cadre de leur politique de redéploiement, des groupes industriels décident de séparer de certaines filiales ou de secteurs d'activités. Ces décisions créent naturellement des problèmes d'emplois régionaux. Notre rôle est d'assister techniquement les Directions pour la réalisation de Plans Sociaux. Sans écarter l'éventualité de licenciements collectifs, nous sommes persuadés qu'il existe des solutions plus adaptées au contexte économique et social.

Proposer à un cadre, ayant fait la preuve de ses capacités professionnelles avec l'esprit d'entreprise et un sens aigu des responsabilités, de devenir un patron de P.M.I., propriétaire de son Entreprise.

Si vous êtes intéressé, nous vous offrons de « prendre en charge » une unité de 25/30 personnes de prestations de services industriels (conditionnement). A partir de cette « base » assurée par contrat, il vous appartiendra de développer votre Entreprise vers d'autres débouchés.

Prendre contact - par écrit - en adressant votre dossier de candidature (C.V., commentaires sur expérience professionnelle, références morales, raisons de votre choix) qui restera confidentiel à :
CONSEILLERS SOCIAUX Associés « Futurs Patrons »
3, rue Théodore-de-Banville 75017 PARIS.

ÉNERGIE

Les treize ministres de l'OPEP se réunissent à Vienne

Confusion et pléthore

Les treize ministres des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) se réunissent à Vienne, le 10 juillet, pour la 70^e conférence ordinaire de l'Organisation. Dans l'indifférence quasi générale, l'OPEP... Pour en parler, experts, négociants et spécialistes de toute origine ont la même expression un peu narquoise : « Que peuvent-ils décider ? ». Comment croire qu'il y a quinze mois les ministres, comme l'ensemble du monde pétrolier, tenaient leur souffle, guettant fébrilement les résultats de la conférence de Londres, à l'issue de laquelle l'OPEP avait décidé une baisse des prix officiels de 5 dollars par baril ?

La situation comme les perspectives du marché de pétrole ont pourtant guère à la quinzaine. La pagaille règne. Générale, confondant experts et prévisions. Pagaïe sur le marché qui après avoir, contre toute attente, remarquablement résisté de janvier à mai aux pressions à la baisse des cours - habituelle en cette saison de faible demande - a miraculeusement conservé son sang-froid en mai malgré les menaces croissantes de blocage du Golfe, pour finalement s'effondrer en juin alors que normalement une reprise de la demande aurait dû se manifester et que le risque d'escalade du conflit irano-irakien s'aggrave.

Pagaïe sur les prix qui n'ont plus avec les cours officiels fixés par l'OPEP qu'un rapport lointain et formel : pris à la moitié du cours mensuel du brut (contre 1,5 à 20 % il y a deux ans) s'effectue désormais sur la base du marché au jour le jour dit « spot » ou « libre », où les cours sont inférieurs de 1,5 à 2 dollars par baril (1) aux cours officiels. Ces derniers ne sont d'ailleurs, (rabais, facilités de crédit, primes de guerre, aides (2)) plus qu'une référence : on estime qu'en moyenne la totalité des transactions est réalisée actuellement à un dollar par baril en-dessous des prix officiels.

Pagaïe sur les niveaux de production qui ne reflètent plus qu'ap-

proximativement les quantités effectivement offertes sur le marché. D'une part, ils ne prennent pas en compte les produits raffinés, lesquels représentent désormais près du quart du commerce mondial, contre 15 % en 1979. D'autre part, une partie du brut produit alimente les stocks en mer constitués pour des raisons essentiellement stratégiques par l'Arabie saoudite (65 millions de barils), le Koweït (5 millions de barils) et l'Iran (4 à 5 millions de barils). L'existence de ces réserves flottantes perturbe toutes les estimations au point que la très sérieuse Agence internationale de l'énergie ne parvient plus depuis un mois qu'à localiser un tiers environ des mouvements de stocks constatés. Pagaïe enfin sur les différences de prix entre les différents pays, les écarts de prix officiels sont parfois de 10 à 15 % entre les pays, les écarts de prix correspondants plus en rien à la réalité du marché. Les bruts lourds, traditionnellement moins estimés, sont pour des raisons tant structurelles (évolution du raffinage) que conjoncturelles (la grève des miniers britanniques qui gonfle la demande de fuel lourd) « sur-cotés » depuis des mois, si bien que les ventes groupées de « paniers de bruts » de différentes qualités aux prix officiels sont devenues un moyen déguisé d'offrir des rabais.

Dans ces conditions, les perspectives sont plus confuses que jamais. Deux événements menacent la stabilité du marché sur lequel les producteurs n'ont aucune stabilité du marché sur lequel les producteurs n'ont aucune prise. D'une part, l'extension du conflit dans le Golfe, qui risque à tout moment de provoquer des réactions du marché d'autant plus fortes qu'elles auront été retardées. Sans doute la relative sérénité des opérations depuis deux mois s'explique-t-elle tout par la situation fondamentale contradictoire du marché pétrolier que par l'absence étonnante, en dépit des attaques répétées de navires, de sinistres majeurs : le volume de pétrole réellement perdu est extrêmement faible au regard du nombre des cargos touchés.

Mais plus le temps passe, plus le danger s'accroît de voir l'un ou l'autre pays tenter une attaque décisive, d'un terminal pétrolier, par exemple, qui perturberait réellement le trafic mondial.

Second facteur de perturbation majeure (mais en sens inverse) du marché : la fin de la guerre irano-irakienne, également envisageable, bien qu'à terme plus éloignée. Elle aurait pour effet de remettre sur le marché des quantités importantes de brut jusqu'ici gelées par la guerre, précipitant ainsi une chute des cours.

Le rôle majeur de l'Arabie Saoudite

Hors ces deux aléas majeurs, le marché risque de connaître la poursuite de la dégradation amorcée depuis peu, si l'Arabie Saoudite, principal responsable de la baisse de juin, avec une production portée à plus de 5 millions de barils par jour (5,5 millions contre 4,5 en mai) ne réduit pas très vite les quantités offertes sur le marché. En effet, la demande soutenue tout au long du

printemps par la reprise de la consommation mondiale (+ 3 % au premier semestre) et par les craintes liées au conflit du Golfe, devrait stimuler, du fait d'une croissance mondiale plus faible et de l'abondance des stocks existants, notamment au niveau des produits finis. En juin déjà la pléthore existant sur le marché des produits raffinés a, en aggravant les pertes des raffineries, puissamment contribué à tirer les prix vers le bas, certains fuels lourds étaient cotés moins chers que des bruts !

Que peut faire l'OPEP pour assainir une situation qui n'est pas sans danger ? Peu de chose. En tant que groupe elle n'a plus d'impact sur l'évolution du marché libre, qui, « fait » les prix réels et cotés, à cause surcapacités existantes, au marché d'acheteurs. Seul de tous les membres de l'OPEP, l'Arabie Saoudite garde une influence décisive sur l'évolution des cours, grâce à son rôle de producteur d'appoint, chargé par ses partenaires d'équilibrer le marché, et à ses besoins relativement limités, qui lui donnent donc une grande marge de manœuvre. Les autres producteurs, soit au maximum de leurs possibilités et plus ou moins contraints de le rester (l'Irak), soit tenus de respecter à peu près leurs quotas de peur qu'une conduite irrégulière n'amène une crise et un effondrement des prix. « Depuis des mois tout le monde triche dans les limites du raisonnable qu'il s'agit de prix ou des quotas de production », explique un observateur, ce qui vaut aussi pour les producteurs n'appartenant pas à l'OPEP comme la Grande-Bretagne, la Norvège ou l'URSS.

Débats académiques

Trop divisée intérieurement pour courir le risque de remettre en cause le dispositif adopté l'hiver dernier, en janvier 1983, l'OPEP ne peut guère dans l'immédiat que rappeler à la discipline tous ses membres. Elle sera probablement contrainte d'attendre une reprise de la demande, prévue au quatrième trimestre, pour envisager la redistribution des quotas de production, instantanément réclamée par le Nigeria, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Iran et l'Irak, ou une redistribution des différents plus proche de la réalité. « Comment redistribuer un million de barils/jour sans provoquer un nouvel effacement », interroge un expert. On comprend mieux que les débats à venir des ministres du pétrole sur les prix officiels - non appliqués, - les niveaux de production - de moins en moins significatifs, - les quotas - respectés de façon plus ou moins approximative, - ou les différences de prix - irrégulières, apparaissent de plus en plus académiques.

VERONIQUE MAURIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

●●● GROUPE GENERALE DES EAUX

L'assemblée générale réunie le mercredi 27 juin 1984, sous la présidence de M. Guy Dejean, a approuvé les comptes de l'exercice 1983. Le chiffre d'affaires consolidé (produits financiers compris) est légèrement supérieur à 30 milliards de francs, soit une progression de 11,3 % par rapport à l'exercice 1982. Les résultats consolidés (part du groupe) s'élèvent à 417,3 millions de francs (+ 17,3 %). Les investissements ont porté sur 1 431 millions de francs.

Le dividende net est fixé à 17 francs par action des 11 241 383 actions composant le capital social. (Le revenu global avant fiscal compris est de 25,50 francs.)

Dans son allocution M. Guy Dejean a indiqué que la progression des résultats 1983 traduisait l'absence de résistance d'ensemble des sociétés du groupe, malgré les difficultés de la conjoncture. Il a précisé qu'au cours des cinq dernières années, le résultat net consolidé (part du groupe) s'était accru de 140 % et la marge brute d'amortissement consolidée de 215 %.

Envoquant les perspectives d'avenir, le président a souligné : « Dans les métiers de l'eau, comme dans les autres métiers de services, la continuité de l'action est un élément essentiel des engagements pris vis-à-vis de nos consommateurs. Qu'il s'agisse d'eau, d'énergie ou de valorisation des déchets, le moteur principal de notre développement est le souci d'améliorer notre niveau de performance envers nos clients et particulièrement les collectivités locales dont les obligations sont de plus en plus lourdes. »

Le Monde
document
LE CINÉMA
EN FRANCE
NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET-AOÛT
8 PAGES - 5,50 F

■ GROUPE VICTOIRE ABELLE ET PAIX

COMPTES CONSOLIDÉS 1983

Sous réserve de leur examen par les commissaires aux comptes, les éléments essentiels du bilan et des comptes consolidés du groupe sont les suivants :

BILAN

Le total du bilan atteint 29 927 millions de francs contre 23 681 millions de francs (+ 26,4 %) et la situation nette 2 169 millions de francs contre 1 545 millions de francs (+ 40,4 %). La forte progression de la situation nette est la conséquence des affectations en réserves d'une part importante des résultats dégagés par les filiales consolidées.

Les provisions techniques, qui s'élèvent à 24 491 millions de francs (+ 27,7 %), représentent 2,38 fois le chiffre d'affaires de l'exercice.

Enfin, les actifs placés atteignent 24 848 millions de francs (+ 28,9 %).

RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 10 294 millions de francs, en progression de 18 % sur l'exercice précédent. Il se répartit de la façon suivante :
- Sociétés françaises : 7 845 millions de francs (+ 16,5 %),
- Sociétés étrangères : 2 449 millions de francs (+ 23,8 %).
Les sociétés françaises réalisent donc 76,2 % du total et les sociétés étrangères 23,8 %.

Il faut noter que dans ce chiffre d'affaires total l'activité réalisée en France représente 58,8 % de l'activité réalisée en devises (sociétés étrangères, succursales étrangères de sociétés françaises et acceptations en réassurance en provenance de l'étranger), 41,2 %.

Enfin, la ventilation par branches d'activité est la suivante :

- Assurances dommages : 55,3 %
- Assurances vie : 21,8 %
- Acceptations en réassurance : 12,5 %

Les produits financiers courants atteignent 2 435 millions de francs contre 1 802 millions de francs en 1982 (+ 35,1 %).

Les charges d'exploitation qui s'élèvent à 9 382 millions de francs (+ 23,3 %) comprennent pour l'essentiel le coût des sinistres, soit 6 499 millions de francs (+ 26,7 %), et les autres charges et commissions.

Les profits exceptionnels, qui sont constitués notamment par des plus-values de cessions d'actifs, s'élèvent à 555 millions de francs (+ 11,6 %) alors que les reprises sur provisions antérieurement constituées sont de 6 millions de francs contre une dotation de 26 millions de francs l'année passée.

Après un impôt sur les sociétés de 101 millions de francs, le résultat net est de 477 millions de francs contre 443 millions de francs, soit une augmentation de 7,7 %.

Le résultat net par action correspondant à la part du groupe est de 163,78 F contre 153,95 F en 1982 (après ajustement pour tenir compte de l'attribution gratuite réalisée en décembre 1983).

La valeur de l'action résultant de la part du groupe dans la situation nette consolidée (à l'exclusion des plus-values latentes sur les patrimoines) ressort à 750 F contre 537 F en 1982 (également après ajustement).

LE SUPER A 5,34 F LE 11 JUILLET

Le Comité national des prix, qui s'est réuni le 9 juillet, devait décider une augmentation du prix des carburants et du fuel. Le prix maximal à Paris du litre de super passerait, le 11 juillet à 0 heure, de 5,12 F à 5,34 F, et celui de l'essence de 4,81 F à 5,03 F.

Le comité des prix devait aussi examiner la refonte de la carte des prix et de la distribution des produits pétroliers ainsi que la revalorisation de la marge des distributeurs. Cette marge sera revalorisée de 0,85 centimes par litre d'essence et de super. Parallèlement les rabais maximaux autorisés à la pompe passeront de 17 à 18 centimes pour le super et de 16 à 17 centimes pour l'essence.

Enfin le comité des prix devait approuver un relèvement de la taxe parafiscale alimentant la Caisse nationale de l'énergie : + 20 centimes pour le supercarburant et l'essence, + 6 centimes pour le gazole.

FAITS ET CHIFFRES

Consommation

● Références pour une superette dans le Morbihan. - Les habitants de Beignon (Morbihan) ont été invités à se rendre aux urnes, le 8 juillet, pour se prononcer sur le type de commerce qu'ils souhaitent voir s'implanter dans leur village : une « multiple rurale superette » ou un point de vente traditionnel. Les Beignonais, privés de tout commerce depuis deux ans, ont finalement tranché en faveur de la superette par 308 voix contre 216 sur 553 votants. Le conseil municipal, unanime sur la nécessité d'un nouveau commerce, mais divisé sur sa forme, s'est engagé à respecter les résultats du référendum.

Énergie

● Essence : rabais de 30 centimes dans les centres Leclerc. - La décision de M. Michel Leclerc d'accorder à partir du 8 juillet des réductions de 30 centimes par litre d'essence dans vingt-deux des stations de sa chaîne, va relancer la bataille sur les rabais. M. Michel Leclerc s'est senti encouragé dans sa décision de proposer de nouveaux rabais par l'attitude adoptée le 4 juillet par la cour d'appel de Paris. (Le Monde du 6 juillet).

● Les exportations d'électricité d'EDF pourraient doubler en 1984. - M. Remy Carle, directeur de l'équipement d'EDF, a indiqué, le 5 juillet, que les exportations de l'établissement pourraient atteindre 25 milliards de kilowattheures en 1984, contre 13 milliards en 1983.

Marché commun

● Différend entre le gouvernement grec et l'énergie. - Le ministre grec de l'énergie, M. Kouloumbis, est « profondément mécontent » de l'arbitrage rendu par un tribunal arbitral suisse sur le conflit qui l'oppose au producteur français d'aluminium Pechiney. Aluminium de Grèce (ADG), filiale de cette entreprise, refusait la hausse des tarifs d'électricité que voulait lui imposer le gouvernement, portant le prix du kilowatt-heure de 0,015 dollar à 0,025 dollar. Le tribunal a tranché pour 0,018 dollar en 1983 (rétroactivement) et pour 0,020 dollar en 1985. Le gouvernement d'Athènes pourrait porter l'affaire devant les tribunaux grecs. ADG consomme environ 10 % de la production grecque d'électricité.

Social

● Accord sur les commissions paritaires de l'emploi. - Un protocole exprimant la « volonté » de « relancer activement » les commissions paritaires interprofessionnelles régionales de l'emploi a été signé vendredi 6 juillet par le CNPP, la CGPME, et par quatre centrales syndicales sur cinq (seule la CGT n'a pas signé), comme on s'y attendait (Le Monde du 4 juillet). Cette renaissance se fera dès septembre prochain dans plusieurs régions (Bourgogne, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes). Des sous-commissions pourront être installées dans une cinquantaine de circonscriptions d'ASSEDIC ou des bassins d'emploi. Les usages et les autres examineront les possibilités d'adaptation entre les offres et les demandes d'emploi à la suite de l'introduction des nouvelles technologies, l'insertion des jeunes et l'orientation des actions de formation.

ERRATUM

● La retraite des cadres. - Le conseil d'administration de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) vient de décider de fixer à 1,736 F la valeur du point de retraite des cadres, soit une augmentation de 7 % par rapport au 1^{er} janvier 1984.

Boisson américaine

● Boisson américaine représente 35,2 litres et non pas 12,5 litres comme nous l'avons écrit par erreur dans notre édition du 16 juin à propos de la baisse de la production américaine de blé. En fait, il est plus utile de parler en poids qu'en volume. Un boisseau de blé correspond alors à 27,2 kilos. Dès lors, la récolte d'hiver de blé aux États-Unis, qui représente environ les trois quarts de la récolte totale, devrait être de 53,5 millions de tonnes.

INFORMATION SICAV

Information trimestrielle

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

INDOSUEZ VALEURS	actions et obligations France et étranger	1 481	559,64	101,64	+161,54%
INVESTITION	actions et obligations France et étranger	362	863,43	83,13	+188,30%
GESTION SÉLECTION (1)	(France) actions françaises	1 058	361,85	86,61	+114,53%
GESTION RENDEMENT	obligations françaises et étrangères	1 244	442,16	180,21	+95,39%
SÉCURITÉ MOBILIÈRE	obligations de première catégorie (garanties par l'État)	1 123	371,31	159,09	+68,43%
IMMOBILISATIONS	actions et obligations France et étranger	429	412,96	81,18	+88,43%
SICAV IMMO	actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	534	469,94	109,14	+80,23%
IMMOBILISATIONS	actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	747	350,88	77,32	+108,28%
UNIJAPON	actions japonaises	1 853	1 831,93	67,94	+277,72%
AMÉRIQUE GESTION	actions américaines	1 180	431,80	58,80	+199,55%

(1) SICAV Money et Comptex (E) édité en Adhèsion (CEA)

soit 100 au 30.08.84

valeur de l'action au 30.08.84

revenu distribué (cotés d'achat inclus) au 01.07.84 au 30.08.84

revenus distribués (dividendes et cotés d'achat inclus) au 01.07.84 au 30.08.84

BANQUE INDOSUEZ

tout un monde d'opportunités

Direction des Particuliers : 96, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : 561.29.61

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPTOIR LYON-ALEMAND LOUYOT

Emprunt obligataire de 61 900 000 francs
avec bons de souscription d'actions

Obligations : pair (pour la moitié au moins des titres à amortir chaque année), soit par rachats en Bourse.

61 900 obligations de 1 000 F nominal. Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.

Prix d'émission : 1 000 F par obligation. Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.

Jouissance et règlement : 23 juillet 1984. Bons de souscription :

Durée de l'emprunt : huit ans. A chaque obligation sont attachés cinq bons qui donnent chacun le droit de souscrire du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1987 une action Comptoir Lyon-Alemand Louyot au nominal de 75 F.

Intérêt annuel : 11,50 %, soit 115 F par obligation payable le 23 juillet de chaque année et pour la première fois le 23 juillet 1985.

Taux de rendement actuariel brut (en cas de non-exercice des bons de souscription) : 11,50 %. Cotation : les obligations et les tranches annuelles sensiblement égales, à partir du 23 juillet 1989, soit par remboursement au

Prix de souscription : 235 F.

Souscription du public : du 10 au 23 juillet 1984.

Une note d'information qui a reçu le visa de la COB n° 84-176 en date du 19 juin 1984 est tenue à la disposition du public.

BALO du 25 juin 1984.

S.A. au capital de 121 397 250 F
13, rue de Montmorency - 75003 Paris
R.C.S. Paris B. 552 132 508 00011.

GÉRANCE PARISIENNE PRIVÉE

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires tenues le lundi 25 juin 1984 ont entériné une nouvelle organisation de la société Gérance parisienne privée (GPP), établissement financier dépendant de MM. Worms et Cie.

GPP devient une société à directeur et conseil de surveillance.

Lors de sa première réunion, le conseil de surveillance a nommé :

- Président du conseil de surveillance, M. Nicolas Clive Worms, associé-gérant de Worms et Cie ;

- Président du directoire, M. Jean-Luc Leprieux.

Le directoire a confirmé M. Foucauld de Tinguy dans ses fonctions de directeur général.

Le conseil d'administration de la BTP, renouvelé en application de la loi de démocratisation, s'est réuni le 20 juin 1984, sous la présidence d'Adrien Spinetta, doyen des administrateurs, représentant l'Etat.

Le conseil d'administration a proposé la reconduction d'Alain Treppoz à la présidence de la B.T.P.

Le conseil a pris connaissance des résultats satisfaisants de l'activité de la banque pour les cinq premiers mois de l'exercice :

- accroissement important des capitaux gérés ; stabilité des dépôts et forte croissance des placements SICAV et FCP (+ 41 %) ;

- progression des encours de crédits (6,3 %) conforme aux possibilités maximales offertes par le renforcement des fonds propres et des capitaux permanents ;

- résultats bruts d'exploitation sensiblement supérieurs aux prévisions budgétaires.

Alain Treppoz a d'autre part informé le conseil d'administration de la signature d'une convention avec le Comptoir des entrepreneurs.



AGF GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 JUIN 1984

	C.L.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions	1 141 201 (Nominal de 100 F)	2 832 058 (Nominal de 100 F)	1 203 721 (Nominal de 100 F)	796 173 (Nominal de 200 F)	668 500 (Nominal de 200 F)
Actif net par action	714,46	353,71	233,71	329,29	229,45
Actif net total	815 342 619	1 001 733 762	281 325 951	262 171 228	153 531 594
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
- Disponible	7,77	6,40	4,73	4,17	13,99
- Obligations françaises	37,07	29,52	30,52	59,60	86,01
- Obligations étrangères	0,38	0,31	0,35	34,82	-
- Actions françaises	20,21	54,71	63,95	0,01	-
- Actions étrangères	34,57	9,06	0,80	-	-
Rappel :					
- Dividende par action :					
- Montant net et avoir fiscal	44,28 + 2,88	25,29 + 1,17	17,21 + 1,78	25,53 + 1,60	26,25 + 2,30
- Date de paiement	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984

Souscriptions : Service des transferts, 87, rue de Richelieu, 75060 PARIS CEDEX 02 et Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.

BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

SIÈGE SOCIAL 253, BOULEVARD PÉREIRE 75052 PARIS CEDEX 17 TEL : 574.98.80

Le conseil d'administration de la BTP, renouvelé en application de la loi de démocratisation, s'est réuni le 20 juin 1984, sous la présidence d'Adrien Spinetta, doyen des administrateurs, représentant l'Etat.

Le conseil d'administration a proposé la reconduction d'Alain Treppoz à la présidence de la B.T.P.

Le conseil a pris connaissance des résultats satisfaisants de l'activité de la banque pour les cinq premiers mois de l'exercice :

- accroissement important des capitaux gérés ; stabilité des dépôts et forte croissance des placements SICAV et FCP (+ 41 %) ;

- progression des encours de crédits (6,3 %) conforme aux possibilités maximales offertes par le renforcement des fonds propres et des capitaux permanents ;

- résultats bruts d'exploitation sensiblement supérieurs aux prévisions budgétaires.

Alain Treppoz a d'autre part informé le conseil d'administration de la signature d'une convention avec le Comptoir des entrepreneurs.

CETTE CONVENTION ORGANISE UNE COLLABORATION DES DEUX ÉTABLISSEMENTS DANS LES CRÉDITS AUX ENTREPRISES DU BATIMENT ET DANS LES CRÉDITS IMMOBILIERS.

SALVEPAR

Précisons que le dividende, limité à F 24 par action (contre F 20,80), constitué avec l'impôt déjà versé au Trésor une distribution globale de F 36 (contre F 31,20). [Voir le Monde du 5 juillet 1984].

COFIMEG

Il est rappelé que l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, en date du 26 juin 1984, a décidé la distribution d'un dividende de 16,50 F par action au titre de l'exercice 1983.

La mise en paiement de ce dividende sera effectuée, non pas le 20 juillet comme il a été indiqué par erreur dans un précédent communiqué, mais le 31 juillet 1984.

Voyage en RDA
de M. René Thomas,
président de la BNP

A l'invitation du Dr Polze, président de la Banque allemande du commerce extérieur (Deutsche Ausenhandelsbank), M. René Thomas, accompagné de collaborateurs de la division internationale de la Banque Nationale de Paris, a séjourné à Berlin du 28 au 29 juin 1984.

M. Thomas a été reçu par M. Kaminski, président de la Banque d'Etat (Staatsbank) et membre du conseil des ministres de la République démocratique allemande. Il a également rencontré M. Meyer, directeur général au ministère du commerce extérieur.

La Banque Nationale de Paris dispose d'un bureau de représentation à Berlin depuis 1980.

SNVB
OBLILOR
un nouveau fonds
commun de placement

La S.N.V.B. vient de lancer son deuxième Fonds Commun de Placement : OBLILOR.

Ce F.C.P. investit en obligations à taux variable et à haut rendement, à pour principale originalité le versement de revenus trimestriels.

OBLILOR est donc destiné aux épargnants recherchant un revenu important et régulier, tout en souhaitant limiter au maximum les risques de moins-values nominales.

Il convient toutefois de souligner que les placements à court terme doivent s'orienter de préférence vers l'un des deux fonds spécialisés - MONELOR et MONELOR 2 - lesquels ne supportent aucun droit d'entrée et de sortie.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

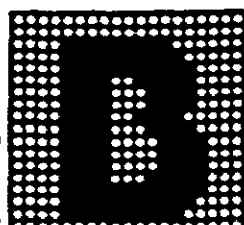
La BNP émet
1,5 milliard de F.
de titres
participatifs
avec bons de souscription

Prix d'émission : le pair, soit F1.000

Jouissance et date de règlement : 30 juillet 1984

Rémunération annuelle indexée sur le T.M.O. et le résultat net consolidé
Minimum : 85 % du T.M.O. - Maximum : 130 % du T.M.O.

Bons de souscription : à chaque titre est attaché un bon donnant droit à la souscription d'un nouveau titre participatif offrant la même rémunération.

BANQUE NATIONALE DE PARIS
LA BANQUE EST NOTRE METIER

Une note d'information (visa COB n° 84-174) en date du 19 juin 1984 est mise gratuitement à la disposition du public dans les agences de la BNP

1983.
SOUS LE
SIGNE DE
L'INNOVATION.

Le Crédit du Nord est engagé résolument dans une triple voie :

- expliquer clairement à ses clients l'environnement économique, juridique et fiscal dans lequel ils prennent leurs décisions d'emprunts et de placements,
- conseiller, et pour cela, faire usage des moyens et des technologies les plus efficaces,
- innover pour répondre aux nouveaux besoins du public en matière de produits et de services.

DES SERVICES NOUVEAUX
ET PERSONNALISÉS.

Octobre 1983 : Nordirect, premier service de banque à domicile. Les clients du Crédit du Nord détenteurs de Minitel peuvent consulter leur compte et disposer d'un guide des placements.

Mars 1983 : Corinte, service informatique complet de télétransmission et de télécollecte destiné aux grandes entreprises, suivi, début 1984, de Norestel, service téléphonique de gestion de trésorerie pour les P.M.E. et professions libérales.

Mai 1983 : Nord Equipement P.M.E., formule de prêt à long terme pour financer à la fois les investissements des entreprises et une partie de leur besoin en fonds de roulement.

Octobre 1983 : Norhail, créé avec le groupe de la Compagnie Bancaire pour proposer aux entreprises des financements en crédit-bail mobilier.

Février, mai, août et novembre 1983 : Finord Pacifique, Amérique et Europe, Finord Obligations, Finord Régions, Finord Associations et Finord Sécurité, Finord Capitalisation, créés pour élargir l'éventail des placements proposés à nos clients sous

forme de Fonds Communs de Placement, Sicav, Bons de Capitalisation.

1983 : Direction de la Trésorerie et des changes, elle a quadruplé la capacité d'accueil d'entreprises accréditées à traiter directement avec nos services de Paris, Londres et New York.

UNE INFORMATIQUE SOUPLE
ET DÉCENTRALISÉE :

3.000 ordinateurs multi-fonctions d'ici 1986, soit près d'un ordinateur pour trois employés. Ces ordinateurs multi-fonctions sont utilisés aussi bien pour les traitements au guichet des transactions avec la clientèle que pour les travaux technico-commerciaux, le traitement de textes, la documentation, la messagerie interne, l'aide à la vente et la gestion.

UNE ACTIVITÉ INTERNATIONALE
ACCROUE.

La succursale du Crédit du Nord à New York, ouverte en décembre 1982, a développé une importante activité dans le domaine du financement du commerce international, de l'aide aux entreprises françaises sur le marché américain.

UNE COHESION RENFORCÉE.

1983, c'est aussi l'année de la création du Groupe Crédit du Nord : au mois de novembre, le Crédit du Nord a apporté l'ensemble de ses titres de filiales et de participations bancaires françaises à une filiale contrôlée à 100 %, qui a pris la dénomination de "Groupe Crédit du Nord".

QUELQUES CHIFFRES.

En 1983, le total du bilan non consolidé atteint 74,8 milliards de francs, en augmentation de 37 %.

Les dépôts de la clientèle : 29,5 milliards (+9 %).

Les crédits à la clientèle : 38,9 milliards (+16 %).

Le résultat net après impôts : 155,6 millions, dont 139,1 de plus-values exceptionnelles.

Hors ces plus-values, le bénéfice net s'élève à 16,5 millions de francs, après une perte de 59,2 millions en 1982.

Le total du bilan consolidé atteint 80,7 milliards de francs, le bénéfice net consolidé 18,9 millions de francs et le total des dépôts clientèle 34,6 milliards (+9,5 %).

Crédit
du
Nord

L'engagement d'être clair.

De notre correspondant

BTS
INFORMATIQUE

- 2 années d'études
- Stages pratiques
- Mises IBM, APPLE

Le sérieux d'un diplôme d'état. Le dynamisme d'une grande école.

icd 63, avenue de Villiers
75017 PARIS
T: 766.84.22

Établissement privé d'enseignement supérieur

L. G.

LATREILLE
SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÉTÉRINAIRE

soldes d'été
DERNIERS JOURS

62 r. St-André-des-Arts, 6^e
Tél. 329.44.10
Parking adjacent à nos locaux

La cathédrale d'York abrite la plus grande concentration de vitraux du Moyen Âge du pays. Elle fut l'œuvre de sept siècles, sur un lieu consacré au culte depuis le septième siècle. Elle mesure 160 mètres de long, sa nef atteint 73 mètres et son imposante tour centrale s'élève à 66 mètres de hauteur.

L'ensemble de l'édifice, construit entre 1220 et 1472, illustre l'évolution du style gothique et des trois phases principales qu'il connaît en Angleterre avant le début du style élancé du gothique flamboyant. La cathédrale a déjà subi l'épreuve de feu en 1829. Elle fut alors incendiée par un Humain nommé Jonathan Martin. Les travaux de restauration coïncidèrent à

Pour répondre aux doléances des professionnels qui se plaignent de la concurrence déloyale que leur font, selon eux, le rail et la route, le ministre des transports ouvrira, le mardi 10 juillet, une discussion à laquelle participera notamment M. Achille Delesalle, président de l'Association nationale des travailleurs indépendants de la batellerie.

● **Les élections européennes vues de Moscou.** — Le quotidien soviétique *«Industrie socialiste»*, dans un article consacré au scrutin du 17 juin en France, voit dans ces élections *«un renversement sévère»* à la gauche. Selon ce journal, le gouvernement français *«ignore totalement les exigences des communistes et des syndicats progressistes»*, qui demandent le respect des engagements de 1981, et la politique de rigueur est *«inefficace et va à l'encontre des intérêts des travailleurs»*, parmi lesquels se fait jour *«une déception croissante»* devant *«l'influence toujours plus grande du capital»*. — (AFP).

ALGÉRIE
PIÈCES DE RECHANGE
CONTRE REMBOURSEMENT

Plus de pannes irréductibles, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.

Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.

MAFEX • 607-42-28
3, rue du Château d'Eau, 75010 Paris

Hyper-Emotivité : mal du siècle
Les stress de la vie moderne nous assaillent sans cesse. Plus un être est responsable et cultivé, plus il est soumis à l'hyper-émotivité, car plus il embrasse de préoccupations simultanées.

Votre Santé s'améliorera
Les stress rognent notre énergie et sont cause du plus de 50 % de nos maux. Apprenez à

■ **M. Benedict Donnelly**, trente-quatre ans, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures de droit, chargé de mission au cabinet de M. Guy Lemaigre, secrétaire d'Etat à la mer, a été nommé secrétaire général du Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques. M. Donnelly est directeur de la revue *Mer*.

Méthode d'Action à Étudier chez vous, à pratiquer chaque jour dans la vie, concrète, simple, efficace, elle vous apprendra :
 1. Les techniques de *Maîtrise de l'Émotivité*.
 2. Comment AGIR concrètement dans ses situations pratiques qui vous perturbent.
 3. Un nouveau comportement positif en tout.
 4. À détecter les symptômes des maux d'origine émotive pour vous en préserver.

MAURICE OGIER
 Institut Français des Connaissances

TEL: 373.11.78 M^e NATION

un livre de Maurice Ogier

« **Enrichir votre émotivité** »

« **si que tous renseignements concernant** »

« **mode d'Action.** »

Prénom

Age

855

...the ...

100

Le numéro de « Monde »
daté 5 juillet 1984
a été tiré à 412 512 exemplaires

(Publicité)

Coordonnez Maquettes

+ Tissus chez

Artirec

à prix direct-charter ©

LA TEINTE EXACTE QUE VOUS AIMÉREZ (parmi 300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électricité, la coordination sols-murs, la matière...

Votre bonheur est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible à prix garantis les plus bas, non piégés (- 5 % lect. du Monde), même avec pose et livraison.

Aussi : maquettes-dalles (quasi éternelles : on permute les dalles) ; dalles-pastilles caoutchouc ; miroirs murs et plafonds (multiplient espace et lumière) ; tapis d'art, etc.

Il faut venir au dépôt mystère de l'Impasse Saint-Sébastien, 11^e (par le 32, rue Saint-Sébastien), que se représentent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

A B C D E F G

SÉJOUR WEEK-END
DANS DES CHATEAUX PRIVÉS
Forfait, hébergement, repas, loisirs
Catalogue sur demande

CHATEAUX
vacances

Téléphone : (3) 024-18-16
B.P. 4 - 78220 VIROFLAY


[illegible]

ALGÉRIE
PIÈCES DE RECHANGE
CONTRE REMBOURSEMENT

Plus de pannes irréductibles, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.

Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.

MAFEX • 607-42-28
3, rue du Châteauneuf, 75010 Paris



..... psychologiques.

TEL.: 373.11.70 - M^e NATION

2070

GRATUIT pour livre de Maurice Ogier

NOUVEAU - Comment maîtriser votre émotivité -
sans engagements - sous pilulendorfci - ainsi que tous renseignements concernant
sa nouvelle Méthode d'Action.

Nom Prénom
Profession Age
Adresse

855

100